

SOCIÉTÉ DES NATIONS

*Recueil des Traités et des Engagements
internationaux enregistrés par le Secrétariat
de la Société des Nations*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the
League of Nations*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*et des Engagements internationaux enregistrés par le
Secrétariat de la Société des Nations*

VOLUME CLV

1934-1935

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
N° 3565. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Lituanie :	
Accord commercial, avec protocole, signés à Londres, le 6 juillet 1934, et échange de notes y relatif, Londres, le 6 février 1935	9
N° 3566. — Inde et Japon :	
Convention concernant les relations commerciales entre les deux pays, et protocole. Signés à Londres, le 12 juillet 1934	31
N° 3567. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Egypte et Italie :	
Echange de notes comportant un accord relatif à la frontière entre le Soudan et la Libye. Rome, le 20 juillet 1934	45
N° 3568. — Allemagne et Grande-Bretagne et Irlande du Nord :	
Accord pour le règlement des obligations commerciales, signé à Berlin, le 10 août 1934, et échange de notes y relatif de la même date	53
N° 3569. — Indochine et Malaisie :	
Arrangement entre l'Office des Postes de l'Indochine et l'Office des Postes de la Malaisie, relatif à l'échange des mandats-poste. Signé à Kuala-Lumpur, le 25 août 1934, et à Hanoï, le 7 septembre 1934	73
N° 3570. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Italie :	
Echange de notes relatif à la validation réciproque des certificats de navigabilité des aéronefs. Rome, le 17 septembre 1934	85
N° 3571. — Belgique et Bulgarie :	
Déclaration concernant la communication réciproque d'actes de l'état civil. Signée à Sofia, le 26 octobre 1934	99

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations*

VOLUME CLV

1934-1935

TABLE OF CONTENTS

	Page
No. 3565. — Great Britain and Northern Ireland and Lithuania :	
Agreement relating to Trade and Commerce, and Protocol, signed at London, July 6th, 1934, and Exchange of Notes relating thereto, London, February 6th, 1935	9
No. 3566. — India and Japan :	
Convention regarding Commercial Relations between the Two Countries, and Protocol. Signed at London, July 12th, 1934	31
No. 3567. — Great Britain and Northern Ireland and Egypt and Italy :	
Exchange of Notes constituting an Agreement respecting the Boundary between the Sudan and Libya. Rome, July 20th, 1934	45
No. 3568. — Germany and Great Britain and Northern Ireland :	
Exchange Agreement for Commercial Payments, signed at Berlin, August 10th, 1934, and Exchange of Notes relating thereto of the same Date	53
No. 3569. — Indo-China and Malaya :	
Agreement between the Post Office of Indo-China and the Post Office of Malaya for the Exchange of Money Orders. Signed at Kuala Lumpur, August 25th, 1934, and at Hanoi, September 7th, 1934	73
No. 3570. — Great Britain and Northern Ireland and Italy :	
Exchange of Notes for the Reciprocal Validation of Certificates of Airworthiness. Rome, September 17th, 1934	85
No. 3571. — Belgium and Bulgaria :	
Declaration regarding the Reciprocal Communication of Civil Status Records. Signed at Sofia, October 26th, 1934	99

	Pages
N° 3572. — Belgique et Bulgarie :	
Accord relatif à la délivrance et à la légalisation gratuites des expéditions d'actes de l'état civil réclamés au profit d'indigents et à la légalisation gratuite des expéditions des actes de l'espèce levées dans un intérêt administratif. Signé à Sofia, le 26 octobre 1934	105
N° 3573. — République Argentine et Suède :	
Convention concernant la réparation des accidents du travail. Signée à Buenos-Ayres, le 14 mai 1928	109
N° 3574. — Danemark, Finlande, Islande, Norvège et Suède :	
Convention relative aux faillites. Signée à Copenhague, le 7 novembre 1933	115
N° 3575. — Danemark et Malaisie :	
Accord entre l'Office des Postes du Danemark et l'Office des Postes de la Malaisie, relatif à l'échange des colis postaux, et règlement d'exécution y annexé. Signés à Copenhague, le 19 septembre 1934, et à Kuala-Lumpur, le 23 octobre 1934	141
N° 3576. — Etats-Unis d'Amérique, République Argentine, Brésil, Chili, Colombie, etc. :	
Convention pour la protection des brevets d'invention, patentes de dessins et de modèles industriels, adoptée par la quatrième conférence internationale américaine. Signée à Buenos-Ayres, le 20 août 1910	179
N° 3577. — Lettonie et Tchécoslovaquie :	
Convention de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage. Signée à Genève, le 11 octobre 1933	195
N° 3578. — Finlande et Union des Républiques soviétiques socialistes :	
Convention relative à la chasse au phoque et à la pêche dans le lac Ladoga, et protocole. Signés à Moscou, le 25 mai 1934	207
N° 3579. — Danemark et Lithuanie :	
Echange de notes comportant un accord relatif à la notification réciproque des sentences de condamnation prononcées par les instances judiciaires de l'un des deux pays contre les ressortissants de l'autre, ainsi que des empreintes digitales des condamnés. Kaunas, les 17 et 20 décembre 1934	237
N° 3580. — Allemagne et Grande-Bretagne et Irlande du Nord :	
Echange de notes relatif à la validation réciproque des certificats de navigabilité des aéronefs. Berlin, les 13, 17 et 18 septembre 1934	243
N° 3581. — Etats-Unis d'Amérique, République Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, etc. :	
Convention relative aux fonctionnaires diplomatiques, adoptée par la sixième conférence internationale américaine. Signée à La Havane, le 20 février 1928	259

	Page
No. 3572. — Belgium and Bulgaria :	
Agreement concerning the Issue and Legalisation Free of Charge of Copies of Entries in the Civil Register on behalf of Indigent Persons and concerning the Legalisation Free of Charge of Copies of Similar Entries made on behalf of the Public Authorities. Signed at Sofia, October 26th, 1934	105
No. 3573. — Argentine Republic and Sweden :	
Convention concerning Compensation for Industrial Accidents. Signed at Buenos Aires, May 14th, 1928	109
No. 3574. — Denmark, Finland, Iceland, Norway and Sweden :	
Convention regarding Bankruptcy. Signed at Copenhagen, November 7th, 1933	115
No. 3575. — Denmark and Malaya :	
Agreement between the Post Office of Denmark and the Post Office of Malaya for the Exchange of Parcels, and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at Copenhagen, September 19th, 1934, and at Kuala Lumpur, October 23rd, 1934	141
No. 3576. — United States of America, Argentine Republic, Brazil, Chile, Colombia, etc. :	
Convention for the Protection of Patents of Invention, Designs and Industrial Models, adopted by the Fourth International American Conference. Signed at Buenos Aires, August 20th, 1910	179
No. 3577. — Latvia and Czechoslovakia :	
Convention of Conciliation, Judicial Settlement and Arbitration. Signed at Geneva, October 11th, 1933	195
No. 3578. — Finland and Union of Soviet Socialist Republics :	
Convention concerning Fishing and Sealing in Lake Ladoga, and Protocol. Signed at Moscow, May 25th, 1934	207
No. 3579. — Denmark and Lithuania :	
Exchange of Notes constituting an Agreement relating to the Reciprocal Notification of Penal Sentences passed by the Courts of One of the Two Countries against Nationals of the Other, and of the Finger-prints of the Persons sentenced. Kaunas, December 17th and 20th, 1934	237
No. 3580. — Germany and Great Britain and Northern Ireland :	
Exchange of Notes for the Reciprocal Validation of Certificates of Airworthiness. Berlin, September 13th, 17th and 18th, 1934	243
No. 3581. — United States of America, Argentine Republic, Bolivia, Brazil, Chile, etc. :	
Convention regarding Diplomatic Officers, adopted by the Sixth International American Conference. Signed at Habana, February 20th, 1928	259

	Pages
N° 3582. — Etats-Unis d'Amérique, République Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, etc. :	
Convention relative aux agents consulaires, adoptée par la sixième conférence internationale américaine. Signée à La Havane, le 20 février 1928	289
N° 3583. — Allemagne et Finlande :	
Protocole prorogeant les dispositions du Traité de commerce conclu entre les deux pays le 24 mars 1934. Signé à Berlin, le 22 décembre 1934	317
N° 3584. — Finlande et Union des Républiques soviétiques socialistes :	
Protocole prorogeant jusqu'au 31 décembre 1945 le Traité de non-agression et de règlement pacifique des conflits conclu entre les deux pays le 21 janvier 1932. Signé à Moscou, le 7 avril 1934	325
N° 3585. — Albanie, Etats-Unis d'Amérique, Autriche, Belgique, Grande-Bretagne et Irlande du Nord, etc. :	
Convention pour faciliter la circulation internationale des films ayant un caractère éducatif. Signée à Genève, le 11 octobre 1933	331
N° 3586. — Union Sud-Africaine, Albanie, Allemagne, Etats-Unis d'Amérique, Australie, etc. :	
Convention pour la réglementation de la chasse à la baleine. Signée à Genève, le 24 septembre 1931	349
N° 3587. — Belgique, Grande-Bretagne et Irlande du Nord, Espagne, France, Etat libre d'Irlande, Italie, Pays-Bas et Portugal :	
Convention concernant les règles adoptées en matière de sauvetage de torpilles automobiles. Signée à Paris, le 12 juin 1934	367
N° 3588. — Afghanistan et Irak :	
Traité d'amitié. Signé à Téhéran, le 20 décembre 1932	375
N° 3589. — République Argentine et Tchécoslovaquie :	
Convention concernant les indemnisations pour accidents du travail. Signée à Buenos-Ayres, le 31 mars 1932	379
N° 3590. — Commonwealth d'Australie et Belgique :	
Echange de notes comportant un arrangement réglant provisoirement les relations douanières entre les deux pays. Canberra, le 19 novembre 1934	385
N° 3591. — Belgique et Japon :	
Echange de notes relatif à l'exemption réciproque de la production des patentes de santé des navires. Tokio, les 16 et 28 août 1934	395

	Page
No. 3582. — United States of America, Argentine Republic, Bolivia, Brazil, Chile, etc.:	
Convention regarding Consular Agents, adopted by the Sixth International American Conference. Signed at Habana, February 20th, 1928	289
No. 3583. — Germany and Finland :	
Protocol renewing the Provisions of the Commercial Treaty concluded between the Two Countries on March 24th, 1934. Signed at Berlin, December 22nd, 1934	317
No. 3584. — Finland and Union of Soviet Socialist Republics :	
Protocol renewing until December 31st, 1945, the Treaty of Non-Aggression and Pacific Settlement of Disputes concluded between the Two Countries on January 21st, 1932. Signed at Moscow, April 7th, 1934	325
No. 3585. — Albania, United States of America, Austria, Belgium, Great Britain and Northern Ireland, etc. :	
Convention for facilitating the International Circulation of Films of an Educational Character. Signed at Geneva, October 11th, 1933.	331
No. 3586. — Union of South Africa, Albania, Germany, United States of America, Australia, etc. :	
Convention for the Regulation of Whaling. Signed at Geneva, September 24th, 1931...	349
No. 3587. — Belgium, Great Britain and Northern Ireland, Spain, France, Irish Free State, Italy, the Netherlands and Portugal :	
Convention relating to the Salvage of Torpedoes. Signed at Paris, June 12th, 1934 ...	367
No. 3588. — Afghanistan and Iraq :	
Treaty of Friendship. Signed at Teheran, December 20th, 1932	375
No. 3589. — Argentine Republic and Czechoslovakia :	
Convention concerning Compensation for Industrial Accidents. Signed at Buenos Aires, March 31st, 1932	379
No. 3590. — Commonwealth of Australia and Belgium :	
Exchange of Notes constituting an Arrangement regulating temporarily the Customs and Tariff Relations between the Two Countries. Canberra, November 19th, 1934 ...	385
No. 3591. — Belgium and Japan :	
Exchange of Notes regarding the Reciprocal Exemption for Vessels from the Presentation of Bills of Health. Tokio, August 16th and 28th, 1934	395

N° 3565.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET LITHUANIE**

Accord commercial, avec protocole,
signés à Londres, le 6 juillet 1934,
et échange de notes y relatif,
Londres, le 6 février 1935.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND LITHUANIA**

Agreement relating to Trade and
Commerce, and Protocol, signed
at London, July 6th, 1934, and
Exchange of Notes relating there-
to, London, February 6th, 1935.

No. 3565. — AGREEMENT ¹ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE LITHUANIAN GOVERNMENT RELATING TO TRADE AND COMMERCE. SIGNED AT LONDON, JULY 6TH, 1934.

English official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place December 20th, 1934.

THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND and THE GOVERNMENT OF LITHUANIA, desiring to facilitate still further trade and commerce between the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland on the one hand and the Republic of Lithuania on the other hand, have agreed as follows :

Article 1.

During the currency of this Agreement, United Kingdom goods in Lithuania and Lithuanian goods in the United Kingdom shall enjoy in all respects treatment not less favourable than that enjoyed by goods produced or manufactured in any other foreign country.

Article 2.

The articles enumerated in Part I of the First Schedule to this Agreement, produced or manufactured in the United Kingdom, shall not on importation into Lithuania from whatever place arriving be subjected to duties or charges other or higher than those specified in Part I of the said Schedule.

The articles enumerated in Part II of the First Schedule to this Agreement, produced or manufactured in any British Colony, overseas territory, any territory under British protection or any mandated territories in respect of which the mandate is exercised by the Government of the United Kingdom, shall not on importation into Lithuania from whatever place arriving be subjected to duties or charges other or higher than those specified in Part II of the said Schedule.

The Government of the United Kingdom agree to consider sympathetically any proposal made by the Lithuanian Government for replacing in whole or in part by *ad valorem* duties any of the specific duties or by specific duties any of the *ad valorem* duties set out in the said Schedule.

¹ The exchange of ratifications took place at London, August 2nd, 1934.
Came into force August 12th, 1934.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.N^o 3565. — ACCORD² COMMERCIAL ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT LITHUANIEN. SIGNÉ A LONDRES, LE 6 JUILLET 1934.

Texte officiel anglais communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 20 décembre 1934.

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD et LE GOUVERNEMENT LITHUANIEN, désireux de faciliter encore davantage les relations commerciales entre le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, d'une part, et la République de Lituanie, d'autre part, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Pendant la durée du présent accord, les marchandises du Royaume-Uni jouiront en Lituanie, de même que les marchandises lithuaniennes dans le Royaume-Uni, à tous égards, d'un traitement au moins aussi favorable que celui dont jouissent les marchandises produites ou manufacturées dans tout autre pays étranger.

Article 2.

Les articles énumérés dans la partie I du premier tableau annexé au présent accord, produits ou manufacturés dans le Royaume-Uni, ne seront pas frappés, lors de leur importation en Lituanie, quel que soit le lieu d'où ils arrivent, de droits ou charges autres ou plus élevés que ceux qui sont spécifiés à la partie I dudit tableau.

Les articles énumérés à la partie II du premier tableau annexé au présent accord, produits ou manufacturés dans toute colonie ou tout territoire d'outre-mer britanniques, dans tout territoire placé sous protectorat britannique ou dans tout territoire placé sous mandat du Gouvernement du Royaume-Uni, ne seront pas frappés, lors de leur importation en Lituanie, quel que soit le lieu d'où ils arrivent, de droits ou charges autres ou plus élevés que ceux qui sont spécifiés à la partie II dudit tableau.

Le Gouvernement du Royaume-Uni convient d'examiner avec sympathie toute proposition formulée par le Gouvernement lithuanien en vue du remplacement, en totalité ou en partie, par des droits *ad valorem*, de l'un quelconque des droits spécifiques, ou par des droits spécifiques, de l'un quelconque des droits *ad valorem* énumérés dans ledit tableau.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² L'échange des ratifications a eu lieu à Londres, le 2 août 1934.
Entré en vigueur le 12 août 1934.

Article 3.

The articles enumerated in the Second Schedule to this Agreement, produced or manufactured in Lithuania, shall not on importation into the United Kingdom, from whatever place arriving, be subjected to duties or charges other or higher than those specified in the said Schedule.

The Lithuanian Government will consider sympathetically any proposal of the Government of the United Kingdom for replacing in whole or in part by specific duties any of the *ad valorem* duties or by *ad valorem* duties any of the specific duties set out in the said Schedule.

Article 4.

The Government of Lithuania undertake :

(a) That they will issue import licences at least to the extent necessary to give effect to the arrangements made with regard to the goods specifically mentioned in paragraph 2 of Part I and paragraph 1 of Part II of the Protocol to this Agreement ;

(b) That they will not operate any restrictions in a manner which would have the effect of preventing the full benefits of the tariff concessions specified in Parts I and II of the First Schedule from accruing to goods the produce or manufacture of the United Kingdom or of the territories referred to in paragraph 2 of Article 2, respectively ;

(c) That in the operation of any import restrictions they will have regard to the undertaking given by them in paragraph 1 of Part I of the Protocol, and will not operate such restrictions to the detriment of the trade of the territories referred to in paragraph 2 of Article 2 of this Agreement.

Article 5.

(1) The Government of the United Kingdom undertake not to regulate the quantity of imports into the United Kingdom of bacon and hams and butter, the produce of Lithuania, except in so far as such regulation may be necessary to secure the effective operation of a scheme or schemes for the regulation of the marketing of domestic supplies of these or related products. In the event of such regulation of imports being introduced in the case of all or any of these products, the following provisions shall have effect in so far as they may be applicable.

(2) The Government of the United Kingdom will, in making allocations to Lithuania, take into consideration the position which Lithuania has held in past years as a supplier of these products to the United Kingdom market. Allocations to Lithuania will be made on the same basis as, and on conditions not less favourable than, allocations to any other foreign country.

(3) The Government of the United Kingdom will not regulate compulsorily the quantity of imports into the United Kingdom of butter, the produce of Lithuania, without first giving the Lithuanian Government an opportunity of discussing the allocation to Lithuania.

(4) In the event of the total quantity of bacon and hams or butter allowed to be imported into the United Kingdom from foreign countries being increased during any period of regulation, additional allocations shall be made to Lithuania, but any temporary inability on the part of Lithuania to supply the whole or a part of any such additional allocation shall not prejudice, as regards any subsequent period, the undertakings given above.

(5) In the event of any other foreign supplying country renouncing or forfeiting in whole or in part its allocation of bacon and hams or butter, the allocation to Lithuania shall be increased in not less ratio than the allocation to any other foreign country.

Article 3.

Les articles énumérés dans le second tableau annexé au présent accord, produits ou manufacturés en Lithuanie, ne seront pas frappés, lors de leur importation dans le Royaume-Uni, quel que soit le lieu d'où ils arrivent, de droits ou charges autres ou plus élevés que ceux qui sont spécifiés dans ledit tableau.

Le Gouvernement lithuanien examinera avec sympathie toute proposition du Gouvernement du Royaume-Uni en vue du remplacement, en totalité ou en partie, par des droits spécifiques, de l'un quelconque des droits *ad valorem*, ou par des droits *ad valorem*, de l'un quelconque des droits spécifiques énumérés dans ledit tableau.

Article 4.

Le Gouvernement lithuanien s'engage :

a) A délivrer des licences d'importation au moins dans la mesure nécessaire pour donner effet aux dispositions prises relativement aux marchandises spécifiquement mentionnées au paragraphe 2 de la partie I et au paragraphe 1 de la partie II du protocole annexé au présent accord ;

b) A ne mettre en vigueur aucune restriction susceptible d'empêcher les concessions tarifaires spécifiées aux parties I et II du premier tableau d'avoir leur plein effet en ce qui concerne les marchandises, produites ou manufacturées, du Royaume-Uni ou des territoires mentionnés au paragraphe 2 de l'article 2, respectivement ;

c) Au cas où des restrictions d'importation seraient mises en vigueur, à tenir compte de l'engagement pris par lui dans le paragraphe 1 de la partie I du Protocole et à ne pas appliquer ces restrictions au détriment du commerce des territoires visés dans le paragraphe 2 de l'article 2 du présent accord.

Article 5.

1. Le Gouvernement du Royaume-Uni s'engage à ne pas réglementer les quantités de lard, de jambons et de beurre, produits en Lithuanie, qui seront importées au Royaume-Uni, sauf dans la mesure où une telle réglementation pourra être nécessaire en vue de l'application effective d'un système ou de systèmes de réglementation pour la vente des produits indigènes analogues ou connexes. Au cas où une telle réglementation des importations serait adoptée pour tous ces produits ou l'un d'entre eux, les dispositions suivantes seront mises en vigueur, dans la mesure où elles pourront être applicables.

2. Le Gouvernement du Royaume-Uni, en attribuant des contingents à la Lithuanie, prendra en considération la position occupée par la Lithuanie au cours des dernières années en tant que fournisseur de ces produits sur le marché du Royaume-Uni. Les contingents attribués à la Lithuanie seront calculés sur la même base que ceux de tout autre pays étranger et suivant des conditions au moins aussi favorables.

3. Le Gouvernement du Royaume-Uni n'établira pas de réglementation obligatoire relativement à la quantité de beurre, produit en Lithuanie, qui sera importée dans le Royaume-Uni, sans donner tout d'abord au Gouvernement lithuanien l'occasion de discuter le contingent attribué à la Lithuanie.

4. Au cas où la quantité totale de lard, de jambons et de beurre dont l'importation dans le Royaume-Uni, en provenance de pays étrangers, serait augmentée pendant toute période au cours de laquelle la réglementation serait en vigueur, des contingents supplémentaires seront attribués à la Lithuanie. Toutefois, toute impossibilité temporaire, de la part de la Lithuanie, de fournir tout ou partie d'un contingent supplémentaire, ne portera aucunement atteinte aux engagements susénoncés, en ce qui concerne une période ultérieure quelconque.

5. Au cas où un autre pays étranger fournisseur renoncerait, en totalité ou en partie, à son contingent de lard, de jambons ou de beurre, ou perdrait le droit à ce contingent, le contingent attribué à la Lithuanie sera augmenté dans une proportion au moins égale au contingent de tout autre pays étranger.

(6) The control of exports from Lithuania of bacon and hams or butter to the United Kingdom shall be entrusted to the Government of Lithuania so long as the Government of the United Kingdom are satisfied that such control is effectual and in conformity with the scheme or schemes of regulation of imports into the United Kingdom for the time being in force.

Article 6.

(1) Except as provided in paragraph (2) of this Article, nothing in this Agreement shall be deemed to affect the rights or obligations arising out of the Exchange of Notes¹ respecting commercial relations signed on behalf of the Government of the United Kingdom and the Lithuanian Government on the 6th May, 1922, nor shall any notice of termination of the arrangement set out in those Notes be given under the provisions of paragraph 6 thereof on behalf of either of the Contracting Governments before the 1st October, 1936.

(2) In the event, however, of the Government of the United Kingdom deciding on a general change of policy in regard to the treatment of foreign shipping, discussions shall take place between the Contracting Governments with a view to replacing by new provisions any provisions of the Exchange of Notes of the 6th May, 1922, which relate to navigation and the treatment of shipping. If agreement on such new provisions is not reached within 3 months from the commencement of such discussions, the Government of the United Kingdom shall be at liberty to denounce any of the said provisions of the Exchange of Notes of 1922, and the provisions so denounced shall cease to apply on the expiration of 3 months from the date on which such notice of denunciation was given.

Article 7.

The Lithuanian Government undertake that, pending the conclusion of the Agreement now under negotiation between the two Governments relating to Commercial Travellers, they will extend to commercial travellers who visit Lithuania on behalf of United Kingdom companies or firms the same treatment as is enjoyed in Lithuania by Lithuanian travellers.

Article 8.

It is understood that in this Agreement the term " foreign country " in relation to the United Kingdom means a country not being a territory under the sovereignty of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, or under His Majesty's suzerainty, protection or mandate ; and the term " foreign import " means import from foreign countries as so defined.

Article 9.

The Contracting Governments agree that any dispute that may arise between them as to the proper interpretation or application of any of the provisions of the present Agreement shall, at the request of either of them, be referred to the Permanent Court of International Justice, unless in any particular case the Contracting Governments agree to submit the dispute to some other tribunal or to dispose of it by some other form of procedure.

In case any dispute shall fall to be submitted to the Permanent Court of International Justice, the Court shall, unless the Contracting Governments otherwise agree, be requested to give its decision in accordance with the summary procedure provided for in Article 29 of the Statute² of the Court.

¹ Vol. XIII, page 25 ; Vol. XXIV, page 175 ; and Vol. CXXII, page 324, of this Series.

² Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 405 ; Vol. XV, page 305 ; Vol. XXIV, page 153 ; Vol. XXVII, page 417 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; Vol. LIV, page 387 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXVIII, page 435 ; Vol. LXXXVIII, page 272 ; Vol. XCII, page 362 ; Vol. XCVI, page 180 ; Vol. C, page 153 ; Vol. CIV, page 492 ; Vol. CVII, page 461 ; Vol. CXI, page 402 ; Vol. CXVII, page 46 ; Vol. CXXVI, page 430 ; Vol. CXXX, page 440 ; Vol. CXXXIV, page 392 ; Vol. CXLVII, page 318 ; and Vol. CLII, page 282, of this Series.

6. Le contrôle des exportations de lard, de jambons ou de beurre en provenance de Lithuanie et à destination du Royaume-Uni sera confié au Gouvernement de la Lithuanie tant que le Gouvernement du Royaume-Uni sera assuré que ce contrôle est efficace et conforme à tout système, ou systèmes, de réglementation des importations en vigueur au Royaume-Uni.

Article 6.

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 du présent article, rien, dans le présent accord, ne sera considéré comme affectant les droits et obligations résultant de l'échange de notes¹ sur les relations commerciales, signé au nom du Gouvernement du Royaume-Uni et du Gouvernement lithuanien le 6 mai 1922. De même, aucun préavis mettant fin à l'accord énoncé dans lesdites notes ne sera notifié en vertu des dispositions du paragraphe 6 de ces notes, au nom de l'un ou de l'autre des Gouvernements contractants, avant le 1^{er} octobre 1936.

2. Toutefois, au cas où le Gouvernement du Royaume-Uni déciderait de modifier d'une manière générale sa politique relative au traitement des navires de commerce étrangers, des discussions auront lieu entre les Gouvernements contractants en vue de remplacer par de nouvelles dispositions toutes dispositions de l'échange de notes du 6 mai 1922 ayant trait à la navigation et au traitement des navires de commerce. Si l'accord sur ces nouvelles dispositions n'est pas réalisé dans les trois mois à partir du commencement des discussions, le Gouvernement du Royaume-Uni pourra dénoncer l'une quelconque desdites dispositions de l'échange de notes de 1922, et les dispositions ainsi dénoncées cesseront d'être en vigueur trois mois après la date à laquelle aura été donné le préavis de dénonciation.

Article 7.

En attendant la conclusion de l'accord actuellement en cours de négociation entre les deux gouvernements, relativement aux voyageurs de commerce, le Gouvernement lithuanien s'engage à accorder, aux voyageurs de commerce qui se rendent en Lithuanie pour le compte de sociétés ou de maisons de commerce du Royaume-Uni, le même traitement que celui qui est réservé en Lithuanie aux voyageurs de commerce lithuaniens.

Article 8.

Il est entendu que, dans le présent accord, le terme « pays étranger », relativement au Royaume-Uni, signifie un pays qui n'est pas un territoire placé sous la souveraineté de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, ou sous la suzeraineté, protectorat ou mandat de Sa Majesté ; et que le terme « importation étrangère » signifie une importation en provenance d'un des pays étrangers tels qu'ils viennent d'être définis.

Article 9.

Les Gouvernements contractants conviennent que tout différend susceptible de s'élever entre eux, relativement à l'interprétation ou à l'application de l'une quelconque des dispositions du présent accord, sera, sur la demande de l'un ou l'autre gouvernement, soumis à la Cour permanente de Justice internationale, à moins que, dans un cas particulier quelconque, les Gouvernements contractants ne conviennent de soumettre le différend à un autre tribunal ou de le régler par une autre procédure.

Au cas où un différend viendrait à être soumis à la Cour permanente de Justice internationale et à moins que les Gouvernements contractants ne conviennent d'autres dispositions, la Cour sera priée de rendre sa sentence conformément à la procédure sommaire prévue à l'article 29 du Statut² de la Cour.

¹ Vol. XIII, page 25 ; vol. XXIV, page 174 ; et vol. CXXII, page 324, de ce recueil.

² Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; vol. XCVI, page 180 ; vol. C, page 153 ; vol. CIV, page 492 ; vol. CVII, page 461 ; vol. CXI, page 402 ; vol. CXVII, page 46 ; vol. CXXVI, page 430 ; vol. CXXX, page 440 ; vol. CXXXIV, page 392 ; vol. CXLVII, page 318 ; et vol. CLII, page 282, de ce recueil.

Article 10.

The present Agreement shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at London as soon as possible.

The Agreement shall come into force 10 days after the exchange of ratifications and shall, subject to the provisions of paragraph 2 of Part I and of paragraphs 1 and 4 of Part II of the Protocol to this Agreement, remain in force until the 31st December, 1936.

In case neither of the Contracting Governments shall have given notice to the other six months before the said date of their intention to terminate this Agreement, it shall remain in force until the expiration of six months from the date on which notice of such intention is given.

In witness whereof the undersigned, duly authorised to that effect, have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done at London, this 6th day of July, 1934, in duplicate.

(L. S.) John SIMON.

(L. S.) Walter RUNCIMAN.

(L. S.) Bronius BALUTIS.

PROTOCOL.

At the moment of signing the Commercial Agreement of this day's date between the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of Lithuania, the undersigned, being duly authorised to that effect, declare that they have agreed on the provisions set out in this Protocol, which shall form an integral part of the above-mentioned Agreement.

PART I.

(1) The Contracting Governments having concluded the Commercial Agreement in the desire to maintain and facilitate still further trade and commerce between the United Kingdom and Lithuania, the two Governments undertake to keep in view the balance of trade between the United Kingdom and Lithuania, and the Lithuanian Government, having regard to the proportion of Lithuanian exports finding a market in the United Kingdom, recognise that, in furtherance of the objects of the Agreement, the sales in Lithuania of goods the produce or manufacture of the United Kingdom should be increased.

(2) Representations having been made to the Lithuanian Delegation on behalf of certain United Kingdom industries as a result of which conversations have taken place and statements have been made on behalf of groups of Lithuanian importers, the Contracting Governments take note of the records of such conversations and of the statements made in respect of steps for facilitating the sale in Lithuania of salt, saltpetre, jute, iron and steel, superphosphates, supplies for the wood-working industries, cement, refined sugar and textile goods.

It is understood, however, that the Lithuanian Government shall not be precluded from approaching the Government of the United Kingdom with a view to further discussions being arranged in regard to the conversations and statements referred to immediately above, if, after the expiry of twelve months from the date of entry into force of this Agreement, alterations shall, in the opinion of the Lithuanian Government, have occurred in the economic circumstances of Lithuania which render such discussions desirable. His Majesty's Government, however, reserve the right to terminate this Agreement at three months' notice if they consider the result of such discussions to be unsatisfactory.

(3) Having regard to the considerations set out in paragraph (1), the Lithuanian Government will encourage and promote by all means at its disposal the increased utilisation of British shipping services in the United Kingdom-Lithuanian trade, and will take no action which would affect prejudicially any British shipping company now engaged in the trade between the two countries,

Article 10.

Le présent accord sera ratifié et les ratifications seront échangées à Londres aussitôt que possible.

L'accord entrera en vigueur dix jours après l'échange des ratifications et, sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de la partie I et des paragraphes 1 et 4 de la partie II du protocole annexé au présent accord, restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1936.

Au cas où ni l'un ni l'autre des Gouvernements contractants n'aura donné de préavis six mois avant ladite date, quant à son intention de mettre fin au présent accord, celui-ci restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à partir de la date à laquelle le préavis aura été donné.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Londres, en double exemplaire, le 6 juillet 1934.

(L. S.) John SIMON.

(L. S.) Walter RUNCIMAN.

(L. S.) Bronius BALUTIS.

PROTOCOLE

Au moment de signer l'accord commercial en date de ce jour entre le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement de la Lithuanie, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, déclarent qu'ils se sont mis d'accord sur les dispositions énoncées dans le présent protocole, qui formeront partie intégrante de l'accord susmentionné.

PARTIE I.

1. Les Gouvernements contractants ayant conclu l'accord commercial dans le désir de maintenir et de faciliter encore davantage les relations commerciales entre le Royaume-Uni et la Lithuanie, les deux gouvernements s'engagent à prendre en considération la balance commerciale entre le Royaume-Uni et la Lithuanie. Le Gouvernement lithuanien, tenant compte de la proportion des exportations lithuaniennes qui trouvent un marché dans le Royaume-Uni, reconnaît que, conformément aux buts fixés par l'accord, il y a lieu d'augmenter la vente, en Lithuanie, des marchandises produites ou manufacturées dans le Royaume-Uni.

2. Des représentations ayant été faites à la délégation lithuanienne au nom de certaines industries du Royaume-Uni, à la suite desquelles des conversations ont eu lieu et des déclarations ont été faites au nom de groupes d'importateurs lithuaniens, les Gouvernements contractants prennent acte des procès-verbaux desdites conversations ainsi que des déclarations faites relativement aux mesures destinées à faciliter la vente en Lithuanie du sel, du salpêtre, du jute, du fer et de l'acier, des superphosphates, des fournitures nécessaires aux industries du bois, du ciment, du sucre raffiné et des textiles.

Toutefois, il est entendu que le Gouvernement lithuanien pourra s'adresser au Gouvernement du Royaume-Uni en vue d'entamer de nouvelles discussions relativement aux conversations et aux déclarations susvisées si, à l'expiration d'un délai de douze mois à partir de la date d'entrée en vigueur de l'accord, il s'est produit, dans la situation économique de la Lithuanie, des modifications qui, de l'avis du Gouvernement lithuanien, rendent de telles discussions opportunes. Cependant, le Gouvernement de Sa Majesté se réserve le droit de mettre fin à l'accord moyennant un préavis de trois mois s'il considère que le résultat desdites discussions n'est pas satisfaisant.

3. Eu égard aux considérations énoncées au paragraphe 1, le Gouvernement lithuanien encouragera et facilitera par tous les moyens dont il dispose l'utilisation croissante des lignes de navigation britanniques dans le commerce entre la Lithuanie et le Royaume-Uni et ne prendra aucune mesure susceptible de s'exercer au détriment d'une compagnie de navigation britannique

so long as the company maintains existing freight rates and services. In the event of the company making any substantial changes in the freight rates charged or the services offered, the Lithuanian Government will, before taking action, consult with the Government of the United Kingdom.

(4) The importation into Lithuania of herrings salted or cured in the United Kingdom and exported therefrom to Lithuania shall remain free from all form of restriction (apart from the levy of the import duty), and the sale of such herrings in Lithuania shall take place under conditions of free and fair competition with any other herrings, and no other herrings shall be placed in any more favourable position, whether by means of subsidies or in any other manner, than United Kingdom herrings exported to Lithuania.

PART II.

(1) The Government of the United Kingdom shall have the right at any time to terminate the Agreement upon three months' notice, if in any one period of twelve months, commencing on the first day of the month following the date on which the Agreement comes into force and on the corresponding date in each subsequent year, (a) the amount of coal of United Kingdom origin imported into Lithuania is less than 80 per cent. of the total imports of coal into Lithuania in that period, as shown by the Lithuanian official statistics of total imports of coal and of imports of coal of United Kingdom origin; or (b) if the amount of such imports of coal of United Kingdom origin in that period is less than 178,000 metric tons; or (c) if the amount of coke of United Kingdom origin imported into Lithuania in the same period is less than 50 per cent. of the total imports of coke into Lithuania in that period.

(2) The Government of the United Kingdom undertake not to give notice of termination of the Agreement in accordance with paragraph (1) until they have given an opportunity to the Lithuanian Government to enter into discussions on the matter in the United Kingdom, such discussions to commence within 14 days of the date of the receipt by the Lithuanian Government of a request from the Government of the United Kingdom.

(3) The Agreement shall not be terminated under paragraph (1) if, during the period between the date when notice of termination is given and the date of its taking effect, quantities of coal and/or coke of United Kingdom origin additional to the quantity that would normally be imported under the Agreement during that period are imported into Lithuania to make good the deficiency.

(4) The Lithuanian Government declare that, in the event of such alterations occurring in the economic circumstances of Lithuania as to reduce the total imports of coal and thus to make it impossible for the minimum quantity of imports from the United Kingdom provided for under paragraph (1) to be attained, they might wish to discuss at any time after the expiry of 12 months from the date of coming into force of this Agreement the question of modifying that figure.

The Government of the United Kingdom reserve the right to terminate the said Agreement at 3 months' notice, if they consider the result of such discussion to be unsatisfactory.

(5) The Contracting Governments take note of a letter to the Chairman of the Lithuanian Delegation for the negotiation of the Commercial Agreement, dated this day and signed on behalf of the United Kingdom coal industry by the Chairman of the Central Council of Colliery Owners and the Chairman of the British Coal Exporters' Federation, wherein they have expressed their desire and firm intention to fulfil the requirements of Lithuanian buyers and users of coal by every means within their power; and for this purpose have given to Lithuanian buyers and users the assurances contained in that letter with regard to prices, qualities, availability of supplies, and other matters. It is agreed that the right of the Government of the United Kingdom, under paragraph (1) of this Part of the Protocol, to terminate the Agreement upon three months' notice is conditional upon those assurances being implemented.

quelconque se livrant actuellement au commerce entre les deux pays, et ce, tant que la compagnie maintiendra ses services et ses taux de fret actuels. Au cas où la compagnie apporterait des modifications importantes aux taux de fret ou aux services offerts, le Gouvernement lithuanien, avant d'agir, confèrera avec le Gouvernement du Royaume-Uni.

4. L'importation en Lithuanie de harengs salés ou fumés dans le Royaume-Uni et exportés de ce pays en Lithuanie, restera exempte de toute forme de restriction (en dehors de la perception du droit d'importation), et la vente de ces harengs en Lithuanie aura lieu dans des conditions de concurrence libre et équitable avec tous autres harengs ; aucun autre hareng ne sera, soit au moyen de subventions, soit de toute autre manière, placé dans une situation plus avantageuse que les harengs du Royaume-Uni exportés en Lithuanie.

PARTIE II.

1. Le Gouvernement du Royaume-Uni aura le droit, à tout moment, de mettre fin à l'accord moyennant un préavis de trois mois si, au cours d'une période quelconque de douze mois commençant le premier jour du mois qui suivra la date à laquelle l'accord entrera en vigueur et à la date correspondante de chaque année ultérieure : *a*) la quantité de charbon ayant comme origine le Royaume-Uni et importée en Lithuanie n'atteint pas 80 % du montant total des importations de charbon en Lithuanie pendant la même période, tel qu'il résultera des statistiques officielles lithuaniennes des importations totales de charbon et des importations de charbon provenant du Royaume-Uni ; ou *b*) si le montant desdites importations de charbon ayant comme origine le Royaume-Uni, pendant la période envisagée, n'atteint pas 178.000 tonnes métriques ; ou *c*) si la quantité de coke ayant comme origine le Royaume-Uni et importé en Lithuanie pendant la même période n'atteint pas 50 % du total des importations de coke en Lithuanie pendant ladite période.

2. Le Gouvernement du Royaume-Uni s'engage à ne pas donner de préavis de dénonciation de l'accord, conformément au paragraphe 1, avant d'avoir donné au Gouvernement lithuanien l'occasion d'entrer en discussion en la matière, dans le Royaume-Uni, ces discussions devant commencer dans les quatorze jours à partir de la date à laquelle le Gouvernement lithuanien aura reçu du Gouvernement du Royaume-Uni une demande dans ce sens.

3. L'accord ne prendra pas fin en vertu du paragraphe 1 si, pendant la période entre la date à laquelle le préavis de dénonciation aura été donné et la date où il doit prendre effet, des quantités de charbon et/ou de coke ayant comme origine le Royaume-Uni, venant s'ajouter aux quantités qui seraient normalement importées pendant la même période en vertu de l'accord, sont importées en Lithuanie afin de combler le déficit.

4. Le Gouvernement lithuanien déclare qu'au cas où la situation économique de la Lithuanie se trouverait modifiée de façon à réduire le total des importations de charbon et à rendre ainsi impossible l'importation de la quantité minimum en provenance du Royaume-Uni, telle qu'elle a été prévue au paragraphe 1, il pourra demander à discuter une modification de ce chiffre à tout moment après l'expiration d'un délai de douze mois à compter de la date d'entrée en vigueur du présent accord.

Le Gouvernement du Royaume-Uni se réserve le droit de mettre fin audit accord moyennant un préavis de trois mois, s'il considère que le résultat d'une telle discussion n'a pas été satisfaisant.

5. Les Gouvernements contractants prennent acte d'une lettre adressée au Président de la Délégation lithuanienne pour la négociation de l'accord commercial, en date de ce jour, et signée, au nom de l'industrie charbonnière du Royaume-Uni, par le Président du Conseil central des propriétaires de mines de charbon et par le Président de la Fédération des exportateurs britanniques de charbon, dans laquelle ils expriment leur désir et leur ferme intention de donner satisfaction aux besoins des acheteurs et des consommateurs lithuaniens de charbon par tous les moyens en leur pouvoir, en vue de quoi ils ont donné aux acheteurs et consommateurs lithuaniens les assurances contenues dans la lettre, relativement aux prix, qualités, approvisionnements disponibles et autres questions. Il est convenu que le droit du Gouvernement du Royaume-Uni, prévu au paragraphe 1 de la présente partie du protocole, de mettre fin à l'accord moyennant un préavis de trois mois, ne peut être invoqué que si ces assurances sont réalisées.

(6) The Government of the United Kingdom shall not have the right to give notice of termination of the Agreement in accordance with paragraph (1) of this Part of the Protocol if a sufficient quantity of coal of United Kingdom origin suitable for the Lithuanian buyers in question has not been available by reason of a strike or lock-out, or by reason of the fact that ice or other conditions have prevented transport from the United Kingdom to the Lithuanian port of destination or if the buyers have been unable to obtain from the United Kingdom either the coal that they require or a suitable substitute at a comparable price. In any such event due allowance shall be made, in applying the provisions of paragraph (1) of the Protocol, for such quantities of coal as have been purchased in place thereof by the Lithuanian buyers in question from other sources. Similarly, in applying the provisions of paragraph (1) of this Part of the Protocol, due allowance shall be made for non-consumption of coal in Lithuania on account of protracted strikes or lock-outs within those branches of Lithuanian industry in which United Kingdom coal is used in considerable quantities. Allowances claimed under this paragraph shall be made only (a) by agreement between the Lithuanian Committee to be appointed under paragraph (7) of this Part of the Protocol and the Mines Department of the Government of the United Kingdom, or (b) failing such agreement, after discussion and settlement between the Contracting Governments.

(7) As soon as the Agreement comes into force, a Committee will be appointed in Lithuania for the purpose of :

(a) Submitting to the Mines Department of the Government of the United Kingdom official monthly statistics, prepared by the appropriate Department of the Lithuanian Government, of the total imports of coal and coke into Lithuania and of the imports of coal and coke of United Kingdom origin into Lithuania ; such statistics to be submitted within two months from the end of the month to which they relate ;

(b) Dealing with complaints by Lithuanian buyers and users of coal of United Kingdom origin as regards price, quality, supply and other such matters in so far as such complaints relate to matters on which assurances have been given by the United Kingdom coal industry ;

(c) Dealing with questions arising under paragraph (6) of this Part of the Protocol ;

(d) Communicating where necessary with the Mines Department of the Government of the United Kingdom on any matters arising on (b) and (c) above.

PART III.

(1) The Government of the United Kingdom hope that such regulation as may be necessary of imports of agricultural produce into the United Kingdom may be effected by voluntary co-operation between the Government of the United Kingdom on the one hand and the Governments of countries supplying these products to the United Kingdom on the other hand ; and the Government of the United Kingdom will endeavour for their part to secure that any regulation applied to imports into the United Kingdom of agricultural produce from Lithuania shall be effected in this way.

(2) If any regulation of butter imports into the United Kingdom is found necessary, the Government of the United Kingdom will accordingly endeavour to effect it by voluntary arrangement with the butter-exporting countries.

Done at London, this 6th day of July, 1934, in duplicate.

John SIMON.
Walter RUNCIMAN.
Bronius BALUTIS.

6. Le Gouvernement du Royaume-Uni n'aura pas le droit de donner le préavis de dénonciation de l'accord, prévu au paragraphe 1 de la présente partie du protocole, si une quantité suffisante de charbon du Royaume-Uni, appropriée aux besoins des acheteurs lithuaniens en question, ne se trouve pas disponible par suite de grève ou de lock-out, ou parce que la glace ou d'autres obstacles auront empêché le transport depuis le Royaume-Uni jusqu'aux ports lithuaniens de destination, ou encore, si les acheteurs n'ont pas pu obtenir du Royaume-Uni, soit le charbon dont ils ont besoin, soit un succédané approprié, à un prix comparable. En pareil cas, il sera dûment tenu compte, pour l'application des dispositions du paragraphe 1 du protocole, des quantités de charbon de remplacement qui auront été achetées par lesdits acheteurs lithuaniens en provenance d'autres sources. De même, pour l'application des dispositions du paragraphe 1 de la présente partie du protocole, il sera dûment tenu compte de la non-consommation de charbon en Lithuanie, par suite de grèves ou de lock-outs prolongés dans celles des branches de l'industrie lithuanienne qui utilisent en grandes quantités le charbon du Royaume-Uni. Les défalcatons qui seront demandées en vertu du présent paragraphe ne seront faites : *a*) que par accord entre le Comité lithuanien qui sera créé conformément au paragraphe 7 de la présente partie du protocole et le Département des Mines du Gouvernement du Royaume-Uni, ou *b*) en l'absence d'un tel accord, qu'après discussion et règlement entre les Gouvernements contractants.

7. Dès que l'accord entrera en vigueur, il sera créé, en Lithuanie, un comité chargé de :

a) Soumettre au Département des Mines du Gouvernement du Royaume-Uni des statistiques officielles mensuelles préparées par le service compétent du Gouvernement lithuanien et portant sur le total des importations de charbon et de coke en Lithuanie ainsi que sur les importations en Lithuanie de charbon et de coke ayant comme origine le Royaume-Uni ; ces statistiques seront soumises dans les deux mois qui suivront la fin du mois auquel elles se rapportent.

b) S'occuper des plaintes formulées par les acheteurs et consommateurs lithuaniens de charbon provenant du Royaume-Uni en ce qui concerne le prix, la qualité, l'approvisionnement et toutes autres questions connexes, dans la mesure où ces plaintes ont trait à des questions relativement auxquelles des assurances ont été données par l'industrie charbonnière du Royaume-Uni ;

c) Résoudre les questions qui viendraient à être soulevées en vertu du paragraphe 6 de la présente partie du protocole ;

d) Communiquer, lorsqu'il y aura lieu, avec le Département des Mines du Gouvernement du Royaume-Uni, sur toutes questions qui viendraient à se poser en vertu des paragraphes *b*) et *c*) ci-dessus.

PARTIE III.

1. Le Gouvernement du Royaume-Uni espère que les réglementations qu'il pourra être nécessaire d'adopter relativement aux importations de produits agricoles dans le Royaume-Uni pourront faire l'objet d'une coopération volontaire entre le Gouvernement du Royaume-Uni, d'une part, et les gouvernements des pays qui fournissent ces produits au Royaume-Uni, d'autre part ; le Gouvernement du Royaume-Uni, en ce qui le concerne, s'efforcera d'obtenir que toute réglementation appliquée aux importations de produits agricoles lithuaniens dans le Royaume-Uni soit établie de cette manière.

2. S'il devient nécessaire de réglementer les importations de beurre dans le Royaume-Uni, le Gouvernement du Royaume-Uni s'efforcera, en conséquence, d'y procéder par voie d'arrangement volontaire avec les pays exportateurs de beurre.

Fait à Londres, le 6 juillet 1934, en double exemplaire.

John SIMON.
Walter RUNCIMAN.
Bronius BALUTIS.

FIRST SCHEDULE.

PART I.

Note. — Subject to the effect of amendment or sub-division of Tariff items, the goods covered by this Schedule are those now assessed for duty under the Tariff numbers quoted.

Tariff No.	Article	Rate of Duty
ex 13 (1) and (2)	Sauces and pickles in hermetically sealed glass bottles or jars	Lits. per kilog. 3.00
ex 33	Salt manufactured from brine evaporated by artificial heat, whether ground or not.	0.02
ex 37 (2)	Herrings in olive oil or tomato sauce, in hermetically sealed containers	2.00
37 (5) (a)	Salted herrings in barrels weighing not more than 172 kilog.	Lits. per barrel 10.00
37 (5) (b)	Salted herrings in half-barrels weighing up to 88 kilog.	Lits. per ½-barrel 5.00
ex 41	Superphosphates and other phosphatic fertilisers	free
65 (3)	Cement	Lits. per kilog. 0.01
77 (7) (a)	Glass plates for photography gross	1.00
79 (1)	Coal	0.005
79 (3)	Coke	0.004
88 (1) (c)	Tyres and inner tubes, of soft rubber, for motor cars, carriages, carts, motor cycles, bicycles and aeroplanes	3.50
141 (1) (a)	Sheet iron and steel, tinned, painted, varnished, galvanised or coated with copper, nickel or any other common metal, without stamped or lithographed designs and without inscriptions	0.25
144 (1)	Tin in ingots, bars or scrap	free
172 (4) (b)	Gramophones, and parts and records therefor	6.00
ex 173 (6) (a)	Motor cycle parts not elsewhere mentioned in the Lithuanian Tariff .	3.00
173 (7) (a)	Motor cars (passenger) :	
	(1) Up to 1,000 kilog. in weight	2.50
	(2) From 1,000-1,200 kilog. in weight	3.00
ex 173 (7) (g) and (h)	Chassis for commercial motor vehicles	0.75
173 (8)	Motor cycles and side cars	2.00
183 (1) (a)	Cotton yarn, single, unbleached	1.00
183 (1) (b)	Cotton yarn, single, bleached, dyed or mercerised	1.30
183 (2)	Twisted cotton yarn not elsewhere mentioned in the Lithuanian Tariff	2.50
186 (2) (a)	Wool yarn, single, undyed	2.00
186 (2) (b)	» » » dyed	2.50
186 (3) (a)	Wool yarn, twisted, undyed	2.50
186 (3) (b)	» » » dyed	3.50
ex 187	Bleached or mercerised cotton tissues :	
	(1) Up to 6 sq. metres per kilog.	3.50
	(2) More than 6 and up to 10 sq. metres per kilog.	4.50
	(3) More than 10 and up to 15 sq. metres per kilog.	5.50
	(4) Over 15 sq. metres per kilog.	6.00

PREMIER TABLEAU

PARTIE I.

Note. — Sous réserve des effets que pourrait avoir l'amendement ou la subdivision des articles du tarif, les marchandises figurant au présent tableau sont celles sur lesquelles des droits sont actuellement payables en vertu des numéros de tarif indiqués.

Numéros du tarif	Articles	Taux
		Lits. par kg.
ex 13 (1) et (2)	Sauces et pickles en bouteilles ou en bocaux de verre hermétiquement fermés	3,00
ex 33	Sel fabriqué avec de la saumure évaporée à la chaleur artificielle, moulu ou non	0,02
ex 37 (2)	Harengs à l'huile d'olive ou à la sauce tomate, en récipients hermétiquement fermés	2,00
37 (5) a)	Harengs salés en tonneaux ne pesant pas plus de 172 kg.	Lits p ^r tonneau 10,00
37 (5) b)	Harengs salés en demi-tonneaux pesant au maximum 88 kg.	Lits par demi-tonneau 5,00
ex 41	Superphosphates et autres engrais phosphatés	exempts
65 (3)	Ciment	Lits par kg. 0,01
77 (7) a)	Plaques de verre pour la photographie poids brut	1,00
79 (1)	Charbon	0,005
79 (3)	Coke	0,004
88 (1) c)	Pneus et chambres à air de caoutchouc souple, pour automobiles, voitures, charrettes, motocyclettes, bicyclettes et avions	3,50
141 (1) a)	Tôles de fer et d'acier, étamées, peintes, vernies, galvanisées ou revêtues de cuivre, de nickel ou de tout autre métal commun, sans dessins estampés ou lithographiés et sans inscriptions	0,25
144 (1)	Etain en lingots, en barres ou en déchets	exempt
172 (4) b)	Gramophones, pièces détachées et disques de gramophones	6,00
ex 173 (6) a)	Pièces détachées de motocyclettes ne figurant pas à d'autres articles du tarif lithuanien	3,00
173 (7) a)	Automobiles (à voyageurs) :	
	1 ^o Jusqu'à 1.000 kg.	2,50
	2 ^o De 1.000 à 2.000 kg.	3,00
ex 173 (7) g) et h)	Châssis pour véhicules à moteur commerciaux	0,75
173 (8)	Motocyclettes et side-cars	2,00
183 (1) a)	Filés de coton à un fil, non blanchis	1,00
183 (1) b)	Filés de coton à un fil, blanchis, teints ou mercerisés	1,30
183 (2)	Filés de coton retors, ne figurant pas à d'autres articles du tarif lithuanien	2,50
186 (2) a)	Filés de laine à un fil, non teints	2,00
186 (2) b)	Filés de laine à un fil, teints	2,50
186 (3) a)	Filés de laine retors, non teints	2,50
186 (3) b)	Filés de laine retors, teints	3,50
ex 187	Tissus de coton blanchis ou mercerisés :	
	1 ^o Jusqu'à 6 m ² au kg.	3,50
	2 ^o De 6 à 10 m ² au kg.	4,50
	3 ^o De 10 à 15 m ² au kilo	5,50
	4 ^o De plus de 15 m ² au kilo	6,00

Tariff No.	Article	Rate of Duty
ex 188	Cotton tissues dyed, colour woven or printed, not elsewhere mentioned in the Lithuanian Tariff :	Lits. per kilog.
	(1) Up to 6 sq. metres per kilog. :	
	(a) Prints over 88 cm. wide	3.50
	(b) Other	4.50
	(2) More than 6 and up to 10 sq. metres per kilog. :	
	(a) Prints over 88 cm. wide	5.00
	(b) Other	6.00
	(3) More than 10 and up to 15 sq. metres per kilog. :	
	(a) Prints over 88 cm. wide	6.00
	(b) Other	7.00
	(4) Over 15 sq. metres per kilog.	7.50
189 (1)	Cotton velvet and plush	12.00
191 (1)	Sacks and coarse packing cloth of the textile materials mentioned in Tariff No. 179 (2) and (3)	1.00
ex 197 (1)	Half artificial silk fabrics (20-50 per cent. artificial silk) :	
	(a) Dyed and printed goods over 88 cm. wide	20.00
	(b) Other	30.00
ex 199	Tissues of wool not elsewhere mentioned in the Lithuanian Tariff :	
	(a) Up to 2 sq. metres per kilog.	8.00
	(b) More than 2 and up to 5 sq. metres per kilog.	12.00
	(c) More than 5 sq. metres per kilog.	20.00
Ad Note (c) to Nos. 187-199	Fabrics of cotton containing artificial silk, if the quantity of artificial silk represents not more than 20 per cent. by number of threads, are dutiable as cotton fabrics with an additional 10 per cent.	
	Tissues of wool containing silk or artificial silk to the extent of not more than 5 per cent. ¹ are dutiable as all-wool tissues.	

¹ The percentage of admixture is at present assessed on the basis of number of threads. It is agreed, however, that within one year from the date of the coming into force of this Agreement the basis shall be altered to a weight basis, the percentage figure remaining unaltered.

PART II.

Tariff No.	Article	Rate of Duty
ex 6 (4)	Oranges gross ¹	Lits. per kilog. 2.75
ex 6 (7)	Bananas, unripe on stalks, imported in bulk, by wagons gross	1.35
ex 8	Crude lime juice gross	1.00
ex 15 (2)	Cardamoms and nutmegs	6.00
ex 15 (3)	Cloves, cinnamon and ginger	2.00
ex 15 (4)	Pepper and pimento	0.75
	<i>Note.</i> — The duties on ground spices are those specified under Tariff No. 15, with a surtax of 50 per cent.	
19 (1)	Cocoa beans, not roasted	0.40
20 (2)	Tea, in bulk other than in packages of 1 kilog. or less	0.25

¹ See exchange of notes, page 26, regarding a rectification of this item.

Numéros du tarif	Articles	Taux
ex 188	Tissus de coton teints, tissés avec des fils de couleur ou imprimés, ne figurant pas à d'autres articles du tarif lithuanien :	Lits par kg.
	1 ^o Jusqu'à 6 m ² au kg. :	
	a) Tissus imprimés de plus de 88 cm. de large	3,50
	b) Autres	4,50
	2 ^o De 6 à 10 m ² au kg. :	
	a) Tissus imprimés de plus de 88 cm. de large	5,00
	b) Autres	6,00
	3 ^o De 10 à 15 m ² au kg. :	
	a) Tissus imprimés de plus de 88 cm. de large	6,00
	b) Autres	7,00
	4 ^o De plus de 15 m ² au kg.	7,50
189 (I)	Velours et peluches de coton	12,00
191 (I)	Sacs et étoffes grossières destinés à l'emballage, fabriqués au moyen des matières textiles visées au numéro 179 (2) et (3) du tarif	1,00
ex 197 (I)	Tissus de soie semi-artificielle (20 à 50 % de soie artificielle) :	
	a) Tissus teints et imprimés de plus de 88 cm. de large	20,00
	b) Autres	30,00
ex 199	Tissus de laine ne figurant pas à d'autres articles du tarif lithuanien :	
	a) Jusqu'à 2 m ² au kg.	8,00
	b) De 2 à 5 m ² au kg.	12,00
	c) De plus de 5 m ² au kg.	20,00
Ad Note c) aux numéros 187-199	Les tissus de coton contenant de la soie artificielle, si la quantité de soie artificielle ne représente pas plus de 20 % sur la base du nombre de fils, sont passibles des mêmes droits que les tissus de coton, avec majoration de 10 %. Les tissus de laine contenant de la soie ou de la soie artificielle dans une proportion ne dépassant pas 5 % ¹ , sont passibles des mêmes droits que les tissus de laine.	

¹ A l'heure actuelle, on évalue le pourcentage de soie sur la base du nombre de fils. Toutefois, il est entendu que, dans l'année qui suivra la date de la mise en vigueur de l'accord, ladite base sera transformée en une base d'après le poids, le pourcentage restant le même.

PARTIE II.

Numéros du tarif	Articles	Taux
ex 6 (4)	Oranges poids brut ¹	Lits par kg. 2,75
ex 6 (7)	Bananes, non mûres, en régimes, importées en vrac, par wagons, poids brut	1,35
ex 8	Jus de limon brut. poids brut	1,00
ex 15 (2)	Cardamomes et noix muscades.	6,00
ex 15 (3)	Clous de girofle, canelle et gingembre	2,00
ex 15 (4)	Poivre et piment	0,75
	<i>Note.</i> — Les droits sur les épices moulues sont ceux qui sont spécifiés au numéro 15 du tarif, avec surtaxe de 50 %.	
19 (I)	Fèves de cacao, non torréfiées	0,40
20 (2)	Thé en vrac, autrement qu'en paquets d'un kg. ou moins	0,25

¹ Voir échange de notes, page 27, concernant une rectification de ce poste.

SECOND SCHEDULE.

Article	Rate of Duty
Butter	15s. per cwt.
Bacon and hams	Free
Eggs in shell :	
(a) Not exceeding 14 lb. in weight, per great hundred	1s. per great hundred
(b) Over 14 lb. but not exceeding 17 lb. in weight, per great hundred	1s. 6d. per great hundred
(c) Exceeding 17 lb. in weight per great hundred	1s. 9d. per great hundred
Alsike clover seed (<i>trifolium hybridum</i>)	10 % <i>ad valorem</i>
Wood pulp	Free
Plywood of birch or of softwood	10 % <i>ad valorem</i>
Hewn, sawn and planed softwood, not further prepared or manufactured except as detailed below	10 % <i>ad valorem</i>
Planed softwood shall be considered to include all descriptions of :	
(1) Softwood weatherboards, floorings and matchings, planed on one or more sides, with or without profiling on one or more sides.	
(2) Softwood skirtings with board and profile in one piece.	
(3) Softwood boards which are tongued, grooved, beaded, V-jointed, rebated, chamfered, centre beaded, centre V-jointed or round edged—if profiled, the board and profile to be in one piece.	
(4) Softwood boxboards, sawn or planed, whether in sets or not, including boxboards tongued, grooved, glued, lock-jointed or printed, but excluding boards dovetailed, mortised or tenoned at the ends.	

EXCHANGE OF NOTES

REGARDING THE RECTIFICATION OF AN ERROR IN THE ANGLO-LITHUANIAN COMMERCIAL AGREEMENT OF JULY 6TH, 1934.

*Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain,
March 23rd, 1935.*

FOREIGN OFFICE, S. W. I.

I.

No. N 424/95/59.

February 6th, 1935.

SIR,

With reference to the Commercial Agreement between the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and Lithuania which was signed on the 6th July, 1934, I have the honour

DEUXIÈME TABLEAU

Articles	Taux
Beurre	15s. par cwt. (quintal anglais) exempts
Lard et jambons	
Oufs en coquille :	
a) Ne dépassant pas 14 livres anglaises par 120 unités	1s. par 120 unités.
b) De 14 à 17 livres anglaises par 120 unités	1s. 6d. par 120 unités.
c) De plus de 17 livres anglaises par 120 unités	1s. 9d. par 120 unités.
Graines de trèfle Alsike (<i>trifolium hybridum</i>)	10 % <i>ad valorem</i>
Pâte de bois	exempte
Bois pour contreplaquage : bouleau, bois tendre	10 % <i>ad valorem</i>
Bois tendre, équarri, scié et raboté, n'ayant pas subi d'autres préparations en dehors de celles qui sont indiquées ci-dessous	10 % <i>ad valorem</i>
Par bois tendre raboté, on entend toutes les sortes de :	
1° Planches en bois tendre, destinées à être utilisées comme bardeaux, parquets, planches bouvetées, rabotées d'un ou de plusieurs côtés, avec ou sans un ou plusieurs côtés profilés ;	
2° Plinthes en bois tendre, la planche et le profil étant d'une seule pièce ;	
3° Planches en bois tendre languetées, rainées, moulurées, à joint en V, feuillées, à chanfrein, à moulure centrale, à joint central en V ou à bords arrondis — si profilées, la planche et le profil étant d'une seule pièce ;	
4° Planches à caisses, en bois tendre, sciées ou rabotées, assemblées ou non, y compris les planches à caisses languetées, rainées, collées, à embrèvement ou imprimées, mais non compris les planches à queue d'aronde, à mortaise ou à tenon aux extrémités.	

ÉCHANGE DE NOTES

RELATIF A LA RECTIFICATION D'UNE ERREUR DANS L'ACCORD COMMERCIAL ANGLO-LITHUANIEN
DU 6 JUILLET 1934.

*Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne,
le 23 mars 1935.*

1 TRADUCTION. — TRANSLATION.

FOREIGN OFFICE, S. W. I.

I.

N° N 424/95/59.

Le 6 février 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à l'Accord commercial conclu entre le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et la Lithuanie, qui a été signé le 6 juillet 1934, j'ai l'honneur d'attirer votre

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

to invite your attention to an error which was made in the drafting of Part II of the First Schedule to the Agreement, viz. the insertion of the word "gross" in relation to the duty of 2.75 Lits per kilogramme on oranges [Tariff No. ex 6 (4)]. It was the intention of the contracting Governments that the duty on oranges should be abated, and for this purpose it is necessary that the stipulated duty should be charged on the basis of net weight as heretofore.

2. I have therefore the honour to suggest that the word "gross" be deleted from the reference in Part II of the First Schedule to the Agreement to the duty on oranges, and that, if the Lithuanian Government agree to this proposal, the present note and your reply to that effect shall be regarded as constituting an agreement between the two Governments in this matter.

I have the honour to be, with the highest consideration, Sir, Your obedient Servant.

John SIMON.

Monsieur Bronius Balutis,
etc., etc., etc.

II.

LITHUANIAN LEGATION.

No. 785.

10 Palace Gate, Kensington,
LONDON, W.8. *February 6th, 1935.*

SIR,

In reply to your note of the 6th of February, 1935, I have the honour to inform you that the Government of Lithuania agree to the deletion of the word "gross" from the reference to the duty on oranges in Part II of the First Schedule to the Commercial Agreement between Lithuania and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, which was signed on the 6th July, 1934.

2. The present note and your note under reply will, in accordance with the proposal contained in your note, be regarded as constituting an agreement between the two Governments in this matter.

I have the honour to be, with the highest consideration, Sir, Your obedient Servant,

Bronius K. BALUTIS.

The Right Honourable
Sir John Simon, G.C.S.I., K.C.V.O., K.C., M.P.,
His Majesty's Principal Secretary of State
for Foreign Affairs,
Foreign Office,
S. W. 1.

attention sur une erreur qui s'est glissée dans le texte de la partie II du premier tableau annexé à cet accord, à savoir l'insertion des mots « poids brut » en ce qui concerne le droit de 2 lits 75 par kilo sur les oranges [tarif n° ex 6 (4)]. L'intention des Parties contractantes était que le droit sur les oranges fût diminué, et à cet effet, il est nécessaire que le droit stipulé soit calculé, comme auparavant, sur la base du poids net.

2. J'ai, en conséquence, l'honneur de proposer que les mots « poids brut » soient supprimés, à la partie II du premier tableau annexé à l'accord, en ce qui concerne le droit sur les oranges. Si le Gouvernement lithuanien accepte cette proposition, la présente note et votre réponse à cet effet seront considérées comme constituant l'accord intervenu, sur ce point, entre les deux gouvernements.

Veillez agréer, etc.

John SIMON.

Monsieur Bronius Balutis,
etc., etc., etc.

II.

LÉGATION DE LITHUANIE.

N° 785.

10, Palace Gate, Kensington,
LONDRES, W. 8, le 6 février 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En réponse à votre note en date du 6 février 1935, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement lithuanien accepte la suppression des mots « poids brut » dans la référence faite au droit sur les oranges, à la partie II du premier tableau annexé à l'Accord commercial conclu entre la Lithuanie et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, qui a été signé le 6 juillet 1934.

2. La présente note, et votre note à laquelle elle fait réponse, seront considérées, ainsi que vous l'avez proposé dans votre note, comme constituant l'accord intervenu, sur ce point, entre les deux gouvernements.

Veillez agréer, etc.

Bronius K. BALUTIS.

Le très honorable

Sir John Simon, G.C.S.I., K.C.V.O., K.C., M.P.,
Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté
aux Affaires étrangères,
Foreign Office,
S. W. 1.

N° 3566.

INDE ET JAPON

Convention concernant les relations
commerciales entre les deux pays,
et protocole. Signés à Londres, le
12 juillet 1934.

INDIA AND JAPAN

Convention regarding Commercial
Relations between the Two Coun-
tries, and Protocol. Signed at
London, July 12th, 1934.

No. 3566. — CONVENTION ¹ REGARDING COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN INDIA AND JAPAN. SIGNED AT LONDON, JULY 12TH, 1934.

English official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Convention took place December 20th, 1934.

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, and HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN, desiring to facilitate trade and commerce between India and Japan, have decided to conclude a Convention for this purpose and have accordingly appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

FOR INDIA :

The Rt. Hon. Sir John Allsebrook SIMON, G.C.S.I., K.C.V.O., M.P., His Principal Secretary of State for Foreign Affairs ;

The Rt. Hon. Sir Samuel John Gurney HOARE, Bt., G.C.S.I., G.B.E., C.M.G., M.P., His Secretary of State for India ;

HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN :

His Excellency Mr. Tsuneo MATSUDAIRA, His Imperial Majesty's Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary at the Court of St. James ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The territories to which the present Convention applies are, on the part of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, British India, together with States in India which, by treaty with His Majesty the King or otherwise, may be entitled to be placed with regard to the stipulations of the present Convention on the same footing as British India (such territories being hereinafter referred to as India) ; and on the part of His Majesty the Emperor of Japan, all the territories and possessions belonging to or administered by His Majesty the Emperor (such territories being hereinafter referred to as Japan).

¹ The exchange of ratifications took place at London, October 22nd, 1934.
Came into force September 14th, 1934.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.N^o 3566. — CONVENTION ² CONCERNANT LES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE L'INDE ET LE JAPON. SIGNÉE A LONDRES, LE 12 JUILLET 1934.

Texte officiel anglais communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 20 décembre 1934.

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES DOMINIONS BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES, et SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON, désireux de faciliter les relations commerciales entre l'Inde et le Japon, ont décidé de conclure une convention à cet effet et ont, en conséquence, désigné comme leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES DOMINIONS BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

POUR L'INDE :

Le très honorable sir John Allsebrook SIMON, G.C.S.I., K.C.V.O., M.P., son principal secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères;

Le très honorable sir Samuel John Gurney HOARE, Bt., G.C.S.I., G.B.E., C.M.G., M.P., son secrétaire d'Etat pour l'Inde;

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON :

Son Excellence M. Tsuneo MATSUDAIRA, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Sa Majesté impériale à la Cour de Saint-James;

Qui, s'étant communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les territoires auxquels s'applique la présente convention sont, d'une part, pour ce qui concerne Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes, l'Inde britannique et les Etats de l'Inde qui, par traité avec Sa Majesté le Roi ou autrement, peuvent avoir droit à être placés, pour ce qui est des stipulations de la présente convention, sur le même pied que l'Inde britannique (ces territoires étant ci-après mentionnés sous l'appellation « Inde ») et, d'autre part, pour ce qui concerne Sa Majesté l'Empereur du Japon, tous les territoires et possessions appartenant à Sa Majesté l'Empereur, ou soumis à son administration (ces territoires étant ci-après mentionnés sous l'appellation « Japon »).

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² L'échange des ratifications a eu lieu à Londres, le 22 octobre 1934.
Entrée en vigueur le 14 septembre 1934.

Article 2.

Articles produced or manufactured in the territories of one of the High Contracting Parties, on importation into the territories of the other, from whatever place arriving, shall not be subjected to duties or charges other or higher than those imposed on like articles produced or manufactured in any other foreign country.

Article 3.

Notwithstanding anything contained in the present Convention, the Government of India shall have the right of imposing or modifying from time to time special Customs duties on the importation into India of articles produced or manufactured in Japan, other or higher than those imposed on like articles produced or manufactured in any other foreign country, at such rates as the Government of India may consider to be necessary to correct the effects of any variation of the exchange value of the yen relative to the rupee subsequent to the 31st day of December, 1933 ; provided that no modification in any such rate shall be made until it has been in force for at least five weeks.

In imposing or modifying or on being requested by the Government of Japan to modify such special Customs duties, the Government of India shall give full consideration to all relevant factors which tend to raise the export prices of articles produced or manufactured in Japan, and shall limit the rates of such duties to what is necessary to correct the effects of any variation of the exchange value of the yen relative to the rupee on the duty-paid value of articles produced or manufactured in Japan and imported into India.

Reciprocally, the Government of Japan shall have the right of imposing or modifying from time to time special Customs duties on the importation into Japan of articles produced or manufactured in India, other or higher than those imposed on like articles produced or manufactured in any other foreign country, at such rates as the Government of Japan may consider to be necessary to correct the effects of any variation of the exchange value of the rupee relative to the yen ; provided that such right shall not accrue to the Government of Japan so long as the exchange value of the rupee relative to the yen is not below the value of 0.732 yen, and that no modification of any such rate shall be made until it has been in force for at least five weeks.

In imposing or modifying or on being requested by the Government of India to modify such special Customs duties, the Government of Japan shall give full consideration to all relevant factors which tend to raise the export prices of articles produced or manufactured in India, and shall limit the rates of such duties to what is necessary to correct the effects of any variation of the exchange value of the rupee below 0.732 yen on the duty-paid value of articles produced or manufactured in India and imported into Japan.

Article 4.

While reserving to the Government of India and to the Government of Japan the right to make such changes in their Customs tariffs as may be necessary for the protection of their own interests, the High Contracting Parties agree that when any modification of its Customs tariff by either country results in the trade interests of the other being adversely affected in any appreciable measure, the Governments of the two countries shall, upon the request of the Government of the country adversely affected, forthwith enter into negotiations with the object of reconciling as far as possible the interests of the two countries.

Article 5.

The present Convention shall be ratified. The instruments of ratification shall be exchanged in London as soon as possible. The date on which the instrument of ratification of each of the

Article 2.

Les articles produits ou fabriqués dans les territoires de l'une des Hautes Parties contractantes, lors de leur importation dans les territoires de l'autre, quel que soit le lieu d'où ils arrivent, ne seront pas soumis à des droits ou charges autres ou plus élevés que ceux frappant les articles similaires produits ou fabriqués dans un autre pays étranger.

Article 3.

Nonobstant toute stipulation contraire inscrite dans la présente convention, le Gouvernement de l'Inde aura le droit d'imposer ou de modifier de temps à autre les droits de douane spéciaux frappant, à leur importation dans l'Inde, les articles produits ou fabriqués au Japon, droits autres ou plus élevés que ceux frappant les articles similaires produits ou fabriqués dans tout autre pays étranger, suivant les taux que le Gouvernement de l'Inde pourra estimer nécessaires pour compenser les effets de toute variation dans la valeur, au change, du yen par rapport à la roupie, à partir du 31 décembre 1933 ; étant entendu qu'aucune modification ne sera apportée au taux en question s'il n'a pas été en vigueur pendant au moins cinq semaines.

Lorsqu'il imposera ou modifiera ces droits de douane spéciaux ou lorsqu'il lui sera demandé par le Gouvernement du Japon de modifier ces droits de douane spéciaux, le Gouvernement de l'Inde prendra dûment en considération tous les facteurs pertinents tendant à l'élévation des prix d'exportation des articles produits ou fabriqués au Japon et limitera les taux de ces droits au montant nécessaire pour compenser les effets de toute variation de la valeur, au change, du yen par rapport à la roupie, sur la valeur, droits de douane compris, des articles produits ou fabriqués au Japon et importés dans l'Inde.

Par réciprocité, le Gouvernement du Japon aura le droit d'imposer ou de modifier de temps à autre les droits de douane spéciaux frappant, lors de leur importation au Japon, les articles produits ou fabriqués dans l'Inde, droits autres ou plus élevés que ceux qui frappent les articles similaires produits ou fabriqués dans tout autre pays étranger, suivant les taux que le Gouvernement du Japon pourra estimer nécessaires pour compenser les effets de toute variation dans la valeur, au change, de la roupie par rapport au yen ; étant entendu que ce droit n'appartiendra pas au Gouvernement du Japon tant que la valeur, au change, de la roupie par rapport au yen ne tombera pas au-dessous de 0,732 yen, et qu'il ne sera apporté aucune modification au taux en question s'il n'a été en vigueur pendant au moins cinq semaines.

Lorsqu'il imposera ou modifiera ces droits de douane spéciaux ou lorsqu'il lui sera demandé par le Gouvernement de l'Inde de modifier ces droits de douane spéciaux, le Gouvernement du Japon prendra dûment en considération tous les facteurs pertinents tendant à l'élévation des prix d'exportation des articles produits ou fabriqués dans l'Inde et limitera les taux de ces droits au montant nécessaire pour compenser les effets de toute variation de la valeur, au change, de la roupie au-dessous de 0,732 yen, sur la valeur, droits de douane compris, des articles produits ou fabriqués dans l'Inde et importés au Japon.

Article 4.

Tout en réservant au Gouvernement de l'Inde et au Gouvernement du Japon le droit d'apporter à leur tarif douanier telles modifications qui pourront être nécessaires pour la protection de leurs propres intérêts, les Hautes Parties contractantes sont convenues que, lorsqu'une modification de son tarif douanier par l'un ou l'autre des deux pays causera un préjudice appréciable aux intérêts commerciaux de l'autre, les gouvernements des deux pays, sur la demande du gouvernement du pays éprouvant ce préjudice, entreront immédiatement en négociations en vue de concilier, dans la mesure du possible, les intérêts des deux pays.

Article 5.

La présente convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront échangés à Londres aussitôt que possible. La date à laquelle sera prêt l'instrument de ratification de chacune des Hautes

High Contracting Parties has been completed will be communicated to the other through diplomatic channels, and the present Convention shall enter into force, in advance of the exchange of the instruments of ratification, as from the date on which the later of the two communications required under the present Article shall have been made.

Article 6.

The present Convention shall remain in force until the 31st day of March, 1937.

In case neither of the High Contracting Parties shall have given notice to the other six months before the said date of his intention to terminate the Convention, it shall continue operative until the expiration of six months from the date on which either of the High Contracting Parties shall have given notice of termination to the other.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed thereto their seals.

Done at London, in duplicate, this twelfth day of the seventh month of the 9th year of Showa, corresponding to the twelfth day of July, 1934.

For India :

(L. S.) John SIMON.

(L. S.) Samuel HOARE.

For Japan :

(L. S.) T. MATSUDAIRA.

PROTOCOL.

At the moment of proceeding this day to the signature of the Convention regarding the Commercial Relations between India and Japan, the undersigned Plenipotentiaries, being duly authorised to that effect, have agreed as follows regarding the importation of Japanese cotton piece-goods into India :

Article 1.

For the purposes of the present Protocol :

The expression " cotton year " means a year beginning on the 1st day of January ;

The expression " cotton piece-goods year " means a year beginning on the 1st day of April ;

A cotton piece-goods year and the cotton year in which that cotton piece-goods year begins are referred to as " corresponding " ; and

The expression " yard " means a linear yard.

Article 2.

The Customs duties to be imposed on importation into India of cotton piece-goods manufactured in Japan shall not exceed the following rates :

(a) Plain greys—50 per centum *ad valorem* or 5 $\frac{1}{4}$ annas per pound, whichever is higher ;

(b) Others—50 per centum *ad valorem*.

If hereafter the Government of India should decide to impose a specific duty on cotton piece-goods other than plain greys, it will not impose on such piece-goods, being the manufacture of Japan, a specific duty exceeding 5 $\frac{1}{4}$ annas per pound.

Parties contractantes sera communiquée à l'autre Partie par la voie diplomatique, et la présente convention entrera en vigueur, avant l'échange des instruments de ratification, à la date à laquelle la dernière des deux communications requises par le présent article aura été faite.

Article 6.

La présente convention demeurera en vigueur jusqu'au 31 mars 1937.

Au cas où ni l'une ni l'autre des Hautes Parties contractantes n'aura notifié à l'autre, six mois avant ladite date, son intention de mettre fin à la convention, celle-ci demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois compté à partir de la date à laquelle l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes aura notifié sa dénonciation à l'autre Partie.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Londres, en double expédition, le douzième jour du septième mois de la neuvième année de Showa, correspondant au 12 juillet 1934.

Pour l'Inde :

(L. S.) John SIMON.

(L. S.) Samuel HOARE.

Pour le Japon :

(L. S.) T. MATSUDAIRA.

PROTOCOLE

Au moment de procéder, ce jour, à la signature de la convention concernant les relations commerciales entre l'Inde et le Japon, les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus de ce qui suit relativement à l'importation dans l'Inde de tissus de coton japonais en pièces.

Article premier.

Pour les besoins du présent protocole :

L'expression « année cotonnière » signifie une année commençant le 1^{er} janvier ;

L'expression « année de tissus de coton en pièces » signifie une année commençant le 1^{er} avril ;

L'année de tissus de coton en pièces et l'année cotonnière au cours de laquelle commence ladite année de tissus de coton en pièces sont mentionnées comme « correspondantes » ; et

L'expression « yard » se rapporte au yard linéaire.

Article 2.

Les droits de douane frappant, lors de leur importation dans l'Inde, les tissus de coton en pièces fabriqués au Japon n'excéderont pas les taux suivants :

a) Tissus écrus courants, 50 % *ad valorem*, soit 5 $\frac{1}{4}$ annas par livre, le montant le plus élevé étant appliqué ;

b) Autres tissus, 50 % *ad valorem*.

Si, par la suite, le Gouvernement de l'Inde décide de frapper d'un droit spécifique les tissus de coton en pièces, autres que les tissus écrus courants, il ne frappera pas ces tissus, s'ils sont fabriqués au Japon, d'un droit spécifique supérieur à 5 $\frac{1}{4}$ annas par livre anglaise.

Article 3.

1. If in any cotton year 1 million bales of raw cotton are exported from India to Japan, the quantity of cotton piece-goods which may be exported from Japan to India in the corresponding cotton piece-goods year shall be a basic allotment of 325 million yards.

2. If the exports of raw cotton from India to Japan in any cotton year are less than 1 million bales, the allotment of cotton piece-goods for the corresponding cotton piece-goods year shall be the basic allotment diminished by 2 million yards for every 10,000 bales of the deficit or for any residual quantity thereof exceeding 5,000 bales.

3. If the exports of raw cotton from India to Japan in any cotton year exceed 1 million bales, the allotment of cotton piece-goods for the corresponding cotton piece-goods year shall be the basic allotment increased by $1\frac{1}{2}$ million yards for every 10,000 bales of the excess or for any residual quantity thereof exceeding 5,000 bales ;

Provided that the allotment of cotton piece-goods shall not in any case exceed 400 million yards for any cotton piece-goods year.

4. If the exports of raw cotton from India to Japan in any cotton year exceed $1\frac{1}{2}$ million bales, the excess shall be added to the quantity of raw cotton exported from India to Japan in the following cotton year for the purpose of determining the allotment of cotton piece-goods for the cotton piece-goods year corresponding to such following cotton year.

5. For the purposes of the calculations under the present Article and under Articles 4, 5, 6 and 7, any raw cotton or cotton piece-goods which have been imported and then re-exported shall be excluded.

Article 4.

1. The allotment of cotton piece-goods which may be exported from Japan to India during the first half of any cotton piece-goods year shall be 200 million yards ;

Provided that, if in the first half of any cotton piece-goods year the exports of cotton piece-goods from Japan to India exceed the allotment for the whole of that cotton piece-goods year, the allotment for the first half of the following cotton piece-goods year shall be 200 million yards less such excess.

2. The allotment of cotton piece-goods which may be exported from Japan to India during the second half of any cotton piece-goods year shall be the annual allotment for that year less 200 million yards ;

Provided that, if the quantity exported from Japan to India in the first half of any cotton piece-goods year is less than 200 million yards, as increased or diminished under Article 5, the allotment for the second half of that cotton piece-goods year shall include the quantity of the deficit up to a quantity not exceeding 20 million yards.

Article 5.

Notwithstanding anything hereinbefore contained :

(a) If less than the allotment for any cotton piece-goods year is exported from Japan to India in that year, the quantity of the deficit up to a quantity not exceeding 20 million yards may be exported in the first half of the following cotton piece-goods year in addition to the allotment for that half-year ; and

(b) A quantity not exceeding 20 million yards of cotton piece-goods may be exported from Japan to India in any cotton piece-goods year, other than the cotton piece-goods year

Article 3.

1. Si, au cours d'une année cotonnière, un million de balles de coton brut sont exportées de l'Inde au Japon, l'exportation autorisée de tissus de coton en pièces, du Japon à destination de l'Inde, au cours de l'année de tissus de coton en pièces correspondante, comportera un contingent de base de 325 millions de yards.

2. Si les exportations de coton brut, de l'Inde à destination du Japon, au cours d'une année cotonnière n'atteignent pas un million de balles, le contingent de tissus de coton en pièces pour l'année correspondante de tissus de coton en pièces sera égal au contingent de base diminué de 2 millions de yards pour chaque fraction de 10.000 balles du déficit ou pour la quantité restante de ce déficit si elle est supérieure à 5.000 balles.

3. Si les exportations de coton brut de l'Inde à destination du Japon au cours d'une année cotonnière dépassent un million de balles, le contingent de tissus de coton en pièces alloué pour l'année de tissus de coton en pièces correspondante sera égal au contingent de base augmenté d'un million et demi de yards pour chaque fraction de 10.000 balles de l'excédent ou pour la quantité restante de l'excédent si elle est supérieure à 5.000 balles.

Il est entendu que le contingent de tissus de coton en pièces ne dépassera en aucun cas 400 millions de yards par année de tissus de coton en pièces.

4. Si les exportations de coton brut de l'Inde à destination du Japon, au cours d'une année cotonnière, dépassent un million et demi de balles, l'excédent sera ajouté à la quantité de coton brut exportée de l'Inde à destination du Japon au cours de l'année cotonnière suivante pour la détermination du contingent de tissus de coton en pièces afférent à l'année de tissus de coton en pièces correspondant à ladite année cotonnière suivante.

5. Pour les calculs prévus dans le présent article et aux articles 4, 5, 6 et 7, le coton brut et les tissus de coton en pièces qui ont été importés, puis réexportés, seront exclus.

Article 4.

1. Le contingent de tissus de coton en pièces dont l'exportation du Japon dans l'Inde sera autorisée au cours de la première moitié de toute année de tissus de coton en pièces sera égal à 200 millions de yards.

Il est entendu que si, dans la première moitié de toute année de tissus de coton en pièces, les exportations de tissus de coton en pièces du Japon dans l'Inde dépassent le contingent prévu pour la totalité de l'année de tissus de coton en pièces, le contingent afférent à la première moitié de l'année de tissus de coton en pièces suivante sera égal à 200 millions de yards, moins ledit excédent.

2. Le contingent de tissus de coton en pièces dont l'exportation du Japon dans l'Inde sera autorisée au cours de la seconde moitié de toute année de tissus de coton en pièces sera égal au contingent annuel afférent à cette année, diminué de 200 millions de yards.

Il est entendu que si la quantité exportée du Japon dans l'Inde pendant la première moitié de toute année de tissus de coton en pièces est inférieure à 200 millions de yards après l'augmentation ou la diminution prévue à l'article 5, le contingent afférent à la seconde moitié de ladite année de tissus de coton en pièces comprendra la quantité déficitaire jusqu'à 20 millions de yards au maximum.

Article 5.

Nonobstant toute stipulation ci-dessus mentionnée :

a) Si les exportations de tissus de coton en pièces du Japon dans l'Inde au cours de toute année de tissus de coton en pièces sont inférieures au contingent annuel prévu, la quantité déficitaire, jusqu'à 20 millions de yards au maximum, pourra être exportée au cours de la première moitié de l'année de tissus de coton en pièces suivante, en sus du contingent prévu pour ladite demi-année ; et

b) Une quantité de tissus de coton en pièces n'excédant pas 20 millions de yards pourra être exportée du Japon dans l'Inde au cours de toute année de tissus de coton en

in which the present Protocol terminates, in addition to the allotment for that year; but such excess shall be deducted from the allotment for the first half of the following cotton piece-goods year.

Article 6.

If the present Protocol should come into effect at any time other than the beginning of a cotton piece-goods year, the first cotton year shall, for the purposes of the Protocol, be deemed to begin on the 1st day of January, 1934, and the first cotton piece-goods year on the 1st day of April, 1934.

Article 7.

1. For the purposes of the present Protocol, cotton piece-goods shall be divided into the four categories of :

- (a) Plain greys,
- (b) Bordered greys,
- (c) Bleached (white) goods, and
- (d) Coloured (printed, dyed or woven) goods ;

and the allotment for any cotton piece-goods year shall be divided into sub-allotments among these four categories, consisting of portions of the allotment as follows :

Plain greys	45 per centum,
Bordered greys	13 per centum,
Bleached (white) goods	8 per centum,
Coloured (printed, dyed or woven) goods.	34 per centum,

and, save as provided in paragraph 2, the export of cotton piece-goods in each category in any cotton piece-goods year shall be restricted to the said portions.

2. Transfers may be made from one sub-allotment to another, subject to the following conditions :

- (a) The allotment for any cotton piece-goods year shall not thereby be increased ;

(b) The amount transferred from a sub-allotment for bordered greys or from a sub-allotment for bleached (white) goods shall not exceed 20 per centum of the amount of such sub-allotment, and the amount transferred from any other sub-allotment shall not exceed 10 per centum of the amount of such sub-allotment ; and

(c) A sub-allotment for bordered greys or a sub-allotment for bleached (white) goods shall not be increased by more than 20 per centum of the amount of such sub-allotment, and any other sub-allotment shall not be increased by more than 10 per centum of the amount of such sub-allotment.

3. The principles of the present Article shall apply also to quantities of cotton piece-goods exported from Japan to India under Article 5 in excess of the yearly allotments, as if such quantities were yearly allotments.

Article 8.

Nothing contained in the present Protocol shall be deemed to affect the rights of either High Contracting Party under Article 2 or Article 3 of the Convention regarding the Commercial Relations between India and Japan of this day's date.

pièces autre que l'année de tissus de coton en pièces au cours de laquelle le présent protocole prendra fin, en sus du contingent prévu pour ladite année; mais cet excédent viendra en déduction du contingent afférent à la première moitié de l'année de tissus de coton en pièces suivante.

Article 6.

Au cas où le présent protocole entrerait en vigueur à une époque ne correspondant pas avec le début d'une année de tissus de coton en pièces, la première année cotonnière, aux fins du présent protocole, sera considérée comme débutant le premier jour du mois de janvier 1934 et la première année de tissus de coton en pièces le premier jour du mois d'avril 1934.

Article 7.

1. Aux fins du présent protocole, les tissus de coton en pièces seront répartis en quatre catégories, à savoir :

- a) Les tissus écrus courants ;
- b) Les tissus écrus à lisières ;
- c) Les tissus blanchis (blancs) ;
- d) Les tissus de couleur (imprimés, teints ou tissés) ;

et le contingent afférent à toute année de tissus de coton en pièces sera divisé en sous-contingents répartis entre ces quatre catégories dans les proportions suivantes :

Les tissus écrus courants	45 %
Les tissus écrus à lisières	13 %
Les tissus blanchis (blancs)	8 %
Les tissus de couleur (imprimés, teints ou tissés)	34 %

et, sous réserve des dispositions du paragraphe 2, l'exportation des tissus de coton en pièces, pour chacune de ces catégories et pour toute année de tissus de coton en pièces, sera limitée aux fractions de contingents mentionnées ci-dessus.

2. Les transferts d'un sous-contingent à un autre seront autorisés sous réserve des conditions suivantes :

- a) Le contingent afférent à toute année de tissus de coton en pièces n'en sera pas accru ;
- b) La quantité prélevée pour transfert sur un sous-contingent de tissus écrus à lisières ou sur un sous-contingent de tissus blanchis (blancs), ne dépassera pas 20 % du montant total dudit sous-contingent, et la quantité prélevée pour transfert sur tout autre sous-contingent ne dépassera pas 10 % du montant total de ce sous-contingent ; et
- c) Le sous-contingent de tissus écrus à lisières ou le sous-contingent de tissus blanchis (blancs) ne pourra être augmenté de plus de 20 % de son montant total, et tout autre sous-contingent ne pourra être augmenté de plus de 10 % de son montant total.

3. Les principes énoncés dans le présent article s'appliqueront également aux quantités de tissus de coton en pièces exportées du Japon dans l'Inde, en vertu de l'article 5, en excédent des contingents annuels, comme si lesdites quantités constituaient des contingents annuels.

Article 8.

Rien de ce que contient le présent protocole ne sera considéré comme portant atteinte aux droits conférés à l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes en vertu de l'article 2 ou de l'article 3 de la Convention relative aux relations commerciales entre l'Inde et le Japon, en date de ce jour.

Article 9.

The present Protocol shall come into force simultaneously with the Convention regarding the Commercial Relations between India and Japan of this day's date and shall remain in force until the 31st day of March, 1937.

Done at London, in duplicate, this twelfth day of the seventh month of the 9th year of Showa, corresponding to the twelfth day of July, 1934.

For India :

John SIMON.

Samuel HOARE.

For Japan :

T. MATSUDAIRA.

Article 9.

Le présent protocole entrera en vigueur simultanément avec la Convention relative aux relations commerciales entre l'Inde et le Japon en date de ce jour et demeurera en vigueur jusqu'au 31 mars 1937.

Fait à Londres, en double expédition, le douzième jour du septième mois de la neuvième année de Showa, correspondant au 12 juillet 1934.

Pour l'Inde :
John SIMON,
Samuel HOARE.

Pour le Japon :
T. MATSUDAIRA.

N° 3567.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET ÉGYPTTE ET ITALIE**

Echange de notes comportant un accord relatif à la frontière entre le Soudan et la Libye. Rome, le 20 juillet 1934.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND EGYPT AND ITALY**

Exchange of Notes constituting an Agreement respecting the Boundary between the Sudan and Libya. Rome, July 20th, 1934.

No. 3567. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE EGYPTIAN GOVERNMENT AND THE ITALIAN GOVERNMENT CONSTITUTING AN AGREEMENT RESPECTING THE BOUNDARY BETWEEN THE SUDAN AND LIBYA. ROME, JULY 20TH, 1934.

N° 3567. — SCAMBIO DI NOTE¹ FRA IL GOVERNO DI SUA MAESTA NEL REGNO UNITO ED IL GOVERNO EGIZIANO, ED IL GOVERNO ITALIANO, COSTITUENTE UN ACCORDO RELATIVO AL CONFINE FRA LA LIBIA E IL SUDAN. ROMA, IL 20 LUGLIO 1934.

N° 3567. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT ÉGYPTIEN, D'UNE PART, ET LE GOUVERNEMENT ITALIEN, D'AUTRE PART, COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A LA FRONTIÈRE ENTRE LE SOUDAN ET LA LIBYE. ROME, LE 20 JUILLET 1934.

English, French and Italian official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Exchange of Notes took place December 20th, 1934.

Textes officiels anglais, français et italien communiqués par le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 20 décembre 1934.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

SIR E. DRUMMOND TO SIGNOR MUSSOLINI.

BRITISH EMBASSY.

ROME, July 20th, 1934.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to suggest to your Excellency that the line of the frontier between Libya and the Sudan be fixed as follows :

2. Starting from the point of intersection of 25th meridian east of Greenwich

I.

SIR E. DRUMMOND A MONSIEUR MUSSOLINI.

AMBASSADE BRITANNIQUE.

ROME, le 20 juillet 1934.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de vous proposer que la ligne frontière entre la Libye et le Soudan soit fixée comme suit :

2. Partant du point d'intersection du 25^e méridien est de Greenwich et du

¹ Came into force July 20th, 1934.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ Entré en vigueur le 20 juillet 1934.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

with parallel 22° north, the frontier follows the 25th line of meridian in a southerly direction as far as its intersection with parallel 20° north; from this point it follows parallel 20° north in a westerly direction as far as its intersection with 24th meridian east of Greenwich; from this point it follows 24th meridian east of Greenwich in a southerly direction as far as its junction with the frontier of French possessions.

3. His Majesty's Government in the United Kingdom renounce all claim on the part of the Sudan to territory to the west and north of the line of the frontier as set out above; the Italian Government, for their part, renounce all claim to territory south and east of the said line of frontier.

4. I understand that a note in similar terms is being addressed to your Excellency by the Egyptian Minister, and I have the honour to inform your Excellency that the present note and the Egyptian note in similar terms represent the proposals of the two Powers on behalf of the Sudan. I accordingly have the honour to suggest that the present note and the Egyptian note, and your Excellency's replies in similar terms to these notes, be regarded as placing on record the agreement reached between the Italian Government on the one side and the Governments of the two Powers on the other side in this matter, and that this agreement shall come into force as from the date of this note.

I avail, etc.

Eric DRUMMOND.

22° parallèle nord, la ligne frontière suit la ligne du 25^e méridien, en direction sud, jusqu'à son intersection avec le 20^e parallèle nord; de ce point, elle suit le 20^e parallèle nord en direction ouest jusqu'à son intersection avec le 24^e méridien est de Greenwich; de ce point, elle suit le 24^e méridien est de Greenwich en direction sud jusqu'à sa jonction avec la frontière des possessions françaises.

3. Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni renonce à toute prétention, de la part du Soudan, au territoire situé à l'ouest et au nord de la ligne frontière précitée; le Gouvernement italien, de son côté, renonce à toute prétention au territoire situé au sud et à l'est de ladite ligne frontière.

4. Je crois savoir que le Ministre d'Égypte vous adresse une note conçue en termes analogues, et j'ai l'honneur de vous informer que la présente note et la note égyptienne conçue en termes analogues représentent les propositions des deux Puissances pour le compte du Soudan. En conséquence, j'ai l'honneur de proposer que la présente note et la note égyptienne ainsi que les réponses de Votre Excellence conçues en termes analogues à ceux de ces notes soient considérées comme constituant l'accord intervenu en la matière entre le Gouvernement italien, d'une part, et les Gouvernements des deux Puissances, d'autre part, et que cet accord entre en vigueur à partir de la date de la présente note.

Veillez agréer, etc.

Eric DRUMMOND.

II.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

SIGNOR MUSSOLINI A SIR E. DRUMMOND.

MINISTERO
DEGLI AFFARI ESTERI.

SIGNOR AMBASCIATORE,

Con nota del 20 corrente, redatta in inglese, Vostra Eccellenza mi ha fatto a nome del Governo di Sua Maestà Britannica la seguente comunicazione :

« Ho l'onore di proporre a Vostra Eccellenza che la linea del confine fra la Libia e il Sudan sia determinata come segue :

ROMA, li 20 luglio 1934 (Anno XII).

» A partire dal punto d'incrocio del 25° meridiano est di Greenwich col 22° parallelo nord, il confine segue la linea del 25° meridiano in direzione sud fino al suo incrocio con il 20° parallelo nord ; da questo punto esso segue il 20° parallelo nord in direzione ovest fino al suo incrocio con il 24° meridiano est di Greenwich ; da questo punto esso segue il 24° meridiano est di Greenwich in direzione sud fino al suo congiungimento con il confine dei possedimento francesi.

» Il Governo di Sua Maestà nel Regno Unito rinuncia a ogni rivendicazione da parte del Sudan relativamente al territorio a ovest e a nord della linea di confine come sopra indicata ; il Governo Italiano, da parte sua, rinuncia a ogni rivendicazione circa il territorio a sud e a est di detta linea di confine.

» Ho notizia che una nota in termini analoghi viene inviata a Vostra Eccellenza dal Ministro Egiziano, e ho l'onore di portare a conoscenza dell'Eccellenza Vostra che la presente nota e la nota egiziana in termini analoghi rappresentano le proposte delle due Potenze per conto del Sudan. Ho pertanto l'onore di proporre che la presente nota e la nota egiziana e le risposte in termini analoghi di Vostra Eccellenza a tali note siano considerate come costituenti i termini dell'accordo raggiunto fra il Governo Italiano da una parte e i Governi delle due Potenze dall'altra sulla questione, e che questo accordo entri in vigore dalla data della presente nota. »

Ho l'onore di dichiarare all'Eccellenza Vostra che il Governo Italiano accetta le proposte della nota di cui sopra.

Voglia gradire, etc.

MUSSOLINI.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

MONSIEUR MUSSOLINI A SIR E. DRUMMOND.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

ROME, le 20 juillet 1934 — An XII.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Par votre note du 20 courant, rédigée en anglais, vous avez bien voulu me faire, au nom du Gouvernement de Sa Majesté britannique, la communication suivante :

(Voir N° I).

J'ai l'honneur de vous déclarer que le Gouvernement italien accepte les propositions contenues dans votre note susmentionnée.

Veuillez agréer, etc.

MUSSOLINI.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

SIGNOR MUSSOLINI TO SIR E. DRUMMOND.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

ROME, July 20th, 1934 (Year XII).

M. L'AMBASSADEUR,

In a note of the 20th instant in English your Excellency, in the name of His Britannic Majesty's Government, made me the following communication :

(As in No. I.)

I have the honour to inform your Excellency that the Italian Government accept the proposals in the note referred to above.

Please accept, etc.

MUSSOLINI.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

III.

SADEK WAHBA PACHA A MONSIEUR MUSSOLINI.

LÉGATION D'EGYPTE.

ROME, le 20 juillet 1934.

M. LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de proposer à Votre Excellence que la ligne frontière entre la Libye et le Soudan soit fixée comme suit :

Partant du point d'intersection du 25^e méridien est de Greenwich et du parallèle 22 degrés nord, la ligne frontière suit la ligne du 25^e méridien en direction sud jusqu'à son intersection avec le parallèle 20 degrés nord ; de ce point, elle suit le parallèle 20 degrés nord en direction ouest jusqu'à son intersection avec le 24^e méridien est de Greenwich ; de ce point, elle suit le 24^e méridien est de Greenwich en direction sud jusqu'à sa jonction avec la frontière des possessions françaises.

Le Gouvernement égyptien renonce à toute réclamation de la part du Soudan en ce qui concerne le territoire situé à l'ouest et au nord de la ligne frontière précitée. De sa part, le Gouvernement italien renonce à toute réclamation en ce qui concerne le territoire situé au sud et à l'est de ladite ligne frontière.

Je crois savoir que l'Ambassadeur britannique adresse à Votre Excellence une note conçue dans des termes similaires, et j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que la présente note et la note britannique, conçues dans des termes similaires, représentent les propositions des deux Puissances de la part du Soudan. En conséquence, j'ai l'honneur de proposer que la présente note et la note britannique ainsi que les réponses faites à ces notes par Votre Excellence dans des termes similaires soient considérées comme constituant les termes de

III.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

SADEK WAHBA PASHA TO SIGNOR MUSSOLINI.

EGYPTIAN LEGATION.

ROME, July 20th, 1934.

M. LE PRÉSIDENT,

I have the honour to suggest to your Excellency that the line of the frontier between Libya and the Sudan be fixed as follows :

Starting from the point of intersection of the 25th meridian east of Greenwich with parallel 22° north, the line of frontier follows the line of the 25th meridian in a southerly direction as far as its intersection with parallel 20° north ; from this point it follows parallel 20° north in a westerly direction as far as its intersection with the 24th meridian east of Greenwich ; from this point it follows the 24th meridian east of Greenwich in a southerly direction as far as its junction with the frontier of French possessions.

The Egyptian Government renounce all claim on the part of the Sudan in so far as the territory situated to the west and north of the line of frontier set out above is concerned. For their part, the Italian Government renounce all claim as far as territory situated to the south and east of the said line of frontier is concerned.

I understand that the British Ambassador is addressing to your Excellency a note in similar terms, and I have the honour to inform your Excellency that the present note and the British note, which are drafted in similar terms, represent the proposals of the two Powers on behalf of the Sudan. I accordingly have the honour to suggest that the present note and the British note, together with the replies in similar terms made by your Excellency to these notes, be considered as constituting the terms of the agreement reached in this matter

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

l'accord conclu dans cette matière entre le Gouvernement italien, d'une part, et les Gouvernements des deux Puissances, d'autre part, et que cet accord entrera en vigueur à partir de la date de la présente note.

Je saisis, etc.

Sadek WAHBA.

between the Italian Government on the one side and the Governments of the two Powers on the other side, and that this agreement shall enter into force as from the date of the present note.

I avail, etc.

Sadek WAHBA.

IV.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

SIGNOR MUSSOLINI TO SADEK WAHBA PASHA.

MINISTERO
DEGLI AFFARI ESTERI.

ROMA, li 20 luglio 1934 (*Anno XII*).

SIGNOR MINISTRO,

Con nota del 20 corrente, redatta in francese, V. E. me ha fatto a nome del Governo di Sua Maestà il Re d'Egitto la seguente comunicazione :

« Ho l'onore di proporre a V. E. che la linea del confine fra la Libia e il Sudan sia determinata come segue :

» A partire dal punto d'incrocio del 25° meridiano est di Greenwich col 22° parallelo nord, il confine segue la linea del 25° meridiano in direzione sud fino al suo incrocio con il 20° parallelo nord ; da questo punto esso segue il 20° parallelo nord in direzione ovest fino al suo incrocio con il 24° meridiano est di Greenwich ; da questo punto esso segue il 24° meridiano est di Greenwich in direzione sud fino al suo congiungimento con il confine dei possedimenti francesi.

» Il Governo Egiziano rinuncia a ogni rivendicazione da parte del Sudan relativamente al territorio situato a ovest e a nord della linea di confine sopra indicata. Il Governo Italiano, da parte sua, rinuncia a ogni rivendicazione circa il territorio situato a sud e a est di detta linea di confine.

» Ho notizia che l'Ambasciatore Britannico invia a V. E. una nota redatta in termini analoghi, e ho l'onore di portare a conoscenza dell'E. V. che la presente nota e la nota britannica, redatta in termini analoghi, rappresentano le proposte delle due Potenze per conto del Sudan. Ho pertanto l'onore di proporre che la presente nota e la nota britannica e le risposte in termini analoghi di V. E. a tali note siano considerate come costituenti i termini dell'accordo concluso sulla questione fra il Governo Italiano da una parte e i Governi delle due Potenze dall'altra, e che questo accordo entri in vigore dalla data della presente nota. »

Ho l'onore di dichiarare all'E.V. che il Governo Italiano accetta le proposte della nota di cui sopra.

Voglia gradire, etc.

MUSSOLINI.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

M. MUSSOLINI A SADEK WAHBA PACHA.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

ROME, le 20 juillet 1934 — An XII.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par votre note en date du 20 courant, rédigée en français, vous avez bien voulu me faire, au nom du Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Égypte, la communication suivante :

(Voir N° III).

J'ai l'honneur de vous déclarer que le Gouvernement italien accepte les propositions contenues dans votre note susmentionnée.

Veuillez agréer, etc.

MUSSOLINI.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

SIGNOR MUSSOLINI TO SADEK WAHBA PASHA.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

ROME, July 20th, 1934 (Year XII).

M. LE MINISTRE,

In a note of the 20th instant in French your Excellency, in the name of His Majesty the King of Egypt, made me the following communication :

(As in No. III.)

I have the honour to inform your Excellency that the Italian Government accepts the proposals in the note referred to above.

Please accept, etc.

MUSSOLINI.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

N° 3568.

**ALLEMAGNE
ET GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD**

Accord pour le règlement des obligations commerciales, signé à Berlin, le 10 août 1934, et échange de notes y relatif de la même date.

**GERMANY
AND GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND**

Exchange Agreement for Commercial Payments, signed at Berlin, August 10th, 1934, and Exchange of Notes relating thereto of the same Date.

No. 3568. — EXCHANGE AGREEMENT ¹ FOR COMMERCIAL PAYMENTS BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE GERMAN GOVERNMENT. SIGNED AT BERLIN, AUGUST 10TH, 1934.

English and German official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place December 20th, 1934.

THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND and THE GERMAN GOVERNMENT, desiring to facilitate commercial payments, have agreed as follows :

Article 1.

(a) German firms, which hold a general exchange permit under paragraph III, 3 of the German Exchange Control Regulations of the 23rd June, 1932, as revised on the 7th December, 1933 (hereinafter called " the Regulations "), and which purchase goods falling under this Agreement within the scope of the business which they have hitherto carried on, may, in so far as the sums in foreign exchange allotted to them monthly under the German Exchange Control are insufficient to pay for these goods, make payments in reichsmarks for the account of their British creditors in respect of the amounts remaining due into a Special Account to be opened at the Reichsbank in the name of the Bank of England, subject to the provisions of this Agreement. Such Special Account is hereinafter called " the Special Account " .

(b) Firms established in the United Kingdom, to which a general exchange permit has been issued under paragraph III, 5-8 of the Regulations for the collection and transfer of sums due from German firms for the delivery of goods, may pay in reichsmarks the amounts, which they may not dispose of under the German Exchange Control, into the Special Account, subject to the provisions of this Agreement.

Article 2.

The payments into the Special Account provided for in Article 1 of this Agreement may only be made in respect of the transactions defined and subject to the conditions laid down in Articles 3 and 4. Further, the Reichsbank may suspend payments into the Special Account at any time at which the total unsold amount in the Special Account exceeds 5 million reichsmarks. As soon as the amount in the Special Account has again fallen below 5 million reichsmarks the Reichsbank shall permit the resumption of payments into the Special Account in accordance with this Agreement.

¹ Came into force August 20th, 1934.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT

N^o 3568. — ZAHLUNGSABKOMMEN¹ FÜR KAUFMÄNNISCHE VERBINDLICHKEITEN ZWISCHEN DER DEUTSCHEN REGIERUNG UND DER REGIERUNG DES VEREINIGTEN KÖNIGREICHS VON GROSSBRITANNIEN UND NORDIRLAND. GEZEICHNET IN BERLIN, AM 10. AUGUST 1934.

Textes officiels anglais et allemand communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 20 décembre 1934.

DIE DEUTSCHE REGIERUNG und DIE REGIERUNG DES VEREINIGTEN KÖNIGREICHS VON GROSSBRITANNIEN UND NORDIRLAND haben zur Erleichterung der Zahlungen im Warenverkehr nachstehendes vereinbart :

Artikel 1.

(a) Deutsche Firmen, die im Besitz einer allgemeinen Devisengenehmigung gemäss Abschnitt III, 3 der deutschen Richtlinien für die Devisenbewirtschaftung vom 23. Juni 1932 in der Fassung vom 7. Dezember 1933 sind (nachstehend „die Richtlinien“ genannt) und die im Rahmen ihres bisherigen Geschäftsbetriebes Waren beziehen, die unter dieses Abkommen fallen, können, soweit ihnen die nach der deutschen Devisengesetzgebung monatlich zugeteilten Devisenbeträge zur Bezahlung dieser Waren nicht genügen, die noch geschuldeten Beträge in Reichsmark für Rechnung ihrer britischen Gläubiger auf ein der Bank von England bei der Reichsbank zu errichtendes besonderes Konto nach Massgabe der Bestimmungen dieses Abkommens einzahlen. Dieses besondere Konto wird nachstehend „das Sonderkonto“ genannt.

(b) In dem Vereinigten Königreich ansässige Firmen, denen eine allgemeine Devisengenehmigung nach Abschnitt III, 5-8 der Richtlinien zum Einzug und zur Überweisung der von deutschen Firmen für Warenlieferungen geschuldeten Beträge erteilt ist, können die Beträge, über die sie nach der deutschen Devisengesetzgebung nicht verfügen können, in Reichsmark auf das Sonderkonto nach Massgabe der Bestimmungen dieses Abkommens einzahlen.

Artikel 2.

Die Einzahlungen auf das Sonderkonto gemäss Artikel 1 dieses Abkommens dürfen nur für Geschäftsabschlüsse geleistet werden, die in Artikel 3 und 4 gekennzeichnet sind und nur unter den in diesen Artikeln niedergelegten Bedingungen. Die Reichsbank kann ferner Einzahlungen auf das Sonderkonto jederzeit ablehnen, sobald der gesamte nicht verwertete Betrag auf dem Sonderkonto fünf Millionen Reichsmark übersteigt. Sobald der Betrag auf dem Sonderkonto wieder unter fünf Millionen Reichsmark gesunken ist, wird die Reichsbank die Wiederaufnahme der Einzahlungen auf das Sonderkonto gemäss diesem Abkommen gestatten.

¹ Entré en vigueur le 20 août 1934.

Article 3.

(a) Payments may be made into the Special Account in respect of purchases of goods produced or manufactured in the United Kingdom or goods which have been processed in the United Kingdom (hereinafter called "United Kingdom goods").

(b) In the case of a holder of a permit under paragraph III, 3 of the Regulations, proof that the payment is in respect of United Kingdom goods shall be furnished by the production of the original invoices. The holder shall at the same time declare that, according to the best of his knowledge, the payment is in respect of United Kingdom goods.

(c) In the case of a holder of a permit under paragraph III, 5-8 of the Regulations, the German buyer may make payment without special permit to an account kept at a bank in Germany under paragraph III, 5-8 of the Regulations. In order to furnish proof that the payment is in respect of United Kingdom goods the German buyer shall furnish the bank with the original invoices of the supplying firm in the United Kingdom. The latter firm shall in each case send a duplicate of the invoices to the bank where the above account is kept and shall state on these invoices that to the best of its knowledge the goods are United Kingdom goods.

(d) Subject to the conditions set out above and to the provisions of Article 2, the holder of a permit under paragraph III, 3 of the Regulations has the right to make payments without limit into the Special Account; and the holder of an account under paragraph III, 5-8 of the Regulations has the right to make transfers without limit from this account to the Special Account.

Article 4.

(a) Payments may be made into the Special Account in respect of purchases of goods other than United Kingdom goods, if it is proved that the German buyer of these goods had purchased the like goods before the 1st January, 1933, through a firm established in the United Kingdom, in appreciable quantities and regularly, even though there may have been intervals of time between his purchases. In order to furnish proof that these conditions are complied with:

(i) The holder of a permit under paragraph III, 3 of the Regulations shall produce invoices relating to the period before the 1st January, 1933, or other proofs;

(ii) The holder of a permit under paragraph III, 5-8 of the Regulations shall produce the certificate of a Chamber of Commerce in the United Kingdom.

(b) Goods produced or manufactured in any British Colony or overseas territory, any territory under British protection or any mandated territory in respect of which the mandate is exercised by the Government of the United Kingdom and not falling under paragraph (a) of this Article shall nevertheless be regarded as falling under the said paragraph (a) when purchased direct by a German firm from a firm established in any of the said territories. Proof that the payment is in respect of such goods shall be furnished in a manner corresponding to that provided for in paragraph (b) of Article 3.

(c) For goods falling under this Article payments or transfers to the Special Account shall, without prejudice to the provisions of Article 2, be permitted only to the extent of 10 per cent. of the basic amount assigned to the firm concerned in its general permit under paragraph III, 3 or paragraph III, 5-8 of the Regulations. In the calculation of this amount, namely 10 per cent. of the basic amount, payments already made in foreign exchange during the same month to firms in the United Kingdom or in any of the territories mentioned in paragraph (b) of this Article shall not be taken into account.

(d) In the event of an increase in the percentage up to which the general permits under paragraph III, 3 and paragraph III, 5-8 of the Regulations may be utilised from time to time, the 10 per cent. referred to in the preceding paragraph may be increased by twice the amount of the increase in respect of the general permits.

(e) The German Government is prepared to examine sympathetically the possibility of granting special permits for payments into the Special Account in respect of goods to be specified

Artikel 3.

(a) Zahlungen auf das Sonderkonto für den Bezug von Waren, die ihren Ursprung im Vereinigten Königreich haben oder die im Vereinigten Königreich eine Bearbeitung erfahren haben (nachstehend „englische Waren“ genannt), können unter folgenden Bedingungen geleistet werden :

(b) Der Inhaber einer allgemeinen Genehmigung nach Abschnitt III, 3 der Richtlinien hat den Nachweis, dass sich die Bezahlung auf englische Waren bezieht, durch Vorlage der Originalfakturen zu führen. Gleichzeitig hat der Inhaber nach bestem Wissen die Erklärung abzugeben, dass es sich um eine Bezahlung von englischen Waren handelt.

(c) Für Inhaber einer Genehmigung nach Abschnitt III, 5-8 der Richtlinien gilt folgendes : der deutsche Abnehmer leistet seine Zahlungen ohne besondere Genehmigung auf das bei einer deutschen Bank geführte Konto nach Abschnitt III, 5-8 der Richtlinien. Zum Nachweis, dass sich die Bezahlung auf englische Waren bezieht, hat der deutsche Abnehmer der Bank die Originalfakturen der Lieferfirma im Vereinigten Königreich vorzulegen. Die letztere Firma sendet jeweils eine Zweitschrift der Fakturen an die Bank, bei der das obengenannte Konto geführt wird, und versichert auf diesen Fakturen nach bestem Wissen, dass es sich um englische Waren handelt.

(d) Bei Vorliegen der oben dargelegten Voraussetzungen und unbeschadet der Bestimmungen des Artikels 2 hat der Inhaber einer Genehmigung nach Abschnitt III, 3 der Richtlinien das Recht, in unbegrenzter Höhe Einzahlungen auf das Sonderkonto zu leisten ; der Inhaber eines Kontos nach Abschnitt III, 5-8 der Richtlinien hat das Recht, von diesem Konto in unbegrenzter Höhe Überweisungen auf das Sonderkonto vorzunehmen.

Artikel 4.

(a) Zahlungen auf das Sonderkonto für den Bezug von anderen als englischen Waren können geleistet werden, wenn nachgewiesen wird, dass der deutsche Bezieher gleichartige Waren schon vor dem 1. Januar 1933, wenn auch nicht laufend, so doch in gewissem Umfang und regelmässig, durch Vermittlung einer im Vereinigten Königreich ansässigen Firma bezogen hat. Zum Beweis, dass diese Bedingungen erfüllt sind, hat

(1) der Inhaber einer Genehmigung nach Abschnitt III, 3 der Richtlinien Fakturen aus der Zeit vor dem 1. Januar 1933 oder andere Nachweise,

(2) der Inhaber einer Genehmigung nach Abschnitt III, 5-8 der Richtlinien eine Bescheinigung einer Handelskammer des Vereinigten Königreichs vorzulegen.

(b) Waren, die ihren Ursprung in einer Britischen Kolonie oder einem Britischen überseeischen Gebiet, einem Britischen Protektorats- oder einem Mandatsgebiet, bei dem das Mandat von der Regierung des Vereinigten Königreichs ausgeübt wird, haben und die nicht unter Absatz (a) dieses Artikels fallen, sollen dennoch als unter den genannten Absatz (a) fallend betrachtet werden, wenn eine deutsche Firma sie unmittelbar von einer in einem der genannten Gebiete ansässigen Firma gekauft hat. Der Nachweis, dass die Bezahlung solche Waren betrifft, soll entsprechend den Bestimmungen in Artikel 3 Absatz (b) erbracht werden.

(c) Für Waren, die unter diesen Artikel fallen, dürfen unbeschadet der Bestimmungen des Artikels 2 Einzahlungen oder Überweisungen auf das Sonderkonto nur bis zur Höhe von 10 v. H. des der betreffenden Firma zugeteilten Grundbetrages ihrer allgemeinen Genehmigung nach Abschnitt III, 3 oder Abschnitt III, 5-8 der Richtlinien gestattet werden. Bei der Berechnung dieses Betrages, nämlich der 10 % des Grundbetrages, werden im gleichen Monat bereits geleistete Zahlungen in Devisen an Firmen im Vereinigten Königreich oder in einem der in Absatz (b) dieses Artikels erwähnten Gebiete nicht angerechnet.

(d) Bei der Erhöhung des Prozentsatzes, bis zu dem die allgemeinen Genehmigungen nach Abschnitt III, 3 und Abschnitt III, 5-8 jeweils ausgenutzt werden dürfen, können die in dem vorstehenden Absatz genannten 10 % um das Doppelte des Ausmasses der jeweiligen Erhöhung bei der allgemeinen Genehmigung erhöht werden.

(e) Die Deutsche Regierung ist bereit, nach Massgabe der jeweiligen deutschen Devisenlage die Erteilung von besonderen Genehmigungen zur Einzahlung auf das Sonderkonto für solche

later by the Government of the United Kingdom, having regard to the German exchange position at the time.

Article 5.

The Government of the United Kingdom will ascertain, in suitable cases and as far as it is able to do so, whether the payments made into the Special Account do in fact relate to transactions falling within this Agreement.

Article 6.

The Bank of England may at any time dispose of the amounts paid in reichsmarks into the Special Account for the purpose of making payments in Germany for goods exported from Germany to the United Kingdom or for effecting other payments in Germany approved by the Reichsbank. The disposal of these amounts and the detailed working of the Special Account shall be subject to such conditions as may be agreed between the Bank of England and the Reichsbank.

Article 7.

The Bank of England may also, after the date of the termination of this Agreement, dispose, under the provisions of Article 6, of any sums remaining in the Special Account until they are exhausted.

Article 8.

Exchange losses or losses of interest arising in connection with payments through the Special Account may be made good to the creditor by subsequent payments into the Special Account by the German debtor, in cases where the debtor and creditor have agreed that this method of payment shall be used.

Article 9.

Permits already given by the competent German authorities for direct setting-off of debts between German and United Kingdom firms shall not be affected by this Agreement. With the approval of these authorities, permits may also be given in future for such direct setting-off of debts.

Article 10.

If, as the result of future exchange measures taken by the German Government, a diversion should occur of trade in particular articles in handling which United Kingdom firms have habitually played the part of intermediaries, the German Government will be prepared to enter into immediate negotiations at the request of the Government of the United Kingdom, with a view to ensuring the maintenance of the proportional share of such intermediaries in the supply of these goods to Germany.

Article 11.

The contracting Governments recognise that the additional facilities, outside the general exchange control provisions, afforded by this Agreement for the export of goods from the United Kingdom to Germany, are not intended to lead to any substantial alteration in the existing proportion between exports from the United Kingdom to Germany and exports from Germany to the United Kingdom. Should any such substantial alteration occur, the present Agreement shall forthwith be reconsidered by both Parties.

Waren wohlwollend zu prüfen, die von der Regierung des Vereinigten Königreichs später besonders bezeichnet werden.

Artikel 5.

Die Regierung des Vereinigten Königreichs wird in geeigneten Fällen soweit als möglich nachprüfen, ob die auf das Sonderkonto geleisteten Zahlungen sich tatsächlich auf Abschlüsse, die unter dieses Abkommen fallen, beziehen.

Artikel 6.

Die Bank von England kann jederzeit über die auf das Sonderkonto in Reichsmark gezahlten Beträge zu dem Zweck verfügen, in Deutschland Zahlungen für Waren, die von Deutschland nach dem Vereinigten Königreich ausgeführt sind, zu leisten oder andere Zahlungen in Deutschland, die von der Reichsbank genehmigt sind, auszuführen. Die Verfügung über diese Beträge und die auf das Sonderkonto bezüglichen technischen Einzelheiten unterliegen den zwischen der Reichsbank und der Bank von England zu vereinbarenden Bedingungen.

Artikel 7.

Die Bank von England kann auch nach Ablauf dieses Abkommens gemäss den Bestimmungen von Artikel 6 über die auf dem Sonderkonto noch verbleibenden Beträge verfügen, bis sie aufgebraucht sind.

Artikel 8.

Kurs- oder Zinsverluste, die bei Bezahlung durch das Sonderkonto entstehen, können gegenüber dem Gläubiger durch Nachzahlung des deutschen Schuldners auf das Sonderkonto in den Fällen beglichen werden, in denen sich der Schuldner und der Gläubiger über diese Art der Zahlung verständigt haben.

Artikel 9.

Durch dieses Abkommen werden die bereits von den zuständigen deutschen Stellen erteilten Genehmigungen zu unmittelbaren Verrechnungen zwischen deutschen Firmen und Firmen im Vereinigten Königreich nicht berührt. Mit Zustimmung dieser Stellen können auch künftig solche unmittelbaren Verrechnungen genehmigt werden.

Artikel 10.

Wenn durch künftige Devisenmassnahmen der Deutschen Regierung eine Verlagerung bestimmter Artikel des traditionellen Zwischenhandels von Firmen im Vereinigten Königreich eintreten sollte, ist die Deutsche Regierung auf Wunsch der Regierung des Vereinigten Königreichs zu sofortigen Verhandlungen bereit, um die Aufrechterhaltung des verhältnismässigen Anteils dieses traditionellen Zwischenhandels an der deutschen Versorgung sicherzustellen.

Artikel 11.

Die vertragschliessenden Regierungen erkennen an, dass die aus diesem Abkommen für die Ausfuhr aus dem Vereinigten Königreich nach Deutschland gegenüber den allgemeinen Devisenbestimmungen sich ergebenden Erleichterungen nicht zu einer wesentlichen Verschiebung des bisherigen Verhältnisses zwischen der Ausfuhr aus dem Vereinigten Königreich nach Deutschland und der deutschen Ausfuhr nach dem Vereinigten Königreich führen dürfen. Sollte eine solche wesentliche Verschiebung eintreten, so wird dieses Abkommen unverzüglich von beiden Teilen erneut geprüft werden.

Article 12.

If difficulties should arise in the application of this Agreement, the contracting Governments will immediately consult together.

Article 13.

This Agreement shall come into force on the 20th August, 1934. It may be terminated by either contracting Government after two weeks' notice.

In witness whereof the undersigned, duly authorised by their respective Governments, have signed this Agreement.

Done at Berlin, this 10th day of August, 1934, in duplicate, in English and German, both texts being equally authentic.

For the Government
of the United Kingdom of Great Britain
and Northern Ireland :
B. C. NEWTON.

For the Government
of the German Reich :
VON BÜLOW.

Artikel 12.

Sollten sich bei der Anwendung dieses Abkommens Unzuträglichkeiten ergeben, so werden die vertragschliessenden Regierungen sofort mit einander Fühlung nehmen.

Artikel 13.

Dieses Abkommen tritt am 20. August 1934 in Kraft. Es kann von jedem der beiden vertragschliessenden Regierungen mit einer Frist von zwei Wochen gekündigt werden.

Zu Urkund dessen haben die von ihren Regierungen hierzu gebührend bevollmächtigten Unterzeichneten dieses Abkommen gezeichnet.

Geschehen in Berlin am 10. August 1934 in doppelter Ausfertigung in deutscher und englischer Sprache.

Für die deutsche Regierung :
VON BÜLOW.

Für die Regierung des Vereinigten
Königreichs von Grossbritannien und
Nordirland :
B. C. NEWTON.

EXCHANGE OF NOTES.

I.

MR. NEWTON TO HERR VON BÜLOW.

BRITISH EMBASSY.

BERLIN, August 10th, 1934.

SIR,

With reference to Article 5 of the Exchange Agreement for Commercial Payments signed to-day between the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the German Government, I have the honour to confirm the statement made during the course of the discussions, that while the Government of the United Kingdom will do all that is in their power to give effect to this Article, it must be understood that my Government cannot undertake any obligation which might require them to promote fresh legislation by Parliament. In general, my Government will not be in a position to take the initiative in investigating cases under this Article nor to obtain confidential information relating to individual transactions, but they will give all possible assistance to the German Government in investigating the conditions of particular trades and thus in helping to ascertain whether certain kinds of goods fall within the Agreement or not.

I have, etc.

B. C. NEWTON.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

II.

II.

HERR VON BÜLOW AN MR. NEWTON.

HERR VON BÜLOW TO MR. NEWTON.

AUSWÄRTIGES AMT.

FOREIGN OFFICE.

BERLIN, den 10. August 1934.

BERLIN, August 10th, 1934.

HERR GESCHÄFTSTRÄGER !

M. LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Ich beehre mich hiermit den Empfang Ihres Schreibens vom heutigen Tage zu bestätigen, das sich auf Artikel 5 des heute unterzeichneten Zahlungsabkommens für kaufmännische Verbindlichkeiten bezieht.

I have the honour to acknowledge herewith the receipt of your letter of to-day's date relating to Article 5 of the Exchange Agreement for Commercial Payments signed to-day.

Genehmigen Sie, etc.

I have, etc.

VON BÜLOW.

VON BÜLOW.

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

III.

HERR VON BÜLOW AN MR. NEWTON.

AUSWÄRTIGES AMT.

BERLIN, *den 10. August 1934.*

HERR GESCHÄFTSTRÄGER !

Aus Anlass der heute erfolgten Unterzeichnung des Zahlungsabkommens für kaufmännische Verbindlichkeiten zwischen der Deutschen Regierung und der Regierung des Vereinigten Königreichs von Grossbritannien und Nordirland beehre ich mich Ihnen folgendes mitzuteilen :

Das Abkommen kann den Zweck, den Zahlungsverkehr zwischen Deutschland und den unter das Abkommen fallenden Gebieten trotz der in der deutschen Devisenlage begründeten Schwierigkeiten möglichst reibungslos zu regeln, nur erfüllen, wenn die deutsche Währung vor Schwankungen auf dem internationalen Markt bewahrt bleibt. Wie Ihnen bekannt ist, sind vor einiger Zeit solche Schwankungen aufgetreten. Nur durch ein rasches und entschlossenes Eingreifen der Reichsbank ist es möglich gewesen, die Schwankungen innerhalb kurzer Zeit weitgehend wieder auszugleichen. Ich beehre mich aber, darauf hinzuweisen, dass sich die Deutsche Regierung und die Reichsbank für den äussersten Fall, dass sich die Schwankungen in erheblichem Masse wiederholen und die Stabilität der deutschen Währung gefährden sollten, vorbehalten müssen, diejenigen Massnahmen zu treffen, die erforderlich sind, um die deutsche Währung stabil zu halten. Die Deutsche Regierung und die Reichsbank werden sich jedoch in diesem Fall unverzüglich und wenn irgend möglich, noch vor Durchführung etwaiger Massnahmen mit der Regierung des Vereinigten Königreichs von Grossbritannien und Nordirland und der Bank von England in Verbindung setzen, um Mittel und Wege zu suchen, wie die Massnahmen unter möglichster Schonung des beiderseitigen Waren- und Zahlungsverkehrs durchgeführt werden können.

No. 3568

III.

HERR VON BÜLOW TO MR. NEWTON.

FOREIGN OFFICE.

BERLIN, *August 10th, 1934.*

M. LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

On the occasion of the signature to-day of the Exchange Agreement for Commercial Payments between the German Government and the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, I have the honour to make the following communication :

The Agreement can only fulfil the purpose of regulating as smoothly as possible the settlements between Germany and the territories covered by the Agreement in respect of difficulties arising from the German exchange position, if the German currency remains secured from fluctuation on the international market. As you are aware, such fluctuations have occurred lately. It was only possible through a rapid and decisive action on the part of the Reichsbank to put an end to these fluctuations within a short space of time. I have, however, the honour to point out that the German Government and the Reichsbank must reserve the right, in the extreme event of the recurrence of these fluctuations to a substantial extent and of danger arising to the stability of the German currency, to take such measures as are necessary in order to maintain the stability of the German currency. The German Government and the Reichsbank will, however, place themselves in communication with the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and with the Bank of England without delay, and, if possible, before the application of any measures, in order to find the means of carrying through these measures with the minimum disturbance to mutual trade and financial relations.

Da diese besonderen Massnahmen, die sich die Deutsche Regierung und die Reichsbank für Notfälle vorbehalten müssen, nicht den Zweck verfolgen, das Abkommen zu ändern, wird durch diesen Vorbehalt die Bestimmung des Artikels 7 des Abkommens nicht berührt.

Genehmigen Sie, etc.

VON BÜLOW.

Since these special measures which the German Government and the Reichsbank must reserve the right to take in case of emergency have not the object of altering the Agreement, the provisions of Article 7 of the Agreement will not be affected by this reservation.

I have, etc.

VON BÜLOW.

IV.

MR. NEWTON TO HERR VON BÜLOW.

BRITISH EMBASSY.

BERLIN, *August 10th*, 1934.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your letter of to-day's date stating, in connection with the Exchange Agreement for Commercial Payments between the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the German Government signed to-day, that the German Government and the Reichsbank reserve the right in case of emergency to take such measures as are necessary in order to maintain the stability of the German currency.

I have, etc.

B. C. NEWTON.

V.

V.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

HERR VON BÜLOW AN MR. NEWTON.

HERR VON BÜLOW TO MR. NEWTON.

AUSWÄRTIGES AMT.

FOREIGN OFFICE.

BERLIN, *den 10. August* 1934.

BERLIN, *August 10th*, 1934.

HERR GESCHÄFTSTRÄGER !

M. LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Mit Beziehung auf das heute unterzeichnete Zahlungsabkommen für kaufmännische Verbindlichkeiten zwischen der Deutschen Regierung und der Regierung des Vereinigten Königreichs von Grossbritannien und Nordirland beehre ich mich folgendes zu erklären :

In connection with the Exchange Agreement for Commercial Payments between the German Government and the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland signed to-day, I have the honour to make the following declaration :

Die Deutsche Regierung hat beschlossen, dass alle zwischen ihr und anderen Regie-

The German Government has decided that all the Exchange Agreements existing

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

rungen bestehenden Zahlungsabkommen dahin abgeändert werden müssen, dass für das in diesem Abkommen vorgesehene Sonderkonto ein Höchstbetrag festgesetzt wird. Sollte diese Änderung von den an diesen Abkommen beteiligten Regierungen nicht angenommen werden, so wird die Deutsche Regierung die betreffenden Abkommen kündigen.

Sollte jedoch entgegen dieser Absicht der Deutschen Regierung irgendein Zahlungsabkommen zwischen der Deutschen und irgend einer anderen Regierung weiter bestehen, ohne dass darin eine solche Begrenzung des Höchstbetrags des Sonderkontos vorgesehen ist, so ist die Deutsche Regierung bereit, das heute unterzeichnete Abkommen dahin abzuändern, dass die Bestimmung über den Höchstbetrag des Sonderkontos gestrichen wird.

Genehmigen Sie, etc.

VON BÜLOW.

between it and other Governments must be amended by a provision fixing a maximum amount for the Special Accounts provided for in those Agreements. Failing acceptance of such an amendment by the Governments Parties to these Agreements, the German Government will terminate the Agreements in question.

If, however, contrary to this intention of the German Government, any Exchange Agreement should subsist between the German Government and any other Government which does not contain such a limitation of the maximum amount of the Special Account, the German Government is prepared to amend the Agreement signed to-day by eliminating the provision regarding the maximum amount of the Special Account.

I have, etc.

VON BÜLOW.

VI.

MR. NEWTON TO HERR VON BÜLOW.

BRITISH EMBASSY.

BERLIN, *August 10th*, 1934.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your letter of to-day's date stating, in connection with the Exchange Agreement for Commercial Payments between the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the German Government signed to-day, that the German Government has decided to terminate any of the Exchange Agreements existing between it and other Governments which are not amended by a provision fixing a maximum to the amount which may stand in the Special Account.

I have, etc.

B. C. NEWTON.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3568. — ACCORD POUR LE RÈGLEMENT DES OBLIGATIONS COMMERCIALES ENTRE LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET LE GOUVERNEMENT ALLEMAND. SIGNÉ A BERLIN, LE 10 AOUT 1934.

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET LE GOUVERNEMENT ALLEMAND, désireux de faciliter les règlements commerciaux, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

a) Les maisons de commerce allemandes qui sont en possession du permis général prévu à la Section III, 3 des Règlements allemands du 23 juin 1932 concernant le contrôle des changes (*Richlinien für die Devisenbewirtschaftung vom 23 Juni 1932*), amendés le 7 décembre 1933 (désignés ci-après par le terme «les règlements»), et qui, dans le cadre de leurs opérations antérieures, achètent des marchandises tombant sous le coup du présent accord, pourront, si les montants en devises étrangères qui leur sont alloués chaque mois d'après la législation allemande sur les devises ne suffisent pas à payer ces marchandises, verser en Reichsmark le solde dû, pour le compte de leurs créanciers britanniques, à un compte spécial qui sera ouvert auprès de la Reichsbank, au nom de la Banque d'Angleterre, conformément aux dispositions du présent accord. Ce compte sera désigné ci-après par le terme « compte spécial ».

b) Les maisons établies dans le Royaume-Uni, et auxquelles un permis général aura été délivré, en vertu de la Section III, 5-8 des règlements, pour le recouvrement et le transfert des sommes dues par des maisons allemandes pour des marchandises livrées, pourront verser au compte spécial, en Reichsmark, conformément aux dispositions du présent accord, les montants dont elles ne peuvent pas disposer selon la législation allemande sur le contrôle des changes.

Article 2.

Les versements au compte spécial prévus à l'article premier du présent accord ne pourront être effectués que s'ils ont trait à des transactions définies dans les articles 3 et 4 et sous réserve des conditions spécifiées dans ces articles. En outre, la Reichsbank pourra, à tout moment, suspendre les versements au compte spécial dès que le total du montant non utilisé de ce compte dépassera 5 millions de Reichsmark. Dès que le montant du compte spécial sera de nouveau tombé à un chiffre inférieur à 5 millions de Reichsmark, la Reichsbank permettra la reprise des versements au compte spécial, conformément au présent accord.

Article 3.

a) Les versements au compte spécial, afférents à l'achat de marchandises qui ont été produites ou fabriquées dans le Royaume-Uni ou y ont subi une transformation (désignées ci-après par le terme « marchandises du Royaume-Uni »), pourront être effectués aux conditions suivantes :

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

b) Le titulaire d'un permis général délivré en vertu de la Section III, 3 des règlements est tenu de produire les factures originales pour établir que le paiement a trait à des marchandises du Royaume-Uni. En même temps, le titulaire doit déclarer que, pour autant qu'il le sache, le paiement a trait à des marchandises du Royaume-Uni.

c) En ce qui concerne le titulaire d'un permis délivré en vertu de la Section III, 5-8 des règlements, les dispositions suivantes seront applicables : L'acheteur allemand effectue son versement sans permis spécial au compte ouvert auprès d'une banque allemande selon la Section III, 5-8 des règlements. Pour établir que le paiement a trait à des marchandises du Royaume-Uni, l'acheteur allemand est tenu de soumettre à la banque les factures originales du fournisseur du Royaume-Uni. Cette dernière maison enverra, dans chaque cas, un duplicata des factures à la banque qui tient le compte susmentionné et elle déclarera sur ces factures que, pour autant qu'elle le sache, il s'agit de marchandises du Royaume-Uni.

d) Si les conditions susindiquées sont remplies, et sous réserve des dispositions de l'article 2, le titulaire d'un permis délivré en vertu de la Section III, 3 des règlements a le droit d'effectuer des versements au compte spécial, sans limitation de montant ; le titulaire d'un compte ouvert en vertu de la Section III, 5-8 des règlements, a le droit d'effectuer des virements de ce compte au compte spécial, sans limitation de montant.

Article 4.

a) Des versements peuvent être effectués au compte spécial pour l'achat de marchandises autres que des marchandises du Royaume-Uni, s'il est prouvé que l'acheteur allemand se procurait des marchandises similaires, avant le 1^{er} janvier 1933, par l'intermédiaire d'une maison établie dans le Royaume-Uni, en quantités appréciables et d'une façon régulière, même s'il y a eu des intervalles entre les divers achats. Pour établir que ces conditions sont remplies :

1. Le titulaire d'un permis délivré en vertu de la Section III, 3 des règlements doit produire des factures de la période antérieure au 1^{er} janvier 1933 ou d'autres preuves ;

2. Le titulaire d'un permis délivré en vertu de la Section III, 5-8 des règlements doit produire une attestation d'une Chambre de commerce du Royaume-Uni.

b) Les marchandises qui ont été produites ou manufacturées dans une colonie ou dans un territoire d'outre-mer britannique, un territoire placé sous protectorat britannique ou un territoire sous mandat à l'égard duquel le mandat est exercé par le Gouvernement du Royaume-Uni, et qui ne tombent pas sous le coup de l'alinéa a) du présent article, seront néanmoins considérées comme tombant sous le coup dudit alinéa a) si une maison allemande les a achetées directement d'une maison établie dans l'un quelconque des territoires susmentionnés. La preuve que le paiement a trait à de telles marchandises devra être fournie selon les modalités prévues à l'alinéa b) de l'article 3.

c) En ce qui concerne les marchandises tombant sous le coup du présent article, des versements ou des virements au compte spécial, sans préjudice des dispositions de l'article 2, ne pourront être autorisés que jusqu'à concurrence de 10 % du montant de base alloué à la maison intéressée dans le permis général qui lui a été délivré en vertu de la Section III, 3 ou de la Section III, 5-8 des règlements. En calculant ce montant de 10 % du montant de base, il ne sera pas tenu compte des versements déjà effectués pendant le même mois, en devises étrangères, à des maisons dans le Royaume-Uni ou dans l'un quelconque des territoires mentionnés à l'alinéa b) du présent article.

d) En cas de relèvement du pourcentage jusqu'à concurrence duquel pourront être utilisés les permis généraux délivrés en vertu de la Section III, 3 et de la Section III, 5-8 des règlements, les 10 % mentionnés dans l'alinéa précédent pourront être relevés du double du chiffre du relèvement autorisé pour le permis général.

e) Le Gouvernement allemand est prêt à examiner avec bienveillance, compte tenu de la situation du change allemand, la possibilité d'accorder des permis spéciaux pour des versements au compte spécial, afférents à des marchandises que le Gouvernement du Royaume-Uni spécifiera ultérieurement.

Article 5.

Le Gouvernement du Royaume-Uni, dans des cas appropriés, et dans la mesure du possible, vérifiera si les versements au compte spécial ont effectivement trait à des transactions tombant sous le coup du présent accord.

Article 6.

Les montants versés en Reichsmark au compte spécial pourront, à tout moment, être utilisés par la Banque d'Angleterre pour payer en Allemagne des marchandises qui auront été exportées d'Allemagne à destination du Royaume-Uni ou pour effectuer en Allemagne d'autres paiements qui auront été approuvés par la Reichsbank. Les conditions auxquelles seront subordonnés le droit de disposer de ces montants et le fonctionnement détaillé du compte spécial seront fixées d'un commun accord par la Reichsbank et la Banque d'Angleterre.

Article 7.

La Banque d'Angleterre pourra, même après l'expiration du présent accord, disposer, conformément aux prescriptions de l'article 6, de tout solde du compte spécial jusqu'à épuisement complet de ce dernier.

Article 8.

Le créancier pourra être dédommagé des pertes de change ou d'intérêts résultant des paiements effectués par l'intermédiaire du compte spécial au moyen de versements supplémentaires du débiteur allemand au compte spécial dans les cas où le débiteur et le créancier se seront entendus au sujet de cette modalité de paiement.

Article 9.

Le présent accord n'affecte pas les permis qui ont déjà été délivrés par les autorités allemandes compétentes en vue de la compensation directe de dettes entre des maisons allemandes et des maisons du Royaume-Uni. Avec le consentement de ces autorités, des permis pourront encore être accordés à l'avenir pour de telles opérations de compensation directe.

Article 10.

Au cas où des mesures que le Gouvernement allemand prendrait à l'avenir en matière de change entraîneraient une modification des courants commerciaux intéressant certains articles déterminés pour lesquels des maisons du Royaume-Uni ont habituellement servi d'intermédiaires, le Gouvernement allemand est disposé à engager immédiatement des négociations sur la demande du Gouvernement du Royaume-Uni afin d'assurer le maintien de la part proportionnelle de ces intermédiaires dans la fourniture desdites marchandises à l'Allemagne.

Article 11.

Les Gouvernements contractants reconnaissent que les facilités résultant du présent accord, en dehors de la réglementation générale en matière de contrôle du change, pour les exportations de marchandises du Royaume-Uni à destination de l'Allemagne, ne devront pas aboutir à une modification sensible de la proportion existant entre les exportations du Royaume-Uni à destination de l'Allemagne et les exportations allemandes à destination du Royaume-Uni. Au cas où une telle modification surviendrait, le présent accord fera immédiatement l'objet d'un nouvel examen de la part des deux Parties.

Article 12.

Au cas où l'application du présent accord donnerait lieu à des difficultés, les Gouvernements contractants se consulteront immédiatement.

Article 13.

Le présent accord entrera en vigueur le 20 août 1934. Il pourra être dénoncé par chacun des deux Gouvernements contractants moyennant un préavis de deux semaines.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent accord.

Fait à Berlin, le 10 août 1934, en double exemplaire, en langue anglaise et en langue allemande, faisant également foi.

Pour le Gouvernement
du Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord :
B. C. NEWTON.

Pour le Gouvernement allemand :
VON BÜLOW.

ÉCHANGE DE NOTES

I.

M. NEWTON A M. VON BÜLOW.

AMBASSADE
DE GRANDE-BRETAGNE.

BERLIN, le 10 août 1934.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

En me référant à l'article 5 de l'accord pour le règlement des obligations commerciales, signé ce jour entre le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement allemand, j'ai l'honneur de confirmer la déclaration faite au cours des négociations, à savoir que, si le Gouvernement du Royaume-Uni est prêt à faire tout ce qui est en son pouvoir pour donner effet à cet article, il doit être entendu qu'il ne saurait assumer aucune obligation qui pourrait l'obliger à demander au Parlement de nouvelles mesures législatives. D'une manière générale, mon gouvernement ne sera pas en mesure de prendre l'initiative de procéder à des enquêtes en vertu de cet article ni d'obtenir des renseignements confidentiels sur des transactions particulières, mais il fournira toute l'assistance possible au Gouvernement allemand pour l'étude de la situation de branches commerciales déterminées, pour l'aider ainsi à établir si certaines catégories de marchandises sont ou non visées par l'accord.

Veillez agréer, etc.

B. C. NEWTON.

II.

M. VON BÜLOW A M. NEWTON.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

BERLIN, le 10 août 1934.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre de ce jour ayant trait à l'article 5 de l'accord pour le règlement des obligations commerciales qui a été signé aujourd'hui.

Veillez agréer, etc.

VON BÜLOW.

III.

M. VON BÜLOW A M. NEWTON.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

BERLIN, le 10 août 1934.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

A l'occasion de la signature, ce jour, de l'accord pour le règlement des obligations commerciales entre le Gouvernement allemand et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, j'ai l'honneur de vous adresser la communication ci-après :

L'accord ne pourra remplir le but recherché, qui est de faciliter autant que possible les règlements entre l'Allemagne et les territoires visés par ledit accord, en dépit des difficultés résultant de la situation du change allemand, que si la monnaie allemande reste à l'abri des fluctuations sur le marché international. Comme vous ne l'ignorez pas, de telles fluctuations se sont récemment produites. Ce n'est que grâce à l'intervention rapide et énergique de la Reichsbank qu'il a été possible de redresser promptement la situation, dans une large mesure. Je me permets cependant de signaler que le Gouvernement allemand et la Reichsbank, pour le cas extrême où les fluctuations se renouvelleraient dans une mesure importante et compromettraient la stabilité de la monnaie allemande, doivent se réserver le droit de prendre toutes mesures nécessaires pour maintenir cette stabilité. Dans ce cas, le Gouvernement allemand et la Reichsbank se mettront en rapport avec le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et avec la Banque d'Angleterre immédiatement et, autant que possible, avant même l'application de mesures quelconques, en vue de rechercher les moyens d'appliquer lesdites mesures dans des conditions de nature à troubler le moins possible les relations commerciales et financières réciproques.

Etant donné que ces mesures particulières que le Gouvernement allemand et la Reichsbank doivent se réserver le droit de prendre dans des cas extraordinaires ne visent pas à modifier l'accord, cette réserve ne porte pas atteinte aux dispositions de l'article 7 de l'accord.

Veuillez agréer, etc.

VON BÜLOW.

IV.

M. NEWTON A M. VON BÜLOW.

AMBASSADE
DE GRANDE-BRETAGNE.

BERLIN, le 10 août 1934.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre de ce jour déclarant, relativement à l'accord pour le règlement des obligations commerciales entre le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement allemand, signé ce jour, que le Gouvernement allemand et la Reichsbank se réservent le droit de prendre, dans des cas extraordinaires, telles mesures qui seront nécessaires pour maintenir la stabilité de la monnaie allemande.

Veuillez agréer, etc.

B. C. NEWTON.

V.

M. VON BÜLOW A M. NEWTON.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

BERLIN, le 10 août 1934.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Me référant à l'accord pour le règlement des obligations commerciales entre le Gouvernement allemand et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, signé ce jour, j'ai l'honneur de déclarer ce qui suit :

Le Gouvernement allemand a décidé que tous les accords de paiement conclus entre lui-même et d'autres gouvernements devront être modifiés en ce sens qu'un montant maximum sera fixé pour le compte spécial prévu dans ces accords. Au cas où les gouvernements parties à ces accords n'accepteraient pas cette modification, le Gouvernement allemand dénoncerait les accords en question.

Toutefois, si un accord de paiement quelconque entre le Gouvernement allemand et un autre gouvernement est maintenu, contrairement à cette intention du Gouvernement allemand, sans que ledit accord comporte cette limitation du montant maximum du compte spécial, le Gouvernement allemand est prêt à modifier l'accord signé ce jour en supprimant la disposition concernant le montant maximum du compte spécial.

Veuillez agréer, etc.

VON BÜLOW.

VI.

M. NEWTON A M. VON BÜLOW.

AMBASSADE
DE GRANDE-BRETAGNE.

BERLIN, le 10 août 1934.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre de ce jour déclarant, relativement à l'accord pour le règlement des obligations commerciales entre le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement allemand, signé ce jour, que le Gouvernement allemand a décidé de mettre fin à tous les accords de paiement entre lui-même et d'autres gouvernements qui ne sont pas amendés par l'insertion d'une disposition fixant le montant maximum que peut atteindre le compte spécial.

Veuillez agréer, etc.

B. C. NEWTON.

N° 3569.

INDOCHINE ET MALAISIE

Arrangement entre l'Office des Postes de l'Indochine et l'Office des Postes de la Malaisie, relatif à l'échange des mandats-poste. Signé à Kuala-Lumpur, le 25 août 1934, et à Hanoi, le 7 septembre 1934.

INDO-CHINA AND MALAYA

Agreement between the Post Office of Indo-China and the Post Office of Malaya for the Exchange of Money Orders. Signed at Kuala Lumpur, August 25th, 1934, and at Hanoi, September 7th, 1934.

N^o 3569. — ARRANGEMENT¹ ENTRE L'OFFICE DES POSTES DE L'INDOCHINE ET L'OFFICE DES POSTES DE LA MALAISIE RELATIF A L'ÉCHANGE DES MANDATS-POSTE. SIGNÉ A KUALA-LUMPUR, LE 25 AOUT 1934, ET A HANOÏ, LE 7 SEPTEMBRE 1934.

Textes officiels anglais et français communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 20 décembre 1934.

Article premier.

Dans la présente convention, le terme « Malaisie » désigne la Colonie des Etablissements des Détroits, les Etats fédérés malais de Perak, Selangor, Negri Sembilan et Pahang et tout autre Etat malais placé sous le protectorat britannique qui voudrait subséquemment faire partie de l'Union postale malaise.

Article II.

Entre la Malaisie d'une part et l'Indochine (y compris le territoire de Kouang-Tchéou-Wan) d'autre part, il sera établi un échange régulier de mandats-poste.

Article III.

Le service des mandats-poste entre les offices postaux contractants sera effectué exclusivement par l'intermédiaire de leurs bureaux d'échange. Du côté de la Malaisie, le bureau d'échange sera le Bureau central de la comptabilité à Kuala-Lumpur et du côté de l'Indochine les bureaux d'échange seront ceux de Hanoï, de Tourane ou de Saïgon.

Article IV.

Tous les mandats échangés entre l'Indochine et la Malaisie seront exprimés en francs français. Les offices postaux de l'Indochine et de la Malaisie auront pouvoir de fixer de temps à autre les taux de conversion applicables aux mandats émis et payés sur leurs territoires respectifs.

Article V.

Chacun des offices postaux contractants aura pouvoir de déterminer avec le consentement de l'autre, le montant maximum d'un mandat-poste qui devra être émis. Ce maximum ne devra pas dépasser 1.000 francs français.

Article VI.

Chacun des offices postaux contractants aura pouvoir de déterminer, de temps à autre, le taux des commissions à prélever sur les mandats-poste qu'il aura émis, à condition qu'il communique à l'autre ses tarifs des droits ou taux de commission établis conformément à la présente convention. En principe, les commissions profiteront à l'office postal émetteur de mandats. Cependant, l'Office

¹ Entré en vigueur le 1^{er} octobre 1934.

No. 3569. — AGREEMENT¹ BETWEEN THE POST OFFICE OF INDO-CHINA AND THE POST OFFICE OF MALAYA FOR THE EXCHANGE OF MONEY ORDERS. SIGNED AT KUALA LUMPUR, AUGUST 25TH, 1934, AND AT HANOI, SEPTEMBER 7TH, 1934.

English and French official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place December 20th, 1934.

Article I.

In this Agreement, the expression "Malaya" means the Colony of the Straits Settlements, the Federated Malay States of Perak, Selangor, Negri Sembilan and Pahang and any Malay State under British protection which may subsequently form part of the Malayan Postal Union.

Article II.

Between Malaya on the one hand and Indo-China including the territory of Kouangtchéouwan on the other hand there shall be a regular exchange of Money Orders.

Article III.

The Money Order Service between the contracting Post Offices shall be performed exclusively by the agency of Offices of Exchange. On the part of Malaya the Office of Exchange shall be the Central Accounts Office, Kuala Lumpur, and on the part of Indo-China those of Hanoi, Tourane and Saigon.

Article IV.

All Money Orders exchanged between Indo-China and Malaya shall be expressed in French francs. The Post Offices of Indo-China and Malaya shall have power to fix, from time to time, the rates of conversion applicable to Money Orders issued and paid in their respective territories.

Article V.

Each of the contracting Post Offices shall have the power to fix, in agreement with the other, the maximum amount for which it will issue a single Money Order. This maximum shall not exceed 1,000 French francs.

Article VI.

Each of the contracting Post Offices shall have the power to fix, from time to time, the rates of commission to be charged on Money Orders which it may issue, provided that it shall communicate to the other its tariff of charges or rates of commission established under the present Agreement. This commission shall belong to the issuing Post Office ; but the Post Office of Malaya shall allow

¹ Came into force October 1st, 1934.

des Postes de la Malaisie allouera à l'Office des Postes de l'Indochine un demi pour cent ($\frac{1}{2}$ %) sur le montant des mandats-poste émis en Malaisie et payés en Indochine ; de son côté, l'Office des Postes de l'Indochine accordera une allocation similaire à l'Office des Postes de la Malaisie pour les mandats-poste émis en Indochine et payés en Malaisie.

Article VII.

Pour le paiement des mandats-poste au public il ne sera pas tenu compte des fractions de centime.

Article VIII.

Tout demandeur de mandat-poste sera invité à fournir, si possible, les noms avec tous les prénoms (ou au moins les initiales des prénoms) de l'envoyeur et du bénéficiaire — ou les raisons sociales des firmes ou compagnies expéditrices ou bénéficiaires — et les adresses de l'expéditeur et du bénéficiaire. Si, toutefois un prénom ou son initiale ne peut être indiqué, un mandat-poste pourra néanmoins être émis aux risques de l'expéditeur.

Article IX.

Un mandat-poste égaré ou détruit, pourra être remplacé, à la requête de l'expéditeur ou du bénéficiaire, par une autorisation de paiement ou un duplicata établi par l'office émetteur, après assurance donnée par l'office de destination que ledit mandat n'a pas été payé, rendu ou retourné.

A moins d'acquiescer la certitude que le mandat original a été perdu en cours de transmission par la poste, l'office qui aura à établir le duplicata du mandat ou l'autorisation de paiement, pourra percevoir les mêmes taxes que celles exigées en vertu de ses règlements intérieurs.

Tout expéditeur pourra donner des instructions pour arrêter le paiement d'un mandat.

Article X.

Quand on désire qu'une erreur sur le nom du destinataire soit rectifiée ou que le montant d'un mandat soit remboursé à l'expéditeur, une requête devra être adressée par celui-ci à l'office principal du pays qui a émis le mandat.

Article XI.

Le remboursement d'un mandat ne devra, en aucun cas, s'effectuer avant qu'on se soit assuré auprès de l'office d'échange du pays de destination que ce mandat n'a pas été payé et que cet office autorise le remboursement.

Article XII.

Un mandat-poste reste payable pendant six mois à compter du dernier jour du mois de son émission ; le montant d'un mandat non payé pendant cette période, devra être retourné à l'office du pays émetteur en vue de sa régularisation suivant ses propres règlements.

Article XIII.

L'expéditeur d'un mandat pourra se faire délivrer un « avis de paiement » en acquittant à l'avance, au profit exclusif du pays émetteur, un droit fixe égal à celui perçu dans ce pays pour les accusés de réception des lettres recommandées.

Cet « avis de paiement » sera une formule conforme ou analogue au spécimen ci-annexé (Appendice A).

Les lettres « AP » doivent être marquées visiblement sur le mandat ; le nom et l'adresse de l'expéditeur doivent figurer clairement sur la partie du mandat intitulée « coupon ».

to the Post Office of Indo-China one half of one per cent ($\frac{1}{2}$ %) on the amount of Money Orders issued in Malaya and paid in Indo-China, and the Post Office of Indo-China shall make a similar allowance to the Post Office of Malaya for Money Orders issued in Indo-China and paid in Malaya.

Article VII.

In the payment of Money Orders to the public no account shall be taken of any fraction of a centime.

Article VIII.

Every applicant for a Money Order shall be required to furnish, if possible, the full surname and Christian or personal name (or at least the initial of one Christian or personal name) both of the remitter and of the payee, or the name of the firm or company who are the remitters or payees, and the address of the remitter and of the payee. If, however, a Christian or personal name or initial cannot be given, an Order may nevertheless be issued at the remitter's risk.

Article IX.

A Money Order which is missing, lost or destroyed may be replaced at the request of the remitter or the payee by means of an authority to pay, or duplicate Money Order, issued by the Post Office of origin after it has been ascertained from the Post Office of payment that the Order has not been paid, refunded or retransmitted.

Unless there is reason to believe that the original Order was lost in transmission through the post, the Post Office issuing the duplicate Order, or authority to pay, shall be entitled to charge the same fee as would be chargeable under its own internal arrangements.

A remitter may give instructions to stop payment of a Money Order.

Article X.

When it is desired that an error in the name of a payee shall be corrected, or that the amount of a Money Order shall be repaid to the remitter, application must be made by the remitter to the Chief Office of the country in which the Order was issued.

Article XI.

Repayment of a Money Order shall not, in any case, be made until it has been ascertained, through the relative Office of Exchange of the country in which such Order is payable, that the Order has not been paid, and that the relative Office of Exchange authorises the repayment.

Article XII.

A Money Order shall remain payable for six months after the expiration of the month of issue, and the amount of every Order not paid within that period shall be returned to the Post Office of the country of issue to be dealt with in accordance with the regulations of that country.

Article XIII.

The remitter of a Money Order may obtain an advice of payment of the Order by paying in advance, to the exclusive profit of the Post Office of the country of issue, a fixed charge equal to that which is made in that country for acknowledgments of receipt of registered correspondence.

The advice of payment shall be on a form in accordance with or analogous to the annexed specimen (Appendix A.).

The letters " AP " shall be boldly marked on the Money Order, and the name and address of the sender shall be clearly shown on the section of the Money Order marked " Coupon ".

L'avis de paiement établi par le bureau qui effectue le paiement, devra être adressé directement à l'expéditeur, soit par ledit bureau, soit par son bureau d'échange.

L'avis de paiement d'un « mandat de transit » (voir article XVI) devra être envoyé par l'intermédiaire des bureaux d'échange des deux pays et toute demande d'un avis de paiement faite après l'émission du mandat devra être envoyée de la même manière.

Article XIV.

Les mandats-poste envoyés d'un pays à l'autre, seront soumis en ce qui concerne l'émission, aux règlements en vigueur dans le pays d'origine, et en ce qui concerne le paiement, à ceux en vigueur dans le pays de destination.

Article XV.

Les formules de mandat employées devront être conformes à celles prescrites par l'article premier du Règlement d'exécution de l'Arrangement international¹ de Londres de 1929 sur les mandats-poste.

Les mandats-poste seront acheminés par chaque courrier aux bureaux d'échange intéressés placés dans des paquets séparés qui seront inscrits sur la feuille d'avis accompagnant la dépêche.

Article XVI.

Si l'Office des Postes de l'Indochine désire envoyer des mandats, par l'intermédiaire de l'Office des Postes de la Malaisie, à tout autre pays avec lequel ce dernier est en relations en matière de mandats-poste, il aura toute liberté de le faire, à condition que les règles suivantes soient observées :

a) L'Office des Postes de l'Indochine enverra, sous enveloppe spéciale marquée « Through Money Order » (mandat de transit) au Bureau central de la comptabilité à Kuala-Lumpur les mandats destinés aux offices postaux pour lesquels la Malaisie joue le rôle d'intermédiaire. Ces « mandats de transit » seront exprimés en francs.

b) Le montant de ces mandats ne devra pas dépasser le maximum fixé par le pays de destination pour les mandats émis en Malaisie.

c) Les nom et adresse du bénéficiaire d'un mandat de transit ainsi que les noms des ville et pays de paiement, devront être donnés d'une manière aussi complète que possible.

d) L'Office des Postes de l'Indochine allouera à l'Office des Postes de la Malaisie sur les mandats de transit le même pourcentage (voir article VI) que celui prélevé sur les mandats payables en Malaisie. L'office d'échange de la Malaisie créditera pour les mandats de transit l'office du pays de paiement, du même pourcentage que celui prélevé sur les mandats émis en Malaisie, en déduisant, pour les services rendus comme intermédiaire, du montant de chaque mandat une commission spéciale à fixer par ses soins.

e) Lorsque le montant d'un « mandat de transit » est remboursé à l'expéditeur, la commission prélevée pour le service d'intermédiaire ne sera pas restituée.

Si l'Office des Postes de la Malaisie désire envoyer des « mandats de transit » par l'intermédiaire de l'office indochinois aux pays avec lesquels ce dernier est en relations en matière de mandat, il sera libre de le faire sous les mêmes conditions que celles énumérées dans les précédents paragraphes.

Les « mandats de transit » en provenance de la Malaisie et à destination d'un pays pour lequel l'office indochinois joue le rôle d'intermédiaire, seront insérés dans une enveloppe spéciale marquée « Mandat de transit » et envoyés à la Direction des Postes, des Télégraphes et des Téléphones à Hanoi. Lesdits mandats seront exprimés en francs.

Chacun des offices postaux communiquera à l'autre la liste de pays avec lesquels il entretient un échange de mandats-poste, le montant maximum adopté pour chaque pays et les taux de la commission à déduire pour ses services d'intermédiaire.

¹ Vol. CIII, page 249 ; vol. CVII, page 555 ; vol. CXVII, page 312 ; vol. CXXII, page 361 ; vol. CXXX, page 459 ; vol. CXXXIV, page 420 ; et vol. CXLVII, page 344, de ce recueil.

The advice of payment shall be prepared by the Paying Office, and shall be transmitted direct to the remitter either by the Office of Payment or by the Exchange Office of the country of payment.

The advice of payment of a "Through" Money Order (see Article XVI) shall be sent through the Offices of Exchange of the two countries, and any application for an advice of payment made subsequent to the issue of the Order shall be sent in the same manner.

Article XIV.

Money Orders sent from one country to the other shall be subject, as regards issue, to the rules in force in the country of origin and, as regards payment, to the rules in force in the country of destination.

Article XV.

The Money Order forms used shall be similar to those prescribed by Article 1 of the Detailed Regulations of the International Money Order Agreement¹ of London, 1929.

The Money Orders shall be forwarded by each available mail to the relative Offices of Exchange, enclosed in separate packets which shall be entered on the accompanying Letter Bill.

Article XVI.

If the Post Office of Indo-China desires to send Money Order remittances through the medium of the Post Office of Malaya to any other country with which the Post Office of Malaya transacts Money Order business, it shall be at liberty to do so, provided that the following conditions are fulfilled :

(a) The Post Office of Indo-China shall post the Money Orders drawn on the Post Office for which the Post Office of Malaya acts as intermediary in a special cover marked "Through Money Orders" to the Central Accounts Office, Kuala Lumpur. These "Through Orders" shall be expressed in French francs.

(b) No such Order shall exceed the maximum amount fixed by the country of destination for Money Orders issued in Malaya.

(c) The name and address of the payee of a "Through" Order, including the names of the town and country of payment, shall be given as fully as possible.

(d) The Post Office of Indo-China shall allow to the Post Office of Malaya the same percentage (see Article VI) on "Through" Orders as on Orders payable in Malaya, the Office of Exchange of Malaya crediting the Office of the country of payment with the same percentage for "Through" Orders as for Orders issued in Malaya and, for its intermediary services, deducting from the amount of each re-advised Order a special commission to be fixed by the Post Office of Malaya.

(e) When the amount of a "Through" Order is repaid to the remitter, the commission charged for the intermediary service shall not be refunded.

If the Post Office of Malaya desires to send Money Orders through the medium of the Post Office of Indo-China to any of the countries with which the Post Office of Indo-China transacts Money Order business, it shall be at liberty to do so under similar conditions to those stated in the foregoing paragraphs.

Through Orders from Malaya to a Post Office for which the Post Office of Indo-China acts as intermediary shall be enclosed in a special cover marked "Through Money Orders" and addressed to the Direction des Postes, des Télégraphes et des Téléphones de l'Indochine at Hanoi. These "Through Orders" shall be expressed in francs.

Each Post Office shall communicate to the other the names of the countries with which it transacts Money Order business, the limit of amount adopted for each, and the rates of commission deducted for its intermediary services.

¹ Vol. CIII, page 249 ; Vol. CVII, page 555 ; Vol. CXVII, page 312 ; Vol. CXXII, page 361 ; Vol. CXXX, page 459 ; Vol. CXXXIV, page 420 ; and Vol. CXLVII, page 344, of this Series.

Article XVII.

A la fin de chaque mois, chacun des offices postaux contractants établira et adressera à l'autre office, des états descriptifs des mandats payés pour le compte de l'office correspondant pendant le mois considéré. Ces états seront accompagnés des titres payés.

A la fin de chaque trimestre l'Office postal de la Malaisie établira, d'après les états mensuels, un compte indiquant au crédit de l'Indochine les mandats payés par l'Indochine pendant le trimestre. Ce crédit sera majoré de l'allocation de $\frac{1}{2}$ % du montant total des mandats payés comme il est prévu à l'article VI du présent arrangement.

Au crédit de la Malaisie seront portés le montant total des mandats indochinois payés par la Malaisie pendant le trimestre d'après les états mensuels et une allocation de $\frac{1}{2}$ % de ce montant total conformément aux dispositions de l'article VI de l'arrangement.

Le solde des comptes sera réglé par traite exprimée en francs et tirée sur Paris. Dans le cas où la modicité du solde ne justifierait pas un règlement, ce solde pourrait être reporté après accord au crédit de l'office créditeur dans le prochain compte trimestriel.

Article XVIII.

Dans l'attente du règlement d'un compte, si l'un des offices postaux s'aperçoit qu'il doit à l'autre une somme dépassant dix mille (10.000) francs, l'office débiteur devra payer immédiatement à l'autre la somme approximative due. Même lorsque le débit sera inférieur à dix mille francs (10.000) rien n'empêchera l'office débiteur de payer, si bon lui semble, une partie de sa dette.

Article XIX.

Toute somme restant due par un office à l'autre sera, après expiration du délai de six mois suivant la période à laquelle se rapporte le compte, passible d'un intérêt de 7 % par an.

Article XX.

Lorsque l'un des offices contractants se trouvera obligé, en raison de circonstances exceptionnelles, de suspendre temporairement le service des mandats-poste, soit totalement, soit en partie, il devra en aviser immédiatement l'autre, par télégraphe si nécessaire.

Article XXI.

Chacun des offices contractants sera autorisé à adopter toutes autres règles complémentaires (qui ne seraient pas contraires aux dispositions qui précèdent) pour renforcer les mesures de sécurité contre les fraudes, ou d'une façon générale pour assurer un meilleur fonctionnement du service, à condition qu'il les communique à l'autre.

Article XXII.

La présente convention entrera en vigueur à une date à fixer d'accord entre les Parties et prendra fin six mois après notification par l'une ou l'autre des Parties.

Fait en double et signé à Kuala Lumpur le 25 août 1934, et à Hanoï le 7 septembre 1934.

(Sgd.) DEFURNE,
Le Directeur des Postes,
des Télégraphes et des Téléphones
de l'Indochine.

(Sgd.) T. P. COE,
Le Directeur général
des Postes et des Télégraphes
de la Malaisie.

Article XVII.

At the end of each month, each of the contracting Post Offices shall prepare and forward to the other statements shewing the money orders paid on behalf of the other Post Office during the month. These statements shall be accompanied by the paid orders.

At the end of each quarter year, the Post Office of Malaya shall prepare an account showing to the credit of Indo-China the Money Orders paid by Indo-China during the quarter year as supported by the monthly statements. This credit shall be increased by an allowance of one half of one per cent of the total value of the paid orders in accordance with Article VI of this Agreement.

To the credit of Malaya shall be shewn the total value of Indo-China Money Orders paid by Malaya during the quarter year as supported by the monthly statements, and an allowance of one half of one per cent of the value of such orders as commission in accordance with Article VI of the Agreement.

The balance shall be settled by a demand draft expressed in French francs and drawn on Paris ; but should such balance be too small to warrant settlement, it may by agreement be carried forward to the next quarter to the credit of the creditor Post Office.

Article XVIII.

If, pending the settlement of an Account, one of the two Post Offices shall ascertain that it owes the other an amount exceeding ten thousand francs, the indebted Post Office shall promptly remit the approximate sum due to the credit of the other. But when the indebtedness is less than ten thousand francs, nothing herein contained shall prevent the debtor Post Office from remitting any part of such indebtedness at discretion.

Article XIX.

Any amount remaining due from one Post Office to the other at the expiration of six months following the period covered by the Account shall thenceforth be subject to interest at the rate of 7 per cent per annum.

Article XX.

When either of the contracting Post Offices finds itself obliged, owing to exceptional circumstances, temporarily to suspend the Money Order service, either wholly or in part, it must at once notify the fact, if necessary by telegraph, to the other Post Office.

Article XXI.

Each of the contracting Post Offices shall be authorised to adopt any additional rules (if not in contradiction to the foregoing) for greater security against fraud, or for the better working of the system generally, provided that it shall communicate all such additional rules to the other Post Office.

Article XXII.

This Agreement shall come into operation on a date to be mutually agreed upon and shall be terminable on a notice by either Party of six calendar months.

Done in duplicate and signed at Kuala Lumpur on the 25th day of August, 1934, and at Hanoi on the 7th day of September, 1934.

(Sgd.) DEFURNE,
*Director of Posts,
Telegraphs and Telephones,
Indo-China.*

(Sgd.) T. P. COE,
*Ag. Director-General
of Posts and Telegraphs,
Malaya.*

APPENDICE A

Office des Postes de la Malaisie.

(Recto.)

Avis de paiement.

N° du mandat

Montant du mandat

Emis par le bureau de poste de



Timbre du bureau d'origine

Le 19.....

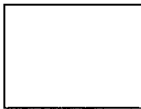
Payable àM. à

(Lieu de destination) à (Pays de destination).

(Verso.)

Le soussigné certifie que le mandat mentionné d'autre part a été dûment payé le

..... 19



Timbre du bureau de paiement.

Signature * du bénéficiaire ou de l'agent de paiement :

.....

* Cet avis doit être signé par le bénéficiaire, ou, si les règlements du pays de destination l'autorisent, par l'employé qui paie, et retourné directement à l'envoyeur par le premier courrier.

APPENDIX A.

(Front.)

Post Office of Malaya.

Advice of Payment.

Money Order No.
Amount of Order
Issued by the Post Office of



Stamp of office of origin.

On the 19

Payable to M. to

(Place of destination) at (Country of destination).

(Back.)

The undersigned certifies that the Money Order described on the other side was duly paid on the
..... 19



Stamp of paying office.

Signature * of the payee or of paying officer :

.....

* This advice must be signed by the payee, or, if the regulations of the country of destination allow it, by the paying officer, and returned by the first post directly to the remitter.

N° 3570.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET ITALIE**

Echange de notes relatif à la validation réciproque des certificats de navigabilité des aéronefs. Rome, le 17 septembre 1934.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND ITALY**

Exchange of Notes for the Reciprocal Validation of Certificates of Airworthiness. Rome, September 17th, 1934.

No. 3570. — EXCHANGE OF NOTES¹
BETWEEN HIS MAJESTY'S
GOVERNMENT IN THE UNITED
KINGDOM AND THE ITALIAN
GOVERNMENT FOR THE RECI-
PROCAL VALIDATION OF CER-
TIFICATES OF AIRWORTHI-
NESS. RÔME, SEPTEMBER 17TH
1934.

N° 3570. — SCAMBIO DI NOTE¹
FRA IL GOVERNO DEL REGNO
UNITO E IL GOVERNO ITA-
LIANO PER LA CONVALIDA
RECIPROCA DEI CERTIFICATI
DI NAVIGABILITÀ DEGLI
AEROMOBILI. ROMA, 17 SET-
TEMBRE 1934.

English and Italian official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain and by the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place December 20th, 1934.

Textes officiels anglais et italien communiqués par le secrétaire d'État aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne et le ministre des Affaires étrangères d'Italie. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 20 décembre 1934.

I.

BRITISH EMBASSY.

ROME, September 17th, 1934.

YOUR EXCELLENCY,

In accordance with instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to inform your Excellency that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland are prepared, in consideration of a reciprocal undertaking by the Italian Government and so long as they are satisfied that an adequate standard of airworthiness is maintained and enforced in Italy, to accord, subject to the conditions hereinafter set out, the following treatment to aircraft in respect of which an Italian certificate of airworthiness, as defined below, has been issued.

2. For the purposes of this note, the term "Italian Certificate of Airworthiness" means a certificate of airworthiness in the "normal" or "acrobatic" category, issued together with a certificate of classification by the Italian Naval and Aeronautical Register in respect of an aircraft constructed under the regulations in force in Italy. The term "Italian Certificate of Acceptance" means a certificate of acceptance issued by the Italian Naval and Aeronautical Register in respect of an aero engine constructed under the regulations in force in Italy and which has passed the type test therein prescribed. The term "United Kingdom Certificate of Inspection and Test" means a certificate of inspection and test given in the engine log-book by the makers of the engine in respect of an aero engine constructed under the regulations in force in the United Kingdom and which has passed the type test therein prescribed.

3. Subject to the terms of this note, Italian certificates of airworthiness issued in respect of aircraft subsequently registered in the United Kingdom shall be validated by the competent United Kingdom authorities, and shall thereupon have the same effect as if they had been issued under the regulations in force in the United Kingdom, and Italian certificates of acceptance shall be

¹ Came into force September 17th, 1934.

¹ Entré en vigueur le 17 septembre 1934.

accepted as the equivalent of United Kingdom certificates of inspection and test in so far as concerns the installation of aero engines in aircraft whose certificates of airworthiness are validated under the terms of this note.

4. Persons applying in the United Kingdom for the validation of an Italian certificate of airworthiness will be required to produce with the application an Italian certificate of airworthiness granted or renewed within one month prior to the date of application ; if more than one month has elapsed since the issue or last renewal of such certificate, the applicant will be required to obtain a special renewal by the issuing authority before validation is effected.

5. A validation conferred by the competent United Kingdom authorities in accordance with the terms of this note will on expiry be renewed under the conditions laid down for the renewal of certificates of airworthiness in the United Kingdom. Reference to the Italian authorities will not be made unless special circumstances require it in any particular case.

6. The competent United Kingdom authorities shall have the right to make the validation of Italian certificates of airworthiness dependent on the fulfilment of any special conditions which are for the time being required for the issue of certificates of airworthiness in the United Kingdom. Information with regard to these special conditions will from time to time be communicated to the competent Italian authorities.

7. The competent United Kingdom authorities may at any time revise their standard of airworthiness. Any such revised standard may, as in the case of other aircraft, be enforced in respect of aircraft whose certificates of airworthiness are validated in accordance with the terms of this note. Facilities will be given as and when necessary for referring the particular problems arising from any such revised standard to the authorities responsible for the approval of the original design of the aircraft.

8. The competent United Kingdom authorities shall be free to give special consideration to any type of aircraft which in practice appears to them to be unsafe, and if they consider it necessary to withhold or suspend validation. They shall notify the competent Italian authorities in all cases in which the provisions of this clause are invoked.

9. The competent Italian authorities shall keep the competent United Kingdom authorities fully and currently informed both of the regulations in force as regards the airworthiness of civil aircraft, the standards for material and of the conditions of construction, methods of inspection, etc., laid down and in force in Italy, and also of any modifications which may be made therein.

(a) The competent Italian authorities shall arrange for the effective communication to the competent United Kingdom authorities of particulars of " compulsory modifications " prescribed in Italy for the purpose of enabling the United Kingdom authorities to require, should they see fit, these modifications to be made to aircraft of the types affected whose certificates of airworthiness have been validated by them.

(b) The competent Italian authorities shall, where necessary, afford the competent United Kingdom authorities facilities for dealing with " non-compulsory modifications " which are such as to affect the validity of certificates of airworthiness validated under the terms of this note or any of the other original conditions of validation. They will similarly give facilities for dealing with cases of major repairs carried out otherwise than by the fitting of spare parts supplied by the original constructors.

10. The competent United Kingdom authorities will, if so required, provide facilities for the tuition of Italian technical officers in special inspectional methods in use in the United Kingdom for any particular type of aircraft or aero engine.

11. The competent United Kingdom and Italian authorities shall exchange full and frank information as to the performance of any aircraft of which the certificate of airworthiness has been validated under the terms of this note on any matter of material importance for reasons of safety.

12. The competent United Kingdom and Italian authorities shall each have the right to determine absolutely the interpretation of their regulations on any point of doubt or difficulty which may arise in the application of their own standard of airworthiness.

13. The question of the procedure to be followed in the application of the above provisions shall be the subject of direct correspondence, where necessary, between the competent United Kingdom and Italian authorities.

14. The Government of the United Kingdom may terminate the arrangements set out in this note at any time by means of a notification in writing addressed to the Italian Government to take effect six calendar months after the date of its receipt.

I take this opportunity to renew to Your Excellency, the assurance of my highest consideration.

John MURRAY.

His Excellency
Benito Mussolini,
etc., etc., etc.,
Ministry of Foreign Affairs.

Per copia conforme :

p. Il Ministro degli Affari Esteri :
Suvich.

II.

II.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTERO
DEGLI AFFARI ESTERI.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

ROMA, 17 settembre 1934 — XII.

ROME, September 17th, 1934 — XII.

SIGNOR INCARICATO D'AFFARI,

M. LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Ho l'onore di informare V.S. che il Governo italiano è disposto, in vista di una reciproca intesa con il Governo del Regno Unito, giusta la nota di V.S. in data del 17 settembre corrente, e fino a tanto che esso sarà convinto che una regolamentazione adeguata sulla navigabilità è mantenuta ed assicurata nel Regno Unito, ad accordare, alle condizioni qui appresso specificate, il seguente trattamento agli aeromobili per i quali il Regno Unito ha rilasciato un certificato di navigabilità, quale è definito qui appresso.

I have the honour to inform you that the Italian Government are prepared, in consideration of the reciprocal undertaking by the Government of the United Kingdom as incorporated in your note of the 17th September, 1934, and so long as they are satisfied that an adequate standard of airworthiness is maintained and enforced in the United Kingdom, to accord, subject to the conditions hereinafter set out, the following treatment to aircraft in respect of which a United Kingdom certificate of airworthiness, as defined below, has been issued.

2. Ai fini della presente nota, il termine « certificato di navigabilità del Regno Unito » significa un certificato di navigabilità delle categorie « normale » e « acrobatica », rilasciato dalle competenti autorità del Governo del Regno Unito ad un aeromobile costruito in conformità ai regolamenti vigenti nel Regno

2. For the purposes of this note, the term " United Kingdom Certificate of Airworthiness " means a certificate of airworthiness in the " normal " or " acrobatic " category issued by the competent authorities of the Government of the United Kingdom in respect of an aircraft constructed under the regulations in force in

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

Unito. Il termine « certificato di ispezione e di prova del Regno Unito » significa un certificato di ispezione e di prova rilasciato, nel libretto del motore, dai fabbricanti del motore stesso, ad un motore d'aviazione costruito secondo le prescrizioni in vigore nel Regno Unito e che è stato sottoposto alle prove di prototipo ivi prescritte. Il termine « certificato italiano di collaudo » significa un certificato di collaudo rilasciato dal Registro Italiano Navale e Aeronautico ad un motore di aviazione costruito secondo le prescrizioni vigenti in Italia e che è stato sottoposto alle prove di prototipo ivi prescritte.

3. In armonia alle condizioni della presente nota, i certificati di navigabilità del Regno Unito rilasciati agli aeromobili successivamente registrati in Italia, saranno convalidati dalle competenti autorità italiane, ed avranno pertanto lo stesso effetto di quelli rilasciati secondo le prescrizioni in vigore in Italia. I certificati di ispezione e di prova del Regno Unito saranno accettati come un equivalente dei certificati di collaudo italiani, per quanto concerne l'installazione di motori di aviazione sugli aeromobili i cui certificati di navigabilità sono convalidati conformemente alle prescrizioni della presente nota.

4. Chiunque richieda in Italia la convalida di un certificato di navigabilità del Regno Unito dovrà produrre, con la domanda, un certificato di navigabilità del Regno Unito, rilasciato o rinnovato non oltre un mese prima della data della domanda; nel caso in cui fosse passato più di un mese dalla data del rilascio o del rinnovo di tale certificato, il richiedente dovrà esibire uno speciale rinnovo della autorità che ha rilasciato il certificato prima che la convalida possa essere effettuata.

5. Una convalida, eseguita dalle competenti autorità italiane conformemente alle prescrizioni della presente nota, sarà rinnovata alla scadenza, a norma delle condizioni stabilite per il rinnovo dei certificati di navigabilità in Italia. Non sarà fatta speciale richiesta alle autorità del Regno Unito, se non quando ciò sia richiesto da speciali circostanze, in casi particolari.

6. Le competenti autorità italiane avranno il diritto di convalidare i certificati di navigabilità del Regno Unito subordinatamente alla rispondenza con le speciali condizioni richieste, in quel tempo, in Italia per il rilascio di certificati di navigabilità. Di tanto in tanto sarà

the United Kingdom, and the term " United Kingdom Certificate of Inspection and Test " means a certificate of inspection and test given in the engine log-book by the makers of the engine in respect of an aero engine constructed under the regulations in force in the United Kingdom and which has passed the type test therein prescribed. The term " Italian Certificate of Acceptance " means a certificate of acceptance issued by the Italian Naval and Aeronautical Register in respect of an aero engine constructed under the regulations in force in Italy and which has passed the type test therein prescribed.

3. Subject to the terms of this note, United Kingdom certificates of airworthiness issued in respect of aircraft subsequently registered in Italy shall be validated by the competent Italian authorities, and shall thereupon have the same effect as if they had been issued under the regulations in force in Italy, and United Kingdom certificates of inspection and test shall be accepted as the equivalent of Italian certificates of acceptance in so far as concerns the installation of aero engines in aircraft whose certificates of airworthiness are validated under the terms of this note.

4. Persons applying in Italy for the validation of a United Kingdom certificate of airworthiness will be required to produce with the application a United Kingdom certificate of airworthiness granted or renewed within one month prior to the date of application; if more than one month has elapsed since the issue or last renewal of such certificate, the applicant will be required to obtain a special renewal by the issuing authority before validation is effected.

5. A validation conferred by the competent Italian authorities in accordance with the terms of this note will on expiry be renewed under the conditions laid down for the renewal of certificates of airworthiness in Italy. Reference to the United Kingdom authorities will not be made unless special circumstances require it in any particular case.

6. The competent Italian authorities shall have the right to make the validation of United Kingdom certificates of airworthiness dependent on the fulfilment of any special conditions which are for the time being required for the issue of certificates of airworthiness in Italy. Infor-

comunicata alle competenti autorità del Regno Unito ogni informazione riguardante tali speciali condizioni.

7. Le competenti autorità italiane possono, in ogni tempo, modificare le loro norme di navigabilità. Ogni norma modificata può, come nel caso degli altri aeromobili, essere applicata all'aeromobile i cui certificati di navigabilità sono convalidati in armonia con i termini della presente nota. Saranno concesse, se e quando necessario, speciali facilitazioni per risolvere i particolari problemi nascenti da una qualsiasi di tali speciali modifiche, alle autorità competenti per l'approvazione dell'originale progetto dell'aeromobile.

8. Le competenti autorità italiane saranno libere di prendere in considerazione speciale quei tipi di aeromobile che, in pratica, non sembrano ad esse sicuri, e, se esse lo credono necessario, di rifiutarne o sospenderne la convalida. Esse comunicheranno alle competenti autorità del Regno Unito i casi in cui sarà applicata la presente clausola.

9. Le autorità competenti del Regno Unito terranno al corrente e pienamente informate le competenti autorità italiane delle disposizioni in vigore relative alle norme di navigabilità degli aeromobili civili, ai requisiti per il materiale e alle condizioni di costruzione, ai metodi di ispezioni, ecc., stabiliti e vigenti nel Regno Unito ed anche di ogni modificazione che possa esservi apportata.

10. — *a*) Le competenti autorità del Regno Unito disporranno che venga fatta alle competenti autorità italiane ogni necessaria comunicazione sui particolari delle « modifiche obbligatorie » prescritte nel Regno Unito, allo scopo di mettere in grado le autorità italiane di richiedere, qualora lo giudichino opportuno, che tali modifiche siano introdotte negli aeromobili dello stesso tipo i cui certificati di navigabilità siano stati da esse convalidati.

b) Le autorità competenti del Regno Unito, se necessario, offriranno facilitazioni alle competenti autorità italiane nel trattare le « modifiche non obbligatorie » che infirmo la validità dei certificati di navigabilità convalidati secondo i termini della presente nota o di qualsiasi altra condizione prima di validità. Analogamente, esse agevoleranno la risoluzione di quei casi di maggiori riparazioni, eseguite in altro modo che non il semplice montaggio di parti di ricambio fornite dai costruttori di origine.

mation with regard to these special conditions will from time to time be communicated to the competent United Kingdom authorities.

7. The competent Italian authorities may at any time revise their standard of airworthiness. Any such revised standard may, as in the case of other aircraft, be enforced in respect of aircraft whose certificates of airworthiness are validated in accordance with the terms of this note. Facilities will be given as and when necessary for referring the particular problems arising from any such revised standard of the authorities responsible for the approval of the original design of the aircraft.

8. The competent Italian authorities shall be free to give special consideration to any type of aircraft which in practice appears to them to be unsafe, and, if they consider it necessary, to withhold or suspend validation. They shall notify the competent United Kingdom authorities in all cases in which the provisions of this clause are invoked.

9. The competent United Kingdom authorities shall keep the competent Italian authorities fully and currently informed both of the regulations in force as regards the airworthiness of civil aircraft, the standards for material and of the conditions of construction, methods of inspection, etc., laid down and in force in the United Kingdom and also of any modifications which may be made therein.

10. — *(a)* The competent United Kingdom authorities shall arrange for the effective communication to the competent Italian authorities of particulars of " compulsory modifications " prescribed in the United Kingdom for the purpose of enabling the Italian authorities to require, should they see fit, these modifications to be made to aircraft of the types affected whose certificates of airworthiness have been validated by them.

(b) The competent United Kingdom authorities shall, where necessary, afford the competent Italian authorities facilities for dealing with " non-compulsory modifications " which are such as to affect the validity of certificates of airworthiness validated under the terms of this note or any of the other original conditions of validation. They will similarly give facilities for dealing with cases of major repairs carried out otherwise than by the fitting of spare parts supplied by the original constructors.

11. Le competenti autorità italiane, se necessario, provvederanno all'addestramento di funzionari tecnici del Regno Unito, sui particolari metodi di ispezione in uso in Italia per ogni tipo particolare di aeromobile o di motore.

12. Le competenti autorità italiane e del Regno Unito si scambieranno piene e leali informazioni riguardo alle caratteristiche di volo di ogni aeromobile del quale è stato convalidato il certificato di navigabilità conformemente a termini della presente nota, per ciò che riguarda ogni questione di importanza pratica ai fini della sicurezza.

13. Le competenti autorità italiane e del Regno Unito avranno ciascuna l'esclusivo diritto di determinare l'interpretazione delle rispettive disposizioni su ogni punto dubbio o su ogni difficoltà che possa nascere nell'applicazione delle rispettive norme di validità.

14. La questione della procedura da seguire nell'applicazione delle disposizioni che precedono, formerà oggetto di una diretta corrispondenza, se e quando necessario, tra le competenti autorità italiane e del Regno Unito.

Il Governo italiano può denunciare l'accordo contenuto nella presente nota, in ogni momento, a mezzo di una notifica scritta, con effetto a partire dal sesto mese seguente la data di ricezione di tale notifica.

15. Sarò grato qualora V. S. vorrà farmi conoscere se le clausole precedenti rispondano alla necessaria condizione di reciprocità. In tal caso, vorrei proporre che la presente nota e la nota di risposta di V.S. fossero considerate come costituenti l'accordo raggiunto dai due Governi ai riguardi della questione.

Voglia gradire, Signor Incaricato d'Affari, gli atti della mia distintissima considerazione.

MUSSOLINI.

Signor John Murray,
Incaricato d'Affari britannico,
Roma.

Per copia conforme :

p. Il Ministro degli Affari Esteri :
Suvich.

11. The competent Italian authorities will, if so required, provide facilities for the tuition of United Kingdom technical officers in special inspectional methods in use in Italy for any particular type of aircraft or aero engine.

12. The competent Italian and United Kingdom authorities shall exchange full and frank information as to the performance of any aircraft of which the certificate of airworthiness has been validated under the terms of this note on any matter of material importance for reasons of safety.

13. The competent Italian and United Kingdom authorities shall each have the right to determine absolutely the interpretation of their regulations on any point of doubt or difficulty which may arise in the application of their own standard of airworthiness.

14. The question of the procedure to be followed in the application of the above provisions shall be the subject of direct correspondence, where necessary, between the competent Italian and United Kingdom authorities.

The Italian Government may terminate the arrangements set out in this note at any time by means of a notification in writing addressed to the United Kingdom Government to take effect six calendar months after the date of its receipt.

15. I shall be grateful if you will inform me whether the foregoing provisions fulfil the necessary condition of reciprocity. In that event, I would suggest that the present note and your note under reply be regarded as placing on record the understanding arrived at between the respective Governments as regards this question.

I beg you to accept, etc.

MUSSOLINI.

Mr. John Murray,
British Chargé d'Affaires
at Rome.

III.

BRITISH EMBASSY.

ROME, *September 17th*, 1934.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Excellency's note of the 17th September, 1934, and to state that the proposals contained therein regarding the proposed recognition by His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Italian Government of the certificates of airworthiness issued by the competent authorities of the respective Governments fulfil the necessary conditions of reciprocity.

2. The present note, together with your Excellency's note under reference and my note of the 17th September containing the proposals of His Majesty's Government in the United Kingdom in this matter, shall be regarded as giving validity to and placing on record the understanding between the respective Governments as regards this question.

I take this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

JOHN MURRAY.

His Excellency
Benito Mussolini,
etc., etc., etc.,
Ministry of Foreign Affairs.

Per copia conforme :

p. Il Ministro degli Affari Esteri :
Suvich.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3570. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT ITALIEN RELATIF A LA VALIDATION RÉCIPROQUE DES CERTIFICATS DE NAVIGABILITÉ DES AÉRONEFS. ROME, LE 17 SEPTEMBRE 1934.

I.

AMBASSADE
DE GRANDE-BRETAGNE.

ROME, le 17 septembre 1934.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

D'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord est disposé, en contrepartie d'un engagement de réciprocité pris par le Gouvernement italien et aussi longtemps qu'il aura la conviction qu'un critère suffisant de navigabilité aérienne est maintenu et appliqué en Italie, à accorder, aux conditions exposées ci-après, le traitement suivant aux aéronefs pour lesquels un certificat italien de navigabilité aérienne, conforme à la définition donnée ci-après, aura été délivré.

2. Aux fins de la présente note, le terme « certificat italien de navigabilité aérienne » signifie un certificat de navigabilité dans la catégorie « normale » ou « acrobatique », délivré en même temps qu'un certificat de classification par le Registre naval et aéronautique italien pour un aéronef construit conformément aux règlements en vigueur en Italie. Le terme « certificat italien d'acceptation » signifie un certificat d'acceptation délivré par le Registre naval et aéronautique italien pour un moteur d'aviation construit conformément aux règlements en vigueur en Italie et qui a satisfait aux épreuves qui sont prescrites pour ce type de moteur. Le terme « certificat d'inspection et d'essais du Royaume-Uni » signifie un certificat d'inspection et d'essais donné, dans le livret du moteur, par les fabricants du moteur pour un moteur d'aviation construit conformément aux règlements en vigueur dans le Royaume-Uni et ayant satisfait aux épreuves qui sont prescrites pour ce type de moteur.

3. Sous réserve de l'application des stipulations de la présente note, les certificats italiens de navigabilité aérienne délivrés pour des aéronefs enregistrés par la suite dans le Royaume-Uni seront validés par les autorités compétentes du Royaume-Uni et produiront de ce fait les mêmes effets que s'ils avaient été délivrés en vertu des règlements en vigueur dans le Royaume-Uni, et les certificats italiens d'acceptation seront considérés comme équivalents aux certificats d'inspection et d'essais du Royaume-Uni pour ce qui a trait à l'installation de moteurs d'aviation sur des aéronefs dont le certificat de navigabilité aérienne est validé en vertu des dispositions de la présente note.

4. Toute personne sollicitant dans le Royaume-Uni la validation d'un certificat italien de navigabilité aérienne sera tenue de produire en même temps que sa demande un certificat italien de navigabilité aérienne accordé ou renouvelé moins d'un mois avant la date de la demande. Si plus d'un mois s'est écoulé depuis la délivrance ou le dernier renouvellement de ce certificat, le requérant

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

sera tenu d'obtenir de l'autorité qui a délivré le certificat un renouvellement spécial avant que la validation puisse être opérée.

5. La validation accordée par les autorités compétentes du Royaume-Uni conformément aux stipulations de la présente note sera, à son expiration, renouvelée aux conditions prévues pour le renouvellement des certificats de navigabilité aérienne dans le Royaume-Uni. Il n'en sera pas référé aux autorités italiennes, à moins que des circonstances spéciales ne l'exigent dans un cas particulier.

6. Les autorités compétentes du Royaume-Uni seront en droit de subordonner la validation de certificats italiens de navigabilité aérienne à la réunion de toutes les conditions spéciales requises à la date en question pour la délivrance des certificats de navigabilité aérienne dans le Royaume-Uni. Des renseignements relatifs à ces conditions spéciales seront communiqués de temps à autre aux autorités italiennes compétentes.

7. Les autorités compétentes du Royaume-Uni pourront, en tout temps, reviser leurs critères de navigabilité aérienne. Les critères ainsi révisés pourront être appliqués, comme à tous autres aéronefs, aux aéronefs dont les certificats de navigabilité aérienne sont validés conformément aux termes de la présente note. Des facilités seront accordées, s'il y a lieu, pour soumettre les problèmes particuliers soulevés par la revision de ces critères révisés aux autorités responsables de l'approbation du modèle original de l'aéronef.

8. Les autorités compétentes du Royaume-Uni seront en droit de prêter une attention spéciale à tout type d'aéronef qui, dans la pratique, leur apparaîtra manquer de sécurité et, si elles le jugent nécessaire, de refuser ou de suspendre la validation. Elles aviseront les autorités italiennes compétentes de tous les cas dans lesquels les dispositions de la présente clause seront appliquées.

9. Les autorités italiennes compétentes tiendront les autorités compétentes du Royaume-Uni pleinement et régulièrement au courant des règlements en vigueur relatifs à la navigabilité aérienne des aéronefs civils, aux critères applicables au matériel et aux conditions de construction, aux méthodes d'inspection, etc., en vigueur en Italie, ainsi que de toutes modifications qui pourraient y être apportées.

a) Les autorités italiennes compétentes prendront toutes dispositions utiles pour donner effectivement aux autorités compétentes du Royaume-Uni communication détaillée des « modifications obligatoires » prescrites en Italie, afin de permettre aux autorités du Royaume-Uni d'exiger, si elles le jugent convenable, que ces modifications soient apportées aux aéronefs des types en question dont les certificats de navigabilité aérienne ont été validés par elles.

b) Les autorités italiennes compétentes accorderont, chaque fois qu'il sera nécessaire, aux autorités compétentes du Royaume-Uni, des facilités pour la suite à donner aux « modifications non obligatoires » susceptibles d'affecter la validité des certificats de navigabilité aérienne validés aux termes de la présente note ou de toute autre condition de validation originellement exigée. Elles accorderont de même des facilités pour la solution de tous les cas relatifs à des réparations importantes opérées autrement que par la substitution de pièces détachées fournies par les constructeurs de l'appareil.

10. Les autorités compétentes du Royaume-Uni seront tenues, si demande leur en est faite, d'accorder des facilités pour l'enseignement aux fonctionnaires des services techniques italiens des méthodes spéciales d'inspection appliquées dans le Royaume-Uni à tout type particulier d'aéronef ou de moteur d'aviation.

11. Les autorités compétentes du Royaume-Uni et d'Italie échangeront entre elles des renseignements complets et francs sur la manière dont se comporte tout aéronef dont le certificat de navigabilité aérienne a été validé conformément aux dispositions de la présente note, sous tout rapport présentant une importance réelle du point de vue de la sécurité.

12. Les autorités compétentes du Royaume-Uni et d'Italie seront l'une et l'autre en droit de fixer de façon absolue l'interprétation à donner à leurs règlements sur tous points douteux ou difficultés qui pourraient se présenter dans l'application de leurs propres critères de navigabilité aérienne.

13. La question de la procédure à suivre dans l'application des dispositions ci-dessus fera, s'il y a lieu, l'objet d'un échange direct de correspondance entre les autorités compétentes du Royaume-Uni et d'Italie.

14. Le Gouvernement du Royaume-Uni pourra mettre fin aux arrangements stipulés dans la présente note, à toute époque, au moyen d'une notification écrite adressée au Gouvernement italien, la dénonciation devenant effective six mois après la date de sa réception.

Veillez agréer, etc.

John MURRAY.

Son Excellence
Benito Mussolini,
etc., etc., etc.,
Ministère des Affaires étrangères.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

ROME, le 17 septembre 1934—XII.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement italien est disposé, en contrepartie d'un engagement de réciprocité pris par le Gouvernement du Royaume-Uni, en conformité de votre note du 17 septembre courant, et aussi longtemps qu'il aura la conviction qu'une réglementation appropriée sur la navigabilité est maintenue et assurée dans le Royaume-Uni, à accorder, aux conditions exposées ci-après, le traitement suivant aux aéronefs pour lesquels le Royaume-Uni aura délivré un certificat de navigabilité conforme à la définition donnée ci-dessous.

2. Aux fins de la présente note, le terme « certificat de navigabilité du Royaume-Uni » signifie un certificat de navigabilité de la catégorie « normale » ou « acrobatique », délivré par les autorités compétentes du Gouvernement du Royaume-Uni à un aéronef construit conformément aux règlements en vigueur dans le Royaume-Uni. Le terme « certificat d'inspection et d'essais du Royaume-Uni » signifie un certificat d'inspection et d'essais délivré dans le livret du moteur, par les fabricants du moteur, à un moteur d'aviation construit conformément aux règlements en vigueur dans le Royaume-Uni et ayant satisfait aux épreuves qui y sont prescrites pour ce type de moteur. Le terme « certificat italien d'acceptation » signifie un certificat d'acceptation délivré par le « Registro Italiano Navale e Aeronautico » à un moteur d'aviation construit conformément aux règlements en vigueur en Italie et qui a satisfait aux épreuves qui y sont prescrites pour ce type de moteur.

3. Sous réserve de l'application des stipulations de la présente note, les certificats de navigabilité du Royaume-Uni délivrés à des aéronefs enregistrés par la suite en Italie seront validés par les autorités italiennes compétentes et produiront de ce fait les mêmes effets que s'ils avaient été délivrés en vertu des règlements en vigueur en Italie. Les certificats d'inspection et d'essais du Royaume-Uni seront considérés comme équivalents aux certificats d'acceptation italiens pour ce qui a trait à l'installation de moteurs d'aviation sur des aéronefs dont le certificat de navigabilité est validé conformément aux prescriptions de la présente note.

4. Toute personne sollicitant en Italie la validation d'un certificat de navigabilité du Royaume-Uni sera tenue de produire, en même temps que sa demande, un certificat de navigabilité du Royaume-Uni délivré ou renouvelé un mois au plus avant la date de la demande ; si plus d'un mois s'est écoulé depuis la délivrance ou le renouvellement de ce certificat, le requérant sera tenu de produire un renouvellement spécial obtenu de l'autorité qui aura délivré le certificat, avant que la validation puisse être opérée.

5. La validation accordée par les autorités italiennes compétentes conformément aux stipulations de la présente note sera, à son expiration, renouvelée aux conditions prévues pour le renouvellement des certificats de navigabilité en Italie. Il ne sera pas adressé de demande spéciale aux autorités du Royaume-Uni, à moins que des circonstances particulières ne l'exigent, dans des cas déterminés.

6. Les autorités italiennes compétentes seront en droit de subordonner la validation des certificats de navigabilité du Royaume-Uni à la réunion de toutes conditions spéciales requises à la date en question en Italie pour la délivrance des certificats de navigabilité. Des renseignements relatifs à ces conditions spéciales seront communiqués de temps à autre aux autorités compétentes du Royaume-Uni.

7. Les autorités italiennes compétentes pourront, à toute époque, reviser leurs critères de navigabilité. Les critères ainsi modifiés pourront être appliqués, comme à tous autres aéronefs, aux aéronefs dont les certificats de navigabilité sont validés conformément aux termes de la présente note. Il sera, s'il y a lieu, accordé des facilités spéciales pour soumettre les problèmes particuliers soulevés par l'une quelconque de ces modifications spéciales aux autorités responsables de l'approbation du modèle original de l'aéronef en question.

8. Les autorités italiennes compétentes seront en droit de prêter une attention spéciale à tout type d'aéronef qui, dans la pratique, leur apparaîtra manquer de sécurité et, si elles le jugent nécessaire, de refuser ou de suspendre la validation. Elles aviseront les autorités compétentes du Royaume-Uni de tous les cas dans lesquels les dispositions de la présente clause seront appliquées.

9. Les autorités compétentes du Royaume-Uni tiendront les autorités italiennes compétentes pleinement et régulièrement au courant des règlements en vigueur relatifs à la navigabilité des aéronefs civils, aux exigences en ce qui concerne le matériel et aux conditions de construction, aux méthodes d'inspection, etc., établies et appliquées dans le Royaume-Uni, et de toutes modifications qui pourront y être apportées.

10. a) Les autorités compétentes du Royaume-Uni prendront toutes dispositions utiles pour donner aux autorités italiennes compétentes communication détaillée des « modifications obligatoires » prescrites dans le Royaume-Uni, afin de permettre aux autorités italiennes d'exiger, si elles le jugent convenable, que ces modifications soient apportées aux aéronefs du même type dont les certificats de navigabilité ont été validés par elles.

b) Les autorités compétentes du Royaume-Uni accorderont, s'il est nécessaire, aux autorités italiennes compétentes des facilités pour le traitement des « modifications non obligatoires » qui pourraient infirmer la validité des certificats de navigabilité validés conformément aux dispositions de la présente note ou de toute autre condition de validité originellement exigée. De même, elles faciliteront la solution de tous les cas relatifs à des réparations importantes opérées autrement que par simple montage de pièces détachées fournies par les constructeurs de l'appareil.

11. Les autorités italiennes compétentes prendront, s'il y a lieu, des dispositions pour mettre les fonctionnaires des services techniques du Royaume-Uni au courant des méthodes d'inspection spéciales appliquées en Italie à tout type particulier d'aéronefs ou de moteurs.

12. Les autorités compétentes d'Italie et du Royaume-Uni se transmettront réciproquement des renseignements complets et loyaux sur les caractéristiques de vol de tous aéronefs dont le certificat de navigabilité aura été validé conformément à la présente note, en ce qui concerne toute question importante du point de vue de la sécurité.

13. Les autorités compétentes d'Italie et du Royaume-Uni auront, les unes et les autres, le droit exclusif de fixer l'interprétation à donner à leurs règlements sur tout point douteux ou toute difficulté qui pourrait se présenter dans l'application des règles de validité établies par elles.

14. La question de la procédure à suivre dans l'application des dispositions ci-dessus fera l'objet d'un échange direct de correspondance, s'il y a lieu, entre les autorités compétentes d'Italie et du Royaume-Uni.

Le Gouvernement italien pourra dénoncer l'accord contenu dans la présente note, à toute époque, au moyen d'une notification écrite prenant effet à partir du sixième mois suivant la date de réception de ladite notification.

15. Je vous serais vivement obligé de bien vouloir me faire connaître si les clauses qui précèdent satisfont à la condition nécessaire de réciprocité. Dans l'affirmative, je proposerais que la présente note et votre réponse soient considérées comme constituant l'accord intervenu entre les deux gouvernements en la matière.

Veillez agréer, etc.

MUSSOLINI.

Sir John Murray,
Chargé d'Affaires de Grande-Bretagne
à Rome.

III.

AMBASSADE
DE GRANDE-BRETAGNE.

ROME, le 17 septembre 1934.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence en date du 17 septembre 1934 et de vous informer que les propositions qu'elle renferme relatives à la reconnaissance par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et par le Gouvernement italien des certificats de navigabilité aérienne délivrés par les autorités compétentes des gouvernements respectifs satisfont à toutes les conditions nécessaires de réciprocité.

2. La présente note et la note de Votre Excellence dont j'ai fait mention, ainsi que ma note en date du 17 septembre contenant les propositions du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni sur cette question, seront considérées comme validant et enregistrant l'accord intervenu entre les deux gouvernements en cette matière.

Veillez agréer, etc.

John MURRAY.

Son Excellence
Benito Mussolini,
etc., etc., etc.,
Ministère des Affaires étrangères.

N° 3571.

BELGIQUE ET BULGARIE

Déclaration concernant la communication réciproque d'actes de l'état civil. Signée à Sofia, le 26 octobre 1934.

BELGIUM AND BULGARIA

Declaration regarding the Reciprocal Communication of Civil Status Records. Signed at Sofia, October 26th, 1934.

N° 3571. — DÉCLARATION ENTRE LA BELGIQUE ET LA BULGARIE
CONCERNANT LA COMMUNICATION RÉCIPROQUE D'ACTES DE
L'ÉTAT CIVIL. SIGNÉE A SOFIA, LE 26 OCTOBRE 1934.

*Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique et le chargé
d'Affaires a. i. de la délégation permanente de Bulgarie auprès de la Société des Nations.
L'enregistrement de cette déclaration a eu lieu le 24 décembre 1934.*

LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES et LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ
LE ROI DES BULGARES désirant assurer la communication réciproque des actes intéressant l'état civil
de leurs ressortissants respectifs, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les deux Gouvernements contractants s'engagent à se remettre réciproquement, aux époques
déterminées et sans frais, des expéditions dûment légalisées des actes de naissance, des actes de
mariage, des actes de décès et des actes de reconnaissance des enfants naturels dressés sur leur
territoire et concernant les citoyens de l'autre Etat.

Article 2.

La transmission des actes de décès s'étendra, en outre, aux personnes décédées en Belgique
et qui étaient nées ou qui, d'après les renseignements fournis aux autorités locales, avaient leur
domicile en Bulgarie. Il en sera de même pour les actes de décès concernant des personnes décédées
en Bulgarie et qui étaient nées ou qui, d'après les renseignements fournis aux autorités locales,
avaient leur domicile en Belgique.

Article 3.

Tous les six mois, les expéditions desdits actes dressés en Belgique pendant le semestre précédant,
seront remises à la légation royale de Bulgarie à Bruxelles et, réciproquement, les expéditions des
actes analogues dressés en Bulgarie pendant le semestre précédant seront remises à la légation
de Belgique à Sofia.

Article 4.

Les actes dressés en Belgique dans la langue flamande et les actes rédigés en Bulgarie seront
accompagnés d'une traduction française dûment certifiée conforme par l'autorité compétente.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3571. — DECLARATION BETWEEN BELGIUM AND BULGARIA REGARDING THE RECIPROCAL COMMUNICATION OF CIVIL STATUS RECORDS. SIGNED AT SOFIA, OCTOBER 26TH, 1934.

French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs and by the Chargé d'Affaires a. i. of the Permanent Delegation of Bulgaria accredited to the League of Nations. The registration of this Declaration took place December 24th, 1934.

THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS and THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS, being desirous of ensuring the reciprocal communication of records concerning the civil status of their respective nationals, have agreed as follows :

Article 1.

The two contracting Governments undertake to exchange, at stated periods and free of charge, duly legalised copies of birth certificates, marriage certificates, death certificates, and certificates of the recognition of illegitimate children drawn up in their territory but referring to citizens of the other State.

Article 2.

This undertaking shall also apply to death certificates of persons deceased in Belgium who were born or, according to the information supplied to the local authorities, had their domicile in Bulgaria, and to those of persons deceased in Bulgaria who were born or, according to the information supplied to the local authorities, had their domicile in Belgium.

Article 3.

Every six months copies of any certificates of this kind which may have been drawn up in Belgium during the previous six months shall be transmitted to the Royal Legation of Bulgaria in Brussels and reciprocally copies of similar certificates drawn up in Bulgaria during the previous six months shall be transmitted to the Belgian Legation at Sofia.

Article 4.

Certificates drawn up in Belgium in Flemish and certificates drawn up in Bulgaria shall be accompanied by a French translation duly certified correct by the competent authority.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 5.

Il est expressément entendu que la délivrance ou l'acceptation des expéditions desdits actes ne préjugera pas les questions de nationalité.

Les expéditions d'actes de l'état civil demandées de part et d'autre à la requête de particuliers non indigents resteront soumises au paiement des droits de délivrance et de légalisation exigibles dans chacun des deux pays.

Article 6.

La présente déclaration entrera en vigueur trente jours après sa signature.

En foi de quoi les soussignés dûment autorisés l'ont signée en double expédition.

Fait à Sofia, le 26 octobre 1934.

(Signé) Maurice CUVELIER.

(Signé) C. BATOLOFF.

Certifié par le secrétaire général du Ministère
des Affaires étrangères.

(Signé) F. Van Langenhove.

Article 5.

It is specifically understood that the issue or acceptance of copies of these certificates shall not constitute a presumption of nationality.

Copies of certificates of civil status requested by either Party at the instance of persons other than indigent persons shall be subject to the payment of the charges leviable on issue and legalisation in each of the two countries.

Article 6.

The present Declaration shall come into force thirty days after its signature.

In faith whereof the undersigned, being duly authorised thereto, have signed the present Declaration in duplicate.

Done at Sofia, this 26th day of October, 1934.

(Signed) Maurice CUVELIER.

(Signed) C. BATOLOFF.

N° 3572.

BELGIQUE ET BULGARIE

Accord relatif à la délivrance et à la légalisation gratuites des expéditions d'actes de l'état civil réclamées au profit d'indigents et à la légalisation gratuite des expéditions des actes de l'espèce levées dans un intérêt administratif. Signé à Sofia, le 26 octobre 1934.

BELGIUM AND BULGARIA

Agreement concerning the Issue and Legalisation Free of Charge of Copies of Entries in the Civil Register on behalf of Indigent Persons and concerning the Legalisation Free of Charge of Copies of Similar Entries made on behalf of the Public Authorities. Signed at Sofia, October 26th, 1934.

N^o 3572. — ACCORD ENTRE LA BELGIQUE ET LA BULGARIE RELATIF A LA DÉLIVRANCE ET A LA LÉGALISATION GRATUITES DES EXPÉDITIONS D'ACTES DE L'ÉTAT CIVIL RÉCLAMÉES AU PROFIT D'INDIGENTS ET A LA LÉGALISATION GRATUITE DES EXPÉDITIONS DES ACTES DE L'ESPÈCE LEVÉES DANS UN INTÉRÊT ADMINISTRATIF. SIGNÉ A SOFIA, LE 26 OCTOBRE 1934.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique et le chargé d'Affaires a. i. de la délégation permanente de Bulgarie auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 24 décembre 1934.

LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES et LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES, désireux d'établir un régime de faveur à l'égard des indigents belges ou bulgares et d'octroyer la légalisation gratuite des extraits d'actes de l'état civil délivrés en Belgique ou en Bulgarie dans un intérêt administratif, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les expéditions ou extraits d'actes de l'état civil délivrés dans l'un des deux pays et réclamés par l'autre pays dans un intérêt administratif seront légalisés gratuitement.

Article 2.

Les expéditions ou extraits d'actes de l'espèce réclamés de part et d'autre au profit de personnes indigentes, soit par l'intermédiaire des gouvernements eux-mêmes, soit directement à la requête des particuliers intéressés, seront délivrés et légalisés gratuitement sur la production d'un certificat attestant l'état d'indigence des parties en cause.

Article 3.

Le présent accord entrera en vigueur trente jours après sa signature.

En foi de quoi les soussignés dûment autorisés l'ont signé en double expédition.

Fait à Sofia, le 26 octobre 1934.

(Signé) Maurice CUVELIER.

(Signé) C. BATOLOFF.

Certifié par le secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères.

(Signé) F. Van Langenhove.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3572. — AGREEMENT BETWEEN BELGIUM AND BULGARIA CONCERNING THE ISSUE AND LEGALISATION FREE OF CHARGE OF COPIES OF ENTRIES IN THE CIVIL REGISTER ON BEHALF OF INDIGENT PERSONS AND CONCERNING THE LEGALISATION FREE OF CHARGE OF COPIES OF SIMILAR ENTRIES MADE ON BEHALF OF THE PUBLIC AUTHORITIES. SIGNED AT SOFIA, OCTOBER 26TH, 1934.

French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs and by the Chargé d'Affaires a. i. of the Permanent Delegation of Bulgaria accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place December 24th, 1934.

THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS and THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS, being desirous of establishing favourable treatment for indigent Belgians and Bulgarians and of legalising, free of charge, extracts from civil status records issued in Belgium or Bulgaria on behalf of the public authorities, have agreed as follows:

Article 1.

Copies or extracts of certificates of civil status issued in either country and applied for by the other country on behalf of the public authorities shall be legalised free of charge.

Article 2.

Copies or extracts of certificates of civil status applied for by either Party on behalf of indigent persons, either through the Governments themselves or direct at the request of the interested parties, shall be issued and legalised free of charge on production of a certificate attesting indigence by the persons concerned.

Article 3.

The present Agreement shall come into force thirty days after its signature.

In faith whereof the undersigned, duly authorised thereto, have signed the present Agreement in duplicate.

Done at Sofia, this 26th day of October 1934.

(Signed) Maurice CUVELIER.

(Signed) C. BATOLOFF.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 3573.

**RÉPUBLIQUE ARGENTINE
ET SUÈDE**

Convention concernant la réparation
des accidents du travail. Signée à
Buenos-Ayres, le 14 mai 1928.

**ARGENTINE REPUBLIC
AND SWEDEN**

Convention concerning Compensation
for Industrial Accidents. Signed
at Buenos Aires, May 14th, 1928.

N^o 3573. — CONVENTION¹ ENTRE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE
ET LA SUÈDE CONCERNANT LA RÉPARATION DES ACCIDENTS
DU TRAVAIL. SIGNÉE A BUENOS-AYRES, LE 14 MAI 1928.

Texte officiel français communiqué par les ministres des Affaires étrangères de Suède et de la République Argentine. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 1^{er} janvier 1935.

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA NATION ARGENTINE et SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE, désirant fixer, par un arrangement concernant la réparation des accidents du travail, le statut des ouvriers des deux pays, victimes d'accidents du travail, sur leurs territoires respectifs et leur assurer les bénéfices de la réciprocité en ce qui concerne les indemnités auxquelles ils auraient droit, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA NATION ARGENTINE :

Son Excellence le Ministre des Affaires étrangères et du Culte, docteur Angel GALLARDO ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

Son Excellence Monsieur Eric Einar EKSTRAND, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Gouvernement argentin ;

Lesquels, après avoir échangé les pleins pouvoirs dont ils sont investis et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les sujets argentins victimes d'accidents du travail en Suède, ainsi que leurs ayants droit, seront admis au bénéfice des indemnités et des garanties attribuées aux sujets suédois par la législation en vigueur sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail.

Par réciprocité, les sujets suédois victimes d'accidents du travail sur le territoire de la République Argentine ainsi que leurs ayants droit, seront admis au bénéfice des indemnités et des garanties attribuées aux sujets argentins par la législation en vigueur sur la responsabilité des accidents du travail.

Article 2.

La susdite stipulation de réciprocité sortira ses effets même si la victime ou ses ayants droit, postérieurement à l'accident, venaient à quitter le territoire, soit de la Suède, soit de la République Argentine ; il en sera de même dans le cas où les ayants droit résideraient dans un pays autre que celui où l'accident est survenu.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Buenos-Ayres, le 7 novembre 1934.
Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1935.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3573. — CONVENTION ² BETWEEN THE ARGENTINE REPUBLIC AND SWEDEN CONCERNING COMPENSATION FOR INDUSTRIAL ACCIDENTS. SIGNED AT BUENOS AIRES, MAY 14TH, 1928.

French official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs and by the Minister for Foreign Affairs of the Argentine Republic. The registration of this Convention took place January 1st, 1935.

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE ARGENTINE NATION and HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN, being desirous, by an arrangement concerning compensation for industrial accidents, of regulating the treatment of workers of both countries who meet with industrial accidents in their respective territories, and of securing for them the benefits of reciprocity in respect of the compensation to which they are entitled, have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE ARGENTINE NATION :

His Excellency the Minister for Foreign Affairs and Public Worship, Dr. Angel GALLARDO ;

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN :

His Excellency Monsieur Eric Einar EKSTRAND, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Argentine Government ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

Subjects of the Argentine Republic who meet with industrial accidents in Sweden, and their surviving dependants, shall be entitled to the compensation and other rights granted to Swedish subjects by the laws in force respecting compensation for industrial accidents.

Reciprocally, Swedish subjects who meet with industrial accidents in the territory of the Argentine Republic, and their surviving dependants, shall be entitled to the compensation and other rights granted to Argentine subjects by the laws in force respecting liability for industrial accidents.

Article 2.

The above stipulation as to reciprocity shall apply even to cases where injured persons or their dependants leave the territory of Sweden or of the Argentine Republic, as the case may be, at a date subsequent to the accident. The same rule shall apply to cases where the dependants are not resident in the country where the accident occurred.

¹ Traduction du Bureau international du Travail. ¹ Translation of the International Labour Office.

² The exchange of ratifications took place at Buenos Aires, November 7th, 1934. Came into force January 1st, 1935.

Article 3.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées le plus tôt possible, à Buenos-Ayres.

Elle entrera en vigueur en Argentine et en Suède un mois après qu'elle a été publiée dans les deux pays, suivant les formes prescrites par leur législation respective.

Elle demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration de six mois à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncée.

En foi de quoi les plénipotentiaires désignés à cet effet signent et apposent leur sceau sur la présente convention rédigée en langue française, en deux exemplaires à Buenos-Ayres, capitale de la République Argentine, le 14 mai de l'année 1928.

(L. S.) Angel GALLARDO.

(L. S.) Eric Einar EKSTRAND.

Es copia :

Luis A. Podestá Costa,
Director General.

Pour copie certifiée conforme :

T. Göransson,
Attaché.

Article 3.

This Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Buenos Aires as soon as possible.

It shall come into force in the Argentine Republic and in Sweden one month after its publication in both countries in the manner prescribed by their respective laws.

It shall remain binding until the expiration of a period of six months reckoned from the date of its denunciation by either of the Contracting Parties.

In faith whereof the Plenipotentiaries appointed for this purpose have affixed their signature and their seal to the present Convention, drawn up in French in two copies at Buenos Aires, capital of the Argentine Republic, on this 14th day of May, of the year 1928.

(L. S.) Angel GALLARDO.

(L. S.) Eric Einar EKSTRAND.

N° 3574.

DANEMARK, FINLANDE,
ISLANDE,
NORVÈGE ET SUÈDE

Convention relative aux faillites. Si-
gnée à Copenhague, le 7 novembre
1933.

DENMARK, FINLAND,
ICELAND,
NORWAY AND SWEDEN

Convention regarding Bankruptcy.
Signed at Copenhagen, November
7th, 1933.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

TEXTE FINNOIS. — FINNISH TEXT.

N^o 3574. — KONVENTION ¹ MEL-
LEM DANMARK, FINLAND, IS-
LAND, NORGE OG SVERIGE OM
KONKURS. UNDERTEGNET I
KØBENHAVN DEN 7. NOVEM-
BER 1933.

N^o 3574. — SUOMEN ¹, TANSKAN,
ISLANNIN, NORJAN JA RUOT-
SIN VÄLINEN KONKURSSIA
KOSKEVA SOPIMUS. ALLEKIR-
JOITETTU KÖÖPENHAMINASSA
MARRASKUUN 7 PÄIVÄNÄ 1933.

Textes officiels danois, finnois, islandais, norvégien et suédois communiqués par les délégués permanents du Danemark et de la Finlande auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 1^{er} janvier 1935.

Danish, Finnish, Icelandic, Norwegian and Swedish official texts communicated by the Permanent Delegates of Denmark and Finland accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place January 1st, 1935.

HANS MAJESTÆT KONGEN AF DANMARK OG ISLAND, REPUBLIKEN FINLANDS PRÆSIDENT, HANS MAJESTÆT NORGES KONGE OG HANS MAJESTÆT KONGEN AF SVERIGE, hvilke er kommet overens om at afslutte en Konvention om Konkurs, har udnævnt til deres befuldmægtigede :

SUOMEN TASAVALLAN PRESIDENTTI, HÄNEN MAJESTEETTINSA TANSKAN ja ISLANNIN KUNINGAS, HÄNEN MAJESTEETTINSA NORJAN KUNINGAS ja HÄNEN MAJESTEETTINSA RUOTSIN KUNINGAS,

jotka ovat sopineet konkurssia koskevan sopimuksen tekemisestä, ovat määränneet valtuuteutukseen :

HANS MAJESTÆT KONGEN AF DANMARK OG ISLAND :

SUOMEN TASAVALLAN PRESIDENTTI :

FOR DANMARK :

Tasavallan v. a. ASIAINHOITAJAN KÖÖPENHAMINASSA, Fil. tri RAGNAR NUMELININ;

Sin Udenrigsminister, Dr. phil. Peter ROCHEGUNE MUNCH ;

HÄNEN MAJESTEETTINSA TANSKAN JA ISLANNIN KUNINGAS :

FOR ISLAND :

TANSKAN PUOLESTA :

Overordentlig Gesandt og befuldmægtiget Minister, Hr. Sveinn BJÖRNSSON ;

Ulkoasiainministerinsä, fil. tri Peter ROCHEGUNE MUNCHIN ;

REPUBLIKEN FINLANDS PRÆSIDENT :

ISLANNIN PUOLESTA :

Republikens Chargé d'Affaires a. i. i København, Dr. phil. Ragnar NUMELIN ;

Erikoislähettilään ja täysivaltaisen ministerin, Hra SVEINN BJÖRNSSONIN ;

¹ Dépôt des ratifications à Copenhague, le 29 juin 1934.

Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1935.

¹ Deposit of ratifications at Copenhagen, June 29th, 1934.

Came into force January 1st, 1935.

HANS MAJESTÆT NORGES KONGE :

Sin overordentlige Gesandt og befuldmægtigede Minister i København, Hr. Hans Emil HUITFELDT ;

HANS MAJESTÆT KONGEN AF SVERIGE :

Sin overordentlige Gesandt og befuldmægtigede Minister i København, Hr. Oskar Anton Herman EWERLÖF ;

hvilke, behørigt befuldmægtigede, er kommet overens om følgende Artikler :

Artikel 1.

Konkurs, der er erklæret i en af de kontraherende Stater, skal ogsaa omfatte Skyldnerens Formue i de andre Stater.

Med Hensyn til saadan Formue skal, forsaavidt ikke andet i de følgende Artikler er bestemt, anvendes de i førstnævnte Stat gældende Lovbestemmelser om de Indskrænkninger, Konkursen medfører i Skyldnerens Adgang til at raade over sin Formue, om hvad der hører til Boets Masse eller gennem Afkræftelse kan inddrages i Massen, om Skyldnerens Rettigheder og Pligter under Konkursen, om Bestyrelsen og Behandlingen af Boet, om Fordringshaveres og andre Rettighedshaveres Ret til Fyldestgørelse i Konkursen, om Udlodninger, om Akkord og anden Afslutning af Konkursen.

Ejendele, som efter Lovgivningen i den Stat, hvor de findes, overhovedet ikke kan tjene til Fyldestgørelse af Fordringshavere, kan ikke inddrages i Boet.

Artikel 2.

Er der i en af Staterne erklæret Konkurs, som omfatter Formue i nogen af de andre Stater, bør Konkursbestyrelsen uden Ophold kundgøre Konkursbeslutningen gennem Indrykkelse i den offentlige Kundgørelsestidende i denne Stat og bør overensstemmende med der gældende Lov ogsaa sørge for Tinglysning og Indførelse i Grundbog, Skibsregister eller andet offentligt Register.

Særskilt Meddelelse om Konkursen bør snarest mulig sendes til alle kendte Fordringshavere i de andre Stater, medmindre Fordringen tages i Betragtning uden Anmeldelse. Fordringshavere i de andre Stater skal ligeledes underrettes

HÄNEN MAJESTEETTINSA NORJAN KUNINGAS :

Erikoislähettiläänsä ja täysivaltaisen ministerinsä Köpenhaminassa, Hra HANS EMIL HUITFELDTIN ;

HÄNEN MAJESTEETTINSA RUOTSIN KUNINGAS :

Erikoislähettiläänsä ja täysivaltaisen ministerinsä Köpenhaminassa, Hra OSKAR ANTON HERMAN EWERLÖFIN ;

jotka siihen asianmukaisesti valtuutettuina ovat sopineet seuraavista määräyksistä :

1 artikla.

Jossakin sopimusvaltiossa alkanut konkurssi käsittää velallisen muissakin sopimusvaltioissa olevan omaisuuden.

Tällaisen omaisuuden osalta sovellettakoon, ellei siitä mitä jäljempänä tässä sopimuksessa säädetään muuta johdu, ensiksimmäitun valtion lainmääräyksiä, jotka koskevat konkurssin vaikutusta velallisen oikeuteen vallita omaisuuttaan, sitä mitä konkurssipesään kuuluu ja takaisinsaantia konkurssipesään, velallisen oikeuksia ja velvollisuuksia konkurssin aikana, pesän hallintoa, velkojain maksunsaamis- ja etuoikeutta, jaon toimittamista, akordia ja konkurssin päättymistä.

Omaisuus, jota velkojat sen valtion lain mukaan, missä se on, ylipäätään eivät voi vaatia käytettäväksi saamistensa suoritukseen, ei kuulu konkurssipesään.

2 artikla.

Milloin jossakin sopimusvaltiossa on alkanut konkurssi, joka käsittää toisessa sopimusvaltiossa olevaa omaisuutta, on konkurssihallinnon viivytyksettä kuulutettava konkurssipäätös viimeksimainitussa valtiossa julkista tiedoittamista varten ilmestyvässä sanomalehdessä. Konkursihallinnon on myös huolehdittava siitä, että konkurssista vieraassa valtiossa tehdään tämän valtion lain mukaiset merkinnät kiinteistökirjaan tai oikeuden pöytäkirjaan tahi alusrekisteriin tai muuhun julkiseen rekisteriin.

Konkurssista on, niin pian kuin tämä voi tapahtua, lähetettävä erityinen ilmoitus kaikille muissa sopimusvaltioissa oleville tunnetuille velkojille, mikäli heidän saataviaan ei valvomattomakin ole otettava huomioon. Toisessa

om Indsigelser, som rejses mod deres For-
dringer.

Artikel 3.

Retterne i de kontraherende Stater skal efter Begæring af Konkursbestyrelsen i en af de andre Stater sørge for Registrering af Ejendele, som findes i vedkommende Stat, for midlertidig Bevaring af Ejendelene og for Salg af Ejendele, som ikke hensigtsmæssig lader sig opbevare.

Forøvrigt kan en Konkursbestyrelse med Hensyn til Ejendele, som findes i en anden Stat end den, hvor Konkursen er erklæret, begære Bistand af Myndighederne i samme Udstrækning som en indenlandsk Konkursbestyrelse.

Begæringen kan rettes umiddelbart til vedkommende Myndighed. Omkostningerne kan, om fornødent, forlanges udredede forskudsvis.

Skriftstykker, som er affattet paa Finsk eller Islandsk, skal være ledsaget af bekræftet Oversættelse til Dansk, Norsk eller Svensk.

Artikel 4.

Spørgsmaal om, hvorvidt Tinglysning eller Indførelse i Grundbog er en Betingelse for, at Retshandler, som Skyldneren før Konkursen har indgaaet om fast Ejendom med Tilbehør, skal have Gyldighed overfor Konkursboet, og Spørgsmaal om Afkræftelse af saadanne Retshandler afgøres efter Loven i den Stat, hvor Ejendommen er beliggende. Det samme gælder Spørgsmaal om, hvorvidt Tinglysning af Konkursen er nødvendig for at hindre, at Retshandler, som Skyldneren under Konkursen foretager vedrørende saadan Ejendom, skal faa Virkning for Boet. De tilsvarende Spørgsmaal vedrørende registreret Skib eller Luftfartøj eller Part i saadanne afgøres efter Loven i Skibets eller Luftfartøjets Hjemland.

Er efter Loven i en af Staterne Tinglysning, Registrering eller anden Kundgørelse Betingelse for, at Overdragelse eller Underpantsætning af andet Løstøre end det i første Stykke omhandlede skal have Gyldighed overfor Konkursboet, skal Loven i denne Stat anvendes paa Spørgsmaal om en saadan Retshandels Ugyldighed eller

sopimusvaltiossa olevalle velkojalle annettakoon tieto myöskin väitteestä, joka tehdään hänen saamistaan vastaan.

3 artikla.

Sopimusvaltion tuomioistuimen on, jossakin toisessa sopimusvaltiossa olevan konkurssihallinnon esityksestä, toimitettava tuomioistuimen kotimaassa olevan omaisuuden luetteloiminen tai ryhdyttävä toimeen omaisuuden säilyttämiseksi, kunnes konkurssihallinto voi ottaa sen huostaansa, tai sellaisen omaisuuden myymiseksi, jota ei sopivasti käy säilyttäminen.

Muutoin on jossakin sopimusvaltiossa olevalla konkurssihallinnolla, mitä tulee muussa sopimusvaltiossa olevaan omaisuuteen, oikeus saada vira nomasilta virka-apua niissä tapauksissa, joissa tällaista virka-apua annetaan siinä valtiossa olevalle konkurssihallinnolle.

Esitys, josta tässä artiklassa puhutaan, voidaan tehdä suoraan asianomaiselle viranomaiselle. Viranomainen voi, mikäli tämä on tarpeen, vaatia toimenpiteestä aiheutuvat kustannukset ennakolta suoritettaviksi.

Asiakirjaan, joka on suomen- tai islanninkielinen, tulee olla liitettynä oikeaksi todistettu noijan-, ruotsin- tai tanskankielinen käännös.

4 artikla.

Onko merkinnän tekeminen kiinteistökirjaan tai oikeuden pöytäkirjaan tarpeen, jotta velallisen ennen konkurssia suoritta mat kiinteätä omaisuutta tarpeistoinen koskevat oikeustoimet olisivat konkurssipesää sitovia, niin myös tällaiseen omaisuuteen kohdistuva takaisin-saantivaatimus, on ratkaistava sen valtion lain mukaan, missä kiinteistö on. Samoin ratkaistaan, onko konkurssin merkitseminen kiinteistökirjaan tai oikeuden pöytäkirjaan tarpeen, jottei sellaista omaisuutta koskeva oikeustoimi, jonka velallinen suorittaa konkurssin kestäessä, saavuttaisi konkurssipesään sitovaa vaikutusta. Vastaavanlaiset rekisteröityä alusta tai ilma-alusta tai osuutta tällaiseen alukseen koskevat kysymykset on ratkaistava aluksen kotimaan lain mukaan.

Milloin jonkin sopimusvaltion lain mukaan oikeuden pöytäkirjaan merkitseminen tai muunlainen kirjaamismenettely tai kuuluttaminen on tarpeen, jotta sellaisen irtaimen omaisuuden luovuttaminen, johon ensimmäisen kappaleen määräyksiä ei ole sovellettava, tai hallintaa luovuttamatta tapahtuvan panttioikeuden pe-

Afkræftelse, saafremt Genstanden findes der ved Konkursens Indtræden.

Spørgsmaal om Konkursens Indvirkning paa en Ret, som er erhvervet ved Udlæg eller Udpantning, afgøres efter Loven i den Stat, hvor Forretningen er foretaget.

Artikel 5.

Spørgsmaal om Panthaveres Ret til under Konkursen at søge Fyldestgørelse i Pantet afgøres efter Loven i den Stat, hvor Pantet findes ved Konkursens Indtræden. Denne Bestemmelse faar tilsvarende Anvendelse paa Spørgsmaal om Fyldestgørelse gennem Tilbageholdelsesret.

Konkursens Indvirkning paa Adgangen til at fortsætte Tvangsfuldbyrdelse i Henhold til Udlæg eller Udpantning bestemmes ved Loven i den Stat, hvor Forretningen er foretaget.

Artikel 6.

Fremgangsmaaden ved Salg af Ejendele, der hører til Konkursboet, bestemmes ved Loven i den Stat, hvor Ejendele findes.

Artikel 7.

Spørgsmaal om, hvorvidt en Fordring har Fortrinsret til Dækning af bestemte Genstande, der ved Konkursens Indtræden findes i en anden af Staterne, og Spørgsmaal om Rækkefølgen mellem særlige Fortrinsrettigheder, Panterettigheder og andre Sikkerhedsrettigheder i saadanne Genstande afgøres efter Loven i den Stat, hvor Genstandene findes ved Konkursens Indtræden. De her nævnte særlige Rettigheder gaar forud for almindelige Fortrinsrettigheder.

Spørgsmaal, om Fortrinsret tilkommer Skatter og andre offentlige Afgifter, som er paalagt i en anden af Staterne end den, hvor Konkursen er erklæret, afgøres efter Loven i den Stat, hvor de er paalagt. Spørgsmaal, om Fortrinsret tilkommer Husleje, skal, naar Ejendommen ligger i en anden Stat end den, hvor Konkursen er erklæret, afgøres efter Loven i den Stat, hvor Ejendommen ligger. Fortrinsretten omfatter alene Formue i den Stat, hvor Skatten eller Afgiften er paalagt eller Ejendommen ligger. Er Fortrinsretten særlig, bestemmes Rækkefølgen

rustaminen tällaiseen omaisuuteen olisi konkurssipesää sitova, sovellettakoon, mitä tulee mainitunlaisen oikeustoimen pätevyyyteen tai peruutumiseen, sen valtion lakia, jos oikeustoimen tarkoittama omaisuus oli siellä konkurssin alkaessa.

Konkurssin vaikutus ulosmittauksella saavutetun oikeuden pysyvyyteen, määräytyy sen valtion lain mukaan, missä ulosmittaus on toimitettu.

5 artikla.

Kysymys panttina olevan tai sellaisen omaisuuden käyttämisestä saamisen suorittamiseen, johon velkojalla on pidätysoikeus, ratkaistaan sen valtion lain mukaan, missä omaisuus oli konkurssin alkaessa.

Konkurssin vaikutus ulosmittauksen jatkamiseen määräytyy sen valtion lain mukaan, missä ulosmittaus on toimitettu.

6 artikla.

Konkurssipesään kuuluvaa omaisuutta myytäessä meneteltäköön sen valtion lain mukaisesti, missä omaisuus on.

7 artikla.

Onko erityistä etuoikeutta olemassa omaisuuden, joka konkurssin alkaessa oli jossakin toisessa sopimusvaltiossa, niin myös useiden tällaiseen omaisuuteen kohdistuvien erityisten etuoikeuksien keskenäinen arvojärjestys ratkaistaan sen valtion lain mukaan, missä omaisuus oli ; ja tällainen etuoikeus tuottaa siihen omaisuuteen paremman oikeuden kuin yleinen etuoikeus.

Tuottaako jossakin muussa kuin siinä sopimusvaltiossa, missä konkurssi on vireillä, määrätty vero tai muu julkinen maksu etuoikeuden, on ratkaistava sen valtion lain mukaan, missä maksu on määrätty, ja vieraassa sopimusvaltiossa olevasta kiinteistöstä suoritettavan huonevuokran etuoikeus sen valtion lain mukaan. Etuoikeus kohdistuu vain siinä valtiossa olevaan omaisuuteen, missä maksu on määrätty tai missä kiinteistö on. Jos kysymykseen tuleva etuoikeus on erityinen, määräytyy sen arvojärjestys sen mukaan kuin ensimmäisessä kap-

efter første Stykke; er den almindelig, skal den gaa forud for andre almindelige Fortrinsrettigheder. Om Rækkefølgen mellem almindelig Fortrinsret for Skat og de særlige Rettigheder, som omhandles i første Stykke, gælder, uanset den der indeholdte Bestemmelse, Loven i den Stat, hvor Skatten er paalagt. Iøvrigt afgør denne Konvention intet om, hvorvidt Fyldestgørelse kan kræves i Konkursboet for Skatter og Afgifter, som er paalagt i en anden af Staterne end den, hvor Konkursen er erklæret.

Artikel 8.

Forsaavidt Anvendelsen af foranstaaende Bestemmelser afhænger af, hvor en Formuegenstand befinder sig, skal en Fordring, der tilhører Konkurskyldneren, anses for at være i den Stat, hvor Konkursen er erklæret. Er Fordringen knyttet til et Gældsbrief eller andet Dokument, hvis Forevisning er nødvendig for at gøre den gældende, anses den dog for at være i den Stat, hvor Dokumentet findes.

Registreret Skib eller Luftfartøj anses for at befinde sig i den Stat, hvor det har Hjemsted, dog ikke ved Anvendelsen af Artikel 6.

Artikel 9.

Denne Konvention kommer ikke til Anvendelse paa Spørgsmaal om et Konkursbos Ret eller Pligt til at indtræde i en af Skyldneren sluttet Aftale, som ikke ved Konkursens Indtræden er helt opfyldt fra begge Sider.

Artikel 10.

Bestemmelserne om Anerkendelse og Fuldbyrkelse af Domme og Forlig i Konvention¹ af 16. Marts 1932 skal ogsaa finde Anvendelse paa Domme og Forlig angaaende Afkræftelse og andet Bortfald af Rettigheder i Tilfælde af Konkurs, som er erklæret i en af Staterne.

En retskraftig Afgørelse, hvorved en Ret i en af Staterne stadfæster en Akkord under Konkurs, skal have bindende Virkning ogsaa i de andre Stater.

Disse Bestemmelser kommer til Anvendelse, uanset om Konkursen omfatter Formue i en eller flere af Staterne.

paleessa sanotaan; jos se on yleinen, on se arvojärjestyksessä muiden yleisten etuoikeuksien edellä. Veron tuottaman yleisen etuoikeuden ja jonkin erityisen etuoikeuden keskinäisestä arvojärjestyksestä on, sen estämättä mitä ensimmäisessä kappaleessa sanotaan, voimassa sen valtion laki, missä vero on määrätty. Laajemmalti, kuin mitä tässä on sanottu, ei tässä sopimuksessa ratkaista kysymystä, voidaanko konkurssissa vaatia suoritusta sellaiseen julkiseen maksuun perustuvasta saatavasta, joka on määrätty muussa kuin siinä sopimusvaltiossa, missä konkurssi on alkanut.

8 artikla.

Mikäli tämän sopimuksen määräysten soveltaminen riippuu siitä, missä jokin omaisuus on, katsottakoon konkurssivelallisen saamisen, joka perustuu juoksevaan velkakirjaan tai muuhun saamistodisteseen, minkä esittäminen on saamisen velkomisoikeuden edellytyksenä, olevan siinä valtiossa, missä asiakirja on, mutta muun saamisen siellä, missä konkurssi on alkanut.

Rekisteröidyn aluksen tai ilma-aluksen on, paitsi 6 artiklassa tarkoitettussa tapauksessa, katsottava olevan siinä valtiossa, missä sen kotipaikka on.

9 artikla.

Tätä sopimusta ei sovelleta, milloin on kysymys konkurssipesän oikeudesta tai velvollisuudesta velallisen sijasta osallistua tämän tekemään sopimukseen, jota konkurssin alkaessa ei ollut puolin ja toisin täytetty.

10 artikla.

Maaliskuun 16 päivänä 1932¹ tehdyn sopimuksen määräyksiä tuomioiden ja sovintojen tunnustamisesta ja täytäntöönpanosta on sovellettava myös jossakin sopimusvaltiossa vireillä olevasta konkurssista aiheutuvaa oikeustoimen mitättömyyttä tai peruutumista koskevaan tuomioon tai sovintoon.

Lainvoimainen päätös, jolla jonkin sopimusvaltion tuomioistuin on vahvistanut konkurssissa tehdyn akordin, olkoon voimassa muissakin sopimusvaltioissa.

Mitä tässä on sanottu olkoon noudatettavana siitä riippumatta, käsittääkö konkurssi yhdessä tai useammassa sopimusvaltiossa olevaa omaisuutta.

¹ Volume CXXXIX, page 165, de ce recueil.

¹ Volume CXXXIX, page 165, of this Series.

Artikel 11.

Paa Konkurs i Dødsboer kommer denne Konvention kun til Anvendelse, saafremt Behandlingen af Dødsboer iøvrigt er ordnet ved en mellem Staterne gældende Konvention.

Artikel 12.

Denne Konvention finder ogsaa Anvendelse paa offentlig Likvidation af Banker, saafremt Likvidationen efter Loven i den Stat, hvor Banken har sit Sæde, udelukker Konkursbehandling.

Den Kundgørelse, som Artikel 2 foreskriver, bør indeholde Tilkendegivelse af, at Likvidationen er af en saadan Art, at den omfattes af Konventionen.

Artikel 13.

Har Retten ved Konkursens Erklæring grundet sin Kompetence paa anden Omstændighed end den, at Skyldneren har eller ved sin Død havde Bopæl i Landet, eller at et Selskab, en Forening eller Stiftelse, som er taget under Konkursbehandling, har sit Sæde i Landet, skal dette oplyses i Konkursbeslutningen. I saa Fald finder Konventionen ikke Anvendelse paa Konkursen. Denne vil kunne fortsættes, uanset om Konkurs senere erklæres i en anden af Staterne.

Artikel 14.

Udtrykket « Konkursbestyrelse » omfatter i denne Konvention ogsaa Konkursretten (Skifte retten) og Konkursdommeren.

Artikel 15.

En Tvangsakkordforhandling udenfor Konkurs, som er begyndt i en af Staterne, udelukker Aabning af Konkurs og Tvangsakkordforhandling i de andre Stater og medfører der de samme Indskrænkninger i Adgangen til Tvangsfuldbyrdelse som en indenlandsk Akkordforhandling.

Leder Akkordforhandlingen til Stadfæstelse af Akkord, skal denne være bindende ogsaa i de andre Stater.

Bestemmelserne i Artikel 13 finder tilsvarende Anvendelse.

11 artikla.

Kuolinpesän konkurssiin sovelletaan tätä sopimusta vain siinä tapauksessa, että sopimuspuolten kesken tehdään sopimus siitä, miten kuolinpesää muutoin on käsiteltävä.

12 artikla.

Tätä sopimusta on sovellettava myös pankin julkiseen suoritusmenettelyyn, jos tällainen menettely sen valtion lain mukaan, missä pankki sijaitsee, sulkee pois konkurssimenettelyn.

Kuulutuksen, jota 2 artiklassa tarkoitetaan, tulee sisältyä tiedoitus, että suoritusmenettely on sen laatuinen, että sopimusta on sovellettava.

13 artikla.

Jos tuomioistuim tai tuomari tehdessään päätöksen konkurssin alkamisesta on perustanut toimivaltansa muuhun kuin siihen seikkaan, että velallinen asuu tai kuollessaan asui tuomioistuimen tai tuomarin kotimaassa tahi että konkurssipäätöksessä tarkoitettua yhtiön, yhdistyksen tai säätiön kotipaikka on siellä, on se päätöksessä mainittava. Tällöin ei puheenaolavaa sopimusta sovelleta konkurssiin; ja konkurssi voi, jossakin muussa sopimusvaltiossa sittemmin alkanee konkurssin estämättä, edelleen jatkua.

14 artikla.

Sanalla « konkurssihallinto » tarkoitetaan tässä sopimuksessa myös konkurssituomioistuinta ja konkurssituomaria.

15 artikla.

Jos julkinen akordikäsitteily konkurssista on aloitettu jossakin sopimusvaltiossa, älköön konkurssia tapahtuko älköönkä akordikäsitteilyä aloite, tako muussa sopimusvaltiossa; ja viimeksimainitussa valtiossa olevaan omaisuuteen sovellettakoon mitä siinä valtiossa on vastaavan tapauksen varalta säädetty ulosmittauksesta ja ulosmitatun omaisuuden myymisestä.

Jos käsitteily johtaa akordin vahvistamiseen, olkoon tämä noudattettavana muissakin sopimusvaltiossa.

Mitä 13 artiklassa on säädetty on vastaavasti sovellettava niissä tapauksissa, joista tässä artiklassa puhutaan.

Artikel 16.

Er Begæringen om Konkurs eller om Akkordforhandling indgivet til Retten forinden Konventionens Ikrafttræden, kommer Konventionen ikke til Anvendelse.

Artikel 17.

Konventionen skal ratificeres, og Ratifikationsdokumenterne skal deponeres i det danske Udenrigsministeriums Arkiv, saa snart ske kan.

Konventionen træder i Kraft mellem de ratificerende Stater den 1. Januar eller den 1. Juli, der indtræder, naar tre Maaneder er forløbet, efter at mindst tre af Staterne har deponeret deres Ratifikationsdokumenter. I Forhold til senere ratificerende Stater træder Konventionen i Kraft den 1. Januar eller den 1. Juli, der indtræder, naar tre Maaneder er forløbet efter Deponeringen af Ratifikationsdokumentet.

Enhver af Staterne kan i Forhold til hver af de andre opsige Konventionen med en Frist af eet Aar til Ophør en 1. Januar eller en 1. Juli.

Til Bekræftelse heraf har de respektive befuldmægtigede undertegnet nærværende Konvention og forsynet den med deres Segl.

Udfærdiget i København i et Eksempel paa hvert af følgende Sprog : Dansk, Finsk, Islandsk, Norsk og Svensk, og for det svenske Sprogs Vedkommende i to Tekster, en for Finland og en for Sverige, den 7. November 1933.

(L. S.) P. MUNCH.

16 artikla.

Jos konkurssi johtuu ennen tämän sopimuksen voimaantuloa tehdystä hakemuksesta taikka jos julkinen akordikäsittely konkurssista on ennen sen voimaantuloa aloitettu, ei sopimusta ole sovellettava.

17 artikla.

Tämä sopimus on ratifioitava ja ratifioimiskirjat talletettava Tanskan ulkoasiainministeriön arkistoon niin pian kuin tämä voi tahtua.

Sopimus tulee voimaan ratifioineiden valtioiden kesken sen tammi- tai heinäkuun 1 päivänä, joka lähinnä seuraa kolmen kuukauden kuluttua siitä, kun ratifioimiskirjat on kolmen valtion puolesta talletettu. Myöhemmin ratifioivan valtion suhteen sopimus tulee voimaan sen tammi- tai heinäkuun 1 päivänä, joka lähinnä seuraa kolmen kuukauden kuluttua siitä, kun ratifioimiskirja on sen valtion puolesta talletettu.

Jokainen sopimusvaltio voi jokaisen muun sopimusvaltion suhteen sanoa irti sopimuksen, joka silloin lakkaa olemasta voimassa sen tammi- tai heinäkuun 1 päivän alusta lukien, joka lähinnä seuraa vuoden kuluttua siitä, kun irtisanominen tapahtui.

Tämän vakuudeksi ovat asianomaiset valtuutetut allekirjoittaneet tämän sopimuksen ja varustaneet sen sineteillään.

Allekirjoitettu Kööpenhaminassa yhtenä suomen-, tanskan-, islannin-, norjan- ja ruotsinkielisenä kappaleena, ruotsinkielisen tekstin käsittäessä kaksi eri tekstiä, toisen Suomea ja toisen Ruotsia varten, marraskuun 7 p:nä 1933.

(L. S.) Ragnar NUMELIN.

TEXTE ISLANDAIS.
ICELANDIC TEXT.

N^o 3574. — SAMNINGUR MILLI ÍSLANDS, DANMERKUR, FINNLANDS, NOREGS OG SVÍÞJÓÐAR UM GJALÐÞROTASKIPTI. GERÐUR Í KAUPMANNAHÖFN, ÞANN 7. NÓVEMBER 1933.

HANS HÁTIGN KONUNGUR ÍSLANDS OG DANMERKUR, FORSETI LÝÐVELDISINS FINNLANDS, HANS HÁTIGN KONUNGUR NOREGS OG HANS HÁTIGN KONUNGUR SVÍÞJÓÐAR, sem hafa orðið ásáttir um að gera samning um gjaldþrotaskipti, hafa útnefnt sem umboðsmenn sína :

HANS HÁTIGN KONUNGUR ÍSLANDS OG DANMERKUR :

FYRIR ÍSLAND :

Herra Svein Björnsson, sérlegan sendiherra og ráðherra með umboði ;

FYRIR DANMÖRKU :

Dr. phil. Peter ROHEGUNE MUNCH, utanríkisráðherra sinn ;

FORSETI LÝÐVELDISINS FINNLANDS :

Dr. phil. Ragnar NUMELIN, chargé d'Affaires a. i. lýðveldisins í Kaupmannahöfn ;

TEXTE NORVÉGIEN.
NORWEGIAN TEXT.

N^o 3574. — KONVENTION MELLEMSJON MELLEMNORGE, DANMARK, FINNLAND, ISLAND OG SVERIGE OM KONKURS. UNDERTEGNET I KJØBENHAVN DEN 7. NOVBR. 1933.

HANS MAJESTET NORGES KONGE, HANS MAJESTET KONGEN AV DANMARK OG ISLAND, REPUBLIKKEN FINNLANDS PRESIDENT OG HANS MAJESTET KONGEN AV SVERIGE, som er kommet overens om å avslutte en konvensjon om konkurs, har til sine befullmektigede opnevnt :

HANS MAJESTET NORGES KONGE :

Sin overordentlige Sendemann og befullmektigede Minister i Kjøbenhavn, Hr. Hans Emil HUITFELDT ;

HANS MAJESTET KONGEN AV DANMARK OG ISLAND : FØR DANMARK :

Sin Utenriksminister, dr. phil. Peter ROHEGUNE MUNCH ;

FØR ISLAND :

Overordentlig Sendemann og befullmektiget Minister, Hr. Sveinn BJÖRNSSON ;

TEXTE SUÉDOIS.
SWEDISH TEXT.

N^o 3574. — KONVENTION MELLAN SVERIGE, DANMARK, FINLAND, ISLAND OCH NORGE ANGÅENDE KONKURS. UNDERTECKNAD I KÖPENHAMN DEN 7 NOVEMBER 1933.

HANS MAJESTÄT KONUNGEN AV SVERIGE, HANS MAJESTÄT KONUNGEN AV DANMARK OG ISLAND, REPUBLIKEN FINNLANDS PRESIDENT OCH HANS MAJESTÄT KONUNGEN AV NORGE, vilka överenskommit att sluta en konvention angående konkurs, hava till sina fullmäktige utsett :

HANS MAJESTÄT KONUNGEN AV SVERIGE :

Sin Envoyé extraordinaire och Minis.re plénipotentiaire i Köpenhamn, Herr Oskar Anton Herman EWERLÖF ;

HANS MAJESTÄT KONUNGEN AV DANMARK OCH ISLAND : FØR DANMARK :

Sin Utrikesminister, fil. dr. Peter ROHEGUNE MUNCH ;

FØR ISLAND :

Herr Sveinn BJÖRNSSON, Envoyé extraordinaire och Ministre plénipotentiaire ;

HANS HÁTIGN KONUNGUR
NOREGS :

Herra Hans Emil HUIT-
FELDT, sérlegan sendi-
herra sinn og ráðherra
með umboði í Kaup-
mannahöfn ;

HANS HÁTIGN KONUNGUR
Svíþjóðar :

Herra Oskar Anton Her-
man EWERLÖF, sérlegan
sendiherra sinn og ráð-
herra með umboði í
Kaupmannahöfn ;

sem, með gildu umboði,
hafa komið sér saman um
eftirfarandi greinar :

I. grein.

Gjaldþrot, sem úrskurðað
hefir verið í einhverju samn-
ingsríkjanna, nær einnig til
eigna skuldunauts í hinum
ríkjunum.

Um meðferðina á slíkum
eignum gilda, sé ekki öðruvísi
ákveðið í eftirfarandi grein-
um, lagaákvæði þess ríkis,
sem gjaldþrotaskiptin eru úr-
skurðuð í, um þær takmark-
anir, sem gjaldþrotið hefir í för
með sér á umráðarétti skuldu-
nauts yfir eignum sínum,
svo og um það, hvaða eignir
tilheyri búinu, eða hægt er
að draga undir það með
riftun gjörninga, um réttindi
og skyldur skuldunauts með-
an stendur á gjaldþrota-
skiptum, um stjórn og með-
ferð búins, um rétt kröfu-
hafa og annara rétthafa til
þess að leita fullnægju í
gjaldþrotabúinu, og um út-
hlutun, nauðasamninga og
önnur lok gjaldþrotaskipta.

Eignir, sem ekki verða
yfirleitt notaðar til fullnægju
kröfuhafa samkvæmt lögum
þess lands, þar sem þær eru,
verða ekki dregnar inn í
búið.

REPUBLIKKEN FINNLANDS
PRESIDENT :

Republikkens Chargé
d'Affaires *a. i.* í Kjø-
benhavn, Dr. phil Rag-
nar NUMELIN ;

HANS MAJESTET KONGEN
AV SVERIGE :

Sin overordentlige Sende-
mann og befullmek-
tigede Minister i Kjø-
benhavn, Hr. Oskar An-
ton Herman EWERLÖF ;

hvilke, behørig befullmek-
tigede, er kommet overens om
følgende artikler :

Artikkel I.

Konkurs som er åpnet i en
av de kontraherende stater,
skal også omfatte skyldnerens
formue i de andre stater.

Med hensyn til sådan for-
mue anvendes, hvis ikke
annet er bestemt i de følgen-
de artikler, de i førstnevnte
stat gjeldende lovbestemmel-
ser om de innskrenskninger
konkursen medfører i skyld-
nerens adgang til å råde over
sin formue, om hvad der hører
til boets masse eller gjennom
omstøtelse kan inndras i mas-
sen, om skyldnerens rettig-
heter og plikter under kon-
kursen, om bestyrelsen og be-
handlingen av boet, om for-
dringshaveres og andre ret-
tighetshaveres dekningsrett i
konkursen, om utlodninger,
om akkord og om avslutning
av konkursen.

Formuegjenstander som
etter loven i den stat hvor de
finnes, overhodet ikke kan
tjene til fyldestgjørelse av
fordringshavere, kan ikke inn-
dras i boet.

REPUBLIKKEN FINLANDS PRE-
SIDENT :

Republikens Chargé d'Aff-
aires *a. i.* i Köpen-
hamn, fil. dr. Ragnar
NUMELIN ;

HANS MAJESTÄT KONUNGEN
AV NORGE :

Sin Envoyé extraordinaire
och Ministre plénipo-
tentiaire i Köpenhamn,
Herr Hans Emil HUIT-
FELDT ;

vilka, därtill behörigen be-
fullmäktigade, överenskom-
mit om följande artiklar :

Artikel I.

Varder någon försatt i kon-
kurs i fördragsslutande stat,
skall konkursen omfatta jäm-
väl gäldenärens egendom i
annan fördragsslutande stat.

I fråga om sådan egendom
skola, där ej annat följer
av vad här nedan stadgas,
lända till efterrättelse de i
förstnämnda stat givna lag-
bestämmelser om konkursens
inverkan på gäldenärens rätt
att råda över sin egendom,
om vad till konkursbo hörer
och om återvinning till kon-
kursbo, om gäldenärens rät-
tigheter och skyldigheter un-
der konkurs, om boets för-
valtning, om borgenärens be-
talnings- och förmånsrätt, om
utdelning samt om ackord och
avslutande av konkurs.

Egendom, som enligt lagen
i den stat, där den finnes,
överhuvud ej må tagas i an-
språk av ägarens borgenärer,
skall ej ingå i konkursboet.

2. grein.

Verði í einhverju samningsríkjanna úrskurðað gjaldprot, sem nær til eigna í einhverju hinna ríkjanna, skal skiptaráðandi auglýsa úrskurðinn um gjaldprotaskipti þegar í stað í hinu síðartalda ríki, í blaði því er flytur opinberar tilkynningar. Skiptaráðandi skal, samkvæmt þargildandi lögum, einnig annast um þinglýsingu, innfærslu í fasteignaskrá, í skipaskrá eða aðra opinbera skrá.

Öllum þeim kröfuhöfum í hinum ríkjunum, sem kunnugt er um, skal send sérstök tilkynning um gjaldprotið, nema því aðeins að krafan verði tekin til greina án þess að henni sé lýst í búíð. Kröfuhöfum í hinum ríkjunum skal einnig gefin tilkynning um mótmæli, sem eru sett fram gegn kröfum þeirra.

3. grein.

Domstólar samningsríkjanna skulu, samkvæmt beiðni skiptaráðanda í einhverju hinna ríkjanna, annast um uppskrift eigna sem í ríkinu eru, og geymslu þeirra til bráðabirgða; þeir skulu einnig annast um sölu eigna, sem ekki er ráðlegt að geyma.

Að öðru leyti geta skiptaráðendur, að því er snertir eignir, sem eru í öðru ríki en því, sem gjaldprotin eru úrskurðuð í, óskað aðstoðar yfirvaldanna, á sama hátt og þarlendir skiptaráðendur.

Artikkel 2.

Er der i en av statene åpnet en konkurs som omfatter formue i nogen av de andre stater, bør konkursboets styre uten ophold kunnngjøre konkursbeslutningen gjennom innrykning i den offentlige kunnngjørelsestidende i denne stat. Overensstemmende med der gjeldende lov bør styret også sørge for tinglysning eller innførsel i grunnbok, skibsregister eller annet offentlig register.

Særskilt underretning om konkursen bør, saa snart skje kan, sendes til alle kjente fordringshavere i de andre stater forsåvidt fordringene ikke tas i betraktning uten anmeldelse. Fordringshavere i de andre stater skal likeledes underrettes om innsigelser som reises mot deres fordringer.

Artikkel 3.

Domstolene i de kontraherende stater skal efter begjæring av styret for et konkursbo i en av de andre stater sørge for registrering av formuegjenstander som finnes i landet, for midlertidig bevaring av gjenstandene og for salg av gjenstander som ikke hensiktsmessig lar sig oppbevare.

Forøvrig kan et konkursbos styre med hensyn til gjenstander som finnes i en anden stat enn den hvor konkursen er åpnet, kreve bistand av myndighetene i de samme tilfelle som styret for et innenlandsk konkursbo.

Artikel 2.

Inträffar i fördragsslutande stat konkurs, som omfattar egendom i annan sådan stat, bör konkursförvaltningen utan dröjsmål låta kungöra konkursbeslutet i den för offentliga meddelanden avsedda tidningen i sistnämnda stat. Konkursförvaltningen bör ock föranstalta, att i den främmande staten konkursen varder, i den mån sådant är där påbudet, inskriven i fastighetsbok eller domstolsprotokoll (*tinglyst*) eller i fartygsregister eller annat offentligt register.

Særskilt meddelande om konkursen bör så snart ske kan avlåtås till alla kända borgenärer i de övriga fördragsslutande staterna med undantag av dem, vilkas fordringar skola utgå oberoende av bevakning. Borgenär i annan fördragsslutande stat varde ock underrättad om jäv, som göres mot hans fordran.

Artikel 3.

Domstol i fördragsslutande stat har att, på framställning av konkursförvaltning i annan sådan stat, ombesörja upptecknande av egendom, som finnes inom landet, eller vidtagande av åtgärd för egendomens bevarande, intill dess den kan omhändertagas av konkursförvaltningen, eller för försäljning av egendom, som ej lämpligen kan bevaras.

I övrigt äger konkursförvaltning i fördragsslutande stat att, i avseende å egendom som finnes i annan sådan stat, påkalla myndighets handräckning i de fall, då sådan handräckning skall lämnas konkursbo inom den staten.

Slíka beiðni má senda beint til hlutaðeigandi yfirvalds. Krefjast má fyrirframgreiðslu kostnaðar vegna aðstoðarinnar, ef það telst nauðsynlegt.

Skjölum, sem rituð eru á íslensku eða á finsku skal fylgja löggilt þýðing á dönsku, norsku eða sænsku.

4. grein.

Um það, hvort þinglýsing eða innfærsla í fasteignaskrá sé skilyrði fyrir því, að löggjörningar, sem skuldunautur hefir gjört fyrir gjaldþrotið um fasteign og það sem henni tilheyrir, hafi gildi gagnvart gjaldþrotabúi, svo og um riftun slíkra gjörninga, fer eftir lögum þess lands, þar sem fasteignin er. Sama gildir um það, hvort þinglýsing gjaldþrotsins sé nauðsynleg til þess að hindra, að löggjörningar, sem skuldunautur gerir, meðan að á gjaldþrotaskiptum stendur, um slíka eign, séu bindandi fyrir búið. Hliðstæðar spurningar um skrásett skip eða flugvél, eða um hluta í skipi eða flugvél, skulu leystar samkvæmt lögum heimalands skipsins eða flugvélarinnar.

Sé svo ákveðið í lögum einhvers samningsríkjanna, að þinglýsing, skrásetning, eða önnur birting sé skilyrði fyrir því, að afhending eða sjálfsvörsluveð í öðrum lausafjármunum en þeim, sem nefndir eru í fyrstu málsgrein, hafi gildi gagnvart þrotabúi, þá skal farið eftir lögum þessa ríkis að því er snertir gildi

Begjæringen kan rettes umiddelbart til vedkommede myndighet. Omkostningene kan, om fornødent, kreves betalt forskuddsvis.

Skriftstykker som er avfattet på finsk eller islandsk, skal være ledsaget av bekræftet oversettelse til dansk, norsk eller svensk.

Artikkel 4.

Spørsmål om tinglysning eller innførsel i grunnbok er nødvendig for at rettshandler som skyldneren for konkursen har foretatt vedkommede fast eiendom med tilbehør, skal ha gyldighet overfor konkursboet, og spørsmål om omstøtelse av sådanne rettshandler avgjøres efter loven i den stat hvor eiendommen ligger. Det samme gjelder spørsmål om tinglysning av konkursen er nødvendig for å hindre at rettshandler som skyldneren under konkursen foretar med hensyn til sådan eiendom, skal få virkning for boet. De tilsvarende spørsmål vedkommende registrert skib eller luftfartøi eller part i sådanne avgjøres efter loven i skibets eller luftfartøiets hjemland.

Er efter loven i en af statene tinglysning, registrering eller annen kungjöring nødvendig for at overdragelse eller underpantsetning av annet løsøre enn nevnt i første ledd skal ha gyldighet overfor konkursboet, skal loven i denne stat anvendes på spørsmål om en sådan rettshandels ugyldighet eller omstøtelighet

Framställning, som nu är sagd, må göras omedelbart hos myndigheten. Skulle i något fall så erfordras, äge myndigheten äska förskjutande av kostnad för åtgärden.

Handling, som är avfattet på finska eller isländska språket, skall vara åtförd av styrkt översättning till danska, norska eller svenska språket.

Artikel 4.

Fråga, huruvida inskrivning i fastighetsbok eller domstolsprotokoll (*tinglysning*) utgör förutsättning för att gäldenärens före konkursen träffade förfogande över fast egendom och vad därtill hörer skall gälla emot konkursboet, så ock återvinningskrav, som angår sådan egendom, skall prövas enligt lagen i den stat, där fastigheten är belägen. Detsamma gäller fråga, huruvida konkursens inskrivning i fastighetsbok eller domstolsprotokoll är av betydelse till förhindrande av att förfogande, som gäldenären under konkursen vidtager beträffande sådan egendom, erhåller laga verkan emot konkursboet. Yppas motsvarande frågor beträffande registrerat fartyg eller luftfartyg eller lott i sådant fartyg, varde lagen i fartygets hemland tillämpad.

Där enligt lagen i fördragslutande stat införande i domstolsprotokoll (*tinglysning*) eller annat inskrivningsförfarande eller kungörande utgör förutsättning för att överlåtelse av lös egendom, varå bestämmelserna i första stycket ej äga tillämpning, eller stiftande av underpant i sådan egendom skall gälla mot kon-

sliks gjörnings og um riftun hans, ef fjármunurinn er þar við byrjun gjaldþrotaskipta.

Um áhrif gjaldþrots á rétt, sem orðið hefur til við fjárnám eða lögtak, fer eftir lögum þess lands, þar sem gjörðin hefur verið framkvæmd.

5. grein.

Um rétt veðhafa til þess, meðan á gjaldþrotaskiptum stendur, að leita fullnægju í veðinu, skal farið eftir lögum þess ríkis, þar sem veðið er við byrjun gjaldþrotaskipta. Þetta ákvæði gildir á sama hátt, þegar um er að ræða fullnægju vegna haldsréttar.

Um áhrif gjaldþrotsins á heimildina til þess að halda áfram fullnægjugjörð samkvæmt fjárnámi eða lögtaki, skal farið eftir lögnum í því ríki, þar sem gjörðin er framkvæmd.

6. grein.

Reglurnar um sölu fjármuna, er tilheyra gjaldþrotabúi, ákvarðast af lögum þess ríkis, sem fjármunirnir eru í.

7. grein.

Um forgangsrétt kröfu fyrir öðrum kröfum til fullnægju í ákveðnum munum, sem við byrjun gjaldþrotaskipta eru í einhverju hinna ríkjanna, svo og um röð sérstakra forgangsréttinda, veðréttinda, og tryggðra réttinda í slíkum munum, fer eftir lögnum í því ríki, þar sem fjármunirnir eru við byrjun

sáfremt gjenstanden finnes der ved konkursens åpning.

Spørsmål om konkursens virkning på den rett som er erhvervet ved utlegg eller utpantning, avgjøres efter loven i den stat hvor forretningen er holdt.

Artikkel 5.

Spørsmål om panthaveres rett til under konkursen å søke dekning av pantet avgjøres efter loven i den stat hvor pantet finnes ved konkursens åpning. Denne bestemmelse får tilsvarende anvendelse på spørsmål om dekning gjennom tilbakeholdsrett.

Konkursens virkning på adgangen til å fortsette tvangsfullbyrdelse i henhold til utlegg eller utpantning bestemmes ved loven i den stat hvor forretningen er holdt.

Artikkel 6.

Fremgangsmåten ved salg av formuegjenstander som hører til konkursboet, bestemmes ved loven i den stat hvor gjenstandene finnes.

Artikkel 7.

Spørsmål om en fordring har fortrinsrett til dekning av bestemte gjenstander som ved konkursens åpning finnes i en annen av statene, og spørsmål om rekkefølgen mellom særlige fortrinnsrettigheter, panterettigheter og andre sikkerhetsrettigheter i sådanne gjenstander avgjøres efter loven i den stat hvor gjen-

kursbo, skall i fråga om ogilthet eller återgång av rättshandling, som nu är nämnd, tillämpas lagen i den staten, såframt den egendom rätts handlingen avser där fanns, när konkursen inträffade.

Huru konkurs verkar i fråga om beståndet av rätt, som vinnes genom utmätning (*utlegg eller utpantning*), skall bedömas enligt lagen i den stat, där utmätningen ägt rum.

Artikel 5.

I fråga om rätt att uttaga fordran ur egendom, som är pantsatt eller må kvarhållas för fordran, skall tillämpas lagen i den stat, där egendomen fanns, då konkursen inträffade.

Beträffande konkursens inverkan å fortgången av utmätningförfarande gälle lagen i den stat, där utmätningen ägt rum.

Artikel 6.

Vid försäljning av egendom, som tillhör konkursboet, skall förfaras i enlighet med lagen i den stat, där egendomen finnes.

Artikel 7.

Fråga, huruvida särskild förmånsrätt äger rum i egendom, som vid konkursens inträffande fanns i annan fördragsslutande stat, så ock fråga om företrädet mellan flera särskilda förmånsrätter i sådan egendom varde prövad enligt lagen i den stat, där egendomen fanns, och gälle i den egendomen sådan

gjaldþrotaskipta. Þessi sérstöku réttindi ganga á undan almennum forgangskröfum.

Um forgangsrétt fyrir sköttum og öðrum opinberum gjöldum, sem jafnað hefir verið niður í öðru samningsríki en því, þar sem gjaldþrot hefir verið úrskurðað, fer eftir lögunum í því ríki, þar sem sköttunum eða gjöldunum hefur verið jafnað niður. Um forgangsrétt fyrir húsaleigu fer, ef húseignin er í öðru ríki en því, þar sem gjaldþrotið var úrskurðað, eftir lögunum í því ríki, þar sem húseignin er. Forgangsrétturinn nær aðeins til eigna í því ríki, þar sem sköttunum eða gjöldunum er jafnað niður, eða húseignin er í. Sé um sérstakan forgangsrétt að ræða, fer um skuldaröðina samkvæmt fyrstu málsgrein. Sé forgangskrafa hin svegar venjuleg, gengur hún á undan öðrum venjulegum forgangskröfum. Um röð milli venjulegra forgangsréttinda fyrir sköttum og sérstakra forgangsréttinda, sem getur um í I. málsgrein, fer, þrátt fyrir ákvæðin í nefndri málsgrein, eftir lögunum í því ríki, þar sem skatturinn er lagður á. Að öðru leyti er ekkert ákveðið í samningi þessum um það, hvort fullnægju verði leitað í gjaldþrotabúi fyrir sköttum og gjöldum, sem er jafnað niður í öðru af ríkjunum en því, þar sem gjaldþrotin hafa verið úrskurðuð.

8. grein.

Að svo miklu leyti sem að framkvæmd undanfarandi ákvæða er því háð, hvar fjármunur er, skal krafa, er tilheyrir þrotamanni, álitast

standene finnes ved konkursens åpning. De her nevnte særlige rettigheter går foran almindelige fortrinnsrettigheter.

Spørsmål om fortrinnsrett tilkommer skatter og andre offentlige avgifter som er pålagt i en annen av statene enn den hvor konkursen er åpnet, avgjøres efter loven i den stat hvor de er pålagt. Spørsmål om fortrinnsrett tilkommer husleie, skal, når eiendommen ligger i en annen stat enn den hvor konkursen er åpnet, avgjøres efter loven i den stat hvor eiendommen ligger. Fortrinnsretten omfatter bare formue i den stat hvor skatten eller avgiften er pålagt eller eiendommen ligger. Er fortrinnsretten særlig, bestemmes rekkefølgen efter første ledd. Er den almindelig, skal den gå foran andre almindelige fortrinnsrettigheter. Om rekkefølgen mellem almindelig fortrinnsrett for skatter og de særlige rettigheter som nevnes i første ledd, gjelder, uten hinder av det som der er bestemt, loven i den stat hvor skatten er pålagt. Forøvrig avgjør denne konvensjon intet om hvorvidt deknning kan kreves i konkursboet for skatter og avgifter som er pålagt i en annen av statene enn den hvor konkursen er åpnet.

Artikkel 8.

Forsåvidt anvendelsen av foranstående bestemmelser avhenger av hvor en formuegjenstand finnes, skal en fordring som tilhører konkurs-

förmånsrätt framför allmän förmånsrätt.

Fråga, huruvida förmånsrätt äger rum för skatt eller annan allmän avgift, som pålagts i annan fördragsslutande stat än den där konkursen är anhängig, skall avgöras enligt lagen i den stat, där avgiften pålagts, och fråga om förmånsrätt för hyra för fastighet i främmande fördragsslutande stat enligt lagen i den staten. Förmånsrätten omfattar allenast egendom i den stat, där avgiften pålagts eller fastigheten är belägen. Är förmånsrätten särskild, bestämmes dess plats i förmånsrättsordningen efter vad i första stycket sägs; är den allmän, gäller den före annan allmän förmånsrätt. Om företrädet mellan allmän förmånsrätt för skatt och särskild förmånsrätt gälle, utan hinder av vad i första stycket sägs, lagen i den stat, där skatten pålagts. Utöver vad nu är sagt beröres ej av denna konvention frågan om rätt att i konkurs göra gällande fordran för allmän avgift, som pålagts i annan fördragsslutande stat än den, där konkursen inträffade.

Artikel 8.

Vid tillämpning av de föreskrifter denna konvention innehåller om egendoms befintlighet i viss fördragsslutande stat skall konkursgäl-

vera í því ríki, þar sem gjaldþrotaskiptin eru úrskurðuð. Sé krafan bundin við skulda-bréf eða annað skjal, sem framvísa þarf til þess að koma fram kröfunni, þá skal hún þó álitast vera í því ríki, þar sem skjalið er.

Skrásett skip, eða flugvél, telst vera í því ríki, þar sem það á heimilisfang, nema við framkvæmd 6. greinar.

9. grein.

Ákvæði samnings þessa gilda ekki um rétt eða skyldu þrotabús til þess að ganga inn í samning gerðan af skuldaut, sem ekki er alveg fullnægt af beggja hálfu við byrjun gjaldþrotaskipta.

10. grein.

Ákvæðin í samningi, er undirritaður var þann 16. marts 1932, um viðurkenningu og fullnægju dóma og sátta, skulu einnig gilda um dóma og sættir um riftanir og aðra ónýtingu réttargjörninga vegna gjaldþrots, sem hefur verið úrskurðað í einhverju samningsríkjanna.

Endanlegur úrskurður réttar í einhverju samningsríkjanna, er staðfestir skuldasamninga í gjaldþrotabúi, skal hafa gildi einnig í hinum ríkjunum.

Ákvæði þessi gilda enda þótt að gjaldþrotið nái til eigna í einu eða fleirum ríkjanna.

11. grein.

Samningur þessi gildir því aðeins um dánarbú, sem tekin eru til gjaldþrotaskipta, að

skyldneren, ansees for å være i den stat hvor konkursen er åpnet. Er fordringen knyttet til gjeldsbrev eller annet dokument hvis forevisning er nødvendig for å gjøre den gjeldende, ansees den dog for å være i den stat hvor dokumentet finnes.

Registrert skib eller luftfartøi ansees for å være i den stat hvor det har hjemsted, dog ikke ved anvendelsen av artikkel 6.

Artikkel 9.

Denne konvensjon kommer ikke til anvendelse på spørsmål om et konkursbos rett eller plikt til å tre inn i en av skyldneren sluttet avtale som ikke er helt opfylt fra begge sider ved konkursens åpning.

Artikkel 10.

Bestemmelsene om anerkjennelse og fullbyrdelse av dommer og forlik i konvensjonen av 16. mars 1932 skal også gjelde dommer og forlik angående omstøtelse og tilsidesettelse av rettsstiftelser på grunn av en konkurs som er åpnet i en av statene.

En rettskraftig avgjørelse hvorved en domstol i en av statene stadfester en akkord i konkurs, skal ha bindende virkning også i de andre stater.

Disse bestemmelser kommer til anvendelse uten hensyn til om konkursen omfatter formue i en eller flere av statene.

Artikkel 11.

På konkurs i dødsboer kommer denne konvensjon bare til anvendelse såfremt be-

denärs fordran, som är grundad på löpande skuldebrev eller annat fordringsbevis, vars företeende utgör villkor för rätt att utkräva fordringen, anses befintlig där handlingen finnes, men annan fordran betraktas såsom befintlig där konkursen inträffade.

Registrerat fartyg eller luftfartyg skall, utom i fall som avses i artikel 6, anses befintligt i stat där det har hemort.

Artikel 9.

Denna konvention äger ej tillämpning å fråga om konkursbös rätt eller plikt att tillträda ett av gäldenären slutet avtal, som ej var från båda sidor fullgjort, då konkursen inträffade.

Artikel 10.

Bestämmelserna om erkännande och verkställighet av dom eller förlikning i konventionen den 16 mars 1932 skola jämväl äga tillämpning å dom eller förlikning rörande rättshandlings ogiltighet eller återgång på grund av konkurs som är anhängig i fördragslutande stat.

Lagakraftäggande beslut, varigenom domstol i en av de fördragslutande staterna fastställt ackord i konkurs, vare gällande jämväl i de övriga.

Vad nu är sagt äge tillämpning, evad konkursen omfattar egendom i en eller flera fördragslutande stater.

Artikel 11.

A dödsbos konkurs äger konventionen tillämpning allenast i händelse de fördrags-

ríkin hafi gert með sér samning um meðferð dánarbúa að öðru leyti.

12. grein.

Samningur þessi nær einnig til opinberrar skiptameðferðar (Likvidation) á bönkum, svo framarlega sem skiptameðferðin, samkvæmt lögum þess lands, þar sem bankinn hefur aðsetur sitt, útilokar gjaldþrotameðferð.

Í tilkynningu þeirri, sem um ræðir í 2. grein, skal tekið fram, að skiptameðferðin sé þess eðlis, að samningurinn nái til hennar.

13. grein.

Hafi rétturinn, sem úrskurðaði gjaldþrotið, byggt heimild sína til þess á öðru en því, að skuldunautur eigi, eða hafi við dauða sinn átt heimilisfang í ríkinu, eða félag eða stofnun, sem tekin er til gjaldþrotaskipta, eigi heimilisfang í landinu, þá skal þetta tekið fram í úrskurðinum um gjaldþrotaskipti. Ef það er gert gildir samningurinn ekki um gjaldþrotaskiptin. Gjaldþrotaskiptunum er hægt að halda áfram, enda þótt að gjaldþrot verði seinna úrskurðað í einhverju hinna samningsríkjanna.

14. grein.

Hugtakið « skiptaráðendur » í þessum samningi nær einnig til skiptaréttar og skiptadómarara (Konkursdommeren).

15. grein.

Tilraun til nauðasamninga án gjaldþrotameðferðar, sem byrjað hefur verið á í einhverju samningsríkjanna, útilokar að byrjað sé á gjald-

handlingen av dødsboer forøvrig er ordnet ved en mellemstatene gjeldende konvensjon.

Artikkel 12.

Denne konvensjon kommer også til anvendelse på offentlig likvidasjon av banker såfremt likvidasjonen efter loven i den stat hvor banken har sitt sete, utelukker konkursbehandling.

Den kungjöring som artikkel 2 foreskriver, bør inneholde tilkjennegivende om at likvidasjonen er av den art at den omfattes av konvensjonen.

Artikkel 13.

Har retten ved åpning av konkurs grunnet sin kompetens på en annen omstendighet enn den at skyldneren er eller ved sin død var bosatt i landet, eller at et selskap, en forening eller en stiftelse som er tatt under konkursbehandling, har sit sete i landet, skal dette opplyses i konkursbeslutningen. I så fall kommer konvensjonen ikke til anvendelse på konkursen. Denne kan fortsettes uten hinder av en senere åpnet konkurs i en annen av statene.

Artikkel 14.

Uttrykket et konkursbos styre omfatter i denne konvensjon også konkursretten (skifteretten) og konkursdommeren.

Artikkel 15.

En offentlig akkordforhandling som er åpnet i en av statene, utelukker åpning av konkurs og akkordforhandling i de andre stater og med-

slutande staterna överenskomma, huru dödsbo i övrigt skall behandlas.

Artikel 12.

Denna konvention äger tillämpning jämväl å offentlig likvidation av bank, såframt likvidationen enligt lagen i den stat, där banken har sitt säte, utesluter konkursförfarande.

Den kungörelse, som avses i artikel 2, bör innehålla tillkännagivande, att likvidationen är av den beskaffenhet att konventionen äger tillämpning.

Artikel 13.

Har vid beslut om konkurs rätten eller domaren grundat sin behörighet på annan omständighet än att gäldenären har eller vid sin död hade sitt hemvist inom landet eller att bolag, förening eller stiftelse, som konkursbeslutet avser, där har sitt säte, skall detta angivas i beslutet. Där så skett, äger förevarande konvention ej tillämpning å konkursen; och må denna kunna fortgå utan hinder av att konkurs sedermera inträffar i annan fördragsslutande stat.

Artikel 14.

Under ordet « konkursförfärdning » inbegripes i denna konvention jämväl konkursdomstol och konkursdomare.

Artikel 15.

Är offentlig ackordsförhandling utan konkurs inledd i fördragsslutande stat, må ej konkurs eller offentlig ackordsförhandling äga rum i annan

protameðferð eða tilraun til nauðasamninga í hinum ríkj-unum, og hefur þar í för með sér sömu takmarkanir í heimildinni til þess að leita fullnægju með þvingunarráðstöfun, eins og tilraun til nauðasamningaí heimalandinu.

Ef tilraun til nauðasamnings leiðir til þess að slíkur samningur verður staðfestur, þá skal hann einnig verða bindandi í hinum ríkjunum.

Ákvæðin í 13. grein gilda á tilsvarendi hátt.

16. grein.

Ef beiðni um gjaldþrotameðferð eða um tilraun til nauðasamninga hefur verið send rétti áður en samningurinn gengur í gildi, þá nær hann ekki til þeirra skipta.

17. grein.

Samningur þessi skal fullgiltur, og fullgildingarskjölin skulu sett til vörslu í skjalasafni utanríkismálaráðuneytisins danska, eins fljótt og auðið er.

Samningurinn gengur í gildi milli þeirra ríkja, er þá hafa fullgilt hann, 1. janúar eða 1. júlí næstan eftir að þrjú mánuðir eru liðnir frá því að minnst þrjú samningsríkjanna hafa afhent fullgildingarskjöl sín að samningnum. Með tilliti til þeirra ríkja, er seinna fullgilda samninginn, gengur hann í gildi 1. janúar eða 1. júlí næstan eftir að þrjú mánuðir eru liðnir frá því að fullgildingarskjalið var afhent.

Sérhvert samningsríkjanna getur, gagnvart sérhverju hinna ríkjanna, sagt upp samningnum til þess að ganga

fører der de samme innskrenkninger i adgangen til tvangsfuldbyrdelse som en indenlandsk akkordforhandling.

Leder akkordforhandlingen til stadfestelse av akkord, skal denne være bindende også i de andre stater.

Bestemmelsene i Artikkelen 13 får tilsvarende anvendelse.

Artikkelen 16.

Er begjæringen om konkurs eller akkordforhandling innkommet til retten før konvensjonens ikrafttreden, kommer konvensjonen ikke til anvendelse.

Artikkelen 17.

Konvensjonen skal ratificeres, og ratifikasjonsdokumentene skal deponeres i det danske Utenriksministeriums arkiv så snart skje kan.

Konvensjonen trer i kraft mellom de ratificerende stater den 1 januar eller den 1 juli som inntreffer når tre måneder er forløpet efterat minst tre av statene har deponert sine ratifikasjonsdokumenter. I forhold til senere ratificerende stater trer konvensjonen i kraft den 1 januar eller den 1 juli som inntreffer når tre måneder er forløpet fra deponeringen av ratifikasjonsdokumentet.

Enhver av statene kan i forhold til hver av de andre si op konvensjonen med en frist av ett år til ophør

sådan stat ; och skall vad där är för motsvarande fall stadgat i fråga om utmätning och utmätt egendoms försäljning vinna tillämpning i avseende å egendom, som där finnes.

Leder förhandlingen till fastställande av akkord, vare detta gällande jämväl i övriga fördragsslutande stater.

Vad i artikel 13 är stadgat skall äga motsvarande tillämpning i fall, som i förvarande artikel sägs.

Artikel 16.

Har konkurs följt på ansökan, som gjorts före konventionens ikraftträdande, eller har offentlig ackordsförhandling utan konkurs inlett före ikraftträdandet, skall konventionen ej äga tillämpning.

Artikel 17.

Konventionen skall ratificeras, och ratifikationshandlingarna skola deponeras i danska utrikesministeriets arkiv så snart ske kan.

Konventionen träder i kraft mellan de ratificerande staterna den 1 januari eller den 1 juli, som infaller näst efter det tre månader förflutit från det ratifikationshandlingarna för tre av staterna deponerats. I förhållande till stat, som sedermera ratificerar träder konventionen i kraft den 1 januari eller den 1 juli, som infaller näst efter det tre månader förflutit från det ratifikationshandlingens för den staten deponerades.

Envar av staterna äge i förhållande till envar av de övriga uppsäga konventionen till upphörande från och med

úr gildi næsta 1. janúar eða 1. júlí eftir að eitt ár er liðið frá uppsögninni.

Þessu til staðfestingar hafa umboðsmennirnir undirritað samning þennan og sett undir hann innsigli sín.

Gert í Kaupmannahöfn í einu eintaki á íslensku, dönsku, finsku, norsku og sænsku, og að því er sænskuna snertir í tveim textum, öðrum fyrir Finnland og öðrum fyrir Svíþjóð, þann 7. nóvember 1933.

(L. S.) Sveinn BJÖRNSSON.

den påfølgende 1 januar eller 1 juli.

Til bekræftelse herav har de respektive befuldmægtigede undertegnet denne konvention og forsynet den med sine segl.

Utferdiget i Kjøbenhavn i ett eksemplar påå hvert av følgende sprog : norsk, dansk, finsk, islandsk og svensk, og for det svenske sprogs vedkommende i to tekster, en for Finnland og en for Sverige, den 7. novbr. 1933.

(L. S.) Emil HUITFELDT.

den 1 januari eller den 1 juli, som infaller näst efter ett år sedan uppsägningen skedde.

Till bekräftelse härav hava de respektive fullmäktige undertecknat denna konvention och försett densamma med sina sigill.

Som skedde i Köpenhamn, i ett exemplar på svenska, danska, finska, isländska och norska språken, och försåvitt angår svenska språket i två texter, en för Sverige och en för Finland, den 7 november 1933.

Under förbehåll om ratifikation av Kungl. Maj : t med Riksdagens samtycke.

(L. S.) O. EWERLÖF.

Pour copie conforme :

Axel Heils,

*Chef des Archives au Ministère
des Affaires étrangères.*

Pour copie conforme :

Erkki Reijonen,

*Chef des Archives du Ministère
des Affaires étrangères.*

¹ TRADUCTION.

N^o 3574. — CONVENTION ENTRE LE DANEMARK, LA FINLANDE, L'ISLANDE, LA NORVÈGE ET LA SUÈDE, RELATIVE AUX FAILLITES. SIGNÉE A COPENHAGUE, LE 7 NOVEMBRE 1933.

² TRANSLATION.

No. 3574. — CONVENTION BETWEEN DENMARK, FINLAND, ICELAND, NORWAY AND SWEDEN REGARDING BANKRUPTCY. SIGNED AT COPENHAGEN, NOVEMBER 7TH, 1933.

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE, SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE et SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE, étant convenus de conclure une convention relative aux faillites, ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE :

POUR LE DANEMARK :

M. Peter ROCHEGUNE MUNCH, D^r en philosophie, Ministre des Affaires étrangères ;

POUR L'ISLANDE :

M. Sveinn BJÖRNSSON, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

M. Ragnar NUMELIN, D^r en philosophie, chargé d'Affaires p. i. de la République à Copenhague ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE :

M. Hans Emil HUITFELDT, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Copenhague ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

M. Oskar Anton Herman EWERLÖF, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Copenhague ;

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND, THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND, HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY and HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN, having agreed to conclude a Convention regarding bankruptcy, have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND :

FOR DENMARK :

M. Peter ROCHEGUNE MUNCH, Ph.D., Minister for Foreign Affairs ;

FOR ICELAND :

M. Sveinn BJÖRNSSON, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND :

M. Ragnar NUMELIN, Ph.D., Acting Chargé d'Affaires of the Republic at Copenhague ;

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY :

M. Hans Emil HUITFELDT, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Copenhague ;

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN :

M. Oskar Anton Herman EWERLÖF, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Copenhague ;

¹ Traduction du Gouvernement danois.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translation of the Danish Government.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Lesquels, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

La déclaration de faillite prononcée dans l'un des Etats contractants étend ses effets sur les biens du failli situés sur le territoire des autres Etats.

Sauf stipulations contraires, la loi du pays où la faillite est ouverte régit les effets de celle-ci, lorsqu'il s'agit de déterminer : le dessaisissement pour le failli de l'administration de ses biens ; l'étendue de l'actif de la masse et les biens compris dans celle-ci ou pouvant y être réintégrés à la suite d'actions révocatoires ; les droits et les obligations du failli durant la faillite ; l'administration de la masse et les opérations y relatives ; les droits revenant aux créanciers quant au recouvrement de leurs créances ; la répartition de la masse ; le concordat ou tout autre mode de liquidation.

Ceux des effets du failli qui, en vertu de la loi du pays où ils se trouvent, ne peuvent être saisis pour aucune créance, ne doivent pas être compris dans la masse.

Article 2.

Lorsqu'une faillite qui a été déclarée dans l'un des Etats produit ses effets sur des biens se trouvant dans l'un des autres Etats, les syndics de la faillite seront tenus de publier la faillite, sans aucun délai, dans le *Journal Officiel* de cet Etat et d'en assurer la transcription au cadastre, au registre maritime ou à tout autre registre public, selon les règles de ce même Etat.

Notification de la faillite sera faite dans le plus bref délai à chacun des créanciers dont on connaît l'existence sur le territoire des autres Etats, à l'exception de ceux dont la créance est portée au bilan sans réquisition distincte du titulaire. De même, les créanciers résidant en lesdits Etats devront être avisés en cas d'opposition formée contre leurs réclamations.

Article 3.

Les tribunaux des Etats contractants, sur la demande des syndics de la faillite dans l'un des autres Etats, procéderont à l'inventaire des biens sis sur leur territoire et prendront

Who, being duly authorised for the purpose, have agreed on the following Articles :

Article I.

A declaration of bankruptcy in any of the contracting States shall also apply to the bankrupt's property in the territory of the other States.

Unless otherwise provided, the law of the country in which bankruptcy takes place shall determine the effects of such bankruptcy in the matter of divesting the bankrupt of the administration of his property ; the extent of the assets and the property therein comprised or capable of being re-incorporated therein in consequence of annulment proceedings ; the bankrupt's rights and obligations during bankruptcy ; the administration of the bankrupt's property and transactions in respect thereof ; the rights of creditors in respect of the payment of their claims ; the allocation of the assets ; the composition with creditors or other mode of settlement.

Such of the bankrupt's property as, under the law of the country in which it is situate, is not liable for seizure for any claim shall not be included in the assets.

Article 2.

Should a declaration of bankruptcy in any of the States also apply to property situate in one of the other States, the bankruptcy officers shall be required forthwith to give notice of the bankruptcy by an announcement in the *Official Journal* of the said State and to take steps, in accordance with the rules in force in that State, for its entry in the Land Register, Shipping Register or any other public register.

A notification of the bankruptcy shall be sent as soon as possible to all known creditors in the other States, with the exception of those whose claims have been entered in the statement of assets and liabilities without specific application on their part. Creditors in the other State shall also be notified of any objections raised against their claims.

Article 3.

The courts of the contracting States shall, at the request of the bankruptcy officers in one of the other States, make an inventory of the property situate in their territory and take

les mesures nécessaires pour la bonne conservation provisoire de ces biens et la vente de ceux dont la conservation ne serait pas opportune.

Par ailleurs, à l'égard des biens se trouvant dans un autre Etat que celui où a été déclarée la faillite, les syndics de la faillite pourront requérir le concours des autorités dans la même mesure que s'il s'agissait de syndics d'une faillite dans cet Etat.

Cette demande pourra être adressée directement à l'autorité compétente. En cas de besoin, il pourra être exigé que le montant des frais soit versé par avance.

Les pièces rédigées en langue finnoise ou islandaise devront être accompagnées d'une traduction certifiée en langue danoise, norvégienne ou suédoise.

Article 4.

La question de savoir si la transcription au cadastre est une condition nécessaire pour que les actes constitutifs de droits passés par le débiteur antérieurement à la faillite au sujet d'immeubles avec leurs dépendances soient valables relativement à la masse, ainsi que la question de l'annulation de ces actes, seront réglées d'après la loi de l'Etat où se trouvent les biens. Il en sera de même pour la question de savoir si la transcription au cadastre est nécessaire pour empêcher que les actes juridiques passés par le débiteur en état de faillite au sujet de ces biens aient des effets sur la masse. Les questions analogues ayant trait aux navires ou aéronefs enregistrés, ou à des parts dans ces navires ou aéronefs, seront réglées d'après la loi du pays auquel ressortit le navire ou l'aéronef.

Si, d'après la loi d'un des Etats contractants, la transcription au cadastre, l'enregistrement ou tout autre moyen de publication est requis pour que l'aliénation ou le nantissement de bien mobiliers autres que ceux dont il est question au premier alinéa soit valable à l'égard de la masse, c'est conformément à la loi de cet Etat qu'il sera décidé de la non-validité ou de l'annulation de cet acte juridique, lorsque le bien en question se trouve dans cet Etat lors de l'ouverture de la faillite.

La question des effets de la faillite sur les droits acquis en vertu de mesures d'exécution, sera réglée d'après la loi de l'Etat où a lieu la saisie.

the necessary steps for the provisional conservation of that property and for the sale of such property as is not suitable for conservation.

Moreover, the bankruptcy officers may, in respect of property situate in another State than that in which the bankruptcy is declared, request the assistance of the authorities in the same measure as if they were bankruptcy officers of that country.

This request may be addressed direct to the competent authority. If necessary, the costs may be required to be paid in advance.

Documents drawn up in Finnish or Icelandic shall be accompanied by a certified translation into Danish, Norwegian or Swedish.

Article 4.

The question whether entry in the Land Register is a necessary condition in order that acts creating rights performed by the debtor previous to bankruptcy in respect of immovable property and accessories thereto may be valid as against the bankrupt estate and the question of the invalidation of such acts shall be settled in accordance with the law of the State in which the property is situate. The same applies to the question whether entry in the Land Register is necessary in order to prevent legal acts performed by the debtor during bankruptcy in respect of such property from having any effect on the estate. Similar questions regarding registered ships or aircraft or part shares therein shall be settled in accordance with the law of the country to which the ships or aircraft belong.

If, according to the law of one of the contracting States, entry in the Land Register, registration or any other form of publication is a necessary condition in order that the alienation or hypothecation of movable property other than that mentioned in the first paragraph may be valid as against the bankrupt estate, the law in that State shall be applicable in deciding the question of the invalidity or invalidation of such legal act if the property is situate in that State at the beginning of the bankruptcy proceedings.

The question of the effect of bankruptcy on rights acquired in virtue of measures of execution shall be settled in accordance with the law of the State where execution has taken place.

Article 5.

La faculté des créanciers hypothécaires ou gagistes de poursuivre la réalisation de leurs droits, indépendamment de la faillite, est régie par la loi du pays où se trouvent, à l'ouverture de la faillite, les biens grevés. Cette règle s'applique par analogie aux droits de rétention.

Les effets de la faillite sur le droit de poursuivre une exécution forcée par des mesures d'exécution seront déterminés par la loi de l'Etat où a lieu la saisie.

Article 6.

La procédure applicable à la vente des biens faisant partie de la masse sera déterminée d'après la loi de l'Etat où se trouvent ces biens.

Article 7.

Le régime des privilèges établis sur certains objets déterminés et le règlement du rang de tels privilèges, hypothèques, gages ou d'autres droits réels grevant lesdits objets sont déterminés d'après la loi du pays où se trouvent ces biens à l'ouverture de la faillite. Les privilèges spéciaux précités en priment les généraux.

Les privilèges à attribuer aux impôts et à d'autres contributions publiques, imposées par un Etat autre que celui où a été prononcée la faillite, sont régis par la loi de l'Etat bénéficiaire de telles contributions. Les privilèges à accorder à un bailleur, propriétaire d'un immeuble sis sur le sol de l'un des autres Etats, sont régis par la loi de l'Etat où se trouve cet immeuble. Les susdits droits de préférence ne s'étendent qu'aux seuls biens que possède le failli dans l'Etat qui a fait l'imposition des contributions susvisées ou sur le territoire duquel se trouve l'immeuble en question. Pour ces privilèges, lorsqu'ils sont spéciaux, le rang se détermine d'après l'alinéa premier de cet article; lorsqu'ils sont généraux, ils prennent leur rang avant tout autre privilège général. Nonobstant les dispositions de l'alinéa premier, le rang à établir entre les privilèges généraux d'ordre fiscal et les privilèges spéciaux visés

Article 5.

The right of creditors whose claims are secured by mortgage or pledge to take proceedings for the realisation of their claims, irrespective of the bankruptcy of the debtor, shall be governed by the law of the country in which the property mortgaged or pledged is situate when bankruptcy takes place. This rule shall apply *mutatis mutandis* to rights of retention.

The effect of the bankruptcy on the right to take proceedings for compulsory execution by measures of execution shall be determined by the law of the State in which execution takes place.

Article 6.

The procedure for the sale of property forming part of the bankrupt estate shall be determined in accordance with the law of the State in which the property is situate.

Article 7.

The rules applicable to preferential claims against particular assets and the question of priority as between such preferential claims, mortgages, pledges or other rights *in rem* attaching to the said assets shall be determined by the law of that country in which such property is situate when bankruptcy takes place. The specific preferential rights aforementioned shall have priority over all general preferential rights.

The extent to which preferential treatment shall be due to taxes and other public dues levied by a State other than that in which bankruptcy has been declared shall be governed by the law of the State to which such taxes and dues are payable. The extent to which preferential treatment shall be due to a lessor, the owner of premises in the territory of one of the other States, shall be determined by the law of the State in which the said premises are situate. Such preferential rights shall only apply to the property of the bankrupt in the State by which the aforesaid taxes and dues are levied or in whose territory are situate the premises in question. As between such preferential rights, priority shall be determined, when they are of a specific character, in accordance with the first paragraph of the present Article; when they are of a general character, they shall have priority over all other general

par ledit alinéa se détermine d'après la loi de l'Etat qui a imposé les contributions. Il est cependant entendu que la présente convention ne règle pas la question de savoir dans quelle mesure pourront être mises à la charge de la faillite les réclamations introduites en recouvrement de contributions publiques imposées dans un Etat autre que celui de la déclaration de faillite.

Article 8.

Lorsque l'application des dispositions qui précèdent dépendra de la situation d'un bien, toute créance appartenant au failli sera réputée située dans l'Etat où est déclarée la faillite. Toutefois, s'il s'agit d'une créance constatée par un billet à ordre ou par un autre titre dont la présentation est nécessaire pour en réclamer valablement le paiement, une telle créance est réputée située dans l'Etat où se trouve l'acte en question.

Tout navire ou aéronef enregistré sera réputé se trouver dans l'Etat auquel il ressortit, sauf pour l'application de l'article 6.

Article 9.

Les dispositions de la présente convention ne peuvent être invoquées pour déterminer si et dans quelle mesure il appartient aux créanciers de la faillite d'exercer les droits revenant au failli en vertu d'un engagement bilatéral dont les stipulations ne sont pas intégralement accomplies au moment de la faillite.

Article 10.

Les dispositions de la Convention du 16 mars 1932 relative à la compétence judiciaire s'appliqueront aux décisions judiciaires (y compris les homologations de transactions) rendues en matière d'actions révocatoires ou statuant sur l'extinction de droits en cas de faillite prononcée dans l'un des Etats.

Les décisions judiciaires rendues dans l'un des Etats pour homologuer un concordat produisent leurs effets dans les autres Etats.

Les dispositions qui précèdent s'appliquent indépendamment du fait que le failli ne possède des biens que sur le territoire de l'un des Etats contractants.

preferential rights. The provisions of the first paragraph notwithstanding, priority as between general preferential rights of a fiscal character and the specific preferential rights referred to in the said paragraph shall be determined by the law of the State by which the taxes or dues are levied. It shall, however, be understood that the present Convention shall not affect the question of how far claims in respect of public taxes and dues levied by a State other than that in which bankruptcy is declared can be charged against the bankrupt estate.

Article 8.

In so far as the application of the above provisions depends upon the situation of property, any claim possessed by the bankrupt shall be regarded as situate in the State in which bankruptcy is declared. If the claim is attested by a promissory note or other document the production of which is necessary in order to obtain payment, it is nevertheless considered as situate in the same State as the document in question.

Registered ships or aircraft are deemed to be situated in the State to which they belong, except as regards the application of Article 6.

Article 9.

The provisions of the present Convention shall not apply to the question whether, and if so to what extent, the creditors of the bankrupt estate are entitled to exercise the rights of the bankrupt under a bilateral agreement the terms of which have not been fully carried out when bankruptcy takes place.

Article 10.

The provisions of the Convention of March 16th, 1932, regarding jurisdiction shall apply to judicial decisions (including those confirming settlements) in annulment proceedings or those dealing with the extinguishment of rights in the case of bankruptcy declared in one of the States.

Judicial decisions given in any one of the States for the purpose of confirming a composition with creditors shall also apply in the other States.

The foregoing provisions shall apply irrespective of the fact that the bankrupt possesses property in the territory of only one of the contracting States.

Article 11.

La présente convention ne sera applicable au partage d'une succession déclarée en faillite que si la liquidation des successions est réglementée par une convention en vigueur entre les Etats contractants.

Article 12.

La présente convention s'appliquera également à la liquidation publique de banques lorsque, d'après la loi de l'Etat où la banque a son siège, cette liquidation exclut la procédure de faillite.

L'avis prescrit à l'article 2 devra faire connaître que la liquidation est d'une nature telle que la convention lui est applicable.

Article 13.

Si, en prononçant la faillite, le tribunal entend fonder sa compétence sur un fait qui ne relève pas du domicile du failli ni du siège d'une société, association ou fondation, déclarées en faillite, un tel fait devra être énoncé dans le jugement déclaratif de faillite. En pareil cas, la présente convention ne s'appliquera pas à la faillite. Celle-ci pourra se poursuivre indépendamment de l'ouverture subséquente d'une faillite dans l'un des autres Etats.

Article 14.

Dans la présente convention, le terme « syndics de la faillite » comprend tout organe judiciaire compétent en matière de faillite.

Article 15.

Toute procédure de concordat obligatoire ouverte dans l'un des Etats contractants exclura l'ouverture de la faillite et d'une procédure de concordat obligatoire dans les autres Etats et entraînera dans ceux-ci les mêmes restrictions à l'application de l'exécution forcée qu'une procédure de concordat ouverte dans le pays.

Si une procédure de concordat aboutit à l'homologation du concordat, celui-ci sera également obligatoire dans les autres Etats.

Article 11.

The present Convention shall only apply to the division of the bankrupt estates of deceased persons in so far as the liquidation of estates of deceased persons is dealt with by a Convention in force between the contracting States.

Article 12.

The present Convention shall also apply to the public liquidation of banks in so far as such liquidation precludes bankruptcy proceedings in accordance with the law of the State in which the bank is situated.

The notification provided for in Article 2 must contain a statement to the effect that the liquidation is of such a kind as to be covered by the Convention.

Article 13.

If in an adjudication in bankruptcy the court proposes to base its jurisdiction on a fact unconnected with the residence of a bankrupt individual or with the registered offices of a company, association or foundation which has been declared bankrupt, such fact shall be set forth in the judgment by which bankruptcy is declared. In such a case, the present Convention shall not apply to the bankruptcy in question. Proceedings in the latter may be continued irrespective of any subsequent bankruptcy proceedings in any of the other States.

Article 14.

In the present Convention, the term "bankruptcy officers" shall be deemed to include any legal authority competent in bankruptcy matters.

Article 15.

Any procedure for compulsory composition opened in one of the contracting States shall preclude the declaration of bankruptcy and the procedure for compulsory composition in the other States, and shall involve therein the same restrictions in the application of compulsory execution as a procedure for composition in the country itself.

If the procedure for composition results in the confirmation of the composition, the latter shall be binding also in the other contracting States.

Les dispositions de l'article 13 seront applicables par analogie.

Article 16.

Les faillites prononcées d'après une requête introduite avant la mise en vigueur de cette convention ainsi que les concordats dûment proposés avant cette date, ne tombent pas sous l'application de la convention.

Article 17.

La présente convention devra être ratifiée et les instruments de ratification seront déposés aux archives du Ministère danois des Affaires étrangères aussitôt que possible.

La convention entrera en vigueur entre les Etats qui l'auront ratifiée le 1^{er} janvier ou le 1^{er} juillet qui suivra l'expiration d'un délai de trois mois après que trois Etats contractants, au moins, auront procédé au dépôt de leurs instruments de ratification. Elle deviendra applicable à l'égard des Etats qui la ratifieront ultérieurement le 1^{er} janvier ou le 1^{er} juillet qui suivra l'expiration d'un délai de trois mois à compter du dépôt de l'instrument de ratification.

Chaque Etat contractant pourra, à l'égard de chacun des autres, dénoncer la convention, moyennant préavis d'un an prenant fin un 1^{er} janvier ou un 1^{er} juillet.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des divers Etats contractants ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Copenhague, en un exemplaire, rédigé dans chacune des langues suivantes : danois, finnois, islandais, norvégien et suédois, et pour la langue suédoise, avec deux textes, dont l'un pour la Finlande et l'autre pour la Suède, le 7 novembre 1933.

(L. S.) P. MUNCH.

(L. S.) Ragnar NUMELIN.

(L. S.) Sveinn BJÖRNSSON.

(L. S.) Emil HUITFELDT.

Sous réserve de la ratification de Sa Majesté le Roi avec l'approbation du Riksdag :

(L. S.) O. EWERLÖF.

The provisions of Article 13 shall apply *mutatis mutandis*.

Article 16.

The present Convention shall not apply to bankruptcies declared in consequence of petitions submitted or compositions proposed prior to its entry into force.

Article 17.

The Convention shall be ratified and the ratifications shall be deposited in the archives of the Danish Ministry of Foreign Affairs as soon as possible.

The Convention shall come into force between the ratifying States on January 1st or on July 1st following the expiry of a period of three months after at least three of the contracting States have deposited their instruments of ratification. As regards States depositing their ratifications at a later date, the Convention shall come into force on January 1st or on July 1st following the expiry of a period of three months after the deposit of the instrument of ratification.

Any of the contracting States may denounce the Convention to any of the other States at one year's notice terminating on any January 1st or July 1st.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Copenhagen in one copy in each of the following languages : Danish, Finnish, Icelandic, Norwegian, and Swedish, there being two texts in Swedish, one for Finland and one for Sweden, on the 7th day of November, 1933.

(L. S.) P. MUNCH.

(L. S.) Ragnar NUMELIN.

(L. S.) Sveinn BJÖRNSSON.

(L. S.) Emil HUITFELDT.

Subject to ratification by His Majesty the King with the approval of the Riksdag :

(L. S.) O. EWERLÖF.



N° 3575.

DANEMARK ET MALAISIE

Accord entre l'Office des Postes du Danemark et l'Office des Postes de la Malaisie, relatif à l'échange des colis postaux, et règlement d'exécution y annexé. Signés à Copenhague, le 19 septembre 1934, et à Kuala-Lumpur, le 23 octobre 1934.

DENMARK AND MALAYA

Agreement between the Post Office of Denmark and the Post Office of Malaya for the Exchange of Parcels, and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at Copenhagen, September 19th, 1934, and at Kuala Lumpur, October 23rd, 1934.

No. 3575. — AGREEMENT¹ BETWEEN THE POST OFFICE OF DENMARK AND THE POST OFFICE OF MALAYA FOR THE EXCHANGE OF PARCELS. SIGNED AT COPENHAGEN, SEPTEMBER 19TH, 1934, AND AT KUALA LUMPUR, OCTOBER 23RD, 1934.

English and Danish official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain and by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place January 1st, 1935.

The Post Offices of Malaya and Denmark agree to effect a regular direct exchange of parcels between Malaya and Denmark.

In this Agreement and the Detailed Regulations appended, the expression "Malaya" means the Straits Settlements, the Federated Malay States of Perak, Selangor, Negri Sembilan and Pahang and any Malay State under British protection which may subsequently form part of the Malayan Postal Union.

AGREEMENT.

Article 1.

LIMITS OF WEIGHT AND SIZE.

1. A parcel for Denmark posted in Malaya shall not exceed 22 pounds in weight, 3 feet 6 inches in length, or 6 feet in length and girth combined; and a parcel for Malaya posted in Denmark shall not exceed 10 kilogrammes in weight, 1.25 metres in length and 55 cubic decimetres in volume.

2. As regards the exact calculation of the weight and dimensions of a parcel, the view of the despatching Office shall be accepted, except in a case of obvious error.

Article 2.

CONVEYANCE BY EAST ASIATIC COMPANY.

The Post Office of Denmark takes upon itself to arrange the conveyance between the two countries by means of the vessels of the East Asiatic Company (*Østasiatisk Kompagni*).

Article 3.

TRANSIT OF PARCELS.

The two Post Offices guarantee the right of transit for parcels over their territory to or from any country with which they respectively have Parcel Post communication. Transit parcels shall

¹ Came into force January 1st, 1935.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

N^o 3575. — OVERENSKOMST¹ MELLEM DANMARK OG MALAYA ANGAAENDE UDVEKSLING AF POSTPAKKER. UNDERTEGNET I KØBENHAVN, DEN 19'SEPTEMBER 1934 OG I KUALA LUMPUR, DEN 23'OKTOBER, 1934.

Textes officiels anglais et danois communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne et le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 1^{er} janvier 1935.

Poststyrelserne i Danmark og Malaya har sluttet Overenskomst om en regelmæssig, direkte Udveksling af Pakker mellem de to Lande.

I denne Overenskomst og i det vedføjede Ekspeditions-Reglement betyder Ordet Malaya : Straits Settlements, De forenede Malajstater Perak, Selangor, Negri Sembilan og Pahang samt enhver Malajstat under britisk Protektorat, som senere maatte blive Medlem af den malajiske Postunion (Malayan Postal Union).

OVERENSKOMST.

Artikel 1.

STØRSTE VÆGT OG UDSTRÆKNING.

1. En Pakke til Danmark afsendt fra Malaya maa ikke overskride 22 pounds i Vægt og 3 Fod 6 Tommer (engelsk Maal) i Længde eller 6 Fod (engelsk Maal) i Længde og Omkreds tilsammen. En Pakke til Malaya afsendt fra Danmark maa ikke overskride 10 kg i Vægt og 1,25 m i Længde og 55 dm³ i Rumfang.

2. Med Hensyn til den rigtige Beregning af en Pakkes Vægt og Udstrækning skal det afsendende Postvæsens Skøn betragtes som afgørende, medmindre der foreligger aabenbar Fejltagelse.

Artikel 2.

BEFORDRING MED ØSTASIATISK KOMPAGNIS SKIBE.

Det danske Postvæsen besørger Transporten mellem de to Lande ved Hjælp af Dampskibsselskabet « Østasiatisk Kompagni »s Skibe.

Artikel 3.

TRANSIT AF PAKKER.

De to Poststyrelser sikrer Ret til Transit af Pakker over deres Territorium til eller fra et hvilket som helst tredie Land, med hvilket et af Landene har Postpakkeudveksling. Transitpakker er

¹ Entré en vigueur le 1^{er} janvier 1935.

be subject to the provisions of this Agreement and to the Detailed Regulations so far as these are applicable.

Article 4.

PREPAYMENT OF POSTAGE. RATES.

1. The prepayment of the postage on parcels shall be compulsory, except in the case of redirected or returned parcels.
2. The postage shall be made up of the sums accruing to each Post Office taking part in the conveyance by land or sea.

Article 5.

TERRITORIAL RATE.

For parcels despatched from one of the two countries for delivery in the other, the territorial rates of Malaya shall be 0.80, 1.40, 2.00 and 3.00 francs (gold) for parcels not exceeding 3 lb., 7 lb., 11 lb. and 22 lb. respectively; and the territorial rates of Denmark shall be 0.60, 0.90 and 1.75 francs (gold) for parcels not exceeding 1, 5 and 10 kilogrammes respectively.

The Post Office of Denmark reserves the right to vary its charges in accordance with any modifications which may be introduced in the matter of charges by international conventions subsequent to the Cairo Agreement of 1934.

The Post Office of Malaya reserves the right to vary its territorial rates in accordance with any alterations of these charges which may be decided upon in connection with its parcel post relations with other countries generally.

Article 6.

SEA RATE.

Each of the two Post Offices shall be entitled to fix the rate for any sea service which it provides.

Article 7.

FEE FOR CLEARANCE THROUGH THE CUSTOMS.

The Post Office of Denmark may collect, in respect of delivery to the Customs and clearance through the Customs or in respect of delivery to the Customs only, a fee not exceeding 50 centimes per parcel or such other charge as international conventions subsequent to the Cairo Agreement of 1934 shall fix. The Post Office of Malaya may collect such fee as it may from time to time fix for similar services in its parcel post relations with other countries generally.

Article 8.

PAYMENT OF CUSTOMS AND OTHER CHARGES.

Customs charges or other non-postal charges shall be paid by the addressees of parcels, except as provided otherwise in this Agreement.

Article 9.

PROHIBITIONS.

1. It is forbidden to enclose in a postal parcel :
 - (a) Articles which from their nature or packing may be a source of danger to officers of the Post Office or soil or damage other parcels ;
 - (b) Explosive, inflammable, or dangerous substances (including loaded metal caps, live cartridges and matches) ;

underkastet Bestemmelserne i denne Overenskomst og i Ekspeditionsreglementet, for saa vidt disse Bestemmelser er anvendelige.

Artikel 4.

FORUDBETALING AF PORTO. TAKSTER.

1. Forudbetaling af Porto for Pakker skal være obligatorisk undtagen for omekspederede eller tilbagesendte Pakker.

2. Portoen udregnes ved Sammenlægning af de Beløb, der tilkommer hvert Postvæsen, som deltager i Land- eller Søbefordringen.

Artikel 5.

LANDPORTO.

For Pakker, der afsendes fra et af de to Lande til Udlevering i det andet Land, skal Landportoens udgøre for Malaya 0,80, 1,40, 2,00 og 3,00 Frc. (Guld) for Pakker, der ikke overskrider hhv. 3 lb., 7 lb., 11 lb. og 22 lb.; for Danmark 0,60, 0,90 og 1,75 Frc. (Guld) for Pakker, der ikke overskrider hhv. 1, 5 og 10 kg.

Poststyrelsen i Danmark forbeholder sig Ret til at ændre sine Portoandele i Overensstemmelse med enhver i Henhold til internationale Overenskomster, afsluttet senere end Cairo-Overenskomsten af 1934, foretaget Ændring af Portoandele.

Poststyrelsen i Malaya forbeholder sig Ret til at ændre sin Landporto i Overensstemmelse med enhver Ændring af denne Porto, som maatte blive vedtaget i dens Pakkepostudveksling med andre Lande i Almindelighed.

Artikel 6.

SØPORTO.

Hver af de to Poststyrelser er berettiget til at fastsætte Taksten for enhver Søbefordring, som den udfører.

Artikel 7.

GEBYRER FOR TOLDBEHANDLING.

Poststyrelsen i Danmark kan for Aflevering til Toldvæsenet og Klarering ved dette eller for Aflevering til Toldvæsenet alene opkræve et Gebyr, der ikke overstiger 50 ct. pr. Pakke eller saadant andet Gebyr, som maatte blive fastsat i internationale Overenskomster, afsluttet senere end Cairo-Overenskomsten af 1934. Poststyrelsen i Malaya kan opkræve et saadant Gebyr, som den til enhver Tid maatte fastsætte for lignende Tjeneste i Pakkepostudvekslingen med andre Lande i Almindelighed.

Artikel 8.

BETALING AF TOLD OG ANDRE AFGIFTER.

Told eller andre ikke postale Afgifter skal betales af Pakkernes Adressater, med mindre andet er fastsat i denne Overenskomst.

Artikel 9.

FORBUD.

1. Det er forbudt i en Postpakke at indlægge :

a) Genstande, som efter deres Natur eller Indpakning kan frembyde Fare for Posttjenestemændene eller tilsmudse eller beskadige andre Pakker,

b) Eksplosive, brandfarlige eller farlige Genstande (incl. ladte Fænghætter eller Patroner og Tændstikker),

- (c) Articles of an obscene or immoral nature ;
- (d) Articles the admission of which is not permitted by law or by the Customs or other regulations ;
- (e) Letters, notes or documents having the character of an actual or personal correspondence, as well as correspondence or packets of any kind bearing an address other than that of the addressee of the parcel, or of persons dwelling with him.
(It is, however, permissible to enclose in a parcel an open invoice confined to the particulars which constitute an invoice.)
- (f) Live animals (except bees, which must be enclosed in boxes so as to avoid all danger to postal officers and to allow the contents to be ascertained).

2. A parcel which has been wrongly admitted to the post shall be returned to the country of origin, unless the Post Office of the country of destination is authorised by its legislation to dispose of it otherwise.

Nevertheless, the fact that a parcel contains a letter or communications which constitute an actual or personal correspondence shall not, in any case, entail its return to the country of origin.

3. Explosive, inflammable or dangerous substances and articles of an obscene or immoral nature shall not be returned to the country of origin ; they shall be disposed of by the Post Office which has found them in the mails in accordance with its own internal regulations.

4. If a parcel wrongly admitted to the post is neither returned to origin nor delivered to the addressee, the Post Office of the country of origin shall be informed in a precise manner of the treatment accorded to the parcel in order that it may take such steps as are necessary.

Article 10.

REDIRECTION.

1. A parcel may be redirected in consequence of the addressee's change of address in the country of destination. The Post Office of the country of destination may collect the redirection charge prescribed by its internal regulations. Similarly, a parcel may be redirected from one of the two countries which are Parties to this Agreement to another country provided that the parcel complies with the conditions required for its further conveyance and provided as a rule that the extra postage is prepaid at the time of redirection or documentary evidence is produced that the addressee will pay it.

2. Additional charges levied in respect of redirection and not paid by the addressee or his representative shall not be cancelled in case of further redirection or of return to origin, but shall be collected from the addressee or from the sender, as the case may be, without prejudice to the payment of any special charges incurred which the country of destination does not agree to cancel.

Article 11.

MISSENT PARCELS.

Parcels received out of course or wrongly allowed to be despatched shall be transmitted in accordance with the provisions of Article 11, Sections 1 and 2, of the Detailed Regulations.

Article 12.

NON-DELIVERY.

1. In the absence of a request by the sender to the contrary, a parcel which cannot be delivered shall be returned to the sender without previous notification and at his expense, after retention for the period prescribed by the regulations of the Post Office of the country of destination.

- c) Genstande af uanstændig eller umoralsk Karakter,
 d) Genstande, hvis Indførsel er forbudt ved Told- eller andre Love og Anordninger,

e) Breve, Sedler eller Dokumenter, der har Karakter af en egentlig eller personlig Korrespondance, saavel som Korrespondance eller Pakker af enhver Art, der er adresseret til andre Personer end Adressaten eller de Personer, der bor sammen med denne (det er dog tilladt i en Pakke at indlægge en aaben Faktura, der kun indeholder de Angivelser, der karakteriserer en Faktura som saadan),

f) Levende Dyr (undtagen Bier, som skal anbringes i Æsker, saa al Fare for Post-tjenestemændene undgaas, og saaledes, at Indholdet kan konstateres).

2. En Pakke, som fejlagtigt er modtaget til Postbesørgelse, skal returneres til Afsendelseslandet, med mindre Bestemmelseslandets Poststyrelse ved sin Lovgivning er bemyndiget til at disponere over den paa anden Maade.

Dog skal den Omstændighed, at en Pakke indeholder Brev eller Meddelelse, som udgør en egentlig eller personlig Korrespondance, ikke i noget Tilfælde medføre dens Tilbagesendelse til Afsendelseslandet.

3. Eksplosive, brandfarlige eller farlige Genstande samt Genstande af uanstændig eller umoralsk Karakter skal ikke tilbagesendes til Afsendelseslandet ; det Postvæsen, som finder dem i Posten, skal disponere over dem i Overensstemmelse med dets egne indenrigske Bestemmelser.

4. Hvis en Pakke, der fejlagtigt er modtaget til Postbesørgelse, hverken tilbagesendes til Afsendelsesstedet eller udleveres til Adressaten, skal Afsendelseslandets Poststyrelse nøjagtigt underrettes om, hvad der er foretaget med Pakken, for at den kan foretage de nødvendige Skridt.

Artikel 10.

OMEKSPEDITION.

1. En Pakke kan omekspederes som Følge af Adressatens Bopælsforandring i Bestemmelseslandet. Bestemmelseslandets Poststyrelse kan opkræve det Omekspeditionsgebyr, som er foreskrevet ved dets indenrigske Bestemmelser. Ligeledes kan en Pakke omekspederes fra et af de kontraherende Lande til et andet Land, forudsat at Pakken opfylder de Betingelser, som kræves for dens Videresendelse, og som Regel under Forudsætning af, at Omekspeditionsporto'en betales samtidig med Omekspeditionen, eller det dokumenteres, at Adressaten vil betale den.

2. Tillægsgebyrer, der opkræves for Omekspeditionen, og som ikke er betalt af Adressaten eller hans Repræsentant, annulleres ikke i Tilfælde af videre Omekspedition eller Tilbagesendelse til Afsendelsesstedet, men skal opkræves hos Adressaten eller Afsenderen alt efter Omstændighederne, hvilket ikke har Indflydelse paa Betalingen af noget særligt paaløbet Gebyr, som Bestemmelseslandet ikke gaar med til at annullere.

Artikel 11.

FEJLSENDTE PAKKER.

Pakker, der er fejlsendt eller som fejlagtigt er modtaget til Befordring, skal behandles i Overensstemmelse med Bestemmelserne i Artikel 11, Punkt 1 og 2 i Ekspeditionsreglementet.

Artikel 12.

UANBRINGELIGHED.

1. Saafremt Afsenderen ikke har fremsat anden Anmodning, skal en Pakke, der ikke kan udleveres, returneres til Afsenderen uden forudgaaende Meddelelse og for hans Regning efter at have henligget i det Tidsrum, der er foreskrevet ved de af Bestemmelseslandets Poststyrelse fastsatte Regler.

2. The sender may request at the time of posting that, if the parcel cannot be delivered as addressed, it may be either (a) treated as abandoned, or (b) tendered for delivery at a second address in the country of destination. No other alternative is admissible. If the sender avails himself of this facility, his request must appear on the Despatch Note and must be in conformity with or analogous to one of the following forms :

“ If not deliverable as addressed, abandon ”.

“ If not deliverable as addressed, deliver to ”. The same request must also be written on the cover of the parcel.

3. The charges due on returned undelivered parcels shall be recovered in accordance with the provisions of Article 25.

Article 13.

CANCELLATION OF CUSTOMS CHARGES.

Both Parties to this Agreement undertake to urge their respective Customs Departments to cancel Customs charges on parcels which are returned to the country of origin, abandoned by the senders, destroyed, or redirected to a third country.

Article 14.

SALE. DESTRUCTION.

Articles in danger of deterioration or corruption, and these only, may be sold immediately, even when in transit on the outward or return journey, without previous notice or judicial formality. If for any reason a sale is impossible, the spoilt or putrid articles shall be destroyed.

Article 15.

ABANDONED PARCELS.

Parcels which cannot be delivered to the addressees and which the senders have abandoned shall not be returned by the Post Office of the country of destination, but shall be treated in accordance with its legislation.

Article 16.

ENQUIRIES.

1. A fee not exceeding 1 franc may be charged for every enquiry concerning a parcel.
2. Enquiries shall be admitted only within the period of one year from the day following the date of posting.
3. When an enquiry is the outcome of an irregularity in the postal service, the enquiry fee shall be refunded.

Article 17.

RESPONSIBILITY FOR LOSS, ABSTRACTION OR DAMAGE.

1. Except in the cases mentioned in the following Article, the two Post Offices shall be responsible for the loss of parcels and for the loss, abstraction or damage of their contents or of a part thereof.

The sender is entitled under this head to compensation corresponding to the actual amount of the loss, abstraction or damage. The amount of compensation shall not exceed : 10 francs for a parcel not exceeding one kilogramme (3 lb.), 25 francs for a parcel exceeding one kilogramme but not exceeding five kilogrammes (11 lb.) and 40 francs for a parcel exceeding five kilogrammes but not exceeding ten kilogrammes (22 lb.) in weight.

2. Afsenderen kan ved Indleveringen forlange, at Pakken, hvis den ikke kan udleveres til Adressaten enten *a*) behandles som abandonneret af ham eller *b*) udleveres til en anden Adressat i Bestemmelseslandet. Intet andet Alternativ er tilladt. Hvis Afsenderen benytter sig af denne Adgang, skal hans Anmodning anføres paa Adressekortet og skal være i Overensstemmelse med eller analog med en af følgende Formuleringer : « Saafremt Pakken ikke kan udleveres efter Adressen, giver jeg Afkald paa den ». « Saafremt Pakken ikke kan udleveres efter Adressen, udleveres den til ». Samme Anmodning skal ogsaa skrives paa Pakkens Emballage.

3. De paa returnerede ubesørgede Pakker hvilende Gebyrer opkræves i Overensstemmelse med Bestemmelserne i Artikel 25.

Artikel 13.

OPHÆVELSE AF TOLDAFGIFTER.

Begge de kontraherende Lande forpligter sig til hos deres respektive Toldmyndigheder at søge ophævet Toldafgifterne for Pakker, som tilbagesendes til Afsendelseslandet, eller som Afsenderne giver Afkald paa, samt for Pakker, der tilintetgøres eller omekspederes til et tredie Land.

Artikel 14.

SALG. TILINTETGØRELSE.

Kun Genstande, der er udsat for Forringelse eller Fordærvelse, kan sælges straks, selv undervejs ved Frem- eller Tilbagesendelsen, uden nogen forudgaaende Meddelelse eller retslig Formalitet. Hvis Salg af en eller anden Grund er umuligt, skal de ødelagte eller fordærvede Genstande tilintetgøres.

Artikel 15.

PAKKER, PAA HVILKE DER GIVES AFKALD.

Pakker, som ikke kan udleveres til Adressaten, og som Afsenderne har givet Afkald paa, skal ikke tilbagesendes af Bestemmelseslandets Postvæsen, men behandles i Overensstemmelse med dette Lands Lovgivning.

Artikel 16.

EFTERSPØRGSEL.

1. Et Gebyr paa højst 1 Franc kan opkræves for en Efterspørgsel vedrørende en Pakke.
2. Efterspørgsel kan kun finde Sted indenfor en Periode af et Aar, regnet fra Dagen efter Indleveringen.
3. Naar Efterspørgselen er en Følge af en af Postvæsenet begaaet Fejl, skal Efterspørgselsgebyret tilbagebetales.

Artikel 17.

ANSVAR FOR BORTKOMST, INDHOLDSBERØVELSE ELLER BESKADIGELSE.

1. Bortset fra de i den følgende Artikel nævnte Tilfælde, er de to Poststyrelser ansvarlige for Bortkomst af Pakker og for Bortkomst, Berøvelse eller Beskadigelse af disses Indhold eller Dele deraf.

Afsenderen er i disse Tilfælde berettiget til en Erstatning, der svarer til den virkelige Værdi af den bortkomne Pakke eller det røvede eller beskadigede Indhold. Erstatningsbeløbet kan ikke overskride 10 Guldfrancs for en Pakke indtil 1 kg (3 lb.), 25 Guldfrancs for en Pakke over 1 indtil 5 kg (11 lb.) og 40 Guldfrancs for en Pakke over 5 indtil 10 kg (22 lb.).

In cases where the loss, damage or abstraction occurs in the service of the country of destination, the Post Office of the country of destination may pay compensation to the addressee at its own expense and without consulting the Post Office of the country of origin, provided that the addressee can prove that the sender has waived his rights in the addressee's favour.

2. In calculating the amount of compensation, indirect loss or loss of profits shall not be taken into consideration.

3. Compensation shall be calculated on the current price of goods of the same nature at the place and time at which the goods were accepted for transmission.

4. Where compensation is due for the loss, destruction or complete damage of a parcel or for the abstraction of the whole of the contents, the sender is entitled to the return of the postage also.

Article 18.

EXCEPTIONS TO THE PRINCIPLE OF RESPONSIBILITY.

The two Post Offices shall be relieved of all responsibility :

- (a) In cases beyond control (*force majeure*);
- (b) When they are unable to account for parcels in consequence of the destruction of official documents through a cause beyond control (*force majeure*);
- (c) When the damage has been caused by the fault or negligence of the sender, or when it arises from the nature of the article;
- (d) For parcels of which the contents fall under the ban of one of the prohibitions mentioned in Article 9.
- (e) In respect of parcels regarding which enquiry has not been made within the period prescribed by Article 16.

Article 19.

TERMINATION OF RESPONSIBILITY.

The two Post Offices shall cease to be responsible for parcels which have been delivered in accordance with their internal regulations and of which the owners or their agents have accepted delivery without reservation.

Article 20.

PAYMENT OF COMPENSATION.

The payment of compensation shall be undertaken by the Post Office of the country of origin except in the cases indicated in Article 17, Section 1, where payment is made by the Post Office of the country of destination. The Post Office of the country of origin may, however, after obtaining the sender's consent, authorise the Post Office of the country of destination to settle with the addressee. The paying Post Office retains the right to make a claim against the Post Office responsible.

Article 21.

PERIOD FOR PAYMENT OF COMPENSATION.

1. Compensation shall be paid as soon as possible and, at the latest, within one year from the day following the date of the enquiry.

2. The Post Office of the country of origin is authorised to settle with the sender on behalf of the other Post Office, if the latter, after being duly informed of the application, has let nine months pass without giving a decision in the matter.

I Tilfælde af, at Bortkomsten, Beskadigelsen eller Indholdsberøvelsen sker i Bestemmelseslandets Posttjeneste, kan Poststyrelsen i dette Land betale Erstatning til Adressaten for egen Regning uden at raadføre sig med Afsendelseslandets Poststyrelse, forudsat at Adressaten kan bevise, at Afsenderen har afstaaet sine Rettigheder til Fordel for Adressaten.

2. Ved Beregning af Erstatningsbeløbet skal indirekte Tab og Tab af forventet Gevinst ikke tages i Betragtning.

3. Erstatning beregnes efter Handelsværdien for Varer af samme Art paa det Sted og paa den Tid, hvor Varerne blev modtaget til Forsendelse.

4. Naar Erstatning skal ydes for Bortkomst eller fuldstændig Ødelæggelse af en Pakke eller for Mangel af hele dens Indhold, er Afsenderen ogsaa berettiget til at faa refunderet Porto.

Artikel 18.

UNDTAGELSER FRA ANSVARLIGHEDSPRINCIPET.

De to Poststyrelser er fritaget for alt Ansvar :

- a) i Tilfælde af uafvendelige Naturbegivenheder (vis major),
- b) naar de er ude af Stand til at gøre Rede for Pakker, som Følge af at de tjenstlige Dokumenter er blevet ødelagt ved en uafvendelig Naturbegivenhed (vis major),
- c) naar Beskadigelsen skyldes Afsenderens Fejl eller Forsømmelse eller Indholdets Art,
- d) for Pakker, hvis Indhold falder ind under et af de i Artikel 9 omhandlede Forbud,
- e) med Hensyn til Pakker, der ikke er blevet efterspurgt indenfor den i Artikel 16 fastsatte Frist.

Artikel 19.

ANSVARLIGHEDENS OPHØR.

De to Poststyrelser ophører med at være ansvarlige for Pakker, der er blevet udleveret i Overensstemmelse med Landenes indenlandske Bestemmelser, og som Modtageren eller hans Repræsentant har modtaget uden Forbehold.

Artikel 20.

ERSTATNINGENS UDBETALING.

Udbetalingen af Erstatning skal foretages af Poststyrelsen i Afsendelseslandet, undtagen i de i Artikel 17, Punkt 1, anførte Tilfælde, i hvilke Betalingen foretages af Poststyrelsen i Bestemmelseslandet. Poststyrelsen i Afsendelseslandet kan imidlertid efter at have indhentet Afsenderens Samtykke bemyndige Poststyrelsen i Bestemmelseslandet til at afregne med Adressaten. Den betalende Poststyrelse bevarer Regresret overfor den ansvarlige Poststyrelse.

Artikel 21.

TIDSFRIST FOR UDBETALING AF ERSTATNING.

1. Erstatning skal udbetales saa snart som muligt og senest indenfor et Aar at regne fra Dagen efter Datoen for Efterspørgslen.

2. Poststyrelsen i Afsendelseslandet er bemyndiget till at afregne med Afsenderen for den anden Poststyrelses Regning, hvis denne sidste efter at være blevet behørigt underrettet om Begæringen har ladet 9 Maaneder hengaa uden at afgøre Sagen.

3. The Post Office of the country of origin may exceptionally postpone the settlement of compensation beyond the period of one year when the question of responsibility cannot be settled owing to circumstances over which the Post Offices concerned have no control.

Article 22.

INCIDENCE OF COST OF COMPENSATION.

1. Until the contrary is proved, responsibility shall rest with the Post Office which, having received the parcel from the other Post Office without making any reservation and having been furnished with all the particulars for investigation prescribed by the regulations, cannot establish either proper delivery to the addressee or regular transfer to the following Post Office, as the case may be.

2. If, in the case of a parcel despatched from one of the two countries for delivery in the other, the loss, abstraction or damage has occurred in course of conveyance without its being possible to prove in the service of which country the irregularity took place, the two Post Offices shall bear in equal shares the amount of compensation.

3. The same principle shall, as far as possible, be applied when other Post Offices are concerned in the conveyance of a parcel. Nevertheless, in the case of parcels sent in transit from one of the two countries through the other, neither of the two Post Offices shall be held responsible when the loss, abstraction or damage has taken place in a service in which responsibility is not accepted.

4. Customs and other charges which it has not been possible to cancel shall be borne by the Post Office responsible for the loss, damage or abstraction.

5. By paying compensation the Post Office concerned takes over, to the extent of the amount paid, the rights of the person who has received compensation in any action which may be taken against the addressee, the sender or a third party.

If a parcel which has been regarded as lost is subsequently found, in whole or in part, the person to whom compensation has been paid shall be informed that he is at liberty to take possession of the parcel against repayment of the amount paid as compensation.

Article 23.

REPAYMENT OF THE COMPENSATION.

The Post Office responsible or on whose account the payment is made in accordance with Article 20 is bound to repay the amount of the compensation within a period of three months after notification of payment. The amount shall be recovered from the country responsible through the Accounts provided for in Article 16, § 2, of the Detailed Regulations.

The Post Office of which the responsibility is duly proved and which has originally declined to pay compensation is bound to bear all the additional charges resulting from the unwarranted delay in payment.

Article 24.

CREDITS FOR CONVEYANCE.

For each parcel despatched from one of the two countries for delivery in the other, the despatching Office shall allow to the Office of destination the rates which accrue to it by virtue of the provisions of Articles 5 and 6.

For each parcel despatched from one of the two countries in transit through the other, the despatching Office shall allow to the other Office the rates due for the conveyance of the parcel.

Article 25.

CLAIMS IN CASE OF REDIRECTION OR RETURN.

In case of the redirection or of the return of a parcel from one country to the other, the retransmitting Post Office shall claim from the other Post Office the charges due to it and to any

3. Poststyrelsen i Afsendelseslandet kan undtagelsesvis udsætte Afviklingen af Erstatningen udover et Aar, naar Erstatningsspørgsmaalet ikke kan afgøres paa Grund af Omstændigheder, som den paagældende Poststyrelse ikke er Herre over.

Artikel 22.

BESTEMMELSE AF ANSVARLIGHEDEN.

1. Indtil det modsatte bevises, paahviler Ansvar det Postvæsen, som efter at have modtaget Pakken fra det andet Postvæsen uden at tage noget Forbehold og efter at have modtaget alle de ved Ekspeditionsreglementet foreskrevne Oplysninger til Brug ved Undersøgelsen ikke kan godtgøre enten rigtig Udlevering til Adressaten eller efter Omstændighederne rigtig Overlevering til et følgende Postvæsen.

2. Hvis Bortkomsten, Indholdsberøvelsen eller Beskadigelsen er sket under Befordringen, uden at det er muligt at bevise, i hvilket Lands Posttjeneste Uregelmæssigheden har fundet Sted, skal de to Postvæsener dele Erstatningsbeløbet ligeligt.

3. Samme Princip skal saa vidt muligt anvendes, naar andre Postvæsener deltager i en Pakkes Befordring. I Tilfælde af, at en Pakke sendes i Transit fra et af de to Lande gennem et andet Land, er dog intet af de to Postvæsener ansvarligt, naar Bortkomsten, Indholdsberøvelsen eller Beskadigelsen har fundet Sted i et Land, der ikke paatager sig Ansvar.

4. Told og andre Gebyrer, som det ikke har været muligt at annullere, skal bæres af det Postvæsen, der er ansvarligt for Bortkomsten, Beskadigelsen eller Indholdsberøvelsen.

5. Ved Udbetaling af Erstatning indtræder Postvæsenet indenfor det udbetalte Erstatningsbeløb i den Persons Rettigheder, som har modtaget Erstatning, i Forholdet overfor Adressaten, Afsenderen eller Trediemand.

Hvis en Pakke, der er blevet betragtet som bortkommet, senere findes, helt eller delvis, skal den Person, til hvem Erstatning er blevet udbetalt, underrettes om, at det staar ham frit for at modtage Pakken imod Tilbagebetaling af det udbetalte Erstatningsbeløb.

Artikel 23.

REFUSION AF ERSTATNING.

Det Postvæsen, der er ansvarligt, eller for hvis Regning Udbetaling er sket i Henhold til Artikel 20, er forpligtet til at refundere Erstatningsbeløbet indenfor et Tidsrum af 3 Maaneder efter Meddelelsen om Udbetaling. Beløbet skal dækkes af det ansvarlige Land gennem de Afregninger, der omtales i Ekspeditionsreglementets Artikel 16, Punkt 2.

Det Postvæsen, hvis Ansvar rigtigt er godtgjort, og som oprindelig har afslaaet at betale Erstatning, er forpligtet til at betale alle yderligere Omkostninger, som følger af den uberettigede Udsættelse af Betalingen.

Artikel 24.

GODSKRIVNING AF BEFORDRINGSGEBYRER.

For enhver Pakke, der afsendes fra et af de to Lande til Udlevering i det andet Land, godskrives det afsendende Postvæsen Bestemmelsespostvæsenet de Portoandele, som tilkommer det i Henhold til Artiklerne 5 og 6.

For enhver Pakke, der afsendes fra et af de to Lande i Transit gennem det andet Land, godskrives det afsendende Postvæsen det andet Postvæsen de Portoandele, der tilkommer det for Befordring af Pakken.

Artikel 25.

FORDRINGER I TILFÆLDE AF OMEKSPEDITION ELLER TILBAGESENDELSE.

I Tilfælde af Omekspedition eller Tilbagesendelse af en Pakke fra det ene Land til det andet skal det omekspederende Postvæsen debitere det andet Postvæsen de Gebyrer, som tilkommer det

other Post Office taking part in the redirection or return. The claim shall be made on the Parcel Bill relating to the Mail in which the parcel is forwarded.

Article 26.

CHARGE FOR REDIRECTION IN THE COUNTRY OF DESTINATION.

In case of further redirection or of the return to origin, the redirection charge prescribed by Article 10 shall accrue to the country which redirected the parcel within its own territory.

Article 27.

MISCELLANEOUS FEES.

1. The enquiry fee referred to in Article 16 shall be retained in full by the Post Office which has collected it.
2. The fee for Customs clearance referred to in Article 7 shall be retained by the Office of destination.

Article 28.

MISCELLANEOUS PROVISIONS.

1. The francs and centimes mentioned in this Agreement are gold francs and centimes as defined in the Postal Union Convention.
2. Parcels shall not be subjected to any postal charge other than those contemplated in this Agreement, except by mutual consent of the two Post Offices.
3. In extraordinary circumstances, either Post Office may temporarily suspend the Parcel Post, either entirely or partially, on condition of giving immediate notice, if necessary by telegraph, to the other Post Office.
4. The two Post Offices have drawn up the following Detailed Regulations for ensuring the execution of the present Agreement. Further matters of detail, not inconsistent with the general provisions of this Agreement and not provided for in the Detailed Regulations, may be arranged from time to time by mutual consent.
5. The internal legislation of Malaya and Denmark shall remain applicable as regards everything not provided for by the stipulations contained in the present Agreement and in the Detailed Regulations for its execution.

Article 29.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE AGREEMENT.

This Agreement shall come into force on the first day of January 1935 and shall remain in force until the expiration of one year from the date on which it may be denounced by either of the two Post Offices.

In witness whereof the undersigned, duly authorised for that purpose, have signed the present Agreement and have affixed their seals thereto.

Done in duplicate at Kuala Lumpur the 23rd day of October, 1934, and at Copenhagen the 19th day of September, 1934.

(Sd) C. MONDRUP,
*The Director-General
of Posts, Denmark.*

(Sd) T. P. COE,
*Ag. Director-General
of Posts and Telegraphs, Malaya.*

Pro vera copia :
C. Mondrup.

selv og ethvert andet Postvæsen, der deltager i Omekspeditionen eller Tilbagesendelsen. Debiteringen foretages i det Pakkepostkarte, der har Henhold til den Post, med hvilken Pakken fremsendes.

Artikel 26.

OMEKSPEDITIONS-GEBYR I BESTEMMELSESLANDET.

I Tilfælde af ny Omekspedition eller Tilbagesendelse til Afsendelseslandet tilkommer det i Artikel 10 omhandlede Omekspeditionsgebyr det Land, som har omekspederet Pakken indenfor sit eget Omraade.

Artikel 27.

FORSKELLIGE GEBYRER.

1. Det Efterspørgselsgebyr, der omhandles i Artikel 16, tilfalder udelt det Postvæsen, der har opkrævet det.

2. Det Gebyr for Toldklarering, som omhandles i Artikel 7, oppebæres af Bestemmelsespostvæsenet.

Artikel 28.

FORSKELLIGE BESTEMMELSER.

1. De Francs og Centimer, der omtales i denne Overenskomst, er Guldfrancs og Guldcentimer, saaledes som i Verdenspostkonventionen defineret.

2. Pakker kan ikke undergives noget postalt Gebyr udover de, der er fastsat i denne Overenskomst, undtagen ved gensidig Aftale mellem de to Poststyrelser.

3. Under ekstraordinære Forhold kan hver Poststyrelse midlertidigt suspendere Pakkepostbefordringen enten helt eller delvis paa Betingelse af, at der gives øjeblikkelig Meddelelse, om fornødent pr. Telegraf, til den anden Poststyrelse.

4. De to Poststyrelser har fastsat efterfølgende Ekspeditionsreglement for at sikre Udførelsen af nærværende Overenskomst. Yderligere Detailregler, der ikke kommer i Modstrid med de almindelige Bestemmelser i denne Overenskomst, og som ikke er fastsat i Ekspeditionsreglementet, kan til enhver Tid fastsættes ved gensidig Overenskomst.

5. Den indre Lovgivning i Danmark og Malaya forbliver gældende forsaavidt angaar alle Forhold, for hvilke der ikke er truffet Afgørelse ved Bestemmelserne i nærværende Overenskomst og i Ekspeditionsreglementet.

Artikel 29.

OVERENSKOMSTENS IKRAFTTRÆDEN OG VARIGHED.

Denne Overenskomst træder i Kraft den 1' Januar 1935 og forbliver gældende indtil Udløbet af 1 Aar at regne fra den Dato, paa hvilken den maatte blive opsagt af en af de to Poststyrelser.

Til Bekræftelse heraf har Undertegnede, dertil behørigt Befuldmægtigede underskrevet nærværende Overenskomst og anbragt deres Segl derpaa.

Udfærdiget i 2 Eksemplarer i København den 19' September 1934 og i Kuala Lumpur den 23rd October, 1934.

(Sd.) C. MONDRUP,
Generaldirektør
for Post-og Telegrafvæsenet i Danmark.

(Sd.) T. P. COE,
Ag. Director-General
of Posts and Telegraphs Malaya.

Pro vera copia :

C. Mondrup.

DETAILED REGULATIONS

FOR CARRYING OUT THE PARCEL POST AGREEMENT BETWEEN THE POST OFFICE OF DENMARK
AND THE POST OFFICE OF MALAYA.

Article 1.

CIRCULATION.

1. Each Post Office shall forward by the routes and means which it uses for its own parcels, parcels delivered to it by the other Post Office for conveyance in transit through its territory.
2. Missent parcels shall be retransmitted to their proper destination by the most direct route at the disposal of the Office retransmitting them.

Article 2.

METHOD OF TRANSMISSION. PROVISION OF BAGS.

1. The exchange of parcels between the two countries shall be effected by the Offices appointed by agreement between the two Post Offices.
2. Parcels shall be exchanged between the two countries in bags duly fastened and sealed. In the absence of any arrangement to the contrary, the transmission of parcels sent by one of the two contracting countries in transit through the other shall be effected "à découvert".
3. A label showing the Office of Exchange of origin and the Office of Exchange of destination shall be attached to the neck of each bag, the number of parcels contained in the bag being indicated on the back of the label.
4. The bag containing the Parcel Bill and other documents shall be distinctively labelled.
5. The weight of any bag of parcels shall not exceed 36 kilogrammes (80 pounds avoirdupois).
6. The parcels shall be despatched in bags provided by the despatching Post Office. The bags must be returned empty by the receiving Post Office by the next despatch.
7. The number of bags so returned shall be advised on the Parcel Bill.
8. Each Post Office shall be required to make good the value of any bags which it fails to return. Responsibility for the loss of empty bags shall be determined on the principles prescribed for the loss of parcels in Article 22 of the Agreement.

Article 3.

INFORMATION TO BE FURNISHED.

1. Each Post Office shall communicate to the other by means of a table :
 - (a) The names of the countries to which it can forward parcels handed over to it ;
 - (b) The routes available for the transmission of the said parcels from the point of entry into its territory or into its service ;
 - (c) The total amount to be credited to it by the other Post Office for each destination ;
 - (d) The number of Customs Declarations which must accompany each parcel ;
 - (e) Any other necessary information.
2. Each Post Office shall make known to the other the names of the countries to which it intends to send parcels in transit through the other, unless in any particular case the number of parcels concerned is insignificant.

EKSPEDITIONSREGLEMENT

TIL PAKKEPOSTOVERENSKOMSTEN MELLEM DANMARK OG MALAYA.

Artikel 1.

VIDEREBEFORDRING.

1. Hvert Postvæsen skal ad de Ruter og ved de Befordringsmidler, som det bruger til sine egne Pakker, viderebefordre Pakker, der overleveres til det af det andet Postvæsen til Transitbefordring gennem dets Territorium.
2. Fejlsendte Pakker skal videresendes til deres rigtige Bestemmelsessted ad den mest direkte Rute, der staar til Disposition for det Postvæsen, der videresender dem.

Artikel 2.

OVERLEVERINGSMAADE. UDFÆRDIGELSE AF SÆKKE.

1. Udveksling af Pakker mellem de to Lande sker gennem de Posthuse, der udpeges derti efter Overenskomst mellem de to Poststyrelser.
2. Pakker udveksles mellem de to Lande i behørigt lukkede og forseglede Sække.
I Mangel af anden Overenskomst foregaar Udvekslingen af Pakker, der sendes af et af de kontraherende Lande i Transit gennem det andet Land, i aaben Transit.
3. En Vignet med Angivelse af Afsendelseslandets og Bestemmelseslandets Udvekslingskontor anbringes paa Halsen af hver Sæk, og Antallet af Pakker, der findes i hver Sæk, angives bag paa Vignetten.
4. Den Sæk, der indeholder Kartet og andre Dokumenter, skal mærkes tydeligt.
5. Vægten af en Paksæk maa ikke overstige 36 kg (80 lbs).
6. Pakkerne skal afsendes i Sække tilhørende Afsendelseslandets Postvæsen. De tomme Sække skal tilbagesendes af det modtagende Postvæsen med første Post.
7. Antallet af saaledes tilbagesendte Sække skal anføres i Pakkepostkartet.
8. Hvert Postvæsen er forpligtet til at erstatte Værdien af Sække, som det maatte undlade at tilbagesende. Ansvaret for Bortkomst af tomme Sække bestemmes efter de Regler, der er foreskrevet i Overenskomstens Artikel 22 for Bortkomst af Pakker.

Artikel 3.

GENSIDIGE OPLYSNINGER.

1. Hver Poststyrelse skal meddele den anden Poststyrelse paa en Formular :
 - a) Navnene paa de Lande, til hvilke den kan videresende Pakker, som overgives til den.
 - b) De Ruter, der kan anvendes til Viderebefordring af de omhandlede Pakker fra deres Modtagelse paa Landets Postomraade.
 - c) Det samlede Beløb, der skal godskrives den af det andet Postvæsen for hvert Bestemmelsessted.
 - d) Antallet af Tolddeklarationer, der skal ledsage hver Pakke.
 - e) Alle andre nødvendige Oplysninger.
2. Hver Poststyrelse skal underrette den anden Poststyrelse om Navnene paa de Lande, til hvilke den har til Hensigt at sende Pakker i Transit gennem det andet Land, med mindre det paagældende Antal Pakker i hvert enkelt særlige Tilfælde er ubetydeligt.

Article 4.

FIXING OF EQUIVALENTS.

In fixing the charges for parcels, either Post Office shall be at liberty to adopt such approximate equivalents as may be convenient in its own currency.

Article 5.

MAKE-UP OF PARCELS.

Every parcel shall :

(a) Bear the exact address of the addressee in Roman characters.

Addresses in pencil shall not be allowed, provided that parcels bearing addresses written with copying ink pencil on a surface previously damped shall be accepted. The address shall be written on the parcel itself or on a label so firmly attached to it that it cannot become detached. The sender of a parcel shall be advised to enclose in the parcel a copy of the address together with a note of his own address.

(b) Be packed in a manner adequate for the length of the journey and for the protection of the contents.

Articles liable to injure officers of the Post Office or to damage other parcels shall be so packed as to prevent any risk.

Article 6.

SPECIAL PACKING.

1. Liquids and substances which easily liquefy shall be packed in two receptacles. Between the first receptacle (bottle, flask, pot, box, etc.) and the second (box of metal or of stout wood) shall be left a space which shall be filled with sawdust, bran or some other absorbent material in sufficient quantity to absorb all the liquid contents in the case of breakage.

2. Dry colouring powders such as aniline, etc., shall be admitted only if enclosed in stout metal boxes placed inside wooden boxes with sawdust between the two receptacles.

Article 7.

DESPATCH NOTES AND CUSTOMS DECLARATIONS.

1. Each parcel shall be accompanied by a Despatch Note and by Customs Declarations according to the regulations of the country of destination. The weight of the parcel in kilogrammes shall be entered on the Despatch Note.

2. The two Post Offices accept no responsibility in respect of the accuracy of Customs Declarations.

Article 8.

SERIAL NUMBER AND PLACE OF POSTING.

Each parcel and the relative Despatch Note as well shall bear a label indicating the serial number and the name of the Office of posting. An Office of posting shall not use two or more series of labels at the same time, unless each series is provided with a distinctive mark.

Artikel 4.

FASTSÆTTELSE AF ÆKVIVALENTER.

Til Fastsættelse af Taksterne for Pakker kan hver Poststyrelse frit anvende saadanne tilnærmelsesvise Ækvivalenter, som bedst stemmer overens med Landets egen Mønt.

Artikel 5.

PAKKERNES BESKAFFENHED.

Hver Pakke skal :

a) bære Adressatens nøjagtige Adresse i latinske Bogstaver.

Adressen maa ikke være skrevet med Blyant, dog kan Pakker, hvis Adresse er skrevet med Blækstift paa et i Forvejen fugtet Sted paa Pakken, modtages til Besørgelse. Adressen skal skrives paa selve Pakken, eller paa en Seddel, der er saaledes fastgjort til Pakken, at den ikke kan afriives. Det skal tilraades Pakkens Afsender at indlægge en Kopi af Adressen i Pakken tilligemed en Angivelse af hans egen Adresse ;

b) indpakkes paa en i Forhold til Vejlængden og til Beskyttelse af Indholdet passende Maade.

Genstande, der kan frembyde Fare for Posttjenestemændene eller beskadige andre Pakker, skal indpakkes saaledes, at al Fare undgaas.

Artikel 6.

SÆRLIG EMBALLAGE.

1. Vædsker og Stoffer, der let bliver flydende, indpakkes i 2 Beholdere. Imellem den første Beholder (Flaske, Flakon, Krukke, Æske, etc.) og den anden Beholder (Æske af Metal eller stærkt Træ) skal der være et Mellemrum, der fyldes med Savsmuld, Klid eller andet absorberende Stof i tilstrækkelig Mængde til at absorbere hele det flydende Indhold i Tilfælde af Ituslagning.

2. Tørt Farvepulver, saasom Anilin, etc., kan kun modtages til Besørgelse, hvis det er anbragt i stærke Metalæsker, som er anbragt inden i Trææsker med Savsmuld imellem de to Beholdere.

Artikel 7.

ADRESSEKORT OG TOLDDEKLARATIONER.

1. Hver Pakke skal ledsages af et Adressekort og af Tolddeklarationer i Overensstemmelse med Bestemmelseslandets Regler. Pakkens Vægt i hele kg anføres paa Adressekortet.

2. De to Postvæsener paatager sig ikke noget Ansvar med Hensyn til Tolddeklarationernes Rigtighed.

Artikel 8.

REGISTERNUMMER OG INDLEVERINGSSTED.

Enhver Pakke og det tilsvarende Adressekort skal bære en Vignet, der angiver Registernummer og Indleveringsposthus. Et Indleveringsposthus maa ikke paa samme Tid anvende 2 eller flere Registernummerrækker, med mindre hver Række er forsynet med et særligt Mærke.

Article 9.

DATE-STAMP IMPRESSION.

The Despatch Note shall be impressed by the Office of posting, on the address side, with a stamp showing the place and date of posting.

Article 10.

RETRANSMISSION.

1. The Post Office retransmitting a missent parcel shall not levy Customs of other non-postal charges upon it.

When a Post Office returns such a parcel to the country from which it has been directly received, it shall refund the credits received and report the error by means of a Verification Note.

In other cases, and if the amount credited to it is insufficient to cover the expenses of retransmission which it has to defray, the retransmitting Post Office shall allow to the Post Office to which it forwards the parcel the credits due for onward conveyance; it shall then recover the amount of the deficiency by claiming it from the Office of exchange from which the missent parcel was directly received. The reason for this claim shall be notified to the latter by means of a Verification Note.

2. When a parcel has been wrongly allowed to be despatched in consequence of an error attributable to the postal service and has, for this reason, to be returned to the country of origin, the Post Office which sends the parcel back shall allow to the Post Office from which it was received the sums credited in respect of it.

3. The charges on a parcel redirected, in consequence of the removal of the addressee or of an error on the part of the sender, to a country with which Malaya or Denmark has parcel post communication shall be claimed from the Post Office to which the parcel is forwarded, unless the charge for conveyance is paid at the time of redirection, in which case the parcel shall be dealt with as if it had been addressed directly from the retransmitting country to the new country of destination.

4. A parcel shall be retransmitted in its original packing and shall be accompanied by the original Despatch Note. If the parcel, for any reason whatsoever, has to be repacked, or if the original Despatch Note has to be replaced by a substitute Note, the name of the Office of origin of the parcel and the original serial number and, if possible, the date of posting at that Office shall be entered both on the parcel and on the Despatch Note.

Article 11.

RETURN OF UNDELIVERED PARCELS.

1. If the sender of an undeliverable parcel has made a request not provided for by Article 12, Section 2, of the Agreement, the Post Office of the country of destination need not comply with it but may return the parcel to the country of origin, after retention for the period prescribed by the regulations of the country of destination.

2. The Post Office which returns a parcel to the sender shall indicate clearly and concisely on the parcel and on the relative Despatch Note the cause of non-delivery. This information may be furnished in manuscript or by means of a stamped impression or a label. The original Despatch Note belonging to the returned parcel must be sent back to the country of origin with the parcel.

3. A parcel to be returned to the sender shall be entered on the Parcel Bill with the word "Rebut" in the "Observations" column. It shall be dealt with and charged like a parcel redirected in consequence of the removal of the addressee.

Artikel 9.

DAGSTEMPEL.

Adressekortet skal paa Adressiden af Afsendelsesposthuset paatrykkes et Stempel, der viser Afsendelsessted og Dato.

Artikel 10.

OMEKSPEDITION.

1. Det Postvæsen, der omekspederer en fejlsendt Pakke, opkræver ikke Told eller andre ikkepostale Gebyrer.

Naar et Postvæsen returnerer en saadan Pakke til det Land, fra hvilket den er modtaget direkte refunderes det godskrevne Beløb, og der gives Meddelelse om Fejlen ved en Tilbage-meldelse.

I andre Tilfælde, og hvis det godskrevne Beløb er utilstrækkeligt til at dække de Omekspe-ditionsudgifter, som det omekspederende Postvæsen skai dække, godskriver dette det Postvæsen, til hvilket det fremsender Pakken, de Beløb, der skal udredes for Videresendelsen. Det godtgør sig derpaa det manglende Beløb ved en Debitering overfor det Udvekslingskontor, fra hvilket den fejlsendte Pakke blev modtaget direkte. Grunden til denne Debitering meddeles sidstnævnte Postvæsen ved en Tilbage-meldelse.

2. Naar en Pakke fejlagtig er modtaget til Postbesørgelse som Følge af en Fejl, der maa tilskrives Postvæsenet, og af denne Grund skal returneres til Afsendelseslandet, godskriver det Postvæsen, der tilbagesender Pakken, det Postvæsen, fra hvilket Pakken er modtaget, de Beløb, som er godskrevet det for denne Pakke.

3. Beløbene for en Pakke, der som Følge af Adressatens Bopælsforandring eller som Følge af en Fejl, der kan tilskrives Afsenderen, omekspederes til et Land, med hvilket Danmark eller Malaya har Pakkepostforbindelse, debiteres det Postvæsen, til hvilket Pakken fremsendes, med mindre Gebyret for Videresendelsen betales samtidig med Omekspeditionen, i hvilket Tilfælde Pakken skal behandles, som om den var blevet adresseret direkte fra det omekspederende Land til det nye Bestemmelsesland.

4. En Pakke omekspederes i sin oprindelige Emballage og ledsages af det originale Adressekort. Hvis Pakken af en eller anden Grund maa forsynes med ny Emballage, eller hvis det originale Adressekort maa erstattes af Nødadressekort, anføres Afsendelsesposthusets Navn og det oprindelige Registernummer og om muligt Indleveringsdatoen ved dette Kontor baade paa Pakken og Adressekortet.

Artikel 11.

TILBAGESENDELSE AF UANBRINGELIGE PAKKER.

1. Hvis Afsenderen af en uanbringelig Pakke har fremsat en Anmodning, som ikke er omtalt i Artikel 12, Stk. 2, i Overenskomsten, behøver Bestemmelseslandets Postvæsen ikke at efterkomme den, men kan tilbagesende Pakken til Afsendelseslandet efter Udløbet af den ved Bestemmelseslandets Regler foreskrevne Frist.

2. Det Postvæsen, der returnerer en Pakke til Afsenderen, skal paa Pakken og paa det tilhørende Adressekort klart og tydeligt angive Grunden til Uanbringeligheden. Denne Oplysning kan gives ved Haandskrift, ved Hjælp af et Stempelaftryk eller ved en Vignet. Det originale Adressekort, der hører til den tilbagesendte Pakke, sendes tilbage til Afsendelseslandet sammen med Pakken.

3. En Pakke, der returneres til Afsenderen, opføres paa Pakkepostkartet med Ordet «rebut» i Anmærkningsrubriken. Den behandles og takseres ligesom en Pakke, der omekspederes som Følge af Adressatens Bopælsforandring.

Article 12.

SALE. DESTRUCTION.

1. When a parcel has been sold or destroyed in accordance with the provisions of Article 14 of the Agreement, a report of the sale or destruction shall be prepared.

2. The proceeds of the sale shall be used in the first place to defray the charges upon the parcel. Any balance which there may be shall be forwarded to the Post Office of the country of origin for payment to the sender, on whom the cost of forwarding it shall fall.

Article 13.

ENQUIRIES CONCERNING PARCELS.

For enquiries concerning parcels, a form shall be used similar to the specimen annexed to the Detailed Regulations of the Parcel Post Agreement of the Universal Postal Union. These forms shall be forwarded to the offices appointed by the two Post Offices to deal with them and they shall be dealt with in the manner mutually arranged between the two Post Offices.

Article 14.

PARCEL BILLS.

1. All parcels shall be entered individually by the despatching Office of Exchange on a Parcel Bill. The Despatch Notes, Customs Declarations, etc., shall be forwarded with the Parcel Bill.

2. Each despatching Office of Exchange shall number the Parcel Bills in the top left-hand corner in an annual series for each Office of Exchange of destination, and as far as possible shall enter below the number the name of the ship conveying the mail. A note of the last number of the year shall be made on the first Parcel Bill of the following year.

Article 15.

CHECK BY OFFICE OF EXCHANGE. NOTIFICATION OF IRREGULARITIES.

1. On the receipt of a Mail, whether of parcels or of empty bags, the Office of Exchange shall check the parcels and the various documents which accompany them, or the empty bags as the case may be, against the particulars entered on the relative Parcel Bill, and, if necessary, shall report missing articles or other irregularities by means of a Verification Note.

2. Any discrepancies in the credits and accounting shall be notified to the despatching Office of Exchange by Verification Note. The accepted Verification Notes shall be attached to the Parcel Bills to which they relate. Corrections made on Parcel Bills not supported by vouchers shall not be considered valid.

Article 16.

ACCOUNTING FOR CREDITS.

1. Each Post Office shall cause each of its Offices of Exchange to prepare quarterly for all the Parcel Mails received from the Offices of Exchange of the other Post Office a statement of the total amounts entered on the Parcel Bills, whether to its credit or to its debit.

2. These statements shall be afterwards summarised by the same Post Office in an account which, accompanied by the quarterly statements, the Parcel Bills and the Verification Notes, if any, relating thereto, shall be forwarded to the corresponding Post Office in the course of the quarter following that to which it relates.

Artikel 12.

SALG. TILINTETGØRELSE.

1. Naar en Pakke er blevet solgt eller tilintetgjort i Overensstemmelse med Bestemmelserne i Overenskomstens Artikel 14, udfærdiges en Protokol om Salget eller Tilintetgørelsen.

2. Udbyttet ved Salget bruges først og fremmest til at dække de Pakken paahvilende Omkostninger. Et eventuelt Overskud sendes til Afsendelseslandets Poststyrelse til Udbetaling til Afsenderen, hvem Omkostningerne ved Fremsendelsen paahviler.

Artikel 13.

EFTERSPØRGSER ANGAAENDE PAKKER.

Til Efterspørgsel angaaende Pakker anvendes en Formular af lignende Art som den, der er vedføjet Ekspeditionsreglementet til Verdenspostforeningens Pakkeoverenskomst. Disse Formularer fremsendes til de Kontorer, som de to Poststyrelser har udpeget til at behandle dem, og de behandles paa den Maade, som de to Poststyrelser er blevet enige om.

Artikel 14.

PAKKEPOSTKARTER.

1. Alle Pakker opføres enkeltvis af det afsendende Udvekslingskontor paa et Pakkepostkarte. Adressekort, Tolddeklarationer, etc. fremsendes sammen med Pakkepostkartet.

2. Ethvert afsendende Udvekslingskontor nummererer i det øverste venstre Hjørne Pakkepostkartet med en aarlig Nummerrække for hvert modtagende Udvekslingskontor og anfører saavidt muligt under Nummeret Navnet paa det Skib, der befordrer Posten. En Bemærkning om det sidste Nummer for Aaret anføres paa det første Pakkepostkarte for det følgende Aar.

Artikel 15.

UDVEKSLINGSKONTORERNES DEKARTERING. MEDDELELSE OM UREGELMÆSSIGHEDER.

1. Ved Modtagelsen af en Post, indeholdende Pakker eller tomme Sække, sammenholder Udvekslingskontoret Pakkerne og de forskellige Følgedokumenter, eventuelt de tomme Sække, med Ansørlerne i det paagældende Pakkepostkarte og giver eventuelt Meddelelse om manglende Pakker eller andre Uregelmæssigheder ved en Tilbage meldelse.

2. Enhver Uoverensstemmelse i Portobeløb og andre Angivelser i Kartet skal ved Tilbage meldelse meddeles til det afsendende Udvekslingskontor. De anerkendte Tilbage meldelser vedhæftes de Pakkepostkarter, som de vedrører. Rettelser paa Pakkepostkarter, der ikke er bekræftet ved Bilag, betragtes som ugyldige.

Artikel 16.

AFREGNING OVER GODTGØRELSENE.

1. Hver Poststyrelse paalægger sine Udvekslingskontorer for alle Pakkeposter, der modtages fra det andet Postvæsens Udvekslingskontorer, at udfærdige en kvartaarlig Opgørelse over de samlede Beløb, der er opført paa Pakkepostkarterne som Kredit eller Debet.

2. Disse Opgørelser opføres derefter af samme Poststyrelse i en Afregning, der, ledsaget af de kvartaarlige Opgørelser, Pakkepostkarter og eventuelle Tilbage meldelser, fremsendes til den anden Poststyrelse i Løbet af det Kvartal, der følger efter det, hvortil Afregningerne har Henhold.

3. The quarterly accounts, after having been checked and accepted on both sides, shall be summarised in a quarterly general account prepared by the Post Office to which the balance is due.

Article 17.

SETTLEMENT OF ACCOUNTS.

1. Payment of the balance of the Account shall be made by the debtor to the creditor Post Office in the manner prescribed by the Convention of the Postal Union for the liquidation of the balances of Transit Accounts.

2. The preparation and transmission of a general account and the payment of the balance of that account shall be effected as early as possible and, at the latest, within a period of three months from the end of the period to which the account relates. After the expiration of this term, the sums due from one Post Office to the other shall bear interest at the rate of 7 per cent per annum to be reckoned from the date of expiration of the said term.

Article 18.

COMMUNICATIONS AND NOTIFICATIONS.

Each Post Office shall furnish to the other all necessary information on points of detail in connexion with the working of the service.

Article 19.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE DETAILED REGULATIONS.

The present Detailed Regulations shall come into operation on the day on which the Parcel Post Agreement comes into force and shall have the same duration as the Agreement. The Post Offices concerned shall, however, have the power by mutual consent to modify the details from time to time.

Done in duplicate at Kuala Lumpur the 23rd day of October, 1934, and at Copenhagen the 19th day of September, 1934.

(Sd) C. MONDRUP.
*The Director-General
of Posts, Denmark.*

(Sd) T. P. COE.
*Ag. Director-General
of Posts and Telegraphs, Malaya.*

Pro vera copia :
C. Mondrup.

The correctness of the above signature of Mr. C. Mondrup, Director-General of Posts, is hereby certified to.

Copenhagen, 21st December, 1934.

For the Minister for Foreign Affairs :

B. A.
Hans Bertelsen.

3. Efter at være blevet revideret og anerkendt af begge Poststyrelser, opstilles de kvartaarlige Afregninger i en kvartaarlig Generalafregning, der udfærdiges af den fordringshavende Poststyrelse.

Artikel 17.

AFVIKLING AF AFREGNINGERNE.

1. Betalingen af Afregningernes Saldo foretages af den betalingspligtige Poststyrelse til den fordringshavende Poststyrelse paa den Maade, som i Verdenspostkonventionen er foreskrevet for Afvikling af Transitafgiftsafregninger.

2. Udarbejdelsen og Oversendelsen af en Generalafregning samt Betalingen af denne Afregnings Saldo skal foretages saa hurtigt som muligt og senest inden tre Maaneder at regne fra Udløbet af den Periode, til hvilken Afregningen har Henhold. Efter Udløbet af denne Termin er de Beløb, som den ene Poststyrelse skylder den anden, rentebærende med 7 % p. a. at regne fra Udløbet af nævnte Frist.

Artikel 18.

MEDDELELSER.

Hver Poststyrelse skal til den anden Poststyrelse give alle nødvendige Meddelelser vedrørende de enkelte Forhold, der staar i Forbindelse med Tjenestens Udførelse.

Artikel 19.

EKSPEDITIONSREGLEMENTETS IKRAFTTRÆDEN OG VARIGHED.

Nærværende Ekspeditionsreglement træder i Kraft samme Dag som Pakkepostoverenskomsten og har samme Varighed som denne. Poststyrelserne kan imidlertid ved gensidig Overenskomst ændre Enkelthederne til enhver Tid.

Udfærdiget i 2 Eksemplarer i København den 19' September 1934 og i Kuala Lumpur den 23rd October 1934.

(*Sd.*) C. MONDRUP.

*Generaldirektor for Post-og Telegrafvæsenet
i Danmark.*

(*Sd.*) T. P. COE.

*Ag. Director-General of Posts
and Telegraphs, Malaya.*

Pro vera copia :

C. Mondrup.

The correctness of the above signature of Mr. C. Mondrup, Director-General of Posts, is hereby certified to.

Copenhagen, December 21st, 1934.

For the Minister for Foreign Affairs :

B. A.
Hans Bertelsen.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3575. — ACCORD ENTRE L'OFFICE DES POSTES DU DANEMARK ET L'OFFICE DES POSTES DE LA MALAISIE RELATIF A L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX. SIGNÉ A COPENHAGUE, LE 19 SEPTEMBRE 1934, ET A KUALA-LUMPUR, LE 23 OCTOBRE 1934.

Les Administrations des Postes de la Malaisie et du Danemark conviennent d'instituer un service régulier d'échange direct de colis postaux entre la Malaisie et le Danemark.

Dans le présent accord et dans le règlement d'exécution qui y est annexé, le terme « Malaisie » désigne les Etablissements du Détroit, les Etats malais fédérés de Perak, Selangor, Negri Sembilan et Pahang, ainsi que tout Etat malais placé sous le protectorat britannique qui pourrait subséquemment faire partie de l'Union postale malaise.

ACCORD

Article premier.

LIMITES DE POIDS ET DE DIMENSIONS.

1. Les colis postaux expédiés du Danemark à destination de la Malaisie ne devront pas peser plus de 22 livres anglaises, ni mesurer plus de 3 pieds 6 pouces de longueur ou plus de 6 pieds, longueur et pourtour réunis ; les colis postaux expédiés de la Malaisie à destination du Danemark ne devront pas peser plus de 10 kg., ni mesurer plus de 1 m. 25 de longueur et 55 dm³ de volume.

2. En ce qui concerne le calcul exact du poids et des dimensions d'un colis, la manière de voir de l'administration expéditrice prévaudra, sauf en cas d'erreur manifeste.

Article 2.

TRANSPORTS PAR LA COMPAGNIE DE L'EST ASIATIQUE.

L'Administration des Postes du Danemark se charge d'assurer les transports entre les deux pays par les navires de la Compagnie de l'Est Asiatique (*Østasiatisk Kompagni*).

Article 3.

COLIS EN TRANSIT.

Les deux administrations des postes garantissent sur leur territoire le libre transit des colis à destination ou en provenance de tous les pays avec lesquels elles échangent respectivement des colis postaux. Les colis en transit seront assujettis aux dispositions du présent accord et du règlement d'exécution y afférent, dans la mesure où ces dispositions seront applicables.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 4.

AFFRANCHISSEMENT. TAXES.

1. L'affranchissement préalable des colis sera obligatoire, sauf pour les colis réexpédiés ou renvoyés à l'expéditeur.

2. La taxe se composera des droits revenant à chaque administration postale participant au transport terrestre ou maritime.

Article 5.

TAXE TERRITORIALE.

Pour les colis expédiés de l'un des deux pays à destination de l'autre, les taxes territoriales seront, en Malaisie, de 0,80, 1,40, 2,00 et 3,00 francs (or) pour les colis ne pesant pas plus de 3 lb., 7 lb., 11 lb. et 22 lb., respectivement, et, au Danemark, de 0,60, 0,90 et 1,75 franc (or), pour les colis ne pesant pas plus de 1 kg., 5 kg. et 10 kg., respectivement.

L'Administration des Postes du Danemark se réserve la faculté d'adapter ses taxes à toutes modifications qui pourront être introduites en matière de taxes par des conventions internationales postérieures à l'Arrangement du Caire de 1934.

L'Administration des Postes de la Malaisie se réserve le droit d'adapter ses taxes territoriales à toutes modifications ultérieures de ces taxes qui pourront être décidées, en matière d'échange de colis postaux, dans ses relations avec d'autres pays en général.

Article 6.

TAXE MARITIME.

Chacune des deux administrations postales aura le droit de fixer le tarif de tout service maritime assuré par elle.

Article 7.

DROIT DE DÉDOUANEMENT.

L'Administration des Postes du Danemark pourra percevoir, pour la remise à la douane et le dédouanement, ou pour la remise à la douane seulement, un droit ne dépassant pas 50 centimes par colis, ou toute autre taxe qui pourra être fixée par des conventions internationales postérieures à l'Arrangement du Caire de 1934. L'Administration des Postes de la Malaisie est autorisée à percevoir le droit qu'elle fixera de temps à autre pour des services similaires dans ses échanges de colis postaux avec d'autres pays en général.

Article 8.

PAIEMENT DES DROITS DE DOUANE ET AUTRES DROITS.

Les droits de douane ou autres droits n'ayant pas trait au service postal seront acquittés par les destinataires des colis, sauf disposition contraire du présent accord.

Article 9.

PROHIBITIONS.

1. Il est interdit d'inclure dans un colis :

- a) Des articles qui, par leur nature ou leur emballage, peuvent présenter du danger pour les agents des postes, ou peuvent salir ou détériorer les autres envois ;
- b) Des matières explosives, inflammables ou dangereuses (y compris les capsules métalliques chargées, les cartouches amorcées et les allumettes) ;
- c) Des articles de caractère obscène ou immoral ;

d) Des articles dont l'admission est interdite par la loi, par les règlements douaniers ou par d'autres règlements ;

e) Des lettres, notes ou documents ayant le caractère d'une correspondance actuelle ou personnelle, ainsi que de la correspondance ou des paquets de quelque nature que ce soit, portant une adresse autre que celle du destinataire du colis ou de personnes habitant avec ce dernier.

(Toutefois, il est permis d'inclure dans un colis une facture ouverte réduite à ses énonciations constitutives.)

f) Des animaux vivants (exception faite des abeilles, qui devront être enfermées dans des boîtes de façon à éviter tout risque pour les agents des postes et à permettre la vérification du contenu).

2. Tout colis admis à tort à l'expédition sera retourné au pays d'origine, à moins que l'administration postale du pays de destination ne soit autorisée par sa législation à en disposer autrement.

Néanmoins, le fait qu'un colis contient une lettre ou une communication ayant le caractère d'une correspondance actuelle ou personnelle n'entraînera en aucun cas le renvoi du colis au pays d'origine.

3. Les explosifs, matières inflammables ou substances dangereuses et les articles de caractère obscène ou immoral ne seront pas retournés au pays d'origine ; l'administration qui les aura trouvés dans les courriers en disposera conformément à son règlement intérieur.

4. Si un colis admis à tort à l'expédition n'est ni renvoyé à l'origine ni remis au destinataire, l'administration du pays d'origine sera informée d'une manière précise du traitement appliqué au colis afin qu'elle puisse prendre éventuellement les mesures qui s'imposent.

Article 10.

RÉEXPÉDITION.

1. Les colis pourront être réexpédiés en cas de changement d'adresse du destinataire dans le pays de destination. L'administration postale du pays de destination pourra percevoir les taxes de réexpédition prévues par son règlement intérieur. De même, les colis pourront être réexpédiés de l'un des deux pays Parties au présent arrangement à destination d'un autre pays, à condition que lesdits colis remplissent les conditions requises pour le nouveau transport et, en règle générale, que l'affranchissement supplémentaire ait été acquitté à l'avance au moment de la réexpédition, ou que soit produite une pièce établissant que le destinataire acquittera cette taxe.

2. Les taxes supplémentaires de réexpédition qui n'auront pas été acquittées par le destinataire ou par son représentant ne seront pas annulées en cas de nouvelle réexpédition ou de retour au pays d'origine, mais seront réclamées au destinataire ou à l'expéditeur, suivant le cas, sans préjudice du paiement de tous autres droits spéciaux que l'administration du pays de destination ne consent pas à annuler.

Article 11.

COLIS ACHEMINÉS DANS UNE FAUSSE DIRECTION.

Les colis reçus à la suite d'une erreur ou admis à tort à l'expédition seront transmis, conformément aux dispositions de l'article 11, paragraphes 1 et 2, du règlement d'exécution.

Article 12.

REBUTS.

1. Sauf demande contraire de la part de l'expéditeur, tout colis qui n'aura pu être remis sera retourné à l'expéditeur sans préavis et à ses frais, à l'expiration du délai prescrit par le règlement de l'administration des postes du pays de destination.

2. L'expéditeur aura la faculté, au moment du dépôt du colis, de demander que celui-ci, s'il ne peut être remis à l'adresse indiquée, soit : a) traité comme colis abandonné, b) présenté à une seconde adresse dans le pays de destination. Aucune autre éventualité ne sera admise. Si l'expéditeur fait usage de cette facilité, sa demande devra figurer sur le bulletin d'expédition et devra être conforme ou analogue à l'une des formules suivantes :

« Si le colis ne peut être remis à l'adresse indiquée : abandonner. »

« Si le colis ne peut être remis à l'adresse indiquée : livrer à » Cette indication devra également figurer sur l'emballage du colis.

3. Les droits à percevoir sur les colis tombés en rebut, retournés à l'expéditeur, seront recouverts conformément aux dispositions de l'article 25.

Article 13.

ANNULATION DES DROITS DE DOUANE.

Les deux Parties au présent accord s'engagent à intervenir auprès de leurs administrations des douanes respectives pour qu'elles annulent les droits de douane sur les colis renvoyés au pays d'origine, abandonnés par l'expéditeur, détruits ou réexpédiés sur un tiers pays.

Article 14.

VENTE. DESTRUCTION.

Les articles sujets à détérioration ou à corruption peuvent seuls être vendus immédiatement, même en route à l'aller ou au retour, sans avis préalable ni formalités judiciaires. Si, pour une raison quelconque, la vente en est impossible, les articles détériorés ou corrompus seront détruits.

Article 15.

COLIS ABANDONNÉS.

Les colis qui n'auront pu être remis aux destinataires et dont les expéditeurs auront fait abandon ne seront pas retournés par l'administration du pays de destination, mais seront traités conformément à la législation de ce pays.

Article 16.

RÉCLAMATIONS.

1. Il pourra être perçu un droit de 1 franc, au maximum, pour toute réclamation concernant un colis.

2. Les réclamations ne seront admises que dans le délai d'une année à partir du lendemain de la date du dépôt du colis.

3. Si la réclamation est motivée par une faute de service, le droit perçu pour la réclamation sera remboursé.

Article 17.

RESPONSABILITÉ EN CAS DE PERTE, DE SPOLIATION OU D'AVARIE.

1. Sauf les cas prévus à l'article suivant, les deux administrations postales seront responsables de la perte des colis ou de la perte, spoliation ou avarie de la totalité ou d'une partie de leur contenu.

L'expéditeur aura droit, de ce fait, à une indemnité correspondant au montant réel de la perte, spoliation ou avarie. Cette indemnité ne pourra dépasser : 10 francs par colis jusqu'au poids de 1 kg. (3 lb.), 25 francs par colis de plus de 1 kg. jusqu'à 5 kg. (11 lb.) et 40 francs par colis de plus de 5 kg. jusqu'à 10 kg. (22 lb.).

Dans le cas où la perte, la spoliation ou l'avarie se sera produite dans le service du pays de destination, l'administration postale de ce pays pourra verser, à ses propres frais et sans consulter l'administration du pays d'origine, l'indemnité au destinataire, à condition que ce dernier puisse prouver que l'expéditeur a renoncé à ses droits en sa faveur.

2. Dans le calcul de l'indemnité, les dommages indirects ou le manque à gagner ne seront pas pris en considération.

3. L'indemnité sera calculée d'après le prix courant des marchandises de même nature, au lieu et à l'époque où les marchandises auront été acceptées au transport.

4. Dans le cas où sera due une indemnité pour perte, destruction ou avarie complète d'un colis, ou pour spoliation de la totalité de son contenu, l'expéditeur aura droit également au remboursement des taxes de transport.

Article 18.

EXCEPTIONS AU PRINCIPE DE LA RESPONSABILITÉ.

Les deux administrations postales seront dégagées de toute responsabilité :

- a) En cas de force majeure ;
- b) Lorsqu'elles ne pourront rendre compte des colis par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure ;
- c) Lorsque le dommage aura été causé par la faute ou la négligence de l'expéditeur, ou lorsqu'il proviendra de la nature de l'article ;
- d) Pour les colis dont le contenu tombe sous le coup de l'une des interdictions mentionnées à l'article 9 ;
- e) Pour les colis qui n'ont donné lieu à aucune réclamation de la part de l'expéditeur, dans le délai prévu à l'article 16.

Article 19.

CESSATION DE LA RESPONSABILITÉ.

Les deux administrations postales cesseront d'être responsables des colis qui auront été livrés conformément à leur règlement intérieur et dont les ayants droit ou leurs représentants auront pris livraison sans formuler de réserves.

Article 20.

PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ.

L'indemnité sera versée par l'administration des postes du pays d'origine, sauf dans les cas prévus au paragraphe 1 de l'article 17, dans lesquels le paiement sera effectué par l'administration postale du pays de destination. L'administration du pays d'origine pourra, toutefois, après avoir obtenu le consentement de l'expéditeur, autoriser l'administration du pays de destination à indemniser le destinataire. L'administration qui aura effectué le paiement conservera un droit de recours contre l'administration responsable.

Article 21.

DÉLAI DE PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ.

1. L'indemnité sera versée le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai d'un an à compter du lendemain du jour de la réclamation.

2. L'administration postale du pays d'origine est autorisée à désintéresser l'expéditeur pour le compte de l'autre administration, qui, régulièrement saisie, a laissé s'écouler neuf mois sans donner de solution à l'affaire.

3. L'administration du pays d'origine pourra, exceptionnellement, différer le règlement de l'indemnité au delà de la période d'un an, lorsque la question de responsabilité n'aura pu être tranchée par suite de circonstances indépendantes de la volonté des administrations intéressées.

Article 22.

DÉTERMINATION DE LA RESPONSABILITÉ.

1. Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité incombera à l'administration postale qui, ayant reçu le colis de l'autre administration sans formuler de réserve et étant mise en possession de tous les moyens réglementaires d'investigation, ne pourra établir que le colis a été dûment livré au destinataire, ou qu'il a été régulièrement transmis à l'administration postale suivante, selon le cas.

2. Si, dans le cas d'un colis expédié de l'un des deux pays à destination de l'autre, la perte, la spoliation ou l'avarie est survenue en cours de transport sans qu'il soit possible de déterminer dans le service de quel pays l'irrégularité s'est produite, les deux administrations supporteront par moitié le montant de l'indemnité.

3. Le même principe sera appliqué, dans la mesure du possible, lorsque d'autres administrations auront participé au transport des colis. Toutefois, dans le cas de colis expédiés en transit de l'un des deux pays à travers le territoire de l'autre, ni l'une ni l'autre des deux administrations ne sera considérée comme responsable lorsque la perte, la spoliation ou l'avarie sera survenue dans un service qui n'accepte aucune responsabilité.

4. Les droits de douane et autres droits qu'il n'aura pas été possible d'annuler seront à la charge de l'administration responsable de la perte, de l'avarie ou de la spoliation.

5. Du fait qu'elle a payé l'indemnité, l'administration intéressée est subrogée, jusqu'à concurrence du montant versé, dans les droits de la personne qui a reçu l'indemnité, pour tout recours éventuel contre le destinataire, l'expéditeur ou les tiers.

Si un colis considéré comme perdu est ultérieurement retrouvé en totalité ou en partie, la personne qui aura touché l'indemnité sera avisée qu'il lui est loisible de prendre possession du colis contre restitution du montant de l'indemnité versée.

Article 23.

REMBOURSEMENT DE L'INDEMNITÉ.

L'administration responsable, ou pour le compte de laquelle le paiement est effectué conformément à l'article 20, sera tenue de rembourser le montant de l'indemnité dans un délai de trois mois après notification du paiement. Le montant de l'indemnité sera recouvré auprès de l'administration responsable au moyen des états prévus au paragraphe 2 de l'article 16 du règlement d'exécution.

L'administration dont la responsabilité sera dûment établie et qui aura primitivement décliné le paiement de l'indemnité sera tenue de supporter tous les frais additionnels résultant du retard injustifié apporté au paiement.

Article 24.

BONIFICATIONS DE TRANSPORT.

Pour chaque colis expédié de l'un des deux pays à destination de l'autre, le bureau expéditeur bonifiera au bureau destinataire les taxes qui reviennent à ce dernier en vertu des dispositions des articles 5 et 6.

Pour chaque colis expédié de l'un des deux pays en transit à travers le territoire de l'autre, le bureau expéditeur bonifiera à l'autre bureau les taxes dues pour le transport du colis.

Article 25.

REPRISES EN CAS DE RÉEXPÉDITION OU DE RENVOI.

En cas de réexpédition ou de renvoi d'un colis d'un pays à l'autre, l'administration réexpéditrice reprendra sur l'autre administration le montant des droits qui lui reviennent à elle-même et à toute autre administration ayant participé à la réexpédition ou au renvoi du colis. La reprise sera effectuée sur la feuille de route relative à l'envoi dont le colis fait partie.

Article 26.

TAXE POUR LA RÉEXPÉDITION DANS LE PAYS DE DESTINATION.

La taxe de réexpédition prévue à l'article 10 sera acquise, en cas de réexpédition ultérieure ou de renvoi au pays d'origine, au pays qui aura effectué la réexpédition dans les limites de son territoire.

Article 27.

DROITS DIVERS.

1. Le droit applicable aux réclamations, mentionné à l'article 16, sera acquis en totalité à l'administration postale qui l'aura perçu.
2. Le droit de dédouanement prévu à l'article 7 sera acquis à l'administration du pays de destination.

Article 28.

DISPOSITIONS DIVERSES.

1. Les francs et centimes mentionnés dans le présent accord sont des francs et centimes-or tels qu'ils sont définis dans la Convention de l'Union postale.
2. Les colis ne pourront être grevés de taxes postales autres que celles qui sont prévues dans le présent accord, sauf par entente des deux administrations postales.
3. En cas de circonstances exceptionnelles, chacune des deux administrations pourra suspendre temporairement, en totalité ou en partie, le service d'échange des colis postaux, à la condition d'en aviser immédiatement, et, s'il y a lieu, par télégramme, l'autre administration.
4. Les deux administrations ont élaboré le règlement d'exécution ci-après en vue de l'exécution du présent accord. D'autres questions de détail, si elles ne sont pas incompatibles avec les dispositions générales du présent accord et n'ont pas été prévues dans le règlement d'exécution, pourront être réglées de temps à autre, d'un commun accord.
5. Les législations intérieures de la Malaisie et du Danemark seront applicables à tous les points qui n'auraient pas été prévus par les dispositions du présent accord et de son règlement d'exécution.

Article 29.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE L'ACCORD.

Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1935 et restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an à dater du jour où il aura été dénoncé par l'une ou l'autre des deux administrations postales.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire à Copenhague, le 19 septembre 1934, et à Kuala-Lumpur, le 23 octobre 1934.

*Le Directeur général
des Postes du Danemark :*
(Signé) C. MONDRUP.

*Le Directeur général p. i.
des Postes et Télégraphes de la Malaisie :*
(Signé) T. P. COE.

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION

DE L'ACCORD RELATIF A L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX ENTRE L'OFFICE DES POSTES DU DANEMARK
ET L'OFFICE DES POSTES DE LA MALAISIE.

Article premier.

ACHEMINEMENT.

1. Chacune des deux administrations postales acheminera par les voies et moyens qu'elle utilise pour ses propres colis, les colis qui lui seront remis par l'autre administration pour être transportés en transit par son territoire.
2. Les colis acheminés dans une fausse direction seront réexpédiés sur leur véritable destination par la voie la plus directe dont peut disposer le bureau réexpéditeur.

Article 2.

MODE DE TRANSMISSION. FOURNITURE DES SACS.

1. L'échange des colis entre les deux pays sera effectué par les bureaux désignés d'un commun accord par les deux administrations postales.
2. Les colis seront échangés entre les deux pays en sacs dûment clos et scellés.
En l'absence de toute disposition contraire, la transmission des colis expédiés par l'un des deux pays contractants en transit à travers le territoire de l'autre sera effectuée « à découvert ».
3. On attachera au col de chaque sac une étiquette indiquant le bureau d'échange d'origine et le bureau d'échange de destination ; le nombre des colis contenus dans le sac sera inscrit au dos de l'étiquette.
4. Le sac contenant la feuille de route et les autres documents portera une marque distinctive.
5. Aucun sac de colis ne devra peser plus de 36 kilogrammes (80 livres avoirdupois).
6. Les colis seront expédiés dans des sacs fournis par l'administration des postes expéditrice. L'administration destinataire devra retourner les sacs vides par le courrier suivant.
7. Le nombre des sacs ainsi retournés sera signalé sur la feuille de route.
8. Chaque administration des postes sera tenue de rembourser la valeur de tout sac qu'elle n'aurait pas renvoyé. La responsabilité de la perte des sacs vides sera déterminée d'après les principes prescrits pour la perte de colis à l'article 22 de l'accord.

Article 3.

RENSEIGNEMENTS A FOURNIR.

1. Chacune des deux administrations des postes notifiera à l'autre, au moyen d'un relevé :
 - a) La nomenclature des pays à destination desquels elle peut acheminer les colis qui lui sont remis ;
 - b) Les voies ouvertes à l'acheminement desdits colis à partir de l'entrée sur son territoire ou dans son service ;
 - c) La somme totale qui devra lui être bonifiée par l'autre administration, pour chaque destination ;
 - d) Le nombre de déclarations en douane qui doivent accompagner chaque colis ;
 - e) Tous autres renseignements nécessaires.

2. Chacune des deux administrations fera connaître à l'autre le nom des pays à destination desquels elle a l'intention d'expédier des colis en transit à travers le territoire de l'autre, à moins que, dans un cas particulier, le nombre de ces colis ne soit insignifiant.

Article 4.

FIXATION DES ÉQUIVALENTS.

Dans la fixation des taxes afférentes aux colis, chacune des deux administrations postales aura la faculté d'adopter tels équivalents approximatifs, en sa propre monnaie, qu'elle jugera appropriés.

Article 5.

CONDITIONNEMENT DES COLIS.

Tout colis devra :

a) Porter l'adresse exacte du destinataire en caractères latins.

Les adresses au crayon ne seront pas admises, mais les colis portant des adresses écrites au crayon-encre, sur un fond préalablement mouillé, seront acceptés. L'adresse sera inscrite sur le colis même ou sur une étiquette attachée assez solidement au colis pour qu'elle ne puisse se détacher. On recommandera à l'expéditeur de tout colis d'insérer dans le colis une copie de l'adresse du destinataire, ainsi que l'indication de sa propre adresse ;

b) Être emballé d'une manière qui réponde à la durée du transport et qui assure la protection du contenu.

Les objets qui pourraient blesser les agents des postes ou endommager d'autres colis devront être emballés de manière à éviter tout risque.

Article 6.

EMBALLAGES SPÉCIAUX.

1. Les liquides et les corps facilement liquéfiables devront être emballés dans un double récipient. Entre le premier récipient (bouteille, flacon, pot, boîte, etc.) et le second (boîte métallique ou en bois résistant), il sera ménagé un espace qui devra être rempli de sciure, de son ou d'une autre matière absorbante, en quantité suffisante pour pouvoir absorber, en cas de bris, la totalité du contenu liquide.

2. Les colorants secs en poudre, tels que l'aniline, etc., ne seront admis que dans des boîtes en métal résistant placées à l'intérieur de boîtes en bois, l'espace entre les deux emballages étant rempli de sciure.

Article 7.

BULLETINS D'EXPÉDITION ET DÉCLARATIONS EN DOUANE.

1. Chaque colis devra être accompagné d'un bulletin d'expédition et de déclarations en douane conformes aux règlements du pays de destination. Le poids du colis en kilogrammes sera indiqué sur le bulletin d'expédition.

2. Les deux administrations des postes n'assument aucune responsabilité quant à l'exactitude des déclarations en douane.

Article 8.

NUMÉRO D'ORDRE ET LIEU DE DÉPÔT.

Le colis et le bulletin d'expédition qui s'y rapporte devront porter une étiquette indiquant le numéro d'ordre et le nom du bureau de dépôt. Le même bureau d'origine ne pourra employer en

même temps deux ou plusieurs séries d'étiquettes, à moins que chaque série ne soit pourvue d'un signe distinctif.

Article 9.

APPLICATION DU TIMBRE A DATE.

Le bulletin d'expédition sera frappé par le bureau d'origine, du côté de la suscription, d'un timbre indiquant le lieu et la date du dépôt.

Article 10.

RÉEXPÉDITION.

1. L'administration qui réexpédiera un colis acheminé dans une fausse direction ne percevra, pour ce colis, ni droits de douane ni autres taxes non postales.

Lorsqu'une administration des postes renverra un colis de ce genre au pays dont elle l'a reçu directement, elle restituera les bonifications reçues et signalera l'erreur au moyen d'un bulletin de vérification.

Dans les autres cas, et si le montant des taxes qui lui ont été attribuées est insuffisant pour couvrir les frais de réexpédition qui lui incombent, l'administration réexpéditrice bonifiera à l'administration à laquelle elle remet le colis, les droits de transport que comporte l'acheminement ; elle se créditera ensuite de la somme dont elle est à découvert par une reprise sur le bureau d'échange dont elle aura directement reçu le colis acheminé dans une fausse direction. Ce bureau sera avisé du motif de la reprise au moyen d'un bulletin de vérification.

2. Lorsqu'un colis aura été admis à tort à l'expédition, par suite d'une erreur imputable au service postal, et devra, pour ce motif, être renvoyé au pays d'origine, l'administration qui renvoie le colis allouera à l'administration qui le lui a livré les sommes dont elle a été créditée du chef de ce colis.

3. Les taxes afférentes à un colis réexpédié, par suite de changement de résidence du destinataire ou d'une erreur de la part de l'expéditeur, à destination d'un pays avec lequel la Malaisie ou le Danemark échangent des colis postaux, seront réclamées à l'administration à laquelle le colis est transmis, à moins que les frais de transport ne soient acquittés au moment de la réexpédition, auquel cas le colis sera traité comme s'il avait été adressé directement du pays réexpéditeur au pays de la nouvelle destination.

4. Les colis seront réexpédiés dans leur emballage primitif et accompagnés du bulletin d'expédition primitif. Si un colis doit, pour une raison quelconque, être réemballé, ou si le bulletin d'expédition primitif doit être remplacé par un bulletin supplémentaire, le nom du bureau d'origine du colis, ainsi que le numéro d'enregistrement primitif et, si possible, la date du dépôt à ce bureau, devront figurer tant sur le colis que sur le bulletin d'expédition.

Article 11.

RENOI DES COLIS TOMBÉS EN REBUT.

1. Si l'expéditeur d'un colis tombé en rebut a formulé une demande non prévue par le paragraphe 2 de l'article 12 de l'accord, l'Administration des postes du pays de destination ne sera pas tenue de donner suite à cette demande, mais elle pourra renvoyer le colis au pays d'origine, à l'expiration du délai prévu par les règlements du pays de destination.

2. L'administration qui retournera un colis à l'expéditeur indiquera en termes clairs et concis, sur le colis et le bulletin d'expédition y relatif, la cause de la non-remise. Cette indication pourra être manuscrite ou être fournie par l'apposition d'un timbre ou d'une étiquette. Le bulletin d'expédition primitif afférent au colis renvoyé devra être retourné au pays d'origine avec le colis.

3. Le colis destiné à être renvoyé à l'expéditeur sera porté sur la feuille de route avec la mention « Rebut » dans la colonne « Observations ». Il sera traité et taxé comme un colis réexpédié par suite de changement de résidence du destinataire.

Article 12.

VENTE. DESTRUCTION.

1. Lorsqu'un colis aura été vendu ou détruit, conformément aux dispositions de l'article 14 de l'accord, il sera dressé procès-verbal de la vente ou de la destruction.

2. Le produit de la vente servira en premier lieu à couvrir les frais qui grèvent le colis. L'excédent éventuel sera transmis à l'administration des postes du pays d'origine pour être versé à l'expéditeur, qui aura à supporter les frais de l'envoi.

Article 13.

RÉCLAMATIONS CONCERNANT LES COLIS.

Toute réclamation concernant un colis sera établie sur un formulaire conforme au modèle annexé au règlement d'exécution de l'Arrangement de l'Union postale universelle relatif aux colis postaux. Ces formulaires seront transmis aux bureaux désignés à cet effet par les deux administrations postales et seront traités de la manière convenue entre celles-ci.

Article 14.

FEUILLES DE ROUTE.

1. Tous les colis seront inscrits individuellement par le bureau d'échange expéditeur sur une feuille de route. Les bulletins d'expédition, déclarations en douane, etc., seront joints à la feuille de route.

2. Chaque bureau d'échange expéditeur numérottera les feuilles de route à l'angle supérieur gauche, d'après une série annuelle pour chaque bureau d'échange de destination, et inscrira, autant que possible, au-dessous du numéro le nom du navire transportant le courrier. Le dernier numéro de l'année sera mentionné sur la première feuille de route de l'année suivante.

Article 15.

VÉRIFICATION PAR LES BUREAUX D'ÉCHANGE.
NOTIFICATION DES IRRÉGULARITÉS.

1. Lors de la réception d'un courrier composé, soit de colis, soit de sacs vides, le bureau d'échange vérifiera les colis et les divers documents qui les accompagnent, ou les sacs vides, suivant le cas, d'après les indications inscrites sur la feuille de route y relative et, le cas échéant, signalera au moyen d'un bulletin de vérification les articles manquants ou toutes autres irrégularités.

2. Les erreurs qui pourront être relevées quant aux bonifications et à la comptabilité seront signalées au bureau d'échange expéditeur au moyen d'un bulletin de vérification. Les bulletins de vérification approuvés seront annexés aux feuilles de route auxquelles ils ont trait. Les rectifications apportées aux feuilles de route qui ne seront pas appuyées par des pièces justificatives ne seront pas considérées comme valides.

Article 16.

DÉCOMPTE DES BONIFICATIONS.

1. Chaque administration des postes fera établir chaque trimestre, par chacun de ses bureaux d'échange, et pour tous les envois de colis reçus de chacun des bureaux d'échange de l'autre

administration, un état des sommes totales inscrites sur les feuilles de route, soit à son crédit, soit à son débit.

2. Ces états seront ensuite résumés par la même administration des postes dans un compte qui, accompagné des états trimestriels, des feuilles de route et des bulletins de vérification éventuels s'y rattachant, sera transmis à l'administration des postes correspondante dans le cours du trimestre qui suivra celui auquel il se rapporte.

3. Les états trimestriels, une fois vérifiés et approuvés par chacune des administrations, seront résumés dans un compte général trimestriel par l'administration créditrice.

Article 17.

RÈGLEMENT DES COMPTES.

1. Le solde du compte sera payé par l'administration des postes débitrice à l'administration des postes créditrice selon les modalités prévues par la Convention de l'Union postale pour la liquidation des soldes de comptes de transit.

2. L'établissement et la transmission d'un compte général et le paiement du solde de ce compte seront effectués aussitôt que possible et, au plus tard, dans le délai de trois mois après l'expiration de la période à laquelle le compte se rapporte. A l'expiration de ce délai, les sommes dues par une administration à l'autre porteront intérêt au taux de 7 % par an, à compter de la date d'expiration dudit délai.

Article 18.

COMMUNICATIONS ET NOTIFICATIONS.

Chaque administration des postes fournira à l'autre administration tous les renseignements nécessaires sur les points de détail relatifs au fonctionnement du service.

Article 19.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE D'APPLICATION DU RÈGLEMENT D'EXÉCUTION.

Le présent règlement d'exécution prendra effet le jour de l'entrée en vigueur de l'accord relatif aux échanges des colis postaux et aura la même durée que cet accord. Les administrations intéressées auront toutefois la faculté d'en modifier les détails de temps à autre, d'un commun accord.

Fait en double exemplaire à Copenhague, le 19 septembre 1934, et à Kuala-Lumpur, le 23 octobre 1934.

*Le Directeur général
des Postes du Danemark :*
(Signé) C. MONDRUP.

*Le Directeur général p. i.
des Postes et Télégraphes de la Malaisie :*
(Signé) T. P. COE.

N° 3576.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE,
RÉPUBLIQUE ARGENTINE,
BRÉSIL,
CHILI, COLOMBIE, etc.

Convention pour la protection des
brevets d'invention, patentes de
dessins et de modèles industriels,
adoptée par la quatrième confé-
rence internationale américaine.
Signée à Buenos-Ayres, le 20 août
1910.

UNITED STATES OF AMERICA,
ARGENTINE REPUBLIC,
BRAZIL,
CHILE, COLOMBIA, etc.

Convention for the Protection of
Patents of Invention, Designs and
Industrial Models, adopted by
the Fourth International American
Conference. Signed at Buenos
Aires, August 20th, 1910.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

No 3576. — CONVENCION ¹ PARA LA PROTECCION DE LAS PATENTES DE INVENCION, DIBUJOS Y MODELOS INDUSTRIALES, ADOPTADA POR LA IV CONFERENCIA INTERNACIONAL AMERICANA. FIRMADA EN BUENOS AIRES, EL 20 DE AGOSTO DE 1910.

No. 3576. — CONVENTION ¹ FOR THE PROTECTION OF PATENTS OF INVENTION, DESIGNS AND INDUSTRIAL MODELS, ADOPTED BY THE FOURTH INTERNATIONAL AMERICAN CONFERENCE. SIGNED AT BUENOS AIRES, AUGUST 20TH, 1910 ².

Spanish official text communicated by the Under-Secretary of State of the Republic of Cuba. The registration of this Convention took place January 7th, 1935.

SUS EXCELENCIAS LOS PRESIDENTES DE LOS ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA, DE LA REPÚBLICA ARGENTINA, DEL BRASIL, DE CHILE, DE COLOMBIA, DE COSTA RICA, DE CUBA, DE LA REPÚBLICA DOMINICANA, DEL ECUADOR, DE GUATEMALA, DE HAITÍ, DE HONDURAS, DE MÉXICO, DE NICARAGUA, DE PANAMÁ, DEL PARAGUAY, DEL PERÚ, DE EL SALVADOR, DEL URUGUAY Y DE VENEZUELA,

THEIR EXCELLENCIES THE PRESIDENTS OF THE UNITED STATES OF AMERICA, THE ARGENTINE REPUBLIC, BRAZIL, CHILE, COLOMBIA, COSTA RICA, CUBA, DOMINICAN REPUBLIC, ECUADOR, GUATEMALA, HAITI, HONDURAS, MEXICO, NICARAGUA, PANAMA, PARAGUAY, PERU, SALVADOR, URUGUAY AND VENEZUELA :

¹ *Deposit of the ratifications in Buenos Aires :*

UNITED STATES OF AMERICA	May 1st, 1911.
CUBA	May 24th, 1912.
DOMINICAN REPUBLIC	July 31st, 1912.
GUATEMALA	December 28th, 1912.
PANAMA	August 25th, 1913.
NICARAGUA	September 15th, 1913.
HONDURAS	January 27th, 1914.
BOLIVIA	May 19th, 1914.
ECUADOR	May 31st, 1914.
BRAZIL	May 31st, 1915.
COSTA RICA	August 31st, 1916.
PARAGUAY	June 20th, 1917.
HAITI	August 27th, 1919.

² English, Portuguese and French official texts reprinted from the United States *Treaty Series*, No. 595, 1914.

TEXTE PORTUGAIS. - PORTUGUESE TEXT.

Nº 3576. — CONVENÇÃO ¹ PARA PROTECCÃO DAS PATENTES DE INVENCÃO, DESENHOS E MODELOS INDUSTRIAES, ADOPTADA PELA IV CONFERENCIA INTERNACIONAL AMERICANA. ASSIGNADA EM BUENOS AIRES, EM 20 DE AGOSTO DE 1910 ².

Nº 3576. — CONVENTION ¹ POUR LA PROTECTION DES BREVETS D'INVENTION, PATENTES DE DESSINS ET DE MODÈLES INDUSTRIELS, ADOPTÉE PAR LA QUATRIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE AMÉRICAINNE. SIGNÉE A BUENOS-AYRES, LE 20 AOUT 1910 ².

Texte officiel espagnol communiqué par le sous-secrétaire d'Etat de la République de Cuba. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 7 janvier 1935.

S.S.E.E. OS PRESIDENTES DOS ESTADOS UNIDOS DA AMERICA, DA REPUBLICA ARGENTINA, DO BRASIL, DO CHILE, DA COLOMBIA, DE COSTA-RICA, DE CUBA, DA REPUBLICA DOMINICANA, DO EQUADOR, DE GUATEMALA, DE HAITI, DE HONDURAS, DO MEXICO, DE NICARAGUA, DE PANAMA, DO PARAGUAY, DO PERU, DO SALVADOR, DO URUGUAY E DE VENEZUELA.

LEURS EXCELLENCES LES PRÉSIDENTS DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE, DU BRÉSIL, DU CHILI, DE LA COLOMBIE, DE COSTA-RICA, DE CUBA, DE LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, DE L'ÉQUATEUR, DU GUATÉMALA, D'HAÏTI, DU HONDURAS, DU MEXIQUE, DE NICARAGUA, DE PANAMA, DU PARAGUAY, DU PÉROU, DU SALVADOR, DE L'URUGUAY ET DU VENEZUELA :

¹ *Dépôt des ratifications à Buenos-Ayres :*

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE	1 ^{er} mai 1911.
CUBA	24 mai 1912.
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	31 juillet 1912.
GUATÉMALA	28 décembre 1912.
PANAMA	25 août 1913.
NICARAGUA	15 septembre 1913.
HONDURAS	27 janvier 1914.
BOLIVIE	19 mai 1914.
EQUATEUR	31 mai 1914.
BRÉSIL	31 mai 1915.
COSTA-RICA	31 août 1916.
PARAGUAY	20 juin 1917.
HAÏTI	27 août 1919.

² Textes officiels anglais, portugais et français reproduits d'après le « *Treaty Series* » des Etats-Unis d'Amérique, N° 595, 1914.

Deseando que sus países respectivos fueran representados en la Cuarta Conferencia Internacional Americana, enviaron a ella debidamente autorizados, para aprobar las Recomendaciones, Resoluciones, Convenciones y Tratados, que juzgaren útiles para los intereses de América, a los siguientes señores Delegados :

ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA :

Henry WHITE, Enoch H. CROWDER, Lewis NIXON, John Bassett MOORE, Bernard MOSES, Lamar C. QUINTERO, Paul Samuel REINSCH, David KINLEY.

REPÚBLICA ARGENTINA :

Antonio BERMEJO, Eduardo L. BIDAU, Manuel A. MONTES DE OCA, Epifanio PORTELA, Carlos RODRIGUEZ LARRETA, Carlos SALAS, José A. TERRY, Estanislao S. ZEBALLOS.

ESTADOS UNIDOS DEL BRASIL :

Joaquín MURTINHO, Domicio DA GAMA, José L. ALMEIDA NOGUEIRA, Olavo BILAC, Gastão DA CUNHA, Herculano DE FREITAS.

REPÚBLICA DE CHILE :

Miguel CRUCHAGA TOCORNAL, Emilio BELLO CODECIDO, Anibal CRUZ DÍAZ, Beltrán MATHIEU.

REPÚBLICA DE COLOMBIA :

Roberto ANCIZAR.

REPÚBLICA DE COSTA RICA :

Alfredo VOLIO.

REPÚBLICA DE CUBA :

Cárlos GARCÍA V EZ, Rafael MONTORO Y VALDÉS, Gonzalo DE QUESADA Y ARÓSTEGUI, Antonio Gonzalo PÉREZ, José M. CARBONELL.

REPÚBLICA DOMINICANA :

Américo LUGO.

REPÚBLICA DEL ECUADOR :

Alejandro CÁRDENAS.

Being desirous that their respective countries may be represented at the Fourth International American Conference, have sent thereto the following delegates, duly authorized, to approve the recommendations, resolutions, conventions and treaties which they might deem advantageous to the interests of America :

UNITED STATES OF AMERICA :

Henry WHITE, Enoch H. CROWDER, Lewis NIXON, John Bassett MOORE, Bernard MOSES, Lamar C. QUINTERO, Paul Samuel REINSCH, David KINLEY.

ARGENTINE REPUBLIC :

Antonio BERMEJO, Eduardo L. BIDAU, Manuel A. MONTES DE OCA, Epifanio PORTELA, Carlos RODRIGUEZ LARRETA, Carlos SALAS, José A. TERRY, Estanislao S. ZEBALLOS.

UNITED STATES OF BRAZIL :

Joaquín MURTINHO, Domicio DA GAMA, José L. ALMEIDA NOGUEIRA, Olavo BILAC, Gastão DA CUNHA, Herculano DE FREITAS.

REPUBLIC OF CHILE :

Miguel CRUCHAGA TOCORNAL, Emilio BELLO CODECIDO, Anibal CRUZ DÍAZ, Beltrán MATHIEU.

REPUBLIC OF COLOMBIA :

Roberto ANCIZAR.

REPUBLIC OF COSTA RICA :

Alfredo VOLIO.

REPUBLIC OF CUBA :

Cárlos GARCÍA V EZ, Rafael MONTORO Y VALDÉS, Gonzalo DE QUESADA Y ARÓSTEGUI, Antonio Gonzalo PÉREZ, José M. CARBONELL.

DOMINICAN REPUBLIC :

Américo LUGO.

REPUBLIC OF ECUADOR :

Alejandro CÁRDENAS.

Desejando que os seus respectivos paizes fossem representados na Quarta Conferencia Internacional Americana, mandaram devidamente autorizados, para approvar as Recomendaciones, Resoluções, Convencões et Tratados que julgassem de utilidade para os interesses da America, os seguintes Senhores Delegados :

ESTADOS UNIDOS DA AMERICA :

Henry WHITE, Enoch H. CROWDER, Lewis NIXON, John Bassett MOORE, Bernard MOSES, Lamar C. QUINTERO, Paul Samuel REINSCH, David KINLEY.

REPUBLICA ARGENTINA :

Antonio BERMEJO, Eduardo L. BIDAU Manuel A. MONTES DE OCA, Epifanio PORTELA, Carlos RODRIGUEZ LARRETA, Carlos SALAS, José A. TERRY, Estanislao S. ZEBALLOS.

ESTADOS UNIDOS DO BRASIL :

Joaquín MURTINHO, Domicio DA GAMA, José L. ALMEIDA NOGUEIRA, Olavo BILAC, Gastão DA CUNHA, Herculano DE FREITAS.

REPUBLICA DO CHILE :

Miguel CRUCHAGA TOCORNAL, Emilio BELLO CODECIDO, Anibal CRUZ DÍAZ, Beltrán MATHIEU.

REPUBLICA DE COLOMBIA :

Roberto ANCIZAR.

REPUBLICA DE COSTA RICA :

Alfredo VOLIO.

REPUBLICA DE CUBA :

Cárlos GARCÍA VÉLEZ, Rafael MONTORO Y VALDÉS, Gonzalo DE QUESADA Y ARÓSTEGUI, Antonio Gonzalo PÉREZ, José M. CARBONELL.

REPUBLICA DOMINICANA :

Américo LUGO.

REPUBLICA DO EQUADOR :

Alejandro CÁRDENAS.

Désirant que leurs pays respectifs fussent représentés à la Quatrième Conférence internationale américaine, y envoyèrent dûment autorisés, pour approuver les recommandations et traités qu'ils jugeraient utiles aux intérêts de l'Amérique, messieurs les délégués dont les noms suivent :

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

Henry WHITE, Enoch H. CROWDER, Lewis NIXON, John Bassett MOORE, Bernard MOSES, Lamar C. QUINTERO, Paul Samuel REINSCH, David KINLEY.

RÉPUBLIQUE ARGENTINE :

Antonio BERMEJO, Eduardo BIDAU, Manuel A. MONTES DE OCA, Epifanio PORTELA, Carlos RODRIGUEZ LARRETA, Carlos SALAS, José A. TERRY, Estanislao S. ZEBALLOS.

ETATS-UNIS DU BRÉSIL :

Joaquín MURTINHO, Domicio DA GAMA, José L. ALMEIDA NOGUEIRA, Olavo BILAC, Gastão DA CUNHA, Herculano DE FREITAS.

RÉPUBLIQUE DU CHILI :

Miguel CRUCHAGA TOCORNAL, Emilio BELLO CODECIDO, Anibal CRUZ DÍAZ, Beltrán MATHIEU.

RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE :

Roberto ANCIZAR.

RÉPUBLIQUE DE COSTA-RICA :

Alfredo VOLIO.

RÉPUBLIQUE DE CUBA :

Cárlos GARCÍA VÉLEZ, Rafael MONTORO Y VALDÉS, Gonzalo DE QUESADA Y ARÓSTEGUI, Antonio Gonzalo PÉREZ, José M. CARBONELL.

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE :

Américo LUGO.

RÉPUBLIQUE DE L'ÉQUATEUR :

Alejandro CÁRDENAS.

REPÚBLICA DE GUATEMALA :

Luis TOLEDO HERRARTE, Manuel ARROYO,
Mario ESTRADA.

REPÚBLICA DE HAITÍ :

Constantin FOUCHARD.

REPÚBLICA DE HONDURAS :

Luis LAZO ARRIAGA.

ESTADOS UNIDOS MEXICANOS :

Victoriano SALADO ALVAREZ, Luis PÉREZ
VERDÍA, Antonio RAMOS PEDRUEZA,
Roberto A. ESTEVA RUIZ.

REPÚBLICA DE NICARAGUA :

Manuel PÉREZ ALONSO.

REPÚBLICA DE PANAMÁ :

Belisario PORRAS.

REPÚBLICA DEL PARAGUAY :

Teodosio GONZÁLEZ, José P. MONTERO.

REPÚBLICA DEL PERÚ :

Eugenio LARRABURE Y UNÁNUE, Cárlos
ALVAREZ CALDERÓN, José Antonio DE
LAVALLE Y PARDO.

REPÚBLICA DE EL SALVADOR :

Federico MEJÍA, Francisco MARTÍNEZ SUÁ-
REZ.

REPÚBLICA DEL URUGUAY :

Gonzalo RAMÍREZ, Cárlos M. DE PENA,
Antonio M. RODRÍGUEZ, Juan José AMÉ-
ZAGA.

ESTADOS UNIDOS DE VENEZUELA :

Manuel DÍAZ RODRÍGUEZ, César ZUMETA.

REPUBLIC OF GUATEMALA :

Luis TOLEDO HERRARTE, Manuel ARROYO,
Mario ESTRADA.

REPUBLIC OF HAITI :

Constantin FOUCHARD.

REPUBLIC OF HONDURAS :

Luiz LAZO ARRIAGA.

MEXICAN UNITED STATES :

Victoriano SALADO ALVAREZ, Luis PÉREZ
VERDÍA, Antonio RAMOS PEDRUEZA,
Roberto A. ESTEVA RUIZ.

REPUBLIC OF NICARAGUA :

Manuel PÉREZ ALONSO.

REPUBLIC OF PANAMA :

Belisario PORRAS.

REPUBLIC OF PARAGUAY :

Teodosio GONZÁLEZ, José P. MONTERO.

REPUBLIC OF PERU :

Eugenio LARRABURE Y UNÁNUE, Cárlos
ALVAREZ CALDERÓN, José Antonio DE
LAVALLE Y PARDO.

REPUBLIC OF SALVADOR :

Federico MEJÍA, Francisco MARTÍNEZ SUÁ-
REZ.

REPUBLIC OF URUGUAY :

Gonzalo RAMÍREZ, Cárlos M. DE PENA,
Antonio M. RODRÍGUEZ, Juan José
AMÉZAGA.

UNITED STATES OF VENEZUELA :

Manuel DÍAZ RODRÍGUEZ, César ZUMETA.

Quienes después de haberse comunicado sus plenos poderes y encontrándolos en buena y debida forma, han acordado en celebrar la siguiente Convención :

Who, after having presented their credentials, and the same having been found in due and proper form, have agreed upon the following Convention on Inventions, Patents, Designs and Industrial Models :

REPUBLICA DE GUATEMALA :

Luis TOLEDO HERRARTE, Manuel ARROYO,
Mario ESTRADA.

REPUBLICA DE HAÏTI :

Constantin FOUCHARD.

REPUBLICA DE HONDURAS :

Luis LAZO ARRIAGA.

ESTADOS UNIDOS MEXICANOS :

Victoriano SALADO ALVAREZ, Luis PÉREZ
VERDÍA, Antonio RAMOS PEDRUEZA,
Roberto A. ESTEVA RUIZ.

REPUBLICA DE NICARAGUA :

Manuel PÉREZ ALONSO.

REPUBLICA DE PANAMÁ :

Belisario PORRAS.

REPUBLICA DO PARAGUAY :

Teodosio GONZÁLEZ, José P. MONTERO.

REPUBLICA DO PERU :

Eugenio LARRABURE y UNÁNUE, Carlos
ALVAREZ CALDERÓN, José Antonio DE
LAVALLE y PARDO.

REPUBLICA DO SALVADOR :

Federico MEJÍA, Francisco MARTÍNEZ SUÁ-
REZ.

REPUBLICA DO URUGUAY :

Gonzalo RAMÍREZ, Carlos M. DE PENA,
Antonio M. RODRÍGUEZ, Juan José
AMÉZAGA.

ESTADOS UNIDOS DE VENEZUELA :

Manuel DÍAZ RODRÍGUEZ, César ZUMETA.

Esses Senhores, depois de ter apresentado a suas credenciaes consideradas em boa e devida forma, concordaram celebrar a seguinte Convenção :

RÉPUBLIQUE DE GUATÉMALA :

Luis TOLEDO HERRARTE, Manuel ARROYO,
Mario ESTRADA.

RÉPUBLIQUE D'HAÏTI :

Constantin FOUCHARD.

RÉPUBLIQUE DU HONDURAS :

Luis LAZO ARRIAGA.

ÉTATS-UNIS MEXICAINS :

Victoriano SALADO ALVAREZ, Luis PÉREZ
VERDÍA, Antonio RAMOS PEDRUEZA,
Roberto A. ESTEVA RUIZ.

RÉPUBLIQUE DE NICARAGUA :

Manuel PÉREZ ALONSO.

RÉPUBLIQUE DE PANAMA :

Belisario PORRAS.

RÉPUBLIQUE DU PARAGUAY :

Teodosio GONZÁLEZ, José P. MONTERO.

RÉPUBLIQUE DU PÉROU :

Eugenio LARRABURE y UNÁNUE, Carlos
ALVAREZ CALDERÓN, José Antonio DE
LAVALLE y PARDO.

RÉPUBLIQUE DU SALVADOR :

Federico MEJÍA, Francisco MARTÍNEZ SUÁ-
REZ.

RÉPUBLIQUE DE L'URUGUAY :

Gonzalo RAMÍREZ, Carlos M. DE PENA,
Antonio M. RODRÍGUEZ, Juan José AMÉ-
ZAGA.

ÉTATS-UNIS DU VENEZUELA :

Manuel DÍAZ RODRÍGUEZ, César ZUMETA.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pouvoirs et les avoir reconnus comme étant en bonne et due forme, ont décidé de célébrer la convention suivante :

Artículo I.

Las naciones signatarias adoptan este Convenio para la protección de las patentes de invención, dibujos y modelos industriales.

Artículo II.

Toda persona de cualquiera de los Estados signatarios, gozará en cada uno de los otros Estados, de todas las ventajas que conceden las leyes relativas a patentes de invención, dibujos y modelos industriales. En consecuencia tendrán la misma protección e idénticos recursos legales contra todo ataque a sus derechos, sin perjuicio de cumplir con las formalidades y condiciones impuestas por las disposiciones de la legislación interior de cada Estado.

Artículo III.

Toda persona que haya depositado debidamente una solicitud de patente de invención, dibujo o modelo industrial, en uno de los Estados contratantes, gozará de un derecho de prioridad durante un término de doce meses para las patentes de invención, y de cuatro meses para los dibujos o modelos industriales, a fin de que pueda hacerse el depósito en los otros Estados, sin perjuicio de los derechos de un tercero.

En consecuencia, el depósito ulteriormente hecho en alguno de los Estados signatarios, antes del vencimiento de los términos señalados, no podrá ser anulado por hechos ocurridos en el intervalo, ya sea especialmente por otro depósito, por la publicación del invento o su explotación o por la venta de ejemplares del dibujo o modelo.

Artículo IV.

Cuando en los plazos fijados una persona haya depositado en varios Estados solicitudes de patentes por el mismo invento, los derechos resultantes de las patentes así solicitadas, serán independientes los unos de los otros.

Serán también independientes de los derechos que resulten de las patentes que hayan sido adquiridas por el mismo invento en los países que no formen parte de esta Convención.

Article I.

The subscribing nations enter into this Convention for the protection of patents of invention, designs and industrial models.

Article II.

Any persons who shall obtain a patent of invention in any of the signatory States shall enjoy in each of the other States all the advantages which the laws relative to patents of invention, designs and industrial models concede. Consequently, they shall have the right to the same protection and identical legal remedies against any attack upon their rights, provided they comply with the laws of each State.

Article III.

Any person who shall have regularly deposited an application for a patent of invention or design or industrial model in one of the contracting States shall enjoy, for the purposes of making the deposit in the other States, and under the reserve of the rights of third parties, a right of priority during a period of twelve months for patents of invention, and of four months for designs or industrial models.

In consequence, the deposit subsequently made in any other of the signatory States before the expiration of these periods cannot be invalidated by acts performed in the interval, especially by other deposits, by the publication of the invention or its working, or by the sale of copies of the design or of the model.

Article IV.

When, within the terms fixed, a person shall have filed applications in several States for the patent of the same invention, the rights resulting from patents thus applied for shall be independent of each other.

They shall also be independent of the rights arising under patents obtained for the same invention in countries not Parties to this Convention.

Artigo I.

As nações signatárias adoptam este Convenção para protecção das patentes de invenção, desenhos e modelos industriaes.

Artigo II.

Toda a pessoa de qualquer dos Estados signatarios gozará, em cada um dos outros Estados de todas as vantagens que concedem as leis relativas a patentes de invenção, desenhos e modelos industriaes. Portanto, terão a mesma protecção e identicos recursos legais contra qualquer ataque aos seus direitos, sem que isto prejudique o cumprimento das formalidades e condições impostas pelas prescripções da legislação interna de cada Estado.

Artigo III.

Toda a pessoa que tiver devidamente apresentado um requerimento de patente de invenção, desenho ou modelo industrial, n'um dos Estados contratantes, gozará de um direito de prioridade, durante o prazo de doze meses, para as patentes de invenção, e de quatro meses para os desenhos ou modelos industriaes, para que possa fazer a mesma apresentação de requerimento nos outros Estados, sem prejudicar direitos de terceiro.

Portanto, a apresentação anteriormente feita em algum dos Estados signatarios, antes do vencimento dos prazos marcados, não poderá ser annullada por actos praticados n'esse intervallo de tempo, quer especialmente por outra apresentação de requerimento, por publicação do invento ou exploração do mesmo, ou pela venda de exemplares do desenho ou do modelo.

Artigo IV.

Quando, nos prazos marcados, qualquer pessoa tiver apresentado em varios Estados os requerimentos de patente pelo mesmo invento, os direitos resultantes das patentes assim requeridos serão independentes unos dos outros.

Tambem serão independentes dos direitos resultantes das patentes que tiverem sido adquiridas pelo mesmo invento nos paizes que não formarem parte d'esta Convenção.

Article premier.

Les nations signataires adoptent la présente convention pour la protection des brevets d'invention, patentes de dessins et modèles industriels.

Article II.

Toute personne de l'un quelconque des Etats signataires jouira, dans chacun des autres Etats, de tous les avantages accordés par les lois relatives aux brevets d'invention, patentes de dessins et modèles industriels. En conséquence, elle aura la même protection et recours légaux identiques contre toute attaque à ses droits, sans préjudice de l'accomplissement des formalités et conditions imposées par les dispositions de la législation intérieure de chaque Etat.

Article III.

Toute personne qui aurait régulièrement déposé une demande de brevet d'invention, ou patente de dessins ou modèles industriels, dans l'un des Etats contractants, jouira d'un droit de priorité pendant douze mois pour les brevets d'invention, et pendant quatre mois pour les patentes de dessins ou modèles industriels, afin qu'elle puisse faire le dépôt dans les autres Etats, sans préjudice des droits d'un tiers.

En conséquence, le dépôt effectué ultérieurement dans quelqu'un des Etats signataires, et avant l'échéance des termes ci-dessus indiqués, ne pourra être déclaré nul par des faits survenus dans l'intervalle, que ce soit spécialement par un autre dépôt, par la publication de l'invention ou par son exploitation, ou par la vente d'exemplaires du dessin ou du modèle.

Article IV.

Quand, aux délais ci-dessus fixés, une personne aura déposé dans plusieurs Etats des demandes de brevets pour la même invention, les droits résultant des brevets ainsi sollicités seront indépendants les uns des autres.

Ces droits seront aussi indépendants des droits qui résulteraient des brevets ou patentes qui auraient été acquis pour la même invention dans les pays qui ne font pas partie de cette convention.

Artículo V.

Las cuestiones que se susciten sobre prioridad de las patentes de invención, se resolverán teniendo en cuenta la fecha de la solicitud de las patentes respectivas en los países en que se otorgaron.

Artículo VI.

Se considerará invención : un nuevo modo de fabricar productos industriales ; una nueva máquina o aparato mecánico, o manual que sirva para fabricar dichos productos ; el descubrimiento de un nuevo producto industrial ; la aplicación de medios conocidos con el objeto de conseguir resultados superiores y todo dibujo nuevo, original y de adorno para un artículo de industria.

El precepto anterior se entenderá sin perjuicio de lo que disponga la legislación de cada país.

Artículo VII.

Cualquiera de los Estados signatarios podrá rehusar el reconocimiento de patentes, por algunas de las siguientes causas :

a) Porque las invenciones o descubrimientos hubieren tenido publicidad en cualquier país con anterioridad a la fecha de invención por el solicitante ;

b) Porque hubieren, sido registradas, publicadas o descritas en cualquier país con un año de anterioridad a la fecha de la solicitud en el país en el cual la patente se haya solicitado ;

c) Porque sean de uso público o estén en venta en el país en el cual la patente haya sido solicitada, con un año de anterioridad a la fecha de dicha solicitud.

d) Porque las invenciones o descubrimientos sean de algún modo contrarios a la moral o a la legislación.

Artículo VIII.

La propiedad de una patente de invención comprende la facultad de gozar de los beneficios

Article V.

Questions which may arise regarding the priority of patents of invention shall be decided with regard to the date of the application for the respective patents in the countries in which they are granted.

Article VI.

The following shall be considered as inventions : A new manner of manufacturing industrial products ; a new machine or mechanical or manual apparatus which serves for the manufacture of said products ; the discovery of a new industrial product ; the application of known methods for the purpose of securing better results ; and every new, original and ornamental design or model for an article of manufacture.

The foregoing shall be understood without prejudice to the laws of each State.

Article VII.

Any of the signatory States may refuse to recognize patents for any of the following causes :

(a) Because the inventions or discoveries may have been published in any country prior to the date of the invention by the applicant ;

(b) Because the inventions have been registered, published, or described in any country more than one year prior to the date of the application in the country in which the patent is sought ;

(c) Because the inventions have been in public use, or have been on sale in the country in which the patent has been applied for, one year prior to the date of said application ;

(d) Because the inventions or discoveries are in some manner contrary to morals or laws.

Article VIII.

The ownership of a patent of invention comprises the right to enjoy the benefits thereof,

Artigo V.

As questões que se suscitarem sobre prioridade das patentes de invenção, se resolverão tendo em conta a data do requerimento das patentes respectivas nos paizes em que se outorgaram.

Artigo VI.

Considera-se invenção, um novo modo de fabricar productos industriaes, una nova maquina ou aparelho mecanico ou manual que servir para fabricar esses productos ; o descobrimento de um novo producto industrial ; a applicação de meios conhecidos com a fim de conseguir resultados superiores, e qualquer desenho novo original e de adorno para um artigo industrial.

A anterior prescripção regerá, sem que por isso prejudique o que disponha a legislação de cada paiz.

Artigo VII.

Qualquer dos Estados signatarios poderá negar o reconhecimento de patentes, por alguma das seguintes causas :

a) Porque as invenções ou descobrimentos tiverem tido publicidade por parte do requerente em qualquer paiz antes da data da invenção.

b) Por terem sido registadas, publicadas ou descriptas em qualquer paiz um anno antes da data do requerimento, no logar em que se tiver requerido a patente.

c) Por serem de uso publico ou estarem à venda no paiz em que a patente tiver sido requerida antes de um anno da data do mesmo requerimento.

d) Por serem as invenções ou descobrimentos contrarios, de alguma forma, á moral ou á legislação.

Artigo VIII.

A propriedade de uma patente de invenção comprehende o direito de gozar os beneficios

Article V.

Les questions qui seront soulevées sur la priorité des brevets d'invention, seront résolues en tenant compte de la date de la demande des brevets respectifs dans les pays où ils auront été concédés.

Article VI.

On considère invention : un nouveau système de fabrication de produits industriels ; une nouvelle machine ou appareil mécanique ou manuel servant à la fabrication desdits produits ; la découverte d'un nouveau produit industriel ; l'application de moyens connus dans le but d'obtenir des résultats supérieurs et tout dessin nouveau, original et d'ornement, pour un article industriel.

Le précepte précédent se comprendra sans préjudice des décisions de la législation de chaque pays.

Article VII.

L'un quelconque des Etats signataires, pourra refuser la reconnaissance des brevets et patentes pour l'une quelconque des causes suivantes :

a) Parce que les inventions ou découvertes auraient été rendues publiques dans un pays quelconque antérieurement à la date de l'invention faite par le sollicitant ;

b) Parce qu'elles auraient été enregistrées, publiées ou décrites, dans un pays quelconque, une année avant la date de la demande d'inscription, dans le pays où la patente ou le brevet aurait été sollicité ;

c) Pour être en usage public ou mises en vente dans le pays où la patente ou le brevet aurait été sollicité, une année avant la date de ladite demande d'inscription ;

d) Parce que les inventions ou découvertes seraient de quelque manière, contraires à la morale ou à la législation.

Article VIII.

La propriété d'un brevet d'invention comprend la faculté de jouir des bénéfices de cette

de la misma, y el derecho de cederla o transferirla según las leyes de cada país.

and the right to assign or transfer it in accordance with the laws of the country.

Artículo IX.

Article IX.

Las personas que incurran en responsabilidades civiles o criminales por dañar o perjudicar los derechos de los inventores, se perseguirán y castigarán con arreglo a las leyes del país en que se haya cometido el delito u ocasionado el perjuicio.

Persons who incur civil or criminal liabilities because of injuries or damage to the rights of inventors shall be prosecuted and punished, in accordance with the laws of the countries wherein the offence has been committed or the damage occasioned.

Artículo X.

Article X.

Las copias certificadas de las patentes de invención en el país de origen, de acuerdo con las leyes de la Nación, recibirán entera fé y crédito como prueba del derecho de prioridad, sin perjuicio de lo que se dispone en el artículo VII.

Copies of patents certified in the country of origin, according to the national law thereof, shall be given full faith and credit as evidence of the right of priority, except as stated in Article VII.

Artículo XI.

Article XI.

Los Tratados sobre patentes de invención, dibujos o modelos industriales efectuados con anterioridad entre los países signatarios del presente Convenio, serán substituidos por éste desde que quede ratificado en cuanto a las relaciones entre los Estados signatarios.

The treaties relating to patents of invention, designs or industrial models, previously entered into between the countries subscribing to the present Convention, shall be superseded by the same from the time of its ratification in so far as the relations between the signatory States are concerned.

Artículo XII.

Article XII.

Las adhesiones de las Naciones Americanas al presente Convenio serán dirigidas al Gobierno de la República Argentina, para que las comunique a los otros Estados. Estas comunicaciones harán las veces de canje.

The adhesion of the American nations to the present Convention shall be communicated to the Government of the Argentine Republic in order that it may communicate them to the other States. These communications shall have the effect of an exchange of ratifications.

Artículo XIII.

Article XIII.

La Nación signataria que creyere conveniente desligarse de este Convenio, lo hará saber al Gobierno de la República Argentina, y después de un año de recibida la comunicación, cesará la vigencia de este Convenio, en cuanto a la Nación que lo hubiere denunciado.

A signatory nation that sees fit to retire from the present Convention shall notify the Government of the Argentine Republic, and one year after the receipt of the communication the force of this Convention shall cease, in so far as the nation which shall have withdrawn its adherence is concerned.

da mesma, e o de cedê-la ou transferi-la, de accordo com as leis de cada paiz.

Artigo IX.

As pessoas que incorrerem em responsabilidades civis ou criminaes por causar damno aos direitos dos inventores serão perseguidas e castigadas, de accordo com as leis do paiz onde se tiver commettido o delicto ou causado o prejuizo.

Artigo X.

As copias authenticadas das patentes de invenção de onde procedem, de accordo com as leis da Nação merecerão inteira fé e credito, como prova do direito de prioridade, sem por isso ir contra o que prescreve o artigo VII.

Artigo XI.

Os Tratados sobre patentes de invenção, desenhos ou modelos industriaes, celebrados anteriormente entre os paizes signatarios do presente Convenio, serão substituidos por este, desde que se ratifique quanto ás relações entre os Estados signatarios.

Artigo XII.

As adesões das Nações Americanas ao presente Convenio, serão dirigidas ao Governo da Republica Argentina para que as communicem aos outros Estados. Essas communicações farão as vezes de permuta.

Artigo XIII.

A Nação signataria que julgar conveniente desligar-se d'este Convenio, fá-lo-há saber ao Governo da Republica Argentina; e, um anno depois de recebida a communicação, cessará a vigencia d'este Convenio, relativamente á Nação que o tiver denunciado.

invention, et le droit de la céder ou transférer en se conformant aux lois de chaque pays.

Article IX.

Les personnes qui encourraient des responsabilités, civiles ou criminelles, pour avoir nui ou porté préjudice aux droits des inventeurs, seront poursuivies et châtiées conformément aux lois du pays dans lequel l'infraction criminelle aurait été perpétrée, ou le préjudice causé.

Article X.

Les copies des brevets d'invention certifiées dans le pays d'origine, conformément aux lois de la nation recevront entière foi et créance, en tant que preuve du droit de priorité, sans préjudice des dispositions de l'article VII.

Article XI.

Les traités relatifs aux brevets d'invention, patentes de dessins ou modèles industriels, établis antérieurement entre les pays signataires de la présente convention, seront remplacés par ladite, dès que celle-ci aura été ratifiée en ce qui concerne le règlement des relations entre les Etats signataires.

Article XII.

Les adhésions des nations américaines à la présente convention seront adressées au Gouvernement de la République Argentine afin que celui-ci les communique aux autres Etats. Ces communications rempliront le rôle d'échange.

Article XIII.

La nation signataire qui voudrait se rendre libre de l'engagement résultant de la présente convention, devra en donner avis au Gouvernement de la République Argentine; et après le délai d'une année, à compter du jour de la réception de cet avis, cette convention cessera d'être en vigueur à l'égard de la nation qui l'aura dénoncée.

En fé de lo cual los Plenipotenciarios y Delegados firman la presente Convención y ponen en ella el sello de la Cuarta Conferencia Internacional Americana.

Hecho y firmado en la Ciudad de Buenos Aires a los veinte días del mes de Agosto de mil novecientos diez en español, inglés, portugués, y francés y depositado en el Ministerio de Relaciones Exteriores de la República Argentina, a fin de que se saquen copias certificadas para enviarlas por la vía diplomática a cada uno de los Estados signatarios.

In witness whereof the Plenipotentiaries and Delegates have signed the present Convention and affixed thereto the Seal of the Fourth International American Conference.

Made and signed in the city of Buenos Aires on the twentieth day of August in the year one thousand nine hundred and ten, in Spanish, English, Portuguese and French, and deposited in the Ministry of Foreign Affairs of the Argentine Republic, in order that certified copies be made for transmission to each of the signatory States through the appropriate diplomatic channels.

Em fe do que, os Plenipotenciarios e Delegados assignam a presente Convenção, sellando-a a com o sello da Quarta Conferencia Internacional Americana.

Feito e assignado na cidade de Buenos Aires, aos vinte dias do mez de Agosto de mil novecentos e dez em hespanhol, portuguez, inglez e francez e depositadas no Ministerio das Relações Exteriores da Republica Argentina, para que se tirem copias autenticadas, que serão enviadas, pela la via diplomatica, a cada um dos Estados signatarios.

En foi de quoi, les plénipotentiaires et délégués signent la présente convention et y apposent le sceau de la Quatrième Conférence internationale américaine.

Fait et signé à Buenos Ayres le vingtième jour du mois d'août mil neuf cent dix, en espagnol, en anglais, en portugais et en français, et déposé au Ministère des Affaires étrangères de la République Argentine, pour qu'il en soit fait des copies authentiquées qui seront envoyées, par la voie diplomatique, à chacun des Etats signataires.

Por los Estados Unidos de America :
For the United States of America :

Pelos Estados Unidos da America :
Pour les Etats-Unis d'Amérique :

Henry WHITE.
Enoch H. CROWDER.
Lewis NIXON.
John Bassett MOORE.
Bernard MOSES.
Lamar C. QUINTERO.
Paul Samuel REINSCH.
David KINLEY.

Por la República Argentina :
For the Argentine Republic :

Pela Republica Argentina :
Pour la République Argentine :

Antonio BERMEJO.
Eduardo L. BIDAU.
Manuel A. MONTES DE OCA.
Epifanio PORTELA.
Cárlos RODRIGUEZ LARRETA.
Cárlos SALAS.
José A. TERRY.
Estanislao S. ZEBALLOS.

N° 3577.

**LETTONIE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Convention de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage. Signée à Genève, le 11 octobre 1933.

**LATVIA
AND CZECHOSLOVAKIA**

Convention of Conciliation, Judicial Settlement and Arbitration. Signed at Geneva, October 11th, 1933.

N^o 3577. — CONVENTION¹ DE CONCILIATION, DE RÉGLEMENT JUDICIAIRE ET D'ARBITRAGE ENTRE LA LETTONIE ET LA TCHÉCOSLOVAQUIE. SIGNÉE A GENÈVE, LE 11 OCTOBRE 1933.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Lettonie et le délégué permanent de la République tchécoslovaque auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 7 janvier 1935.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE, d'une part, et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, d'autre part,

S'inspirant des heureuses relations d'amitié qui unissent les deux pays,

Désireux d'assurer, conformément aux principes consacrés par le Pacte de la Société des Nations, le règlement pacifique de tous les différends, de quelque nature qu'ils soient, qui viendraient à diviser la Lettonie et la Tchécoslovaquie, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE :

Monsieur Voldemārs SALNAIS, ministre des Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

Monsieur Edvard BENEŠ, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent réciproquement à régler, dans tous les cas, par voie pacifique et d'après les méthodes prévues par la présente convention, tous les différends, de quelque nature qu'ils soient, qui viendraient à s'élever entre la Lettonie et la Tchécoslovaquie après la date de l'entrée en vigueur de la présente convention, et qui n'auraient pu être résolus par les procédés diplomatiques ordinaires.

Article 2.

Tous différends entre les Hautes Parties contractantes, de quelque nature qu'ils soient, et qui n'auraient pu être réglés à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, seront soumis pour jugement, soit à un Tribunal arbitral, soit à la Cour permanente de Justice internationale, ainsi qu'il est prévu ci-après.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Praha, le 21 décembre 1934.
Entrée en vigueur le 21 décembre 1934.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 3577. — CONVENTION² OF CONCILIATION, JUDICIAL SETTLEMENT AND ARBITRATION BETWEEN LATVIA AND CZECHOSLOVAKIA. SIGNED AT GENEVA, OCTOBER 11TH, 1933.

French official text communicated by the Latvian Minister for Foreign Affairs and by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place January 7th, 1935.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA, of the one part, and THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, of the other part,

Inspired by the friendly relations which fortunately exist between the two countries,

And desirous of ensuring, in accordance with the principles laid down in the Covenant of the League of Nations, the pacific settlement of all disputes of whatever nature which may arise between Latvia and Czechoslovakia, have resolved to conclude a Convention for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA :

Monsieur Voldemārs SALNAIS, Minister for Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Monsieur Edvard BENEŠ, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

The High Contracting Parties reciprocally undertake to settle in every case, by pacific means and in accordance with the procedure laid down in the present Convention, all disputes of whatever nature which may arise between Latvia and Czechoslovakia after the date of the entry into force of this Convention, and which it may not have been possible to settle by the normal methods of diplomacy.

Article 2.

All disputes of every kind between the High Contracting Parties which it may not have been possible to settle amicably by the normal methods of diplomacy shall be submitted for decision either to an Arbitral Tribunal or to the Permanent Court of International Justice as laid down hereinafter.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Prague, December 21st, 1934. Came into force December 21st, 1934.

Les différends pour la solution desquels une procédure spéciale est prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Hautes Parties contractantes seront réglés conformément aux dispositions de ces conventions.

Article 3.

Avant toute procédure arbitrale ou avant toute procédure devant la Cour permanente de Justice internationale, le différend sera soumis, à fin de conciliation, à une commission internationale permanente, dite Commission permanente de conciliation, constituée conformément à la présente convention.

Article 4.

S'il s'agit d'un différend dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des Parties, relève de la compétence des tribunaux nationaux de celle-ci, le différend ne sera soumis à la procédure prévue par la présente convention qu'après jugement passé en force de chose jugée et rendu dans des délais raisonnables par l'autorité judiciaire nationale compétente.

Article 5.

La Commission permanente de conciliation prévue à l'article 3 sera composée de cinq membres, qui seront désignés comme il suit, savoir : les Hautes Parties contractantes nommeront chacune un commissaire choisi parmi leurs nationaux respectifs et désigneront, d'un commun accord, les trois autres commissaires parmi les ressortissants de tierces Puissances ; ces trois commissaires devront être de nationalité différente et, parmi eux, les Hautes Parties contractantes désigneront le président de la commission.

Les commissaires sont nommés pour trois ans ; leur mandat est renouvelable. Ils resteront en fonction jusqu'à leur remplacement, et, dans tous les cas, jusqu'à l'achèvement de leurs travaux en cours au moment de l'expiration de leur mandat.

Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire, par suite de décès, de démission ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 6.

La Commission permanente de conciliation sera constituée dans les six mois à partir de la date où une des Hautes Parties contractantes en demandera à l'autre la création.

Si la nomination des commissaires à désigner en commun n'intervenait pas dans ce délai ou, en cas de remplacement, dans les trois mois à compter de la vacance du siège, le président de la Cour permanente de Justice internationale ou, s'il est ressortissant d'une des Hautes Parties contractantes, le vice-président ou le membre le plus ancien de la Cour, qui n'est ressortissant d'aucune des Hautes Parties contractantes, sera, à défaut d'autre entente, prié de procéder aux désignations nécessaires.

Article 7.

La Commission permanente de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président par les deux Parties agissant d'un commun accord ou, à défaut, par l'une ou l'autre des Parties.

La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à la Partie adverse.

Disputes for the settlement of which a special procedure is laid down in other Conventions in force between the High Contracting Parties shall be settled in conformity with the provisions of those Conventions.

Article 3.

Before any resort is made to arbitral procedure or to procedure before the Permanent Court of International Justice, the dispute shall be submitted with a view to amicable settlement to a permanent international commission, styled the Permanent Conciliation Commission, constituted in accordance with the present Convention.

Article 4.

When the subject of the dispute is one which, under the municipal legislation of either Party, is within the competence of the national courts of that Party, the matter in dispute shall not be submitted to the procedure laid down in the present Convention until a judgment with final effect has been given within a reasonable period by the competent national judicial authority.

Article 5.

The Permanent Conciliation Commission provided for in Article 3 shall consist of five members, who shall be appointed as follows: the High Contracting Parties shall each nominate one Commissioner from among their respective nationals and they shall further appoint, by common agreement, three other Commissioners from among the nationals of third Powers; these three Commissioners must be of different nationalities and the High Contracting Parties shall designate one of them as President of the Commission.

The members of the Commission shall be appointed for three years and may be re-appointed. They shall continue in office until they are replaced and, in any case, until the completion of any work in hand at the moment of the expiry of their term of office.

Any vacancies which may occur owing to death, resignation or any other emergency shall be filled as soon as possible in the manner laid down for the nominations.

Article 6.

The Permanent Conciliation Commission shall be constituted within six months from the date on which one of the High Contracting Parties shall have made to the other a request for its constitution.

If the appointment of the Commissioners to be nominated by common agreement has not been made within the aforesaid period, or if a fresh appointment has not been made within three months of the seat becoming vacant, the President of the Permanent Court of International Justice or, if the latter is a national of one of the High Contracting Parties, the Vice-President or the oldest member of the Court who is not a national of either of the High Contracting Parties shall, failing other agreement, be asked to make the necessary nominations.

Article 7.

The Permanent Conciliation Commission shall be notified by means of a request addressed to the President by the two Parties acting in agreement or, in the absence of such agreement, by either of the Parties.

The request shall contain a short statement of the subject of the dispute, followed by an invitation to the Commission to take all necessary steps with a view to arriving at an amicable settlement.

If the request emanates from one Party only, it shall be notified forthwith to the other Party.

Article 8.

Dans un délai de quinze jours à partir de la date où la Commission permanente de conciliation aura été saisie du différend, chacune des Parties pourra, pour l'examen de ce différend, remplacer son commissaire par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

La Partie qui userait de ce droit en fera immédiatement la notification à l'autre Partie ; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même dans un délai de quinze jours à partir de la date où la notification lui sera parvenue.

Article 9.

La Commission permanente de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles par voie d'enquête ou autrement et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

A la fin de ses travaux, la commission dressera un procès-verbal constatant, suivant le cas, soit que les Parties se sont arrangées, et s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les Parties n'ont pu être conciliées.

Les travaux de la commission devront, à moins que les Parties en conviennent différemment, être terminés dans le délai de six mois à compter du jour où la commission aura été saisie du litige.

Article 10.

A moins de stipulation spéciale contraire, la Commission permanente de conciliation réglera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquête, la commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du Titre III (Des Commissions internationales d'enquête) de la Convention¹ de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 11.

La Commission permanente de conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Parties, au lieu désigné par son président.

Article 12.

Les travaux de la Commission permanente de conciliation ne sont publics qu'en vertu d'une décision prise par la commission avec l'assentiment des Parties.

Article 13.

Les Parties seront représentées auprès de la Commission permanente de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaire entre elles et la commission ; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toute personne dont le témoignage leur paraîtrait utile.

La commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties ainsi qu'à toute personne qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur gouvernement.

Article 14.

Sauf disposition contraire de la présente convention, les décisions de la Commission permanente de conciliation seront prises à la majorité des voix.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

Article 8.

Within fifteen days from the date when the Permanent Conciliation Commission shall have been notified of the dispute, either Party may, for the examination of this dispute, replace its Commissioner by a person possessing special competence in the matter.

The Party making use of this right shall immediately inform the other Party ; the latter shall in that case be entitled to take the same action within fifteen days from the date when the notification reaches it.

Article 9.

The task of the Permanent Conciliation Commission shall be to elucidate the subjects in dispute and for this purpose to collect all necessary information by means of enquiry or otherwise and to endeavour to bring about an agreement between the Parties. It may, after examining the question, propose to the Parties the terms of settlement which it considers suitable and may appoint a time-limit within which they are to make their decision.

At the close of its labours, the Commission shall draw up a report stating, as the case may be, either that the Parties have come to an agreement and, if necessary, the terms of such agreement, or that it has been impossible to effect a settlement.

Unless the Parties have agreed otherwise, the proceedings of the Commission must be concluded within six months from the day on which it was notified of the dispute.

Article 10.

Failing any special provision to the contrary, the Permanent Conciliation Commission shall lay down its own procedure, which must in all cases provide for both Parties being heard. In regard to enquiries, the Commission shall, unless it unanimously decides otherwise, act in accordance with the provisions of Chapter III (International Commissions of Enquiry) of the Hague Convention¹ of October 18th, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 11.

Unless otherwise decided by agreement between the Parties, the Permanent Conciliation Commission shall meet at the place appointed by its President.

Article 12.

The deliberations of the Permanent Conciliation Commission shall be held in private, unless the Commission decides otherwise with the consent of the Parties.

Article 13.

The Parties shall be represented before the Permanent Conciliation Commission by agents whose duty it shall be to act as intermediaries between them and the Commission ; they may, moreover, be assisted by counsel and experts appointed by them for that purpose and may claim a hearing for any person whose evidence they may consider useful.

The Commission for its part may request oral explanations from the agents, counsel or experts of the two Parties as also from any other persons it may think fit to summon with the consent of their respective Governments.

Article 14.

Unless otherwise provided for in the present Convention, the decisions of the Permanent Conciliation Commission shall be taken by a majority vote.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

Article 15.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à faciliter les travaux de la Commission permanente de conciliation et, en particulier, à lui fournir dans la plus large mesure possible tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour lui permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Article 16.

Pendant la durée des travaux de la Commission permanente de conciliation, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté, d'un commun accord, entre les Hautes Parties contractantes qui en supporteront chacune une part égale. Les frais auxquels donnerait lieu le fonctionnement de la commission seront également partagés par moitié.

Article 17.

A défaut de conciliation devant la Commission permanente de conciliation, les différends au sujet desquels les Parties se contesteraient réciproquement un droit seront soumis d'un commun accord par voie de compromis, soit à la Cour permanente de Justice internationale, dans les conditions et suivant la procédure prévue par son Statut¹, soit à un tribunal arbitral, dans les conditions et suivant la procédure prévue par la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

A défaut d'accord entre les Parties sur le compromis et après un préavis d'un mois, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de porter directement par voie de requête le différend devant la Cour permanente de Justice internationale.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 18.

Dans tous les cas et notamment si la question au sujet de laquelle les Parties sont divisées résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, la Commission permanente de conciliation ou, si celle-ci ne s'en trouvait plus saisie, le tribunal arbitral ou la Cour permanente de Justice internationale statuant conformément à l'article 41 de son Statut, indiqueront, s'il y a lieu et dans le plus bref délai possible, quelles mesures provisoires doivent être prises. Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à s'y conformer, à s'abstenir de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la décision ou aux arrangements proposés par la Commission permanente de conciliation, et en général, à ne procéder à aucun acte, de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

Article 19.

La présente convention reste applicable entre les Hautes Parties contractantes encore que d'autres Puissances aient également un intérêt dans le différend.

¹ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; vol. XCVI, page 180 ; vol. C, page 153 ; vol. CIV, page 492 ; vol. CVII, page 461 ; vol. CXI, page 402 ; vol. CXVII, page 46 ; vol. CXXVI, page 430 ; vol. CXXX, page 440 ; vol. CXXXIV, page 392 ; vol. CXLVII, page 318 ; et vol. CLII, page 282, de ce recueil.

Article 15.

The High Contracting Parties undertake to afford every facility to the Permanent Conciliation Commission in its work and, in particular, to supply it to the greatest possible extent with all relevant documents and information, and to employ all means at their disposal to enable the Commission, in their respective territories and in accordance with their internal laws, to summon and take the evidence of witnesses and experts and to visit the localities in question.

Article 16.

Each of the Commissioners shall receive an allowance for the actual duration of the proceedings of the Permanent Conciliation Commission ; the amount of this allowance shall be fixed by agreement between the High Contracting Parties, by whom it shall be borne in equal shares. The expenditure entailed by the operations of the Commission shall also be shared equally.

Article 17.

In the event of no amicable agreement being reached before the Permanent Conciliation Commission, disputes with regard to which the Parties are in conflict as to their respective rights shall, by common consent, be submitted by means of a special agreement either to the Permanent Court of International Justice, under the conditions and according to the procedure laid down in its Statute¹, or to an arbitral tribunal under the conditions and according to the procedure laid down in the Hague Convention of October 18th, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

If the Parties cannot agree on the terms of the special agreement, either of them may, after one month's notice, bring the dispute direct before the Permanent Court of International Justice by means of request.

GENERAL PROVISIONS.

Article 18.

In any case, and particularly if the question on which the Parties differ arises out of acts already committed or on the point of commission, the Permanent Conciliation Commission or, if the matter is no longer before this Commission, the arbitral tribunal or the Permanent Court of International Justice, acting in accordance with Article 41 of its Statute, shall lay down, if necessary and within the shortest possible time, the provisional measures to be adopted. The High Contracting Parties undertake respectively to accept such measures, to abstain from all measures likely to have an effect prejudicial to the execution of the decision or to the settlement proposed by the Permanent Conciliation Commission and, in general, to abstain from any sort of action whatsoever which may aggravate or extend the dispute.

Article 19.

The present Convention shall remain applicable as between the High Contracting Parties even when other Powers are also interested in the dispute.

¹ Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 405 ; Vol. XV, page 305 ; Vol. XXIV, page 153 ; Vol. XXVII, page 417 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; Vol. LIV, page 387 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXVIII, page 435 ; Vol. LXXXVIII, page 272 ; Vol. XCII, page 362 ; Vol. XCVI, page 180 ; Vol. C, page 153 ; Vol. CIV, page 492 ; Vol. CVII, page 461 ; Vol. CXI, page 402 ; Vol. CXVII, page 46 ; Vol. CXXVI, page 430 ; Vol. CXXX, page 440 ; Vol. CXXXIV, page 392 ; Vol. CXLVII, page 318 ; and Vol. CLII, page 282, of this Series.

Article 20.

La présente convention sera communiquée pour enregistrement à la Société des Nations conformément à l'article 18 du Pacte.

Article 21.

La présente convention sera ratifiée. Les ratifications en seront échangées à Praha.

Elle entrera en vigueur dès l'échange des ratifications et aura une durée de cinq ans à compter de son entrée en vigueur. Si elle n'est pas dénoncée six mois avant l'expiration de ce délai, elle sera considérée comme renouvelée pour une période de cinq années et ainsi de suite.

Si, lors de l'expiration de la présente convention, une procédure quelconque en vertu de cette convention se trouvait pendante devant la Commission permanente de conciliation, devant un tribunal arbitral ou devant la Cour permanente de Justice internationale, cette procédure serait poursuivie jusqu'à son achèvement.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Genève, en double exemplaire, le onze octobre mil neuf cent trente-trois.

(L. S.) (Signé) V. SALNAIS.

(L. S.) (Signé) Dr Edvard BENEŠ.

Pour copie certifiée conforme :

V. Munters,

*Secrétaire général du Ministère
des Affaires étrangères de Lettonie.*

Copie certifiée conforme :

Praha, le 15 janvier 1935.

Jan Opočenský,

Directeur des Archives.

Article 20.

The present Convention shall be communicated to the League of Nations for registration in accordance with Article 18 of the Covenant.

Article 21.

The present Convention shall be ratified. The ratifications shall be exchanged at Prague.

It shall come into force as soon as the ratifications have been exchanged and shall be valid for five years reckoned from the date on which it comes into force. Unless it is denounced six months before the expiry of this period, it shall be considered as renewed for a period of five years and similarly thereafter.

If on the date of the expiration of the present Convention proceedings of any kind undertaken in virtue of the present Convention are pending before the Permanent Conciliation Commission, an arbitral tribunal or the Permanent Court of International Justice, such proceedings shall pursue their course until their completion.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed thereto their seals.

Done at Geneva in duplicate, this eleventh day of October, one thousand nine hundred and thirty-three.

(L. S.) (Signed) V. SALNAIS.

(L. S.) (Signed) Dr. Edvard BENEŠ.

N° 3578.

**FINLANDE ET
UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTIQUES SOCIALISTES**

Convention relative à la chasse au
phoque et à la pêche dans le lac
Ladoga, et protocole. Signés à
Moscou, le 25 mai 1934.

**FINLAND
AND UNION OF SOVIET
SOCIALIST REPUBLICS**

Convention concerning Fishing and
Sealing in Lake Ladoga, and Pro-
tocol. Signed at Moscow, May
25th, 1934.

TEXTE FINNOIS. — FINNISH TEXT.

N^o 3578. — SUOMEN¹ JA SOSIALISTISTEN NEUVOSTOTASAVALTAIN LIITON VÄLINEN SOPIMUS KALASTUKSEN JA HYLKEENPYYNIN HARJOITTAMISESTA LAATOKALLA. ALLEKIRJOITETTU MOSKOVASSA 25 PÄIVÄNÄ TOUKOKUUTA, 1934.

Textes officiels finnois et russe communiqués par le délégué permanent de la Finlande auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 7 janvier 1935.

SUOMEN TASAVALLAN PRESIDENTTI ja SOSIALISTISTEN NEUVOSTOTASAVALTAIN LIITON TOIMEENPANEVA KESKUSKOMITEA ovat, Tartossa lokakuun 14 päivänä 1920² allekirjoitetun rauhansopimuksen 21 artiklan määräyksen mukaisesti, päättäneet tehdä sopimuksen siinä, millä ehdoilla ja missä järjestyksessä kummankin sopimusvaltion kansalaiset saavat harjoittaa kalastusta ja hylkeenpyyntiä toiselle valtiolle kuuluvassa Laatokan osassa sekä mihin toimenpiteisiin on ryhdyttävä kalanhoidon edistämiseksi mainitussa järvessä, ja sitä varten valtuuttaneet :

SUOMEN TASAVALLAN PRESIDENTTI :

Suomen Moskovassa olevan Erikoislähettilään ja täysivaltaisen Ministerin, vapaaherra
A. S. YRJÖ-KOSKISEN ;

SOSIALISTISTEN NEUVOSTOTASAVALTAIN LIITON TOIMEENPANEVA KESKUSKOMITEA :

Ulkoasiainkansankomissaarin Sijaisen B. S. STOMONJAKOFFIN,

jotka, esitettyään toisilleen oikeiksi ja asianmukaisiksi havaitut valtakirjansa, ovat sopineet seuraavasti :

I artikla.

Suomi myöntää Sosialististen Neuvostotasavaltain Liiton kansalaisille oikeuden tässä sopimuksessa mainituilla ehdoilla harjoittaa kalastusta ja hylkeenpyyntiä siinä Suomelle kuuluvassa Laatokan osassa, joka on molempien valtakuntien välisen rajan sekä sen suoran viivan välissä, mikä kulkee Polvanan niemestä järven länsirannalla Mantsinsaaren pohjoisen kärjen kautta Salmin pitäjässä olevaan Uuteenkylään järven itärannalla.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Helsinki, le 21 novembre 1934.
Entrée en vigueur le 21 novembre 1934.

² Volume III, N^o 1, page 6, de ce recueil.

TEXTE RUSSE. — RUSSIAN TEXT.

№ 3578. — КОНВЕНЦИЯ ¹МЕЖДУ СОЮЗОМ СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК И ФИНЛЯНДИЕЙ О РЫБНОМ И ТЮЛЕНЬЕМ ПРОМЫСЛЕ НА ЛАДОЖСКОМ ОЗЕРЕ, ПОДПИСАННАЯ В ГОР. МОСКВЕ, 25-го МАЯ 1934 ГОДА.

Finnish and Russian official texts communicated by the Permanent Delegate of Finland accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place January 7th, 1935.

ЦЕНТРАЛЬНЫЙ ИСПОЛНИТЕЛЬНЫЙ КОМИТЕТ СОЮЗА СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК с одной стороны, и Президент Финляндской Республики с другой стороны, решив, согласно постановления статьи 21 Мирного Договора, подписанного в городе Юрьеве 14 октября 1920² года, заключить Конвенцию об условиях и о порядке производства гражданами каждого из договаривающихся государств, рыбного и тюленьего промысла в принадлежащей другому государству части Ладожского озера, а равно о мерах, которые должны быть приняты для развития рыбоводства в упомянутом озере, назначили для того своими Уполномоченными :

ЦЕНТРАЛЬНЫЙ ИСПОЛНИТЕЛЬНЫЙ КОМИТЕТ СОЮЗА СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК :

Бориса Спиридоновича Стомонакова, Заместителя Народного Комиссара по Иностранным Дела́м ;

Президент Финляндской Республики :

Барона А. С. Ирье-Коскинен, Чрезвычайного Посланника и Полномочного Министра Финляндии,

которые, по взаимном пред'явлении своих полномочий, признанных составленными в должной форме и в законном порядке, согласились о нижеследующем :

Статья 1.

Финляндия предоставляет гражданам Союза Советских Социалистических Республик право заниматься на условиях, указанных в настоящей Конвенции, рыбной ловлей и тюленьим промыслом в принадлежащей Финляндии части Ладожского озера, находящейся между государственной границей обоих государств и прямой линией, проведенной от мыса Полвана на западном берегу этого озера, через северную оконечность острова Манчинсаари до деревни Усикуля в Сальминском приходе на восточном берегу озера.

¹ The exchange of ratifications took place at Helsinki, November 21st, 1934. Came into force November 21st, 1934.

² Volume III, No. 1, page 6, of this Series.

Sosialististen Neuvostotasavaltain Liitto myöntää Suomen kansalaisille oikeuden tässä sopimuksessa mainituilla ehdoilla harjoittaa kalastusta ja hylkeenpyyntiä siinä Sosialististen Neuvostotasavaltain Liitolle kuuluvassa Laatokan osassa, joka on molempien valtakuntien välisen rajan sekä sen suoran viivan välissä, mikä kulkee Morjan niemestä järven länsirannalla Aunuksen joen suuhun järven itärannalla.

Toisen sopimusvaltion vesillä olevien pyyntialusten ei ole kuitenkaan lupa, paitsi tämän sopimuksen 3 artiklan 3 §:ssä ja 4 artiklassa mainituissa tapauksissa, lähestyä rannikkoa tai saaria yhtä kilometriä likemmäksi.

2 artikla.

Tämän sopimuksen 1 artiklassa mainituilla vesillä sopimusvaltioiden kansalaiset ovat oikeutetut harjoittamaan pyyntiä kunkin vuoden toukokuun 1 päivästä marraskuun 30 päivän loppuun tässä sopimuksessa määrätyillä ehdoilla. Jos jompikumpi sopimusvaltio haluaa, että sen kansalaiset saisivat harjoittaa edellämainituilla vesillä talvipyyntiä, niin sen ehdot ja järjestys määrätään lisäsopimuksessa, joka tehdään diplomaattisessa järjestyksessä.

Pyyntiä saadaan harjoittaa moottori-, purje- ja soutualuksista, kuin myös laahusnuotta- eli troolausaluksista, joita saa olla enintään viisi kumpaakin sopimusvaltiota kohden, kaikilla omille kansalaisille luvallisilla välineillä ja keinoilla. Räjähävien, myrkyllisten ja huumaavien aineiden käyttö kalastuksessa on kuitenkin kielletty.

Laahusnuottaa saavat käyttää vain edellämainitut erikoisalukset.

3 artikla.

Pyyntiä harjoittavien alusten ja niissä olevien henkilöiden tulee, oleskellessaan toisen sopimusvaltion vesillä, noudattaa siinä valtiossa voimassaolevia lakeja, asetuksia ja asianomaisten viranomaisten käskyjä sekä lisäksi seuraavia määräyksiä :

1 §. Jokaisessa pyyntialuksessa pitää olla seuraavat suomen- ja venäjänkielillä laaditut asiakirjat :

a) aluksenomistajan kotimaan viranomaisen antama lupalippu, joka oikeuttaa harjoittamaan pyyntiä toisen sopimusvaltion vesillä. Lupalippuun pitää olla merkitty aluksenomistajan tarkka nimitys (fyysillisten henkilöiden suhteen heidän etu- ja sukunimensä) ja osoite, aluksen koti- tai rekisteröimispaikka sen kotimaassa, aluksen toiminnasta vastuussa olevan henkilön etu- ja sukunimi sekä luettelo aluksen lastista. Laahusnuotta-alusten ei tarvitse luetteloida lastiaan, jos niissä on tavalliset lastikirjat;

b) henkilötodistukset kutakin aluksessa olevaa henkilöä kohden.

Kotimaisten rajaviranomaisten varmentama luettelo annetuista lupalipuista on vuotuisesti, 15 päivää ennen pyynnin alkamista, toimitettava toisen valtion raja viranomaisille, raja-asiamiesten tai paikallisten tarkastuskomissioiden puheenjohtajien välityksellä.

Pyyntialuksessa ei saa olla aluksen kuljetustarvikkeiden ynnä saaliin lisäksi mitään muuta lastia kuin pyynnin harjoittamiseen tarvittavat välineet ja aineet, saaliin säilyttä-

Союз Советских Социалистических Республик предоставляет гражданам Финляндии право заниматься на условиях, указанных в настоящей Конвенции, рыбной ловлей и тюленьим промыслом в принадлежащей Союзу Советских Социалистических Республик части Ладожского озера, находящейся между государственной границей обоих государств и прямой линией, проведенной от мыса Морвенского на западном берегу этого озера до устья реки Олонки на восточном берегу озера.

Промысловые суда, находящиеся в водах другого договаривающегося государства, не должны, однако, за исключением случаев, предусмотренных в § 3 статьи 3 и в статье 4 настоящей Конвенции, подходить к берегам и островам ближе чем на один километр.

Статья 2.

В водах, упомянутых в статье 1 настоящей Конвенции, граждане договаривающихся государств имеют право заниматься промыслом с 1 мая по 30 ноября каждого года на условиях, установленных в настоящей Конвенции. Если бы одно из договаривающихся государств пожелало, чтобы его граждане производили в указанных выше водах зимний промысел, то вопрос об условиях и порядке такого промысла будет урегулирован дополнительным соглашением, заключаемым в дипломатическом порядке.

Промысел будет производиться с борта моторных, парусных и гребных судов, а также с борта траловых судов, число которых не может превышать пяти со стороны каждого договаривающегося государства, всеми дозволенными собственным гражданам снастями и способами. При рыбной ловле воспрещается, однако, пользоваться варывчатыми, ядовитыми и одуряющими веществами.

Пользование тралами допускается лишь с специальных, упомянутых выше судов.

Статья 3.

Во время пребывания в водах другого договаривающегося государства, занимающиеся промыслом суда и находящиеся на них лица обязаны подчиняться действующим в этом государстве законам, правилам и распоряжениям подлежащих властей, и сверх того исполнять следующие постановления :

§ 1. Каждое промысловое судно должно быть снабжено следующими документами, составленными на русском и финском языках :

а) билетом на право промысла в водах другого договаривающегося государства, выданным властями государства, в гражданстве которого состоит собственник судна. В билете должно быть указано точное наименование собственника судна (для лиц физических — имя и фамилия), его адрес, место приписки или регистрации судна в стране его принадлежности, имя и фамилия лица, отвечающего за действия судна и список находящегося на судне груза. Траловые суда освобождаются от указания о грузе, если на них находятся обычные грузовые документы ;

б) удостоверениями личности на каждое лицо, находящееся на судне.

Заверенный пограничными властями государства, выдавшего билеты, список последних, ежегодно за 15 дней до начала промысла передается пограничным властям другого государства через Пограничных Комиссаров или Председателей Местных Контрольных Комиссий.

На промысловых судах воспрещается иметь, кроме необходимого навигационного оборудования и улова, какой-либо груз сверх необходимых для

miseen ja suolaamiseen kuuluvat astiat sekä tarpeellinen määrä elintarvikkeita (väkijuomat kielletty) ja vaatteita.

Muistutus : Pyyntilupalippujen ja henkilötodistusten kaavakkeet ovat tämän sopimuksen liitteinä.

2 §. Jokaisen pyyntialuksen keulassa, oikeanpuoleisen laidan ulkopuolella, tulee olla merkittynä suurilla (vähintään 12 senttimetrin kokoisilla) numeromerkeillä 1 §:ssä mainitun lupalipun numero sekä aluksen koti- tai rekisteröimispaikka suomen- ja venäjänkielellä.

3 §. Pyyntialuksen omistajan tai sen toiminnasta vastuussa olevan henkilön tulee, ennen kuin pyynti toisen sopimusvaltion vesillä aloitetaan, antaa tämän valtion asianomaisen rajavartioston rekisteröidä aluksensa. Sopimusvaltioiden rajaviranomaisten on hyvissä ajoin, raja-asiamiesten tai paikallisten tarkastuskomissioiden puheen johtajien välityksellä, toimitettava toisilleen luettelot rekisteröimispaikoista.

4 §. Yön ajaksi (auriongon laskusta sen nousuun) on toisen sopimusvaltion vesillä olevien alusten joko poistuttava vähintään kymmenen kilometrin päähän rannikosta tai saarista tai palattava oman valtionsa vesille.

5 §. Sen valtion rajaviranomaisten vaatimuksesta, jonka vesillä asianomainen pyyntialus on, tulee aluksessa olevien henkilöiden esittää tarkastettaviksi asiakirjansa ja aluksen lasti. Jos aluksessa havaitaan olevan salakuljetustavaraa tai muita kuin lastiluettelossa (1 §) mainittuja esineitä, takavarikoidaan laitton lasti ja syylliset saatetaan vastuuseen sen maan lakien mukaan, jonka vesillä sellainen lasti havaittiin.

6 §. Jos toisen sopimusvaltion pyyntialukset ylittävät tämän sopimuksen 1 artiklassa määrätyt kalastusalueiden rajat muulloin, kuin tämän sopimuksen 4 artiklassa mainituissa tapauksissa, voivat toisen sopimusvaltion viranomaiset pidättää aluksen ja saattaa siinä olevat henkilöt ja erikoisesti sen, joka omistaa aluksen tai vastaa sen toiminnasta, vastuuseen pidätyspaikan lakien mukaan.

7 §. Niiden henkilöiden aluksia, jotka syyllistyvät pyynti- tai merenkulkusääntöjen vähäisiin rikkomuksiin toisen sopimusvaltion vesillä muulla tavoin, kuin tämän artiklan 4, 5 ja 6 §:ssä on mainittu, ja näitä henkilöitä itseään eivät tämän valtion viranomaiset saa pidättää, vaan he tekevät pyyntilupalippuihin merkinnän rikkomuksesta. Tällainen merkintä voidaan tehdä niissäkin tapauksissa, jotka luetellaan 4, 5 ja 6 §:ssä, jos rikkomuksen todenneet viranomaiset eivät pidä syyllisten pidättämistä tarpeellisenä.

Näissä tapauksissa syylliset henkilöt saavat vastata rikkomuksistaan kotimaansa viranomaisille ja sen lakien mukaan. Jos pyyntilupalipussa on kolme tällaista merkintää, menettää asianomainen henkilö oikeutensa jatkaa pyyntiä sinä pyyntikautena. Tämä kielto koskee myös näiden henkilöiden oikeutta harjoittaa pyyntiä muista aluksista.

производства промысла снастей и материалов, посуды для хранения и соления улова, нужного количества продовольствия (с воспрещением иметь спиртные напитки) и одежды.

Примечание : Образцы промысловых билетов и удостоверений личности прилагаются к настоящей Конвенции.

§ 2. Каждое промысловое судно должно иметь у форштевня на правом борту, в наружной его части, обозначение крупными цифрами (не менее 12-ти сантиметров) номера билета, упомянутого в § 1, а также наименование места приписки или регистрации судна, на русском и финском языках.

§ 3. Перед началом промысла в водах другого договаривающегося государства промысловое судно должно быть зарегистрировано судовладельцем или отвечающим за действия судна лицом, в соответствующем пограничном посту этого государства. Пограничные власти договаривающихся государств должны взаимно и заблаговременно сообщать друг другу через Пограничных Комиссаров или Председателей Местных Контрольных Комиссий списки постов где может производиться регистрация.

§ 4. На ночь (от заката и до восхода солнца) суда, находящиеся в водах другого договаривающегося государства, должны либо отойти от берегов и островов на расстояние не менее чем в десять километров, либо возвратиться в воды своего государства.

§ 5. По требованию пограничных властей государства, в водах которого находится данное промысловое судно, находящиеся на нем лица должны предъявлять для проверки имеющиеся у них документы, а также груз судна. В случае обнаружения на судне предметов контрабанды, а также предметов не поименованных в списке груза (§ 1), незаконный груз конфискуется, а виновные привлекаются к ответственности по законам той страны, в водах которой подобный груз был обнаружен.

§ 6. В случае нарушения промысловыми судами одного из договаривающихся государств, границ рыболовных районов, указанных в статье 1 настоящей Конвенции (за исключением случаев, предусмотренных в статье 4 настоящей Конвенции), судно может быть задержано властями другого договаривающегося государства с привлечением находящихся на нем лиц, а в особенности судовладельца или лица, отвечающего за действия судна, к ответственности по законам места задержания.

§ 7. Суда лиц, совершающих мелкие нарушения правил промысла или судоходства в водах другого договаривающегося государства, а также сами эти лица, не могут быть задержаны за исключением случаев, указанных в § 4, § 5 и § 6 настоящей статьи, властями этого государства, которые делают в промысловых билетах отметку о нарушении. Такая отметка может быть все же сделана и в случаях, перечисленных в § 4, § 5 и § 6, если власти, обнаружившие нарушение, не считают необходимым задержать нарушителей.

В этих случаях лица, совершившие нарушение, отвечают за него перед властями своего государства и по законам последнего. При наличии в промысловом билете трех отметок такого рода, подлежащее лицо лишается в течение данного промыслового сезона права на продолжение промысла. Это воспрещение распространяется также на право для указанных лиц промысливать с других судов.

4 artikla.

Tämän sopimuksen ja sopimusvaltioiden lakien ja asetusten rikkomisena ei pidetä pyyntialuksen joutumista toisen valtion vesille tai rannikolle myrskyn, sumun, jäästeiden tahi muun merionnettomuuden johdosta (relâche forcée).

5 artikla.

Viedessään toisen sopimusvaltion vesille tai sieltä tuodessaan saalista, pyydyksiä, astioita elintarvikkeita, vaatteita ja kaikkia muita pyynnissä tarvittavia esineitä sopimusvaltioiden kansalaiset ovat vapautetut kaikista tulli- ja muista tuonti- ja vientimaksuista ja suorituksista.

6 artikla.

Laatokan kalaston lisäämiseksi ja suojaamiseksi sopimusvaltiot ryhtyvät seuraaviin toimenpiteisiin :

1 §. Sosialististen Neuvostotasavaltain Liitto pysyttää toiminnassa valtion omistamat Olhavanjoen ja Syvärinjoen kalanviljelyslaitokset istuttaakseen Laatokkaan ja siihen laskeviin jokiin järjestelmällisesti joka vuosi lohen-, siian- ja kuhanpoikasia.

Suomi pysyttää toiminnassa valtion omistaman Vuohensalon kalanviljelyslaitoksen Käkisalmen pitäjässä istuttaakseen Laatokkaan ja siihen laskeviin jokiin järjestelmällisesti joka vuosi lohen-, nieriäisen- ja siianpoikasia.

Sopimusvaltiot ilmoittavat toisilleen vuotuisesti, mikä määrä kalanpoikasia on niiden kalanviljelyslaitoksista istutettu Laatokkaan ja siihen laskeviin jokiin.

Sopimusvaltiot ryhtyvät tarpeellisiin toimenpiteisiin lisätäkseen, mikäli mahdollista kalanviljelyslaitostensa nykyistä istutusmäärää tässä pykälässä mainittujen kalalajien suhteen.

2 §. Suomen ja Sosialististen Neuvostotasavaltain Liiton viranomaiset ryhtyvät tehokkaihin toimenpiteisiin kutupaikkojen suojaamiseksi Laatokkaan laskevissa joissa.

3 §. Sopimusvaltiot suostuvat siihen, että tilaisuus keskinäisiin käynteihin kummankin puolen kalanviljelyslaitoksille on turvattava ja että kalastusvirastot vaihtavat keskenään kokemuksia ja tiedonantoja, minkä ohessa yleensä järjestetään tarpeellinen tieteellinen yhteistoiminta.

7 artikla.

Kansalaisilla tarkoitetaan tässä sopimuksessa fyysillisten henkilöiden lisäksi myös kalastusta harjoittavia valtion laitoksia ja -yrityksiä, tieteellisiä järjestöjä, kollektiivitalouksia ja muita juridisia henkilöitä.

8 artikla.

Tämä sopimus on ratifioitava. Se tulee voimaan sinä päivänä, jolloin ratifioimiskirjat vaihdetaan. Ratifioimiskirjat on vaihdettava Helsingissä niin pian kuin mahdollista ja viimeistään marraskuun 15 päivänä 1934.

Статья 4.

Не считается нарушением настоящей Конвенции, а также законов и постановлений договаривающихся государств, заход промысловых судов в воды другого государства или подход к его берегам в случае бури, туманов, льдов и иных несчастий на воде (*relâche forcée*).

Статья 5.

Никакие таможенные и иные взыскиваемые при ввозе или при вывозе налоги или сборы не могут взиматься с граждан договаривающихся государств в связи с ввозом в воды другого договаривающегося государства или вывозом из последних уловов, снастей, посуды, продовольствия, одежды и всего относящегося к промыслу.

Статья 6.

В целях поднятия и сохранения рыбных запасов Ладожского озера, договаривающиеся государства проведут нижеследующие мероприятия :

§ 1. Союз Советских Социалистических Республик сохранит в действии принадлежащие государству рыбоводные заводы Волховский и Свирский, и обеспечит ежегодно систематический выпуск в Ладожское озеро, и впадающие в него реки, мальков лосося, сига и судака.

Финляндия сохранит в действии принадлежащий государству Вуохонсалоский рыбоводный завод в Кякисальмском приходе и обеспечит ежегодно систематический выпуск в Ладожское озеро, и впадающие в него реки, мальков лосося, пальи и сига.

Договаривающиеся государства будут ежегодно сообщать друг другу какое количество мальков рыб было выпущено с их рыбоводных заводов в воды Ладожского озера и впадающих в него рек.

Договаривающиеся государства примут нужные меры для увеличения, в пределах возможности, существующего в настоящее время выпуска с их рыбоводных заводов мальков рыб, перечисленных в настоящем параграфе.

§ 2. Власти Союза Советских Социалистических Республик и Финляндии примут действительные меры к охране мест нереста в реках, впадающих в Ладожское озеро.

§ 3. Оба договаривающиеся государства согласны, что должна быть обеспечена возможность взаимного посещения рыбоводных заводов, а также обмен опытом и имеющимися сведениями между их рыбоводными учреждениями, причем вообще будет обеспечено нужное научное сотрудничество.

Статья 7.

Под гражданами в смысле настоящей Конвенции понимаются не только физические лица, но также и, занимающиеся рыбной ловлей, государственные учреждения и предприятия, научные организации, коллективные ховяйства и прочие юридические лица.

Статья 8.

Настоящая Конвенция подлежит ратификации. Она вступит в силу со дня обмена ратификационными грамотами. Обмен ратификационными грамотами будет произведен в городе Гельсинки в возможной скорости и во всяком случае не позднее 15 ноября 1934 года.

9 artikla.

Kumpikin sopimusvaltio saa milloin hyvänsä irtisanoa tämän sopimuksen, joka tällöin lakkaa voimassa olemasta yhden vuoden kuluttua irtisanomispäivästä.

Irtisanonnasta riippumatta sopimuksen määräyksiä on noudatettava sinä pyyntikautena, jonka kuluessa sopimus voisi irtisanonnan johdosta lakata voimassa olemasta.

10 artikla.

Tämä sopimus on laadittu kahtena kappaleena suomen- ja venäjänkielellä, ja sen kumpikin teksti on yhtä todistusvoimainen.

Edelläolevan vakuudeksi sopimusvaltioiden valtuutetut ovat tämän sopimuksen allekirjoittaneet ja sineteillään vahvistaneet. Moskovassa, toukokuun 25 päivänä 1934.

(L. S.) A. S. YRJÖ-KOSKINEN.

(L. S.) B. STOMONJAKOFF.

PÖYTÄKIRJA.

Ryhtyessään tänään allekirjoittamaan Suomen ja Sosialististen Neuvostotasavaltain Liiton välistä sopimusta kalastuksen ja hylkeenpyynnin harjoittamisesta Laatokalla, sopimusvaltioiden valtuutetut ovat sopineet seuraavasti :

I.

Laahusnuotta- eli troolausalusten toiminnasta vastuussa oleville henkilöille annetaan ohjeet, joiden mukaan heidän on harjoitettava pyyntiä niin, että pienistä aluksista pyyntiä harjoittavien henkilöiden pyydyksille ei aiheutuisi vahinkoa. Näissä ohjeissa tulee nimenomaan määrättäväksi, että niitä paikkoja on vältettävä, missä pyyntiä harjoitetaan pienistä aluksista.

2.

Sopimusvaltioiden valtuutetut käsittävät edellämainitun sopimuksen 3 artiklan ensimmäisen kappaleen niin, että kumpikin valtio pidättää itselleen oikeuden kieltää laahusnuotalla pyynnin niissä paikoissa, mihin kerääntyy pieniä pyyntialuksia.

Edelläolevan vakuudeksi sopimusvaltioiden valtuutetut ovat allekirjoittaneet tämän pöytäkirjan, joka on laadittu kahtena kappaleena suomen- ja venäjänkielellä ja jonka kumpikin teksti on yhtä todistusvoimainen. Moskovassa, toukokuun 25 päivänä 1934.

A. S. YRJÖ-KOSKINEN.

B. STOMONJAKOFF.

Статья 9.

Настоящая Конвенция может быть в любое время денонсирована каждым из договаривающихся государств, причем она утратит силу по истечении одного года со дня вручения заявления о денонсации.

Независимо от подобной денонсации постановления Конвенции будут применяться к тому промысловому сезону, в течение которого, в виду денонсации, могла бы наступить утрата Конвенцией силы.

Статья 10.

Настоящая Конвенция составлена в двух экземплярах, каждый на русском и финском языках, причем оба ее текста считаются аутентичными.

В удостоверение всего изложенного, Уполномоченные договаривающихся государств подписали настоящую Конвенцию и скрепили ее своими печатями в городе Москве 25 мая 1934 года.

(М. П.) Б. Стомоняков.

(М. П.) A. S. YRJÖ-KOSKINEN.

ПРОТОКОЛ.

Приступая сего числа к подписанию Конвенции между Союзом Советских Социалистических Республик и Финляндией о рыбном и тюленьем промысле на Ладожском озере, Уполномоченные договаривающихся государств, согласились о нижеследующем:

1.

Лицам, отвечающим за действия траловых судов, будут даны указания производить промысел таким образом, чтобы не наносился ущерб снастям лиц, промысляющих с мелких судов. В частности, в этих указаниях будет предписано обходить те места, в которых производится промысел с мелких судов.

2.

Уполномоченные договаривающихся государств понимают первый абзац статьи 3 вышеупомянутой Конвенции в том смысле, что каждое государство оставляет за собой право воспреещения тралового лова в местах скопления мелких промысловых судов.

В удостоверение чего Уполномоченные договаривающихся государств подписали настоящий Протокол, составленный в двух экземплярах, каждый на русском и финском языках, оба текста которого имеют одинаковую силу, в городе Москве 25 мая 1934 года.

Б. Стомоняков.

A. S. YRJÖ-KOSKINEN.

LIITE N:o 1.

PYYNTILUPALIPPU N:o.....

Suomen ja Sosialististen Neuvostotasavaltain Liiton kesken kalastuksen ja hylkeenpyynnin harjoittamisesta Laatokalla toukokuun 25 päivänä 1934 tehdyn sopimuksen mukaan tämän lupalipun haltija oikeutetaan harjoittamaan kalastusta ja hylkeenpyyntiä sanotussa sopimuksessa mainitulla Sosialististen Neuvostotasavaltain Liiton vesialueella Laatokalla sekä siellä oleskellessaan nauttimaan kaikkia sanotussa sopimuksessa mainittuja oikeuksia ja etuja.

Tämän lupalipun haltija on
 jonka vakinainen asuinpaikka on
 oikeutetaan harjoittamaan kalastusta ja hylkeenpyyntiä
 aluksesta, jonka koti- (rekisteröimis-) paikka on
 Tämän aluksen toiminnasta vastaa
 jonka vakinainen asuinpaikka on
 Lastina saa aluksessa olla :
 Tämä lupalippu on voimassa toukokuun 1 päivästä marraskuun 30 päivän loppuun 193.....
 Annettu ssa, kuun päivänä 193.....

.....
 (Rajaviranomaisen allekirjoitus ja leima.)

PYYNTILUPALIPPU N:o.....

Sosialististen Neuvostotasavaltain Liiton ja Suomen kesken kalastuksen ja hylkeenpyynnin harjoittamisesta Laatokalla toukokuun 25 päivänä 1934 tehdyn sopimuksen mukaan tämän lupalipun haltija oikeutetaan harjoittamaan kalastusta ja hylkeenpyyntiä sanotussa sopimuksessa mainitulla Suomen vesialueella Laatokalla sekä siellä oleskellessaan nauttimaan kaikkia sanotussa sopimuksessa mainittuja oikeuksia ja etuja.

Tämän lupalipun haltija on
 jonka vakinainen asuinpaikka on
 oikeutetaan harjoittamaan kalastusta ja hylkeenpyyntiä
 aluksesta, jonka koti- (rekisteröimis-) paikka on
 Tämän aluksen toiminnasta vastaa
 jonka vakinainen asuinpaikka on
 Lastina saa aluksessa olla :
 Tämä lupalippu on voimassa toukokuun 1 päivästä marraskuun 30 päivän loppuun 193.....
 Annettu ssa, kuun päivänä 193.....

.....
 (Rajaviranomaisen allekirjoitus ja leima.)

ПРИЛОЖЕНИЕ № 1.

Промысловый билет №

Согласно Конвенции между Финляндией и Союзом Советских Социалистических Республик о рыбном и тюленьем промысле на Ладожском озере, заключенной 25 мая 1934 года, владельцу настоящего билета предоставляется право заниматься рыбной ловлей и тюленьим промыслом в указанном в означенной Конвенции водном районе Союза Советских Социалистических Республик на Ладожском озере и пользоваться во время пребывания в этом районе всеми правами и преимуществами, предусмотренными в этой Конвенции.

Владельцем настоящего билета является
 имеющий постоянное пребывание в
 имеет право производить промысел с
 судна, приписанного (зарегистрированного) в

За действия этого судна отвечает
 имеющий постоянное пребывание в

На судне разрешается иметь следующий груз :

Настоящий билет действителен с 1 мая по 30 ноября 193..... г.

Выдан в « » 193..... г.

.....
 (Подпись и печать пограничных властей.)

Промысловый билет №

Согласно Конвенции между Союзом Советских Социалистических Республик и Финляндией о рыбном и тюленьем промысле на Ладожском озере, заключенной 25 мая 1934 года, владельцу настоящего билета предоставляется право заниматься рыбной ловлей и тюленьим промыслом в указанном в означенной Конвенции водном районе Финляндии на Ладожском озере и пользоваться во время пребывания в этом районе всеми правами и преимуществами, предусмотренными в этой Конвенции.

Владельцем настоящего билета является
 имеющий постоянное пребывание в
 имеет право производить промысел с
 судна, приписанного (зарегистрированного) в

За действия этого судна отвечает
 имеющий постоянное пребывание в

На судне разрешается иметь следующий груз :

Настоящий билет действителен с 1 мая по 30 ноября 193..... г.

Выдан в « » 193..... г.

.....
 (Подпись и печать пограничных властей.)

LIITE N:o 2.

HENKILÖTODISTUS N:o

Valokuvan paikka.
Valokuvan saa
kiinnittää ja leimata
vain rajaviran-
omainen.

Tämä todistus on annettu siinä tarkoituksessa, joka mainitaan Suomen ja Sosialististen Neuvostotasavaltain Liiton kesken kalastuksen ja hylkeenpyynnin harjoittamisesta Laatokalla toukokuun 25 päivänä 1934 tehdyssä sopimuksessa.

Täten todistetaan, että tämän haltija
on kotoisin
ja asuu
Todistus on voimassa kuun päivän loppuun 193.....
Annettu ssa, kuun päivänä 193.....

.....
(Rajaviranomaisen allekirjoitus ja leima.)

Syntymäaika
Pituus
Tukan väri
Silmien väri
Erityiset tuntomerkit

Pour copie conforme :

Erkki Reijonen,
Chef des Archives
du Ministère des Affaires étrangères.

ПРИЛОЖЕНИЕ № 2.

Удостоверение личности №

Место фотографической карточки. Прикрепление фотографической карточки и наложение на нее печати разрешается лишь пограничным властям.

Настоящее Удостоверение личности выдано в целях, предусмотренных Конвенцией между Союзом Советских Социалистических Республик и Финляндией о рыбном и тюленьем промысле на Ладожском озере от 25 мая 1934 года.

Настоящим удостоверяется, что владелец сего
 приписан к
 и имеет местожительство в
 Удостоверение действительно по « » 193..... г.
 Выдано в « » 193..... г.

.....
 (Подпись и печать пограничных властей.)

Время рождения
 Рост
 Цвет волос
 Цвет глаз
 Особые приметы

Pour copie conforme :

Erkki Reijonen,
Chef des Archives
du Ministère des Affaires étrangères.

¹ TRADUCTION.

N^o 3578. — CONVENTION ENTRE LA FINLANDE ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES, RELATIVE A LA CHASSE AU PHOQUE ET A LA PÊCHE DANS LE LAC LADOGA. SIGNÉE A MOSCOU, LE 25 MAI 1934.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE, d'une part, et LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES, d'autre part, ont décidé, conformément aux dispositions de l'article 21 du Traité de paix signé le 14 octobre 1920 dans la ville de Dorpat, de conclure une convention relative aux conditions et modalités selon lesquelles les ressortissants de chacun des Etats contractants se livreront à la chasse au phoque et à la pêche dans la partie du lac Ladoga appartenant à l'autre Etat, ainsi qu'aux mesures qui doivent être prises pour développer la pisciculture dans ledit lac, et ont désigné à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

Le baron A. S. YRJÖ-KOSKINEN, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Finlande ;

LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES :

M. Boris Spiridonovitch STOMONIAKOFF, adjoint au Commissaire du peuple pour les Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

La Finlande accorde aux ressortissants de l'Union des Républiques soviétiques socialistes le droit de se livrer, dans les conditions indiquées dans la présente convention, à la chasse au phoque et à la pêche dans la partie du lac Ladoga appartenant à la Finlande et comprise entre la ligne frontière qui sépare les deux Etats et une ligne droite partant du cap Polvana, sur la rive ouest dudit lac, passant par l'extrémité nord de l'île Mantsinsaari et aboutissant au village de Uusikylä, dans la paroisse de Salmis, sur la rive est du lac.

L'Union des Républiques soviétiques socialistes accorde aux ressortissants finlandais le droit de se livrer, dans les conditions indiquées dans la présente convention, à la chasse au phoque et à la pêche, dans la partie du lac Ladoga appartenant à l'Union des Républiques soviétiques socialistes et comprise entre la ligne frontière qui sépare les deux Etats et une ligne droite partant du cap Morva, sur la rive ouest du lac, et aboutissant à l'embouchure du fleuve Olonka, sur la rive est du lac.

Les bateaux pratiquant la chasse au phoque et la pêche et se trouvant dans les eaux de l'autre Etat contractant ne devront pas, toutefois, sauf dans les cas prévus au § 3 de l'article 3 et à l'article 4 de la présente convention, s'approcher des rives et des îles à moins d'un kilomètre.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 3578. — CONVENTION BETWEEN FINLAND AND THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS CONCERNING FISHING AND SEALING IN LAKE LADOGA. SIGNED AT MOSCOW, MAY 25TH, 1934.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND of the one part and THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS of the other part, having decided, in accordance with the provisions of Article 21 of the Peace Treaty signed at Dorpat on October 14th, 1920, to conclude a Convention regarding conditions and methods of fishing and sealing with which the nationals of each of the Contracting States must comply in the part of Lake Ladoga belonging to the other State and regarding the measures to be taken to develop pisciculture in that lake, have for this purpose appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND :

Baron A. S. YRJÖ-KOSKINEN, Finnish Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS :

M. Boris Spiridonovitch STOMONIAKOFF, Deputy People's Commissary for Foreign Affairs ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Finland grants to the nationals of the Union of Soviet Socialist Republics the right, under conditions laid down in the present Convention, to engage in fishing and sealing in the part of Lake Ladoga belonging to Finland situated between the frontier of the two States and a straight line drawn from Cape Polvana on the west shore of that lake through the northern extremity of the island of Mantsinsaari to the village of Uusikylä in the parish of Salmis on the eastern shore of the lake.

The Union of Soviet Socialist Republics grants to the nationals of Finland the right, under conditions laid down in the present Convention, to engage in fishing and sealing in the part of Lake Ladoga belonging to the Union of Soviet Socialist Republics lying between the frontier of the two States and a straight line drawn from the cape of Morva on the western shore of the lake to the mouth of the River Olonka on the eastern shore of the lake.

Vessels engaging in fishing and sealing in the waters of the other Contracting State shall not, however, approach the shore and islands to within a distance of less than one kilometre, except in the cases provided for in Article 3, § 3, and in Article 4 of the present Convention.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 2.

Dans les eaux mentionnées à l'article premier de la présente convention, les ressortissants des Etats contractants ont le droit de se livrer à la chasse au phoque et à la pêche du 1^{er} mai au 30 novembre de chaque année, dans les conditions fixées par la présente convention. Au cas où l'un des Etats contractants désirerait que ses ressortissants pussent se livrer dans lesdites eaux à la chasse au phoque et à la pêche dans la saison d'hiver, les conditions et modalités en seront réglées par un accord complémentaire conclu par la voie diplomatique.

La chasse au phoque et la pêche seront pratiquées du bord de bateaux à moteur, à voile et à rames, ainsi que du bord de chalutiers, le nombre de ces derniers ne pouvant être supérieur à cinq pour chacun des Etats contractants, en employant tous les engins et tous les procédés autorisés aux propres ressortissants du pays. Il est toutefois interdit de se servir pour la pêche de matières explosives, vénéneuses et stupéfiantes.

L'usage de chaluts n'est autorisé que du bord des bateaux spéciaux mentionnés ci-dessus.

Article 3.

Lors de leur séjour dans les eaux de l'autre Etat contractant, les bateaux se livrant à la chasse au phoque ou à la pêche et les personnes se trouvant à bord de ces bateaux devront se conformer aux lois, règlements et dispositions des autorités compétentes, en vigueur dans ledit Etat ; ils devront, en outre, se conformer aux dispositions suivantes :

§ 1. Chaque navire pratiquant la chasse au phoque ou la pêche devra être muni des documents suivants, rédigés en langues russe et finnoise :

a) Un permis de pratiquer la chasse au phoque et la pêche dans les eaux de l'autre Etat contractant, délivré par les autorités de l'Etat dont le propriétaire du bateau est ressortissant. Ce permis devra porter le nom exact du propriétaire du bateau (pour les personnes physiques, le nom et le prénom), son adresse, le lieu d'immatriculation ou enregistrement du bateau dans le pays auquel il ressortit, le nom et le prénom de la personne responsable des mouvements du bateau et la liste des objets formant la cargaison du bateau. Les chalutiers sont dispensés de l'obligation d'indiquer la cargaison s'ils ont à bord les documents de chargement habituels ;

b) Des certificats d'identité pour chaque personne se trouvant à bord.

La liste desdites personnes visées par les autorités de frontière de l'Etat ayant délivré le permis sera transmise chaque année, quinze jours avant le commencement de la chasse au phoque et de la pêche, aux autorités de frontière de l'autre Etat par l'intermédiaire des commissaires de frontière ou des présidents des commissions locales de contrôle.

Sur les bateaux pratiquant la chasse au phoque ou la pêche, il est interdit d'avoir, en dehors de l'armement nécessaire à la navigation et du produit de la pêche ou de la chasse au phoque, une cargaison quelconque en plus des engins et matériaux indispensables pour la chasse au phoque ou la pêche, des récipients pour la conservation et la salaison du produit de la pêche ou de la chasse et de la quantité nécessaire de vivres et de vêtements (avec interdiction d'avoir des boissons alcooliques).

Remarque : Les modèles des permis de chasse au phoque et de pêche et des certificats d'identité sont annexés à la présente convention.

§ 2. Tout bateau pratiquant la chasse au phoque ou la pêche devra porter extérieurement à tribord, dans la région de l'étrave, en gros caractères (ne mesurant pas moins de douze centimètres de haut), le numéro du permis prévu au paragraphe premier ainsi que le nom du lieu d'immatriculation ou enregistrement, en russe et en finnois.

§ 3. Avant le commencement de la chasse au phoque ou de la pêche dans les eaux de l'autre Etat contractant, les bateaux de chasse ou de pêche devront être enregistrés

Article 2.

In the waters mentioned in Article 1 of the present Convention the nationals of the Contracting States shall be entitled to engage in fishing and sealing from May 1st to November 30th of each year, subject to the conditions laid down in the present Convention. Should one of the Contracting States desire its nationals to engage in fishing or sealing in the above-mentioned waters during winter, the question of the conditions and methods shall be settled by an additional agreement to be concluded through diplomatic channels.

Fishing and sealing shall be carried on from motor vessels, sailing vessels and rowing boats, and also from trawlers, the number of which shall not exceed five for each Contracting State, by means of all the gear and methods permitted to the nationals of the country. The use of explosives, poisons or stupefying substances for purposes of fishing shall, however, be prohibited.

The use of trawls shall only be allowed on the special vessels mentioned above.

Article 3.

During their stay in the waters of the other Contracting State, vessels engaged in fishing and sealing and the persons on board them shall comply with the laws, regulations and provisions of the competent authorities in force in that State and, in addition, with the following provisions :

§ 1. Each fishing or sealing vessel shall be provided with the following documents drawn up in the Russian and Finnish languages :

(a) A permit to carry on fishing and sealing in the waters of the other Contracting State issued by the authorities of the State of which the owner of the vessel is a national. The permit must show the correct name of the owner of the vessel (in the case of individuals, the Christian name and surname), the address, the place of registration of the vessel in the country to which it belongs, the Christian name and surname of the person responsible for the operation of the vessel and a list of the articles carried on board. Trawlers shall be exempt from the obligation to give a list of the articles carried on board if they have the usual cargo documents on board ;

(b) Identity certificates for each person on board.

The list of the said persons, visa'd by the frontier authorities of the State issuing the permit, shall be transmitted each year fifteen days before the beginning of fishing and sealing to the frontier authorities of the other State through the Frontier Commissioners or the Presidents of the Local Control Commissions.

Vessels engaged in fishing and sealing shall be prohibited from carrying, apart from the necessary equipment for navigation and the catch, any cargo whatever except the gear and material necessary for fishing or sealing, the containers for preserving and salting the catch, the necessary quantity of provisions (spirituous liquors being prohibited) and clothing.

Note : Specimens of the fishing and sealing permits and identity papers are annexed to the present Convention.

§ 2. Any vessel engaged in fishing or sealing shall bear on the starboard side of the bows on the outside in large letters (not less than 12 cm. high) the number of the permit mentioned in § 1 and the name of the place where the vessel is registered, in the Russian and Finnish languages.

§ 3. Before the beginning of the fishing or sealing in the waters of the other Contracting State, the vessel shall be registered by the owner or the person responsible

par les propriétaires ou les personnes répondant des mouvements des bateaux aux postes frontières correspondants dudit Etat. Les autorités de frontière des Etats contractants se communiqueront réciproquement et en temps voulu, par l'intermédiaire des commissaires des frontières ou des présidents des commissions locales de contrôle, les listes des postes où pourra être effectué l'enregistrement.

§ 4. Pendant la nuit (du coucher au lever du soleil), les bateaux se trouvant dans les eaux de l'autre Etat contractant devront, soit s'éloigner des côtes et des îles à une distance de dix kilomètres au moins, soit retourner dans les eaux de l'Etat auquel ils ressortissent.

§ 5. A la demande des autorités de frontière de l'Etat dans les eaux duquel se trouve un bateau donné pratiquant la chasse au phoque ou la pêche, les personnes se trouvant à bord de ce bateau présenteront, pour vérification, les documents en leur possession, ainsi que la cargaison du navire. Au cas où serait constatée l'existence à bord d'objets de contrebande ainsi que d'objets non énumérés dans la liste de la cargaison (§ 1), la cargaison illégale sera confisquée et les coupables seront poursuivis en justice, conformément aux lois du pays dans les eaux duquel cette cargaison aura été découverte.

§ 6. Si un navire de pêche ou de chasse de l'un des Etats contractants sort des limites des zones de pêche indiquées à l'article premier de la présente convention (à l'exception des cas prévus à l'article 4 de la présente convention), ledit bateau pourra être arrêté par les autorités de l'autre Etat contractant et faire l'objet de poursuites, conformément aux lois du pays dans lequel le bateau aura été arrêté, contre les personnes se trouvant à bord et particulièrement contre le propriétaire ou la personne responsable des mouvements du navire.

§ 7. Les bateaux appartenant à des personnes ayant commis dans les eaux de l'autre Etat contractant de légères infractions aux règlements de pêche, de chasse ou de navigation ainsi que ces personnes elles-mêmes, ne pourront pas être arrêtés, sauf dans les cas prévus aux §§ 4, 5 et 6 du présent article, par les autorités dudit Etat, qui feront sur les permis de pêche une annotation indiquant les infractions commises. Cette annotation pourra également être faite dans les cas énumérés aux §§ 4, 5 et 6, si les autorités qui ont constaté l'infraction ne jugent pas nécessaire d'arrêter les auteurs de l'infraction.

Dans ces cas, les personnes ayant commis l'infraction répondent de cette infraction par-devant les autorités et conformément aux lois de leur propre Etat. Si le permis porte trois annotations de ce genre, le titulaire est privé du droit de continuer à chasser le phoque ou à pêcher pendant la saison. Cette interdiction s'étend également au droit desdites personnes de chasser le phoque ou de pêcher du bord d'autres bateaux.

Article 4.

Ne sera pas considéré comme une violation de la présente convention, ni comme une infraction aux lois et règlements des Etats contractants, le fait pour les bateaux de pêche ou de chasse de pénétrer dans les eaux ou de relâcher sur la côte de l'autre Etat contractant, en raison du mauvais temps, du brouillard, des glaces et autres accidents de navigation (relâche forcée).

Article 5.

Les ressortissants des Etats contractants seront exonérés de tous droits de douane perçus à l'importation ou à l'exportation, ainsi que de tous impôts et taxes, lors de l'importation dans les eaux de l'autre Etat ou de l'exportation hors desdites eaux du produit de la pêche ou de la chasse, des engins, récipients, vivres, vêtements et autres objets servant à la pêche ou à la chasse au phoque.

for its operation in the corresponding frontier station of that State. The frontier authorities of the Contracting States shall communicate to each other in due time, through the Frontier Commissioners or the Presidents of the Local Control Commissions, lists of the stations where registration may take place.

§ 4. During the night (from sunset to sunrise), vessels situated in the waters of the other Contracting State shall either move to a distance of not less than 10 km. from the shores and islands or return to the waters of their own State.

§ 5. At the request of the frontier authorities of the State in whose waters a fishing or sealing vessel is situated, the persons on board shall submit for verification the documents in their possession and the articles carried on board the vessel. Should articles of contraband or articles not included in the cargo list of articles carried on board (§ 1) be found on the vessel, the illegal cargo shall be confiscated and the guilty persons shall be prosecuted in accordance with the laws of the country in whose waters such articles have been discovered.

§ 6. Should the fishing or sealing vessels of one of the Contracting States go beyond the boundaries of the fishing zones mentioned in Article 1 of the present Convention (with the exception of cases provided for in Article 4 of the present Convention), the vessel referred to may be detained by the authorities of the other Contracting State and proceedings may be taken against the persons on board, especially the owner or the person responsible for the operation of the vessel, in accordance with the laws of the place where the vessel is detained.

§ 7. The vessels of persons who have committed minor breaches of the fishing and sealing or navigation regulations in the waters of the other Contracting State, as well as these persons themselves, may not be detained, except in cases mentioned in §§ 4, 5 and 6 of the present Article, by the authorities of that State, who shall enter a note regarding the breach on the fishing permits. Such a note may also be entered in the cases mentioned in §§ 4, 5 and 6, if the authorities who have discovered the breach do not consider it necessary to detain the guilty parties.

In these cases the persons who have committed the breach shall be responsible for it to the authorities of their own State in accordance with the laws of that State. If the fishing permit bears three endorsements of the kind referred to, the person in question shall be deprived of the right of fishing or sealing for the remainder of the season. This prohibition shall also extend to the right of the said persons to carry on fishing or sealing on other vessels.

Article 4.

It shall not be considered as a breach of the present Convention or of the laws and regulations of the Contracting States if fishing or sealing vessels enter the waters of the other State or approach its shores in case of storms, fogs, ice and other accidents of navigation (*relâche forcée*).

Article 5.

Nationals of the Contracting States shall be exempt from all Customs or other dues payable on importation or exportation and from all taxes or charges levied in connection with the importation into or the exportation from the waters of the other Contracting State of the catch, gear, recipients, provisions, clothing and all articles connected with fishing or sealing.

Article 6.

En vue d'accroître et de conserver les ressources en poissons du lac Ladoga, les Etats contractants prendront les mesures suivantes :

§ 1. L'Union des Républiques soviétiques socialistes maintiendra en service les établissements de pisciculture de Volkhov et de Svirsk, appartenant à l'Etat, et assurera chaque année la mise à l'eau, dans le lac Ladoga et ses affluents, d'alevins de saumon, de lavaret et de sandre.

La Finlande maintiendra en service l'établissement de pisciculture de Vuohensalo, paroisse de Käkisalm, appartenant à l'Etat, et assurera chaque année la mise à l'eau, dans le lac Ladoga et ses affluents, d'alevins de saumon, d'omble chevalier et de lavaret.

Les Etats contractants se communiqueront chaque année quelle quantité d'alevins a été mise à l'eau par leurs établissements de pisciculture respectifs, dans le lac Ladoga et ses affluents.

Les Etats contractants prendront les mesures nécessaires pour augmenter, dans la mesure du possible, la quantité d'alevins des poissons énumérés au présent paragraphe, mise à l'eau actuellement par leurs établissements de pisciculture respectifs.

§ 2. Les autorités de l'Union des Républiques soviétiques socialistes et les autorités finlandaises prendront des mesures efficaces en vue de la protection des frayères dans les rivières se jetant dans le lac Ladoga.

§ 3. Les deux Etats contractants conviennent qu'il y a lieu d'assurer la possibilité de visites réciproques des établissements de pisciculture et d'échanges portant sur l'expérience acquise et les renseignements obtenus par leurs établissements de pisciculture respectifs et, d'une manière générale, d'assurer la collaboration scientifique nécessaire.

Article 7.

Par « ressortissants » aux fins de la présente convention, on entend non seulement les personnes physiques mais également les établissements et entreprises d'Etat, organisations scientifiques, exploitations collectives et autres personnes morales pratiquant la pêche.

Article 8.

La présente convention sera soumise à la ratification. Elle entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification. L'échange des instruments de ratification aura lieu à Helsinki, dans le plus bref délai possible et, en tout cas, le 15 novembre 1934 au plus tard.

Article 9.

La présente convention pourra être dénoncée à tout moment par l'un des Etats contractants, auquel cas elle cessera d'être en vigueur à l'expiration d'un délai d'une année à partir de la remise de l'avis de dénonciation.

Indépendamment de la dénonciation faite ainsi qu'il est prévu ci-dessus, les dispositions de la convention s'appliqueront à la saison de pêche dans le courant de laquelle la convention pourrait cesser d'être en vigueur du fait de cette dénonciation.

Article 10.

La présente convention est établie en deux exemplaires, chacun en langues russe et finnoise, les deux textes faisant foi.

Article 6.

For the purpose of increasing and preserving the supply of fish in Lake Ladoga, the Contracting States shall apply the following measures :

§ 1. The Union of Soviet Socialist Republics shall maintain in operation the State fish hatcheries at Volkhov and Svirsk and shall arrange each year for the systematic stocking of the waters of Lake Ladoga and of its tributaries with fry of salmon, whitefish and pike-perch.

Finland shall maintain in operation the State fish hatchery of Vuohensalo in the parish of Käkisalm and shall provide each year for the systematic stocking of the waters of Lake Ladoga and its tributaries with fry of salmon, char and whitefish.

The Contracting States shall inform each other each year of the quantity of fry with which their fish hatcheries have stocked the waters of Lake Ladoga and its tributaries.

The Contracting States shall take the necessary measures to increase as far as possible the quantity of fry referred to in the present paragraph at present provided by their respective fish hatcheries for the stocking of Lake Ladoga and its tributaries.

§ 2. The authorities of the Union of Soviet Socialist Republics and of Finland shall take effective measures to preserve the spawning grounds in the tributaries of Lake Ladoga.

§ 3. The two Contracting States agree that the possibility of mutual visits to the fish hatcheries, as well as exchanges between their fish hatcheries of information regarding the experience or knowledge they have gained, should be provided for and that in general the necessary scientific co-operation must be ensured.

Article 7.

The term " nationals " within the meaning of the present Convention shall be understood to refer not only to individuals but also to State establishments and undertakings, scientific organisations, collective undertakings and other legal entities engaged in fishing.

Article 8.

The present Convention is subject to ratification. It shall come into force on the date of the exchange of the instruments of ratification. The exchange of instruments of ratification shall take place at Helsinki as soon as possible and in any case not later than November 15th, 1934.

Article 9.

The present Convention may be denounced at any time by either of the Contracting Parties and shall cease to be in force on the expiry of one year from the date of denunciation.

Regardless of such denunciation, the provisions of the Convention shall apply to the fishing season during which the Convention shall have ceased to be in force as a result of such denunciation.

Article 10.

The present Convention is drawn up in duplicate, each copy being in the Russian and Finnish languages and both texts being regarded as authentic.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des Etats contractants ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Moscou, le 25 mai 1934.

(L. S.) A. S. YRJÖ-KOSKINEN.

(L. S.) B. STOMONIAKOFF.

PROTOCOLE

Au moment de procéder, ce jour, à la signature de la convention entre la Finlande et l'Union des Républiques soviétiques socialistes, relative à la chasse au phoque et à la pêche dans le lac Ladoga, les plénipotentiaires des Etats contractants sont convenus de ce qui suit :

I.

Des instructions seront données aux personnes responsables des mouvements des chalutiers pour que la pêche soit pratiquée de manière à ne pas endommager les engins des personnes se livrant à cette occupation à bord de petits bateaux. En particulier, dans ces instructions, il sera prescrit aux chalutiers de contourner les endroits où de petits bateaux se livrent à la chasse au phoque ou à la pêche.

2.

Les plénipotentiaires des Etats contractants entendent le premier alinéa de l'article 3 de ladite convention en ce sens que chaque Etat se réserve le droit d'interdire la pêche au chalut dans les endroits où se trouvent rassemblés de petits bateaux de pêche.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des Etats contractants ont signé le présent protocole, établi en deux exemplaires, chacun en langues russe et finnoise, les deux textes faisant également foi.

Fait à Moscou, le 25 mai 1934.

A. S. YRJÖ-KOSKINEN.

B. STOMONIAKOFF.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the Contracting States have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Moscow, this 25th day of May, 1934.

(L. S.) A. S. YRJÖ-KOSKINEN.

(L. S.) B. STOMONIAKOFF.

PROTOCOL.

On proceeding on this day's date to sign the Convention between Finland and the Union of Soviet Socialist Republics with regard to fishing and sealing in Lake Ladoga, the Plenipotentiaries of the Contracting States have agreed on the following provisions :

I.

Instructions shall be given to the persons responsible for the operation of trawlers to carry on their fishing in such a manner that no damage is caused to the tackle of persons fishing from small boats. In particular, these instructions shall include orders to skirt round places in which small boats are fishing.

2.

The Plenipotentiaries of the Contracting States understand the first paragraph of Article 3 of the above-mentioned Convention to mean that each State retains the right to prohibit trawling in places where small fishing boats have assembled.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the Contracting States have signed the present Protocol, drawn up in duplicate, each copy being in the Russian and Finnish languages and both texts being regarded as authentic.

Done at Moscow, this 25th day of May, 1934.

A. S. YRJÖ-KOSKINEN.

B. STOMONIAKOFF.

ANNEXE N° 1

PERMIS DE PÊCHE N°

Conformément à la Convention conclue entre la Finlande et l'Union des Républiques soviétiques socialistes au sujet de la chasse au phoque et de la pêche sur le lac Ladoga, signée le 25 mai 1934, le titulaire du présent permis a le droit de pratiquer la chasse au phoque et la pêche dans les eaux du lac Ladoga appartenant à l'Union des Républiques soviétiques socialistes et indiquées dans ladite convention et de bénéficier pendant son séjour dans lesdites eaux de tous les droits et avantages prévus par cette convention.

Le titulaire du présent permis domicilié à
a le droit de pratiquer la pêche ou la chasse au phoque à bord du
immatriculé (enregistré) à
Est responsable des mouvements dudit bateau
domicilié à
Il est permis d'avoir à bord la cargaison suivante :
Le présent permis est valable du 1^{er} mai au 30 novembre 193....
Fait à 193

.....
(Signature et sceau des autorités de frontière.)

PERMIS DE PÊCHE N°

Conformément à la Convention conclue entre la Finlande et l'Union des Républiques soviétiques socialistes au sujet de la chasse au phoque et de la pêche sur le lac Ladoga, signée le 25 mai 1934, le titulaire du présent permis a le droit de pratiquer la chasse au phoque et la pêche dans les eaux du lac Ladoga appartenant à la Finlande et indiquées dans ladite convention et de bénéficier pendant son séjour dans lesdites eaux de tous les droits et avantages prévus par cette convention.

Le titulaire du présent permis domicilié à
a le droit de pratiquer la pêche ou la chasse au phoque à bord du
immatriculé (enregistré) à
Est responsable des mouvements dudit bateau
domicilié à
Il est permis d'avoir à bord la cargaison suivante :
Le présent permis est valable du 1^{er} mai au 30 novembre 193.....
Fait à 193

.....
(Signature et sceau des autorités de frontière.)

ANNEX No. 1.

FISHING PERMIT No.

In accordance with the Convention between Finland and the Union of Soviet Socialist Republics concerning fishing and sealing in Lake Ladoga concluded on May 25th, 1934, the holder of this permit is granted the right to engage in fishing and sealing in the zone of Lake Ladoga belonging to the Union of Soviet Socialist Republics and mentioned in the Convention, and to enjoy all the rights and privileges provided for in the Convention during his stay in that zone.

The holder of the present permit
having his permanent domicile at
is entitled to engage in fishing or sealing on board the
registered at

The person responsible for the operation of this vessel is
having his permanent domicile at

The vessel is allowed to carry the following cargo :

The present permit is valid from May 1st to November 30th, 193.....

Issued at 193.....

.....
(Signature and seal of the frontier authorities.)

FISHING PERMIT No.

In accordance with the Convention between Finland and the Union of Soviet Socialist Republics concerning fishing and sealing in Lake Ladoga concluded on May 25th, 1934, the holder of this permit is granted the right to engage in fishing and sealing in the zone of Lake Ladoga belonging to Finland and mentioned in the Convention, and to enjoy all the rights and privileges provided for in the Convention during his stay in that zone.

The holder of the present permit
having his permanent domicile at
is entitled to engage in fishing or sealing on board the
registered at

The person responsible for the operation of this vessel is
having his permanent domicile at

The vessel is allowed to carry the following cargo :

The present permit is valid from May 1st to November 30th, 193.....

Issued at 193.....

.....
(Signature and seal of the frontier authorities.)

ANNEXE N° 2

CERTIFICAT D'IDENTITÉ N°.....

<p>Endroit réservé à la photographie. Les autorités de frontière sont seules autorisées à fixer la photographie et à y apposer leur cachet.</p>

Le présent certificat d'identité est délivré aux fins prévues par la Convention du 25 mai 1934 entre la Finlande et l'Union des Républiques soviétiques socialistes, relative à la chasse au phoque et à la pêche sur le lac Ladoga.

Il est certifié que le titulaire de la présente
est inscrit à et domicilié à
Le présent certificat d'identité est valable jusqu'au 193
Fait à 193

.....
(Signature et cachet des autorités de frontière.)

Date de naissance
Taille
Couleur des cheveux
Couleur des yeux
Signes particuliers

ANNEX No. 2.

CERTIFICATE OF IDENTITY No.

Space
for photograph.
The frontier authorities
are alone authorised
to affix and to stamp
the photograph.

The present certificate of identity is issued for the purposes provided for in the Convention between Finland and the Union of Soviet Socialist Republics, concerning fishing and sealing in Lake Ladoga, concluded on May 25th, 1934.

It is hereby certified that the holder of this certificate
is registered at
and has his residence at
The certificate is valid until 193.....
Issued at 193.....

.....
(Signature and stamp of the frontier authorities.)

Date of birth
Height
Colour of hair
Colour of eyes
Special characteristics.....

N° 3579.

DANEMARK ET LITHUANIE

Echange de notes comportant un accord relatif à la notification réciproque des sentences de condamnation prononcées par les instances judiciaires de l'un des deux pays contre les ressortissants de l'autre, ainsi que des empreintes digitales des condamnés. Kaunas, les 17 et 20 décembre 1934.

DENMARK AND LITHUANIA

Exchange of Notes constituting an Agreement relating to the Reciprocal Notification of Penal Sentences passed by the Courts of One of the Two Countries against Nationals of the Other, and of the Finger-prints of the Persons sentenced. Kaunas, December 17th and 20th, 1934.

N^o 3579. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS DANOIS ET LITHUANIEN COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A LA NOTIFICATION RÉCIPROQUE DES SENTENCES DE CONDAMNATION PRONONCÉES PAR LES INSTANCES JUDICIAIRES DE L'UN DES DEUX PAYS CONTRE LES RESSORTISSANTS DE L'AUTRE, AINSI QUE DES EMPREINTES DIGITALES DES CONDAMNÉS. KAUNAS, LES 17 ET 20 DÉCEMBRE 1934.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 9 janvier 1935.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES I.
DE LITHUANIE.
N^o 25408.

KAUNAS, le 17 décembre 1934.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Au nom de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous confirmer que le Gouvernement de la République de Lithuanie s'engage, à la condition de réciprocité, à notifier au Gouvernement royal danois, gratuitement et à partir du 20 décembre 1934, toutes les sentences de condamnation par rapport à des faits punissables de toute sorte, à l'exception des contraventions, ayant obtenu force de chose jugée et prononcées par les instances judiciaires de la Lithuanie contre des ressortissants du Danemark. Egalement, le Gouvernement lithuanien s'engage, à la même condition, à remettre au Gouvernement danois les dactylogrammes des condamnés.

Il est entendu que la notification aura lieu par la remise de la sentence ou d'un formulaire qui en contient un extrait et que les sentences ou les formulaires, ainsi que les dactylogrammes, seront remis par voie directe, au chef de la police criminelle en Lithuanie et au chef de la police d'Etat au Danemark.

Veillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, les assurances de ma très haute considération.

A Monsieur Svend Peter Duurloo,
Chargé d'Affaires de Danemark
à Kaunas.

(Signé) S. LOZORAITIS.

Pour copie conforme :
Axel Heils,
Chef des Archives
au Ministère des Affaires étrangères.

¹ Entré en vigueur le 20 décembre 1934.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3579. — EXCHANGE OF NOTES² BETWEEN THE DANISH AND LITHUANIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT RELATING TO THE RECIPROCAL NOTIFICATION OF PENAL SENTENCES PASSED BY THE COURTS OF ONE OF THE TWO COUNTRIES AGAINST NATIONALS OF THE OTHER, AND OF THE FINGER-PRINTS OF THE PERSONS SENTENCED. KAUNAS, DECEMBER 17TH AND 20TH, 1934.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place January 9th, 1935.

LITHUANIAN MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

No. 25408.

I.

KAUNAS, December 17th, 1934.

SIR,

By order of my Government, I have the honour to confirm that the Government of the Republic of Lithuania undertakes, subject to reciprocity, to communicate to the Royal Danish Government free of charge, as from December 20th, 1934, all sentences for offences of every kind (other than minor offences) which have become final and without appeal and which have been pronounced by the Lithuanian courts against nationals of Denmark. The Lithuanian Government undertakes further, subject to the same condition, to communicate to the Danish Government the finger-prints of the persons so sentenced.

It is agreed that communication shall be made by handing over the sentence or a form containing an extract therefrom and that the sentences or forms, together with the finger-prints, shall be handed over direct to the Chief of the Criminal Police in Lithuania and to the Chief of the State Police in Denmark.

I have the honour to be, etc.

Monsieur Svend Peter Duurloo,
Danish Chargé d'Affaires,
Kaunas.

(Signed) S. LOZORAITIS.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Came into force December 20th, 1934.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

LÉGATION ROYALE DE DANEMARK.

1477/27.D.I.

KOVNO, le 20 décembre 1934.

MONSIEUR LE MINISTRE,

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de confirmer à Votre Excellence que le Gouvernement royal danois s'engage, à la condition de réciprocité, à notifier au Gouvernement lithuanien, gratuitement et à partir du 20 décembre 1934, toutes les sentences de condamnation par rapport à des faits punissables de toute sorte, à l'exception des contraventions, ayant obtenu force de chose jugée, et prononcées par les instances judiciaires du Danemark contre des ressortissants de la Lithuanie. Egalement, le Gouvernement danois s'engage, à la même condition, à remettre au Gouvernement lithuanien les dactylogrammes des condamnés.

Il est entendu que la notification aura lieu par la remise de la sentence ou d'un formulaire qui en contient un extrait, et que les sentences ou les formulaires, ainsi que les dactylogrammes, seront remis, par voie directe, au chef de la police d'Etat, au Danemark, et au chef de la police criminelle, en Lithuanie.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) S. P. DUURLOO.

A Son Excellence
Monsieur S. Lozoraitis,
Ministre des Affaires étrangères,
Kaunas.

Pour copie conforme :

Axel Heils,
Chef des Archives
au Ministère des Affaires étrangères.

II.

ROYAL DANISH LEGATION.

1477/27.D.I.

KOVNO, *December 20th, 1934.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

By order of my Government, I have the honour to confirm to Your Excellency that the Royal Danish Government undertakes, subject to reciprocity, to communicate to the Lithuanian Government free of charge, as from December 20th, 1934, all sentences for offences of every kind (other than minor offences) which have become final and without appeal and which have been pronounced by the Danish courts against nationals of Lithuania. The Danish Government undertakes further, subject to the same condition, to communicate to the Lithuanian Government the finger-prints of the persons so sentenced.

It is agreed that communication shall be made by handing over the sentence or a form containing an extract therefrom and that the sentences or forms, together with the finger-prints, shall be handed over direct to the Chief of the State Police in Denmark and to the Chief of the Criminal Police in Lithuania.

I have the honour to be, etc.

(Signed) S. P. DUURLOO.

His Excellency
Monsieur S. Lozoraitis,
Minister for Foreign Affairs,
Kaunas.

N° 358o.

**ALLEMAGNE
ET GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD**

Exchange de notes relatif à la validation réciproque des certificats de navigabilité des aéronefs. Berlin, les 13, 17 et 18 septembre 1934.

**GERMANY
AND GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND**

Exchange of Notes for the Reciprocal Validation of Certificates of Airworthiness. Berlin, September 13th, 17th and 18th, 1934.

No. 3580. — EXCHANGE OF NOTES¹
BETWEEN THE GOVERNMENT
OF THE GERMAN REICH AND
HIS MAJESTY'S GOVERNMENT
IN THE UNITED KINGDOM
FOR THE RECIPROCAL VALI-
DATION OF CERTIFICATES OF
AIRWORTHINESS. BERLIN,
SEPTEMBER 13TH, 17TH AND
18TH, 1934.

N^o 3580. — NOTENWECHSEL¹
ZWISCHEN DER DEUTSCHEN
REGIERUNG UND DER REGIE-
RUNG SR. MAJESTÄT IM VE-
REINIGTEN KÖNIGREICH
ÜBER DIE GEGENSEITIGE
ANERKENNUNG VON BESCHEI-
NIGUNGEN ÜBER DIE FLUG-
FÄHIGKEIT VON LUFTSCHIF-
FEN. BERLIN, DEN 13., 17.
UND 18. SEPTEMBER 1934.

*English and German official texts communicated
by His Majesty's Secretary of State for Foreign
Affairs in Great Britain. The registration of
this Exchange of Notes took place January 10th,
1935.*

*Textes officiels anglais et allemand communiqués
par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères
de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregis-
trement de cet échange de notes a eu lieu le
10 janvier 1935.*

I.

SIR E. PHIPPS TO DR. VON BÜLOW.

BRITISH EMBASSY.

BERLIN, *September 13th, 1934.*

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour, by direction of His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, to make the following proposals relative to the question of the recognition, on the basis of reciprocity, by His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of the Reich, of the certificates of airworthiness issued by the competent authorities of His Majesty's Government in the United Kingdom and the Government of the Reich respectively.

1. His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland are prepared, in consideration of a reciprocal undertaking by the German Government and so long as they are satisfied that an adequate standard of airworthiness is maintained and enforced in Germany, to accord, subject to the conditions hereinafter set out, the following treatment to aircraft in respect of which a German certificate as defined below has been issued.

2. For the purposes of this note, the term "German certificate" means a certificate of airworthiness in stress groups 3, 4 or 5 issued by the competent authorities of the German Government in respect of an aircraft constructed under the regulations in force in Germany.

3. Subject to the terms of this note, German certificates issued in respect of aircraft subsequently registered in the United Kingdom shall be validated by the competent United Kingdom

¹ Came into force September 18th, 1934.

¹ Entré en vigueur le 18 septembre 1934.

authorities in the "normal" or "acrobatic" category if the appropriate load factors enable it to be so classified, and shall thereupon have the same effect as if they had been issued under the regulations in force in the United Kingdom.

4. A person applying in the United Kingdom for the validation of a German certificate will be required to produce with the application the under-mentioned documents or their equivalent :

(a) A German certificate which is valid for at least eleven months from the date of application ; if such certificate expires within eleven months, the applicant will be required to obtain a special renewal by the issuing authority before validation is effected.

(b) An "inspection record" or similar document ; this record will contain a list of the serial numbers or other identification marks of all the principal components of the aircraft and items of equipment, details of the performance of the aircraft in its flight test, and particulars of the normal engine speed on the ground and in flight (with the airscrew fitted to the particular aircraft) and of the normal engine consumption of petrol and oil ; a rigging diagram where applicable ; and, except in the simplest cases, diagrams of the fuel and oil systems and electrical wiring.

(c) A "weight schedule" showing the ascertained tare weight of the particular aircraft with details of all the items that are included in the tare weight and the individual weights of each of the removable items so included ; this "weight schedule" or one of the documents referred to at (a) or (b) above will also contain particulars of the ascertained position of the centre of gravity of the particular aircraft in the "tare" condition, and will define the limits between which the centre of gravity may be allowed to move, or contain a loading diagram and define the aftermost limit for the position of the centre of gravity.

5. In the case of the first aircraft of a type to be validated, the applicant will also be required to produce :

(a) A schedule of the principal load factors ;

(b) A record of the type performance, as obtained on the official trials.

6. A validation conferred by the competent United Kingdom authorities in accordance with the terms of this note will, on expiry, be renewed under the conditions laid down for the renewal of United Kingdom certificates. Reference to the German authorities will not be made unless special circumstances require it in any particular case.

7. The competent United Kingdom authorities shall have the right to make the validation of German certificates dependent on the fulfilment of any special conditions which are for the time being required for the issue of certificates of airworthiness in the United Kingdom. Information with regard to these special conditions will from time to time be communicated to the competent German authorities.

8. The competent United Kingdom authorities may at any time revise their standard of airworthiness. Any such revised standard may, as in the case of other aircraft, be enforced in respect of aircraft whose certificates of airworthiness have been or shall be validated in accordance with the terms of this note. Facilities will be given as and when necessary for referring the particular problems arising from any such revised standard to the authorities responsible for the approval of the original design of the aircraft.

9. The competent United Kingdom authorities shall be free to give special consideration to any type of aircraft which, in practice, appears to them to be unsafe and, if they consider it necessary, to suspend or withhold validation.

10. The competent German authorities shall afford to the competent United Kingdom authorities the fullest opportunity from time to time to satisfy themselves regarding the standards as to materials, structural conditions, inspectional methods, etc., laid down and enforced in Germany.

11. The competent German authorities shall keep the competent United Kingdom authorities fully and currently informed of all regulations in force in Germany in regard to the airworthiness of civil aircraft and any changes therein that may be introduced from time to time.

12. (a) The competent German authorities shall arrange for the effective communication to the competent United Kingdom authorities of particulars of "compulsory modifications" prescribed in Germany for the purpose of enabling the United Kingdom authorities to require, should they see fit, these modifications to be made to aircraft of the types affected, whose certificates of airworthiness have been validated by them.

(b) The competent German authorities shall, where necessary, afford the competent United Kingdom authorities facilities for dealing with modifications which are such as to affect the validity of certificates of airworthiness validated under the terms of this note, or any of the other original conditions of validation. They will similarly give facilities for dealing with cases of major repairs carried out otherwise than by the fitting of spare parts supplied by the original constructors.

13. The competent United Kingdom authorities will, if so required, provide facilities for the tuition of German technical officers in the special inspectional methods in use in the United Kingdom for any particular type of aircraft or aero engine.

14. The competent United Kingdom and German authorities shall exchange full and frank information as to the performance of any aircraft of which the certificate of airworthiness has been validated under the terms of this note on any matter of material importance for reasons of safety.

15. The question of the procedure to be followed in the application of the arrangements to give effect to the above provisions shall be the subject of direct correspondence, where necessary, between the competent United Kingdom and German authorities.

16. The competent United Kingdom and German authorities shall each have the right to determine absolutely the interpretation of their regulations on any point of doubt or difficulty which may arise in the application of their own standard of airworthiness.

17. His Majesty's Government in the United Kingdom may terminate the arrangements set out in this note at any time by means of a notification in writing addressed to the German Government to take effect six months after the date of its receipt.

I avail myself, etc.

ERIC PHIPPS.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

II.

II.

DR. VON BÜLOW AN SIR E. PHIPPS.

DR. VON BÜLOW TO SIR E. PHIPPS.

AUSWÄRTIGES AMT.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

BERLIN, den 17. September 1934.

BERLIN, September 17th, 1934.

HERR BOTSCHAFTER !

YOUR EXCELLENCY,

Auf das Schreiben vom 13. d. M. beehre ich mich Euerer Exzellenz mitzuteilen, dass die Deutsche Regierung von den britischen Vorschlägen wegen der gegenseitigen Anerkennung der von den zuständigen Behörden des Deutschen Reichs und des Vereinigten Königreichs von Grossbritannien und Nordirland ausgestellten Betriebstüchtigkeitsscheine von Luftfahrzeugen Kenntnis genommen hat und ihnen zustimmt. Deutscherseits wird die nachstehende,

With reference to your note of the 13th September, I have the honour to inform your Excellency that the German Government have taken note of and agree to the British proposals regarding the mutual recognition of certificates of airworthiness for aircraft issued by the competent authorities of the German Reich and of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland respectively. On the German side the following arrangements, which

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

den britischen Vorschlägen entsprechende Regelung in Aussicht genommen :

1. Die Deutsche Regierung ist bereit, im Hinblick auf ein gleichartiges Verfahren der Regierung des Vereinigten Königreichs von Grossbritannien und Nordirland, und zwar so lange, als sie überzeugt ist, dass ein gleiches Mass von Betriebstüchtigkeit im Vereinigten Königreich von Grossbritannien und Nordirland aufrechterhalten und durchgeführt wird, entsprechend den unten angeführten Bedingungen den Luftfahrzeugen des Vereinigten Königreichs von Grossbritannien und Nordirland, für die ein britisches Zeugnis, wie im Folgenden erläutert, ausgestellt worden ist, die nachstehende Behandlung zuteil werden zu lassen.

2. Im Sinne dieses Schreibens bedeutet „Betriebstüchtigkeitsschein des Vereinigten Königreichs“ einen von den zuständigen Behörden des Vereinigten Königreichs für die Gruppen „normal“ oder „acrobatic“ ausgestellten Betriebstüchtigkeitsschein für ein Luftfahrzeug, das nach den Bestimmungen des Vereinigten Königreichs gebaut ist.

3. Entsprechend den Bestimmungen dieses Schreibens wird der für ein später in Deutschland eingetragenes Luftfahrzeug ausgestellt Betriebstüchtigkeitsschein des Vereinigten Königreichs für die Beanspruchungsgruppe 3, 4 oder 5 für gültig erklärt werden, wenn die vorhandenen Lastvielfachen diese Eingruppierung ermöglichen, und soll dann dieselbe Wirkung haben, als wenn er auf Grund der in Deutschland geltenden Bestimmungen ausgestellt worden wäre.

4. Wer in Deutschland einen Antrag auf Gültigkeitserklärung eines Betriebstüchtigkeitsscheines des Vereinigten Königreichs stellt, muss nachstehende oder diesen gleichwertige Urkunden vorlegen :

(a) einen Betriebstüchtigkeitsschein des Vereinigten Königreichs, der mindestens elf Monate vom Tage des Antrags an gültig ist ; wenn die Gültigkeit dieses Betriebstüchtigkeitsscheins innerhalb von elf Monaten erlischt, muss der Antragsteller einen besonderen Erneuerungsschein der ausstellenden Behörde beibringen, bevor die Gültigkeitserklärung ausgesprochen wird ;

(b) einen „Prüfbericht“ oder eine ähnliche Urkunde ; dieser Bericht soll enthalten : eine Aufstellung der Seriennummern oder anderer Kennzeichen aller wichtigen

correspond to the British proposals, are envisaged :

1. The German Government are prepared, in consideration of similar procedure on the part of the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, and so long as they are satisfied that a similar standard of airworthiness is maintained and enforced in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, to accord, subject to the conditions hereinafter set out, the following treatment to aircraft of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland in respect of which a British certificate, as defined below, has been issued.

2. For the purposes of this note, the term “ United Kingdom certificate of airworthiness ” means a certificate of airworthiness in the “ normal ” or “ acrobatic ” category issued by the competent authorities of the United Kingdom in respect of an aircraft constructed under the regulations in force in the United Kingdom.

3. Subject to the terms of this note, United Kingdom certificates issued in respect of aircraft subsequently registered in Germany shall be validated in stress groups 3, 4 or 5 if the appropriate load factors enable it to be so classified, and shall thereupon have the same effect as if they had been issued under the regulations in force in Germany.

4. A person applying in Germany for the validation of a United Kingdom certificate of airworthiness must produce the under-mentioned documents or their equivalent :

(a) A United Kingdom certificate of airworthiness which is valid for at least eleven months from the date of application ; if such certificate expires within eleven months, the applicant must produce a special certificate of renewal from the issuing authority before validation is effected ;

(b) An “ inspection record ” or similar document ; this record shall contain a list of the serial numbers or other identification marks of all the principal components of

Bauteile des Luftfahrzeugs und der Einzelteile seiner Ausrüstung, die einzelnen Ergebnisse der Flugleistungsprüfung, nähere Angaben über die normale Motordrehzahl am Stand und im Fluge (mit der zu dem einzelnen Luftfahrzeug gehörigen Luftschraube), sowie Angaben über den normalen Kraftstoff- und Ölverbrauch des Motors; eine Rüsttafel, soweit sie in Betracht kommt, und, ausser in den einfachsten Fällen, Leitungspläne der Kraftstoff- und Ölversorgung und der elektrischen Anlage;

(c) ein Gewichtsverzeichnis mit Angabe des ermittelten Rüstgewichts des betreffenden Luftfahrzeugs und mit genauer Aufzählung aller im Rüstgewicht enthaltenen Einzelteile sowie mit Angabe der einzelnen Gewichte aller im Rüstgewicht enthaltenen herausnehmbaren Einzelteile. Dieses Gewichtsverzeichnis oder eine der unter (a) oder (b) aufgeführten Urkunden soll auch Angaben über die für den Rüstgewichtszustand ermittelte Schwerpunktslage des betreffenden Luftfahrzeugs enthalten und die Grenzen für die zulässige Schwerpunktsverschiebung festlegen oder einen Trimmplan enthalten, der die äusserste Grenze für die Schwerpunktsrücklage angibt.

5. Wenn es sich um die Gültigkeitserklärung für das erste Luftfahrzeug eines Modells handelt, muss der Antragsteller ausserdem vorlegen:

(a) ein Verzeichnis der wichtigsten Lastvielfachen;

(b) einen Bericht über die von der Prüfstelle festgestellten Leistungen des Modells.

6. Eine von den zuständigen Behörden des Deutschen Reichs in Übereinstimmung mit den Bestimmungen dieses Schreibens ausgesprochene Gültigkeitserklärung wird nach Ablauf nach den Bestimmungen, die für die Erneuerung von Betriebstüchtigkeitsscheinen im Deutschen Reich gelten, erneuert. Eine Mitwirkung der Behörden des Vereinigten Königreichs erfolgt nicht, sofern nicht besondere Umstände eine solche Mitwirkung im Einzelfall notwendig machen.

7. Die zuständigen Behörden des Deutschen Reichs sollen berechtigt sein, die Gültigkeitserklärung von Betriebstüchtigkeitsscheinen des Vereinigten Königreichs von der Erfüllung irgendwelcher besonderen Bedingungen, die jeweilig für die Ausstellung von Betriebstüchtigkeitsscheinen in Deutschland gefordert werden, abhängig zu machen. Mitteilungen über diese

the aircraft and items of its equipment, details of the performance of the aircraft in its flight test, and particulars of the normal engine speed on the ground and in flight (with the airscrew fitted to the particular aircraft) and of the normal engine consumption of petrol and oil; a rigging diagram where applicable; and, except in the simplest cases, diagrams of the fuel and oil systems and electrical wiring;

(c) A "weight schedule" showing the ascertained tare weight of the particular aircraft with details of all the items that are included in the tare weight and the individual weights of each of the removable items so included. This "weight schedule" or one of the documents referred to at (a) or (b) above shall also contain particulars of the ascertained position of the centre of gravity of the particular aircraft in the "tare" condition, and will define the limits between which the centre of gravity may be allowed to move, or contain a loading diagram which will show the aftermost limit for the position of the centre of gravity.

5. In the case of the first aircraft of a type to be validated, the applicant will also be required to produce:

(a) A schedule of the principal load factors;

(b) A record of the type performance, as obtained on the official trials.

6. A validation conferred by the competent German authorities in accordance with the terms of this note will, on expiry, be renewed under the conditions laid down for the renewal of certificates of airworthiness in Germany. Reference to the United Kingdom authorities will not be made unless special circumstances require it in any particular case.

7. The competent German authorities shall have the right to make the validation of United Kingdom certificates of airworthiness dependent on the fulfilment of any special conditions which are for the time being required for the issue of certificates of airworthiness in Germany. Information with regard to these special conditions will, from time to time, be communi-

besonderen Bedingungen werden von Zeit zu Zeit den zuständigen Behörden des Vereinigten Königreichs gemacht werden.

8. Es steht den zuständigen Behörden des Deutschen Reichs frei, ihre Anforderungen an die Betriebstüchtigkeit jederzeit zu ändern. Derartige neue Anforderungen können für Luftfahrzeuge, deren Betriebstüchtigkeitsscheine gemäß den Bestimmungen dieser Note anerkannt werden, in gleicher Weise wie für andere Luftfahrzeuge durchgeführt werden. Es wird, wenn nötig, die Möglichkeit geschaffen werden, dass die aus einer neuen Forderung entstehenden besonderen Probleme an die für die Genehmigung des ursprünglichen Luftfahrzeug-Entwurfs verantwortlichen Behörden überwiesen werden.

9. Es soll den zuständigen Behörden des Deutschen Reichs freistehen, einem Flugzeugmuster, gegen dessen Sicherheit sie auf Grund von Betriebserfahrungen Bedenken haben, besondere Beachtung zu schenken, und die Gültigkeitserklärung für dieses Flugzeugmuster vorübergehend zu sperren oder aufzuheben, wenn sie es für notwendig halten.

10. Die zuständigen Behörden des Vereinigten Königreichs sollen den zuständigen Behörden des Deutschen Reichs im weitesten Umfang Gelegenheit bieten, sich von Zeit zu Zeit von den Bestimmungen zu überzeugen, die im Vereinigten Königreich bezüglich der Baustoffe, der Bauvorschriften, der Art der Prüfungen usw. getroffen sind und durchgeführt werden.

11. Die zuständigen Behörden des Vereinigten Königreichs sollen die zuständigen Behörden des Deutschen Reichs über alle für die Betriebstüchtigkeit von zivilen Luftfahrzeugen im Vereinigten Königreich massgebenden Bestimmungen und deren im Lauf der Zeit etwa eintretenden Änderungen völlig auf dem Laufenden halten.

12. (a) Die zuständigen Behörden des Vereinigten Königreichs werden Vorkehrungen dafür treffen dass die Einzelheiten der im Vereinigten Königreich vorgeschriebenen „unbedingt notwendigen Änderungen“ an die zuständigen Behörden des Deutschen Reichs wirksam mitgeteilt werden, damit die zuständigen Behörden des Deutschen Reichs in den Stand gesetzt werden, die Durchführung dieser Änderungen, soweit sie diese für angebracht halten, an den Luftfahrzeugen der betreffenden Muster zu verlangen, deren Betriebstüchtigkeitsscheine von ihnen für gültig erklärt worden sind.

ated to the competent United Kingdom authorities.

8. The competent German authorities may at any time revise their standard of airworthiness. Any such revised standard may, as in the case of other aircraft, be enforced in respect of aircraft whose certificates of airworthiness are validated in accordance with the terms of this note. Facilities will be given as and when necessary for referring the particular problems arising from any such revised standard to the authorities responsible for the approval of the original design of the aircraft.

9. The competent German authorities shall be free to give special consideration to any type of aircraft which, as a result of experience in practice, appears to them to be unsafe and, if they consider it necessary, to suspend or withhold validation for this type.

10. The competent United Kingdom authorities shall afford to the competent German authorities the fullest opportunity, from time to time, to satisfy themselves regarding the standards as to materials, structural conditions, inspectional methods, etc., laid down and enforced in the United Kingdom.

11. The competent United Kingdom authorities shall keep the competent German authorities fully and currently informed of all regulations in force in the United Kingdom in regard to the airworthiness of civil aircraft and any changes therein that may be introduced from time to time.

12. (a) The competent United Kingdom authorities shall arrange for the effective communication to the competent German authorities of particulars of "compulsory modifications" prescribed in the United Kingdom, for the purpose of enabling the German authorities to require, should they see fit, these modifications to be made to aircraft of the types affected, whose certificates of airworthiness have been validated by them.

(b) Die zuständigen Behörden des Vereinigten Königreichs werden, wenn nötig, den zuständigen Behörden des Deutschen Reichs einfache Möglichkeiten für die Behandlung der Änderungen schaffen, welche die Gültigkeit von Betriebstüchtigkeits-scheinen beeinflussen, die auf Grund der Bestimmungen dieser Note oder auf Grund irgend einer anderen für die Gültigkeitserklärung ursprünglich massgebenden Bedingung für gültig erklärt worden sind. Ähnliche Möglichkeiten werden für die Behandlung grösserer Wiederherstellungsarbeiten geschaffen, soweit sich diese Arbeiten nicht auf das Anbringen von Ersatzteilen, die vom ursprünglichen Hersteller geliefert werden, beschränken.

13. Auf Verlangen werden die zuständigen Behörden des Deutschen Reichs einfache Möglichkeiten dafür schaffen, dass sich technische Beamte des Vereinigten Königreichs über die besonderen Prüfverfahren unterrichten können, die für irgend ein Luftfahrzeug oder Flugmotorenmuster notwendig sind.

14. Die zuständigen Behörden des Deutschen Reichs und des Vereinigten Königreichs werden einen vollkommenen und freimütigen Austausch von Mitteilungen über die Leistungen eines Luftfahrzeugs, dessen Betriebstüchtigkeits-schein auf Grund der Bestimmungen dieses Schreibens anerkannt wurde, vornehmen, soweit die Leistungen aus Sicherheitsgründen von wesentlicher Bedeutung sind.

15. Fragen, die das Verfahren bei der Anwendung der Bestimmungen zur Durchführung dieser Vereinbarung betreffen, sollen, soweit erforderlich, Gegenstand eines unmittelbaren Schriftwechsels zwischen den zuständigen Behörden des Deutschen Reichs und des Vereinigten Königreichs sein.

16. Jede der zuständigen Behörden des Deutschen Reichs und des Vereinigten Königreichs ist allein berechtigt, in Zweifelsfällen oder bei Schwierigkeiten, die bei der Anwendung ihrer eigenen Anforderungen an die Betriebstüchtigkeit auftreten, ihre Vorschriften abschliessend auszulegen.

17. Die Deutsche Regierung kann die in dieser Note getroffene Vereinbarung jederzeit durch eine schriftliche Mitteilung an die Regierung des Vereinigten Königreichs in der Weise kündigen, dass sie nach Ablauf von 6 Monaten nach Empfang der Mitteilung ausser Kraft tritt.

Sollte die Britische Regierung der vorstehenden Regelung zustimmen, so ist die Deutsche

(b) The competent United Kingdom authorities shall, where necessary, afford the competent German authorities facilities for dealing with modifications which are such as to affect the validity of certificates of airworthiness validated under the terms of this note or any of the other original conditions of validation. They will similarly give facilities for dealing with cases of major repairs carried out otherwise than by the fitting of spare parts supplied by the original constructors.

13. The competent German authorities will, if so required, provide facilities for the instruction of technical officers of the United Kingdom in the special inspectional methods which are necessary for any particular type of aircraft or aero engine.

14. The competent German and United Kingdom authorities shall exchange full and frank information as to the performance of any aircraft of which the certificate of airworthiness has been validated under the terms of this note in so far as this performance is of material importance for reasons of safety.

15. Questions regarding the procedure to be followed in the application of the provisions to give effect to the above arrangement shall be the subject of direct correspondence, where necessary, between the competent German and United Kingdom authorities.

16. The competent German and United Kingdom authorities shall each have the right to determine absolutely the interpretation of their regulations on any point of doubt or difficulty which may arise in the application of their own standard of airworthiness.

17. The German Government may terminate the arrangements made in this note at any time by means of a notification in writing addressed to the Government of the United Kingdom to take effect six months after the date of its receipt.

If the Government of the United Kingdom agree to the foregoing arrangements, the German

Regierung bereit, sie für Deutschland mit dem gleichen Zeitpunkt in Kraft treten zu lassen, zu dem die in dem Schreiben Eurer Exzellenz vom 13. d. M. angegebene Regelung für das Vereinigte Königreich von Grossbritannien und Nordirland in Kraft gesetzt wird.

Indem ich einer Mitteilung hierüber entgegen-
sehe, benutze ich, etc.

VON BÜLOW.

Government are ready to put them into force at the same moment as the arrangements set forth in your Excellency's note of the 13th September are put into force for the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland.

In the expectation of a communication on this point, I avail, etc.

VON BÜLOW.

III.

SIR E. PHIPPS TO DR. VON BÜLOW.

BRITISH EMBASSY.

BERLIN, *September 18th*, 1934.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Excellency's note of 17th September and to state that the proposals contained therein regarding the proposed recognition by His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of the Reich of the certificates of airworthiness issued by the competent authorities of the respective Governments fulfil the necessary condition of reciprocity.

The present note, together with your Excellency's note under reference and my note of the 13th September containing the proposals of His Majesty's Government in the United Kingdom in this matter, shall be regarded as giving validity to and placing on record the understanding between the respective Governments as regards this question.

The arrangements embodied in these notes shall take effect immediately.

I avail myself, etc.

Eric PHIPPS.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3580. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DU REICH ALLEMAND ET LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI, RELATIF A LA VALIDATION RÉCIPROQUE DES CERTIFICATS DE NAVIGABILITÉ DES AÉRONEFS. BERLIN, LES 13, 17 ET 18 SEPTEMBRE 1934.

I.

SIR E. PHIPPS AU D^r VON BÜLOW.

AMBASSADE
DE GRANDE-BRETAGNE.

BERLIN, le 13 septembre 1934.

EXCELLENCE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de présenter les propositions suivantes concernant la question de la reconnaissance, sous condition de réciprocité, par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et par le Gouvernement du Reich, des certificats de navigabilité aérienne délivrés par les autorités compétentes du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et du Gouvernement du Reich, respectivement.

1. Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord est prêt, moyennant un engagement de réciprocité de la part du Gouvernement allemand et tant que le Gouvernement de Sa Majesté est convaincu que des règles suffisantes sont maintenues et appliquées en Allemagne en matière de navigabilité, à accorder, dans les conditions énoncées ci-après, le traitement suivant aux aéronefs pour lesquels un certificat allemand défini ci-après aura été délivré.

2. Aux fins de la présente note, on entend par « certificat allemand » un certificat de navigabilité des catégories 3, 4 ou 5 de résistance à l'effort, délivré par les autorités compétentes du Gouvernement allemand pour un aéronef construit conformément aux règlements en vigueur en Allemagne.

3. Sous réserve des dispositions de la présente note, les certificats allemands délivrés pour des aéronefs qui seraient immatriculés ultérieurement dans le Royaume-Uni seront validés par les autorités compétentes du Royaume-Uni dans la catégorie « normale » ou « acrobatique », si les facteurs de charge y relatifs permettent une telle classification, et ces certificats produiront ensuite les mêmes effets que s'ils avaient été délivrés en vertu des règlements en vigueur dans le Royaume-Uni.

4. Quiconque demandera, dans le Royaume-Uni, la validation d'un certificat allemand devra fournir, à l'appui de sa demande, les documents ci-après énoncés ou leur équivalent :

a) Un certificat allemand valable pendant au moins onze mois à partir de la date à laquelle la demande est adressée ; si ce certificat vient à expiration dans un délai de

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

moins de onze mois, l'intéressé devra obtenir un renouvellement spécial de l'autorité qui a délivré le certificat avant que la validation puisse s'effectuer ;

b) Un « procès-verbal d'inspection » ou un document similaire ; ce procès-verbal contiendra la liste des numéros de série ou des autres marques d'identification de tous les éléments principaux de l'aéronef et de son équipement, des indications détaillées sur les résultats des essais en vol de l'aéronef, des renseignements sur le régime du moteur à terre et en vol (avec l'hélice appartenant à cet aéronef particulier) ainsi que sur la consommation normale du moteur en carburant et en huile ; il contiendra, au surplus, un plan de montage, lorsque ce sera possible, ainsi qu'un plan d'alimentation et de graissage du moteur et un plan des installations électriques, sauf dans les cas très simples ;

c) Un « tableau des poids » mentionnant le poids « à vide » constaté de l'aéronef en question avec l'indication détaillée de tous les éléments compris dans le poids à vide ainsi que le poids de chacune des parties détachables qui entrent dans ledit poids ; ce « tableau des poids » ou l'un des documents visés ci-dessus sous a) ou b) contiendra également l'indication de la position du centre de gravité constatée pour l'aéronef en question « à vide » et fixera les limites entre lesquelles le centre de gravité peut se déplacer, ou bien ce document contiendra un plan de chargement et fixera la position extrême, vers l'arrière, du centre de gravité.

5. Lorsqu'il s'agira de valider le premier aéronef d'un type donné, l'intéressé devra également fournir :

a) Un tableau des principaux éléments de charge ;

b) Un procès-verbal des performances du type donné au cours des essais officiels.

6. La validation accordée par les autorités compétentes du Royaume-Uni conformément aux dispositions de la présente note sera renouvelée, à son expiration, dans les conditions fixées pour le renouvellement des certificats du Royaume-Uni. On ne sollicitera le concours des autorités allemandes que si des circonstances spéciales l'exigent dans un cas d'espèce.

7. Les autorités compétentes du Royaume-Uni auront le droit d'exiger, pour valider des certificats allemands, que l'on remplisse les conditions spéciales qui seraient à ce moment-là exigées pour la délivrance de certificats de navigabilité dans le Royaume-Uni. Des communications seront faites, de temps à autre, aux autorités allemandes compétentes au sujet de ces conditions spéciales.

8. Les autorités compétentes du Royaume-Uni auront la faculté de reviser, en tout temps, leurs règles en matière de navigabilité. Ces règles révisées pourront être appliquées, comme pour les autres aéronefs, aux aéronefs dont le certificat de navigabilité aurait été validé conformément aux dispositions de la présente note. Des facilités seront accordées, en cas de besoin, pour que les problèmes particuliers que soulèvent ces règles révisées soient renvoyés aux autorités qualifiées pour approuver le plan primitif de l'aéronef.

9. Les autorités compétentes du Royaume-Uni auront la faculté de prêter une attention particulière aux types d'aéronefs dont la sécurité leur paraîtrait mal assurée dans la pratique et de suspendre ou de retirer la validation si elles le jugent nécessaire.

10. Les autorités allemandes compétentes donneront aux autorités compétentes du Royaume-Uni les plus larges facilités pour qu'elles puissent, de temps à autre, se faire une opinion sur les règles fixées et appliquées en Allemagne pour les matériaux, la construction, les méthodes de contrôle, etc.

11. Les autorités allemandes compétentes tiendront les autorités compétentes du Royaume-Uni constamment et pleinement au courant de tous les règlements en vigueur en Allemagne au sujet de la navigabilité des aéronefs civils, ainsi que de toutes les modifications qui pourraient y être ultérieurement apportées.

12. a) Les autorités allemandes compétentes prendront leurs dispositions pour que soient dûment communiqués aux autorités compétentes du Royaume-Uni des renseignements détaillés sur les « modifications obligatoires » qui seraient prescrites en Allemagne, afin que les autorités du Royaume-Uni puissent, si elles le jugent utile, exiger que ces modifications soient apportées

aux aéronefs qui appartiennent aux types visés et dont elles auraient validé le certificat de navigabilité.

b) Les autorités allemandes compétentes accorderont, en cas de besoin, des facilités aux autorités compétentes du Royaume-Uni pour l'examen des modifications pouvant avoir des répercussions sur la validité des certificats de navigabilité validés conformément aux dispositions de la présente note ou de toute autre condition primitivement exigée pour la validation. Elles accorderont également des facilités pour régler les cas de grosses réparations effectuées autrement que par le montage de pièces détachées, fournies par le constructeur de l'appareil.

13. Si la demande en est formulée, les autorités compétentes du Royaume-Uni accorderont des facilités aux agents techniques allemands pour qu'ils se familiarisent avec les méthodes de contrôle spéciales qui sont appliquées au Royaume-Uni pour un type donné d'aéronef ou de moteur d'aéronef.

14. Les autorités compétentes du Royaume-Uni et du Reich allemand échangeront des renseignements complets et sincères sur les performances de tout aéronef dont le certificat de navigabilité aura été validé conformément aux dispositions de la présente note, pour autant que ces performances présentent un intérêt important pour la sécurité.

15. En ce qui concerne la procédure à suivre pour l'application des mesures d'exécution des dispositions ci-dessus, les autorités compétentes du Royaume-Uni et du Reich allemand correspondront directement, en cas de besoin.

16. Les autorités compétentes du Royaume-Uni et du Reich allemand auront, chacune en ce qui la concerne, le droit absolu d'interpréter leurs règlements, dans tous les cas où l'application de leurs propres règles de navigabilité soulèveraient des doutes ou des difficultés.

17. Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni aura la faculté de dénoncer, en tout temps, l'accord contenu dans la présente note, moyennant l'envoi au Gouvernement allemand d'une notification écrite qui prendra effet six mois à compter de la date à laquelle elle aura été reçue.

Je saisis cette occasion, etc.

ERIC PHIPPS.

II.

LE D^r VON BÜLOW A SIR E. PHIPPS.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

BERLIN, le 17 septembre 1934.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

En réponse à votre note du 13 septembre dernier, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement allemand a pris connaissance des propositions britanniques concernant la reconnaissance réciproque des certificats de navigabilité des aéronefs délivrés par les autorités compétentes du Reich allemand et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et qu'il donne son assentiment à ces propositions. Du côté allemand, on envisage la réglementation suivante qui correspond aux propositions britanniques :

1. Le Gouvernement allemand est prêt, eu égard à une procédure analogue du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et tant que le Gouvernement allemand est convaincu que des règles équivalentes sont maintenues et appliquées dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en matière de navigabilité, à accorder, dans les conditions énoncées ci-après, le traitement suivant aux aéronefs du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord pour lesquels un certificat britannique défini ci-après aura été délivré.

2. Aux fins de la présente note, on entend par « certificat de navigabilité du Royaume-Uni », un certificat de navigabilité délivré par les autorités compétentes du Royaume-Uni, dans les

catégories « normale » et « acrobatique », pour un aéronef construit conformément aux règlements du Royaume-Uni.

3. Conformément aux dispositions de la présente note, les certificats de navigabilité délivrés par le Royaume-Uni au titre des catégories 3, 4 ou 5 de résistance à l'effort pour des aéronefs qui seraient immatriculés ultérieurement en Allemagne, seront déclarés valables si les facteurs de charge γ relatifs permettent une telle classification, et ces certificats produiront ensuite les mêmes effets que s'ils avaient été délivrés en vertu des règlements en vigueur en Allemagne.

4. Quiconque demandera, en Allemagne, la validation d'un certificat de navigabilité du Royaume-Uni, devra fournir, à l'appui de sa demande, les documents ci-après énoncés ou leur équivalent :

a) Un certificat de navigabilité du Royaume-Uni valable pendant au moins onze mois à partir de la date à laquelle la demande est adressée ; si ce certificat de navigabilité vient à expiration dans un délai de moins de onze mois, l'intéressé devra produire un certificat de renouvellement spécial de l'autorité qui a délivré le certificat de navigabilité avant que la validation puisse être prononcée ;

b) Un « procès-verbal d'inspection » ou un document similaire ; ce procès-verbal contiendra la liste des numéros de série ou des autres marques d'identification de tous les éléments importants de l'aéronef et de son équipement, des indications détaillées sur les résultats des essais en vol de l'aéronef, des renseignements sur le nombre de tours normal du moteur au banc d'essai et en vol (avec l'hélice appartenant à cet aéronef particulier) ainsi que sur la consommation normale du moteur en carburant et en huile ; il contiendra, au surplus, un plan de montage, lorsque ce sera possible, ainsi qu'un plan d'alimentation et de graissage du moteur et un plan des installations électriques, sauf dans les cas très simples ;

c) Un tableau des poids mentionnant le poids constaté de l'aéronef en question « à vide » avec l'indication précise de tous les éléments qui rentrent dans ce poids ainsi que le poids propre de chacune des parties détachables qui rentrent dans ledit poids. Ce tableau des poids ou l'un des documents visés ci-dessus sous *a)* ou *b)* contiendra également l'indication de la position du centre de gravité constatée pour l'aéronef en question « à vide » et fixera les limites entre lesquelles le centre de gravité peut se déplacer, ou bien ce document contiendra un plan de chargement et fixera la limite extrême du déplacement du centre de gravité vers l'arrière.

5. Lorsqu'il s'agira de valider le premier aéronef d'un type donné, l'intéressé devra également fournir :

a) Un tableau des principaux facteurs de charge ;

b) Un procès-verbal des performances constatées par la station d'essai pour le type donné.

6. La validation accordée par les autorités compétentes du Reich allemand, conformément aux dispositions de la présente note, sera renouvelée à son expiration, d'après la réglementation en vigueur dans le Reich allemand pour le renouvellement des certificats de navigabilité. On ne sollicitera le concours des autorités du Royaume-Uni que si des circonstances spéciales l'exigent dans un cas d'espèce.

7. Les autorités compétentes du Reich allemand ont le droit d'exiger, pour valider des certificats de navigabilité du Royaume-Uni, que l'on remplisse les conditions spéciales qui seraient à ce moment-là exigées en Allemagne pour la délivrance de certificats de navigabilité. Des communications seront faites, de temps à autre, aux autorités compétentes du Royaume-Uni, au sujet de ces conditions spéciales.

8. Les autorités compétentes du Reich allemand auront la faculté de reviser, en tout temps, les conditions de navigabilité exigées. Ces nouvelles conditions pourront être exigées, comme pour les autres aéronefs, des aéronefs dont le certificat de navigabilité aurait été validé conformément aux dispositions de la présente note. Des facilités seront accordées, en cas de besoin, pour que les

problèmes particuliers que soulève une nouvelle condition soient renvoyés aux autorités qualifiées pour approuver le plan primitif de l'aéronef.

9. Les autorités compétentes du Reich allemand auront la faculté de prêter une attention particulière aux types d'aéronefs dont la sécurité leur paraîtrait douteuse à la suite des expériences faites en cours d'exploitation ; ces autorités auront la faculté de suspendre ou de retirer la validation à ces types d'aéronefs si elles le jugent nécessaire.

10. Les autorités compétentes du Royaume-Uni donneront aux autorités compétentes du Reich allemand les plus larges facilités pour qu'elles puissent, de temps à autre, se faire une opinion sur les règles fixées et appliquées dans le Royaume-Uni pour les matériaux, la construction, la nature des essais, etc.

11. Les autorités compétentes du Royaume-Uni tiendront les autorités compétentes du Reich allemand constamment et pleinement au courant de toutes les mesures en vigueur dans le Royaume-Uni au sujet de la navigabilité des aéronefs civils ainsi que de toutes les modifications qui pourraient y être ultérieurement apportées.

12. a) Les autorités compétentes du Royaume-Uni prendront leurs dispositions pour que soient dûment communiqués aux autorités compétentes du Reich allemand des renseignements détaillés sur les « modifications absolument indispensables » qui seraient prescrites dans le Royaume-Uni, afin que les autorités compétentes du Reich allemand puissent, si elles le jugent utile, exiger que ces modifications soient apportées aux aéronefs qui appartiennent aux types visés et dont elles auraient validé le certificat de navigabilité.

b) Les autorités compétentes du Royaume-Uni accorderont, en cas de besoin, des facilités aux autorités compétentes du Reich allemand pour l'examen des modifications pouvant avoir des répercussions sur la validité des certificats de navigabilité validés conformément aux dispositions de la présente note ou de toute autre condition primitivement exigée pour la validation. Ces autorités accorderont des facilités analogues pour régler le cas des gros travaux de réparations, pour autant que ces travaux ne se limitent pas au montage de pièces détachées, livrées par le constructeur de l'appareil.

13. Si la demande en est formulée, les autorités compétentes du Reich allemand accorderont des facilités aux agents techniques du Royaume-Uni pour qu'ils se familiarisent avec les méthodes spéciales d'inspection qui sont nécessaires pour un type quelconque d'aéronefs ou de moteur aérien.

14. Les autorités compétentes du Reich allemand et du Royaume-Uni échangeront des renseignements complets et sincères sur les performances de tout aéronef dont le certificat de navigabilité aura été reconnu conformément aux dispositions de la présente note, pour autant que ces performances présentent un intérêt important pour la sécurité.

15. Les questions relatives à la procédure à suivre pour l'application du présent accord feront l'objet, en cas de besoin, d'un échange direct de correspondance entre les autorités compétentes du Reich allemand et celles du Royaume-Uni.

16. Les autorités compétentes du Royaume-Uni et du Reich allemand auront, chacune en ce qui la concerne, le droit exclusif d'interpréter, en dernier ressort, leurs règlements, dans les cas où l'application de leurs propres règles de navigabilité soulèveraient des doutes ou des difficultés.

17. Le Gouvernement allemand aura la faculté de dénoncer en tout temps l'accord contenu dans la présente note moyennant l'envoi au Gouvernement du Royaume-Uni d'une notification écrite qui prendra effet six mois après la date à laquelle elle aura été reçue.

Si le Gouvernement britannique donne son assentiment à la réglementation précédente, le Gouvernement allemand est prêt à la mettre en vigueur, pour l'Allemagne, en même temps que la réglementation exposée dans la note adressée par Votre Excellence le 13 septembre dernier serait mise en vigueur pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Dans l'espoir de recevoir une communication à ce sujet, je saisis cette occasion, etc.

VON BÜLOW.

III.

SIR E. PHIPPS AU D^r VON BÜLOW.

AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE.

BERLIN, le 18 septembre 1934.

EXCELLENCE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note adressée par Votre Excellence le 17 septembre et de déclarer que les propositions qui y sont contenues au sujet de la proposition tendant à la reconnaissance, par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et par le Gouvernement du Reich, des certificats de navigabilité aérienne délivrés par les autorités compétentes desdits gouvernements satisfont à la condition nécessaire de réciprocité.

La présente note, conjointement avec la note précitée de Votre Excellence et ma note du 13 septembre qui contenait les propositions formulées à ce sujet par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, seront considérées comme validant et enregistrant l'accord intervenu entre les deux gouvernements en cette matière.

Les arrangements contenus dans lesdites notes prendront immédiatement effet.

Je saisis cette occasion, etc.

Eric PHIPPS.

N° 3581.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE,
RÉPUBLIQUE ARGENTINE,
BOLIVIE, BRÉSIL, CHILI, etc.

Convention relative aux fonctionnaires diplomatiques, adoptée par la sixième conférence internationale américaine. Signée à La Havane, le 20 février 1928.

UNITED STATES OF AMERICA,
ARGENTINE REPUBLIC,
BOLIVIA, BRAZIL, CHILE, etc.

Convention regarding Diplomatic Officers, adopted by the Sixth International American Conference. Signed at Habana, February 20th, 1928.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 3581. — CONVENCION ¹ RELATIVA A LOS FUNCIONARIOS DIPLOMATICOS ADOPTADA POR LA SEXTA CONFERENCIA INTERNACIONAL AMERICANA. FIRMADA EN LA HABANA, EL 20 DE FEBRERO DE 1928.

Textes officiels espagnol, anglais, français et portugais communiqués par le sous-secrétaire d'Etat de la République de Cuba et le ministre des Affaires étrangères du Venezuela. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 12 janvier 1935.

LOS GOBIERNOS DE LAS REPÚBLICAS representadas en la Sexta Conferencia Internacional Americana celebrada en la ciudad de la Habana, República de Cuba, el año de 1928, teniendo en cuenta que una de las materias de mayor importancia en las relaciones internacionales es la que se refiere a los derechos y deberes de los funcionarios diplomáticos y que debe regularse de acuerdo con las condiciones de la vida económica, política e internacional de las Naciones ;

Comprendiendo que si bien es de desear que esa regulación se efectúe de acuerdo con las nuevas tendencias ;

Especificando que los funcionarios diplomáticos no representan en ningún caso la persona del Jefe del Estado, y sí su Gobierno, debiendo estar acreditados ante un Gobierno reconocido, y

Reconociendo que como los funcionarios diplomáticos representan sus respectivos Estados, no deben reclamar inmunidades que no sean esenciales al desempeño de sus deberes oficiales y que sería de desear que bien el propio funcionario o el Estado representado por él renuncien la inmunidad diplomática cuando se refiera a acciones civiles que no tengan nada que ver con el desempeño de su misión.

No es posible, sin embargo, concertar desde ahora estipulaciones generales que si bien constituyen una tendencia definida en las relaciones internacionales, tropiezan en algunos casos con la arraigada práctica de varios Estados en sentido contrario.

Por lo cual y mientras pueda formularse una regulación más completa de los derechos y deberes de los funcionarios diplomáticos ;

¹ Ratifications déposées dans les archives de l'Union panaméricaine, à Washington :

MEXIQUE	6 février 1929.
PANAMA	21 mai 1929.
BRÉSIL	3 septembre 1929.
NICARAGUA	9 juin 1930.
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	3 mai 1932.
VENEZUELA	30 août 1932.
CUBA	5 avril 1933.
COSTA-RICA	7 juin 1933.
URUGUAY	16 septembre 1933.

No. 3581. — CONVENTION¹ REGARDING DIPLOMATIC OFFICERS,
ADOPTED BY THE SIXTH INTERNATIONAL AMERICAN CONFERENCE.
SIGNED AT HABANA, FEBRUARY 20TH, 1928.

Spanish, English, French and Portuguese official texts communicated by the Under-Secretary of State of the Republic of Cuba and by the Minister for Foreign Affairs of Venezuela. The registration of this Convention took place January 12th, 1935.

THE GOVERNMENTS OF THE REPUBLICS represented at the Sixth International Conference of American States, held in the city of Habana, Republic of Cuba, the year 1928, being aware that one of the most important matters in the field of international relations is that pertaining to the rights and duties of diplomatic officers, which should be regulated in accordance with the conditions of economic, political and international life of nations ;

Realizing the desirability that such regulation be effected pursuant to the new trends on the matter ;

Recognizing that diplomatic officers do not in any case represent the person of the chief of State but only their Government and that they must be accredited to a recognized Government, and acknowledging the fact that diplomatic officers represent their respective States and should not claim immunities which are not essential to the discharge of their official duties, and acknowledging also that it would seem desirable that either the officer himself or the State represented by him renounce diplomatic immunity whenever touching upon a civil action entirely alien to the fulfilment of his mission ;

There being no possibility, nevertheless, at the present moment, of agreeing to general stipulations which although forming a well-defined trend in international relations sometimes conflict with the established practices of various States in a contrary sense ;

Therefore and until a more complete regulation of the rights and duties of diplomatic officers can be formulated ;

¹ *Ratifications deposited in the archives of the Pan-American Union at Washington :*

MEXICO	February 6th, 1929.
PANAMA	May 21st, 1929.
BRAZIL	September 3rd, 1929.
NICARAGUA	June 9th, 1930.
DOMINICAN REPUBLIC	May 3rd, 1932.
VENEZUELA	August 30th, 1932.
CUBA	April 5th, 1933.
COSTA RICA	June 7th, 1933.
URUGUAY	September 16th, 1933.

Han resuelto celebrar una Convención que comprenda los principios generalmente admitidos por todas las Naciones y han nombrado como sus plenipotenciarios a los señores siguientes :

PER   :

Jesús Melquiades SALAZAR.
Víctor MAÚRTUA.
Enrique CASTRO OYANGUREN.
Luis Ernesto DENEGRI.

URUGUAY :

Jacobo VARELA ACEVEDO.
Juan José AMÉZAGA.
Leonel AGUIRRE.
Pedro Erasmo CALLORDA.

PANAMÁ :

Ricardo J. ALFARO.
Eduardo CHIARI.

ECUADOR:

Gonzalo ZALDUMBIDE.
Víctor ZEVALLOS.
Colón Eloy ALFARO.

MÉXICO :

Julio GARCÍA.
Fernando GONZÁLEZ ROA.
Salvador URBINA.
Aguiles ELORDUY.

EL SALVADOR :

Gustavo GUERRERO.
Héctor David CASTRO.
Eduardo ALVAREZ.

GUATEMALA :

Cárlos SALAZAR.
Bernardo ALVARADO TELLO.
Luis BELTRANENA.
José AZURDIA.

NICARAGUA :

Cárlos CUADRA PAZOS.
Joaquín GÓMEZ.
Máximo H. ZEPEDA.

BOLIVIA :

José ANTEZANA.
Adolfo COSTA DU RELS.

VENEZUELA :

Santiago KEY AYALA.
Francisco Gerardo YANES.
Rafael Angel ARRAIZ.

COLOMBIA :

Enrique OLAYA HERRERA.
Jesús M. YEPES.
Roberto URDANETA ARBELÁEZ.
Ricardo GUTIÉRREZ LEE.

HONDURAS :

Fausto DÁVILA.
Mariano VÁZQUEZ.

COSTA RICA :

Ricardo CASTRO BEECHE.
J. Rafael OREAMUNO.
Arturo TINOCO.

CHILE :

Alejandro LIRA.
Alejandro ALVAREZ.
Carlos SILVA VILDÓSOLA.
Manuel BIANCHI.

BRASIL :

Raúl FERNANDES.
Lindolfo COLLOR.
Alarico DA SILVEIRA.
Sampaio CORREA.
Eduardo ESPÍNOLA.

ARGENTINA :

Honorio PUEYRREDÓN.
(Renunci   posteriormente).
Laurentino OLASCOAGA.
Felipe A. ESPIL.

Have decided to conclude a Convention incorporating the principles generally accepted by all nations, and have designated the following Plenipotentiaries :

PERU :

Jesús Melquiades SALAZAR.
Víctor MAÚRTUA.
Enrique CASTRO OYANGUREN.
Luis Ernesto DENEGRI.

URUGUAY :

Jacobo VARELA ACEVEDO.
Juan José AMÉZAGA.
Leonel AGUIRRE.
Pedro Erasmo CALLORDA.

PANAMA :

Ricardo J. ALFARO.
Eduardo CHIARI.

ECUADOR :

Gonzalo ZALDUMBIDE.
Víctor ZEVALLOS.
Colón Eloy ALFARO.

MEXICO :

Julio GARCÍA.
Fernando GONZÁLEZ ROA.
Salvador URBINA.
Aguiles ELORDUY.

SALVADOR :

Gustavo GUERRERO.
Héctor David CASTRO.
Eduardo ALVAREZ.

GUATEMALA :

Cárlos SALAZAR.
Bernardo ALVARADO TELLO.
Luis BELTRANENA.
José AZURDIA.

NICARAGUA :

Cárlos CUADRA PAZOS.
Joaquín GÓMEZ.
Máximo H. ZEPEDA.

BOLIVIA :

José ANTEZANA.
Adolfo COSTA DU RELS.

VENEZUELA :

Santiago KEY AYALA.
Francisco Gerardo YANES.
Rafael Angel ARRAIZ.

COLOMBIA :

Enrique OLAYA HERRERA.
Jesús M. YEPES.
Roberto URDANETA ARBELÁEZ.
Ricardo GUTIÉRREZ LEE.

HONDURAS :

Fausto DÁVILA.
Mariano VÁZQUEZ.

COSTA RICA :

Ricardo CASTRO BEECHE.
J. Rafael OREAMUNO.
Arturo TINOCO.

CHILE :

Alejandro LIRA.
Alejandro ALVAREZ.
Carlos SILVA VILDÓSOLA.
Manuel BIANCHI.

BRAZIL :

Raúl FERNANDES.
Lindolfo COLLOR.
Alarico DA SILVEIRA.
Sampaio CORREA.
Eduardo ESPÍNOLA.

ARGENTINA :

Honorio PUEYRREDÓN
(later resigned).
Laurentino OLASCOAGA.
Felipe A. ÉSPIL.

PARAGUAY :

Lisandro DÍAZ LEÓN.

HAÏTÍ :

Fernando DENNIS.

Charles RIBOUL.

REPÚBLICA DOMINICANA :

Francisco J. PEYNADO.

Gustavo A. DÍAZ.

Elías BRACHE.

Angel MORALES.

Tulio M. CESTEROS.

Ricardo PÉREZ ALFONSECA.

Jacinto R. DE CASTRO.

Federico C. ALVAREZ.

ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA :

Charles Evans HUGHES.

Noble Brandon JUDAH.

Henry P. FLETCHER.

ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA (*cont.*) :

Oscar W. UNDERWOOD.

Dwight W. MORROW.

Morgan J. O'BRIEN.

James Brown SCOTT.

Ray Lyman WILBUR.

Leo S. ROWE.

CUBA :

Antonio S. DE BUSTAMANTE.

Orestes FERRARA.

Enrique HERNÁNDEZ CARTAYA.

José Manuel CORTINA.

Aristides AGÜERO.

José B. ALEMÁN.

Manuel MÁRQUEZ STERLING.

Fernando ORTÍZ.

Néstor CARBONELL.

Jesús María BARRAQUÉ.

Quienes, después de haber depositado sus plenos poderes, hallados en buena y debida forma, han acordado las siguientes disposiciones :

Artículo 1.

DISPOSICIÓN GENERAL.

Los Estados tienen el derecho de hacerse representar unos ante otros por medio de funcionarios diplomáticos.

SECCIÓN I.

DE LOS JEFES DE MISIÓN.

Artículo 2.

Los funcionarios diplomáticos se dividen en ordinarios y extraordinarios.

Son ordinarios los que representan de manera permanente al gobierno de un Estado ante el otro.

Son extraordinarios los encargados de misión especial, o los que se acreditan para representar al Gobierno en conferencias, congresos u otros organismos internacionales.

Artículo 3.

Los funcionarios diplomáticos tienen los mismos derechos, prerrogativas e inmunidades, cualquiera que sea su categoría, salvo en lo tocante a precedencia y etiqueta.

La etiqueta depende de los usos diplomáticos en general, así como de las leyes y reglamentos del país ante el cual está acreditado el diplomático.

Artículo 4.

Además de las funciones señaladas en sus credenciales, los funcionarios ordinarios tienen atribuciones que pueden conferirles las leyes o decretos de los respectivos países. Deberán

PARAGUAY :

Lisandro DÍAZ LEÓN.

HAITI :

Fernando DENNIS.

Charles RIBOUL.

DOMINICAN REPUBLIC :

Francisco J. PEYNADO.

Gustavo A. DÍAZ.

Elías BRACHE.

Angel MORALES.

Tulio M. CESTEROS.

Ricardo PÉREZ ALFONSECA.

Jacinto R. DE CASTRO.

Federico C. ALVAREZ.

UNITED STATES OF AMERICA :

Charles Evans HUGHES.

Noble Brandon JUDAH.

Henry P. FLETCHER.

UNITED STATES OF AMERICA (*cont.*) :

Oscar W. UNDERWOOD.

Dwight W. MORROW.

Morgan J. O'BRIEN.

James Brown SCOTT.

Ray Lyman WILBUR.

Leo S. ROWE.

CUBA :

Antonio S. DE BUSTAMANTE.

Orestes FERRARA.

Enrique HERNÁNDEZ CARTAYA.

José Manuel CORTINA.

Aristides AGÜERO.

José B. ALEMÁN.

Manuel MÁRQUEZ STERLING.

Fernando ORTÍZ.

Néstor CARBONELL.

Jesús María BARRAQUÉ.

Who, after having deposited their full powers, found to be in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

GENERAL PROVISION.

States have the right of being represented before each other through diplomatic officers.

SECTION I.

CHIEFS OF MISSION.

Article 2.

Diplomatic officers are classed as ordinary and extraordinary.

Those who permanently represent the Government of one State before that of another are ordinary.

Those entrusted with a special mission or those who are accredited to represent the Government in international conferences and congresses or other international bodies are extraordinary.

Article 3.

Except as concerns precedence and etiquette, diplomatic officers, whatever their category, have the same rights, prerogatives and immunities.

Etiquette depends upon diplomatic usages in general as well as upon the laws and regulations of the country to which the officers are accredited.

Article 4.

In addition to the functions indicated in their credentials, ordinary officers possess the attributes which the laws and decrees of the respective countries may confer upon them. They should exercise

ejercer sus atribuciones sin entrar en conflicto con las leyes del país donde estuvieren acreditados.

Artículo 5.

Todo Estado puede hacerse representar por un solo funcionario ante uno o más gobiernos.

Varios Estados pueden hacerse representar ante otro por un solo funcionario diplomático.

Artículo 6.

Los funcionarios diplomáticos autorizados al efecto por sus gobiernos, pueden, con el consentimiento del gobierno local, y a solicitud de un Estado no representado ante éste por funcionario ordinario, asumir ante el mismo gobierno la defensa temporal o accidental de los intereses de dicho Estado.

Artículo 7.

Los Estados son libres en la elección de sus funcionarios diplomáticos ; pero no podrán investir con estas funciones a nacionales del Estado en que la misión debe actuar, sin el consentimiento de éste.

Artículo 8.

Ningún Estado podrá acreditar sus funcionarios diplomáticos ante los demás Estados, sin previo arreglo con éstos.

Los Estados pueden negarse a admitir un funcionario diplomático de los otros, o, habiéndolos admitido ya, pedir su retiro, sin estar obligados a expresar los motivos de su resolución.

Artículo 9.

Los funcionarios diplomáticos extraordinarios gozan de las mismas prerrogativas e inmunidades que los ordinarios.

SECCIÓN II.

DEL PERSONAL DE LAS MISIONES.

Artículo 10.

Cada misión tendrá el personal determinado por su gobierno.

Artículo 11.

Cuando los funcionarios diplomáticos se ausenten del lugar donde ejercen sus funciones o se encuentren en la imposibilidad de desempeñarlas, los sustituirá interinamente la persona designada para ese efecto por su gobierno.

SECCIÓN III.

DE LOS DEBERES DE LOS FUNCIONARIOS DIPLOMÁTICOS.

Artículo 12.

Los funcionarios diplomáticos extranjeros no podrán inmiscuirse en la política interna o externa del Estado en que ejercen sus funciones.

Artículo 13.

Los funcionarios diplomáticos deberán dirigirse en sus comunicaciones oficiales al Ministro de Relaciones Exteriores o Secretario de Estado del país ante el cual estén acreditados. Las comunicaciones a las demás autoridades se harán también por medio de dicho Ministro o Secretario.

their attributes without coming into conflict with the laws of the country to which they are accredited.

Article 5.

Every State may entrust its representation before one or more Governments to a single diplomatic officer.

Several States may entrust their representation before another to a single diplomatic officer.

Article 6.

Diplomatic officers, duly authorized by their Governments, may, with the consent of the local Government, and upon the request of a State not represented by an ordinary officer before the latter Government, undertake the temporary or accidental protection of the interests of the said State.

Article 7.

States are free in the selection of their diplomatic officers ; but they may not invest with such functions the nationals of a State in which the mission must function without its consent.

Article 8.

No State may accredit its diplomatic officers to other States without previous agreement with the latter.

States may decline to receive an officer from another or, having already accepted him, may request his recall, without being obliged to state the reasons for such a decision.

Article 9.

Extraordinary diplomatic officers enjoy the same prerogatives and immunities as ordinary ones.

SECTION II.

PERSONNEL OF MISSIONS.

Article 10.

Each mission shall have the personnel determined by its Government.

Article 11.

When diplomatic officers are absent from the place where they exercise their functions or find it impossible to discharge them, they shall be substituted for temporarily by persons designated for that purpose by their Government.

SECTION III.

DUTIES OF DIPLOMATIC OFFICERS.

Article 12.

Foreign diplomatic officers may not participate in the domestic or foreign politics of the State in which they exercise their functions.

Article 13.

Diplomatic officers shall, in their official communications, address themselves to the Minister of Foreign Relations or Secretary of State of the country to which they are accredited. Communications to other authorities shall also be made through the said Minister or Secretary.

SECCIÓN IV.

DE LAS INMUNIDADES Y PRERROGATIVAS DE LOS FUNCIONARIOS DIPLOMÁTICOS.

Artículo 14.

Los funcionarios diplomáticos serán inviolables en su persona, residencia particular u oficial y bienes. Esta inviolabilidad se extiende :

- a)* a todas las clases de funcionarios diplomáticos ;
- b)* a todo el personal oficial de la misión diplomática ;
- c)* a los miembros de la respectiva familia que viven bajo el mismo techo ;
- d)* a los papeles, archivos y correspondencia de la misión.

Artículo 15.

Los Estados deberán otorgar a los funcionarios diplomáticos toda clase de facilidades para el ejercicio de sus funciones, y especialmente, para que puedan comunicarse libremente con sus gobiernos.

Artículo 16.

Ningún funcionario o agente judicial o administrativo del Estado donde el funcionario diplomático está acreditado podrá entrar en el domicilio de éste o en el local de la misión, sin su consentimiento.

Artículo 17.

Los funcionarios diplomáticos están obligados a entregar a la autoridad local competente que lo requiera al acusado o condenado por delito común, refugiado en la Misión.

Artículo 18.

Los funcionarios diplomáticos estarán exentos en el Estado donde estuvieren acreditados :

1. De todos los impuestos personales, sean nacionales o locales ;
2. De todos los impuestos territoriales sobre el edificio de la Misión, cuando pertenezca al gobierno respectivo ;
3. De los derechos de aduana sobre los objetos destinados a uso oficial de la Misión, o al uso personal del funcionario diplomático o de su familia.

Artículo 19.

Los funcionarios diplomáticos están exentos de toda jurisdicción civil o criminal del Estado ante el cual se encuentran acreditados, no pudiendo, salvo el caso en que debidamente autorizados por su gobierno renuncien a la inmunidad, ser procesados y juzgados sino por los tribunales de su Estado.

Artículo 20.

La inmunidad de jurisdicción sobrevive a los funcionarios diplomáticos en cuanto a las acciones que con ella se relacionan. En relación a las otras, sin embargo, no puede ser invocada, sino mientras duren sus funciones.

Artículo 21.

Las personas que gocen de inmunidad de jurisdicción pueden rehusar comparecer como testigos ante los tribunales territoriales.

SECTION IV.

IMMUNITIES AND PREROGATIVES OF DIPLOMATIC OFFICERS.

Article 14.

Diplomatic officers shall be inviolate as to their persons, their residence, private or official, and their property. This inviolability covers :

- (a) All classes of diplomatic officers ;
- (b) The entire official personnel of the diplomatic mission ;
- (c) The members of the respective families living under the same roof ;
- (d) The papers, archives and correspondence of the mission.

Article 15.

States should extend to diplomatic officers every facility for the exercise of their functions and especially to the end that they may freely communicate with their Governments.

Article 16.

No judicial or administrative functionary or official of the State to which the diplomatic officer is accredited may enter the domicile of the latter, or of the mission, without his consent.

Article 17.

Diplomatic officers are obliged to deliver to the competent local authority that requests it any person accused or condemned for ordinary crimes who may have taken refuge in the mission.

Article 18.

Diplomatic officers shall be exempt in the State to which they are accredited :

- (1) From all personal taxes, either national or local ;
- (2) From all land taxes on the building of the mission, when it belongs to the respective Government ;
- (3) From Customs duties on articles intended for the official use of the mission or for the personal use of the diplomatic officer or of his family.

Article 19.

Diplomatic officers are exempt from all civil or criminal jurisdiction of the State to which they are accredited ; they may not, except in the case when duly authorized by their Government, waive immunity, be prosecuted or tried unless it be by the courts of their own country.

Article 20.

The immunity from jurisdiction survives the tenure of office of diplomatic officers in so far as regards actions pertaining thereto ; it may not, however, be invoked in respect to other actions, except while discharging their diplomatic functions.

Article 21.

Persons enjoying immunity from jurisdiction may refuse to appear as witnesses before the territorial courts.

Artículo 22.

Los funcionarios diplomáticos entran en el goce de sus inmunidades desde el momento que pasan la frontera del Estado donde van a servir y dan a conocer su categoría.

Las inmunidades se conservan durante el tiempo que la misión está en suspenso y aún después que termina, por el tiempo que sea necesario para que el funcionamiento diplomático pueda retirarse con la misión.

Artículo 23.

Las personas que forman la misión gozarán también de las mismas inmunidades y prerrogativas en los Estados que cruzaren para llegar a su puesto o regresar a su patria, o en el que accidentalmente se encuentren durante el ejercicio de sus funciones, y a cuyo gobierno hayan dado a conocer su categoría.

Artículo 24.

En caso de fallecimiento del funcionario diplomático, su familia continuará en el goce de las inmunidades por un plazo razonable, hasta que abandone el Estado donde se encuentra.

SECCIÓN V.

DEL FIN DE LA MISIÓN DIPLOMÁTICA.

Artículo 25.

Los funcionarios diplomáticos cesan en su misión :

1. Por la notificación oficial del gobierno del funcionario al otro gobierno de que el diplomático ha cesado en sus funciones.
2. Por la expiración del plazo fijado para el cumplimiento de la misión.
3. Por la solución del asunto si la misión hubiese sido creada por una cuestión determinada.
4. Por la entrega de los pasaportes al funcionario hecha por el gobierno ante el cual estuviere acreditado.
5. Por la petición de sus pasaportes hecha a éste por el funcionario.

En los casos arriba mencionados se concederá un plazo razonable al funcionario diplomático, al personal oficial de la misión y a las respectivas familias para abandonar el territorio del Estado, siendo deber del gobierno ante el cual estuvo el funcionario acreditado, cuidar durante ese tiempo porque ninguno de ellos sea molestado ni perjudicado en su persona o bienes.

El fallecimiento o la renuncia del Jefe del Estado, así como el cambio de gobierno o de régimen político en cualquiera de los dos países, no pondrá fin a la misión de los funcionarios diplomáticos.

Artículo 26.

La presente Convención no afecta los compromisos adquiridos anteriormente por las partes Contratantes en virtud de acuerdo internacional.

Artículo 27.

La presente Convención, después de firmada, será sometida a las ratificaciones de los Estados signatarios. El gobierno de Cuba queda encargado de enviar copias certificadas auténticas a los gobiernos para el referido fin de la ratificación. El instrumento de ratificación será depositado en los archivos de la Unión Panamericana en Washington, quien notificará ese depósito a los gobiernos signatarios ; tal notificación valdrá como canje de ratificaciones. Esta Convención quedará abierta a la adhesión de los Estados no signatarios.

Article 22.

Diplomatic officers enter upon the enjoyment of their immunity from the moment they pass the frontier of the State where they are going to serve and make known their position.

The immunities shall continue during the period that the mission may be suspended, and, even after it shall be terminated, for the time necessary for the officer to be able to withdraw with the mission.

Article 23.

Persons belonging to the mission shall also enjoy the same immunities and prerogatives in the States which they cross to arrive at their post or to return to their own country, or in a State where they may casually be during the exercise of their functions and to whose Government they have made known their position.

Article 24.

In case of death of the diplomatic officer, his family shall continue to enjoy the immunities for a reasonable term, until they may leave the State.

SECTION V.

TERMINATION OF THE DIPLOMATIC MISSION.

Article 25.

The mission of the diplomatic officer ends :

- (1) By the official notification of the officer's Government to the other Government that the officer has terminated his functions ;
- (2) By the expiration of the period fixed for the completion of the mission ;
- (3) By the solution of the matter, if the mission had been created for a particular question ;
- (4) By the delivery of passports to the officer by the Government to which he is accredited ;
- (5) By the request for his passports made by the diplomatic officer to the Government to which he is accredited.

In the above-mentioned cases, a reasonable period shall be given the diplomatic officer, the official personnel of the mission, and their respective families, to quit the territory of the State ; and it shall be the duty of the Government to which the officer was accredited to see that during this time none of them is molested nor injured in his person or property.

Neither the death or resignation of the head of the State nor the change of Government or political regime of either of the two countries shall terminate the mission of the diplomatic officers.

Article 26.

The present Convention does not affect obligations previously undertaken by the Contracting Parties through international agreements.

Article 27.

After being signed, the present Convention shall be submitted to the ratification of the signatory States. The Government of Cuba is charged with transmitting authentic certified copies to the Governments for the aforementioned purpose of ratification. The instrument of ratification shall be deposited in the archives of the Pan-American Union in Washington, the Union to notify the signatory Governments of said deposit. Such notification shall be considered as an exchange of ratifications. This Convention shall remain open to the adherence of the non-signatory States.

En fe de lo cual los plenipotenciarios expresados firman la presente Convención en español, inglés, francés y portugués, en la ciudad de la Habana, el día 20 de febrero de 1928.

In witness whereof, the aforementioned Plenipotentiaries sign the present Convention in Spanish, English, French and Portuguese, in the city of Habana, the 20th day of February, 1928.

<i>Perù :</i>	<i>Peru :</i>	<i>Bolivia :</i>	<i>Bolivia :</i>
Jesús Melquiades SALAZAR.		José ANTEZANA.	
Víctor MAÚRTUA.		Adolfo COSTA DU RELS.	
Enrique CASTRO OYANGUREN.			
Luis Ernesto DENEGRI.		<i>Venezuela :</i>	<i>Venezuela :</i>
		Santiago KEY AYALA.	
<i>Uruguay :</i>	<i>Uruguay :</i>	Francisco Gerardo YANES.	
Jacobo VARELA ACEVEDO.		Rafael Angel ARRAIZ.	
Juan José AMÉZAGA.			
Leonel AGUIRRE.		<i>Colombia :</i>	<i>Colombia :</i>
Pedro Erasmo CALLORDA.		Enrique OLAYA HERRERA.	
		Jesús M. YEPES.	
<i>Panamá :</i>	<i>Panama :</i>	Roberto URDANETA ARBELÁEZ.	
Ricardo J. ALFARO.		Ricardo GUTIÉRREZ LEE.	
Eduardo CHIARI.			
		<i>Honduras :</i>	<i>Honduras :</i>
<i>Ecuador :</i>	<i>Ecuador :</i>	Fausto DÁVILA.	
Gonzalo ZALDUMBIDE.		Mariano VÁZQUEZ.	
Víctor ZEVALLOS.			
Colón Eloy ALFARO.		<i>Costa-Rica :</i>	<i>Costa Rica :</i>
		Ricardo CASTRO BEECHE.	
<i>México :</i>	<i>Mexico :</i>	J. Rafael OREAMUNO.	
Julio GARCÍA.		Arturo TINOCO.	
Fernando GONZÁLEZ ROA.			
Salvador URBINA.		<i>Chile :</i>	<i>Chile :</i>
Aquiles ELORDUY.		Alejandro LIRA.	
		Alejandro ALVAREZ.	
<i>El Salvador :</i>	<i>Salvador :</i>	Cárlos SILVA VILDÓSOLA.	
Gustavo GUERRERO.		Manuel BIANCHI.	
Héctor David CASTRO.			
Eduardo ALVAREZ.		<i>Brasil :</i>	<i>Brazil :</i>
		Raúl FERNANDES.	
<i>Nicaragua :</i>	<i>Nicaragua :</i>	Lindolfo COLLOR.	
Cárlos CUADRA PAZOS.		Alarico DA SILVEIRA.	
Joaquín GÓMEZ.		Sampaio CORREA.	
Máximo H. ZEPEDA.		Eduardo ESPÍNOLA.	

<i>Argentina :</i>	<i>Argentine :</i>	<i>Estados Unidos de América :</i>	<i>United States of America :</i>
Laurentino OLASCOAGA.			Charles Evans HUGHES.
Felipe A. ESPIL.			Noble Brandon JUDAH.
			Henry P. FLETCHER.
<i>Paraguay :</i>	<i>Paraguay :</i>		Oscar W. UNDERWOOD.
Lisandro DÍAZ LEÓN.			Dwight W. MORROW.
			Morgan J. O'BRIEN.
<i>Haiti :</i>	<i>Haiti :</i>		James Brown SCOTT.
Fernando DENNIS.			Ray Lyman WILBUR.
Charles RIBOUL.			Leo S. ROWE.
		<i>Cuba :</i>	<i>Cuba :</i>
<i>República Dominicana :</i>	<i>Dominican Republic :</i>		Antonio S. DE BUSTAMANTE.
Francisco J. PEYNADO.			Orestes FERRARA.
Gustavo A. DÍAZ.			Enrique HERNÁNDEZ CARTAYA.
Elías BRACHE.			José Manuel CORTINA.
Angel MORALES.			Aristides AGÜERO.
Tulio M. CESTEROS.			José B. ALEMÁN.
Ricardo PÉREZ ALFONSECA.			Manuel MÁRQUEZ STERLING.
Jacinto R. DE CASTRO.			Fernando ORTÍZ.
Federico C. ALVAREZ.			Néstor CARBONELL.
			Jesús María BARRAQUÉ.

N^o 3581. — CONVENTION RELATIVE AUX FONCTIONNAIRES DIPLOMATIQUES, ADOPTÉE PAR LA SIXIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE AMÉRICAINE. SIGNÉE A LA HAVANE, LE 20 FÉVRIER 1928.

LES GOUVERNEMENTS DES RÉPUBLIQUES représentées à la Sixième Conférence internationale américaine réunie à La Havane, République de Cuba, en 1928, tenant compte qu'une des matières de la plus grande importance dans les relations internationales est celle qui se réfère aux droits et aux devoirs des fonctionnaires diplomatiques et qu'elle doit être réglée d'accord avec les conditions de la vie économique, politique et internationale des nations ;

Comprenant qu'il est bien désirable que ce règlement s'effectue d'accord avec les tendances nouvelles ;

Spécifiant que les fonctionnaires diplomatiques ne représentent dans aucun cas la personne du chef de l'Etat, mais bien son gouvernement, et doivent être accrédités auprès d'un gouvernement reconnu ; et

Reconnaissant que comme les fonctionnaires diplomatiques représentent leurs Etats respectifs, ils ne doivent pas réclamer des immunités qui ne soient essentielles pour remplir leurs devoirs officiels, et qu'il serait à désirer que soit le fonctionnaire lui-même ou l'Etat représenté par lui, renonce à l'immunité diplomatique quand il s'agit d'actions civiles qui n'ont rien à voir avec l'exécution de leur mission ;

Qu'il n'est pas possible cependant de concerter dès à présent des stipulations générales qui, quoiqu'elles constituent une tendance définie dans les relations internationales, se heurtent dans certains cas avec la pratique acceptée de divers Etats en sens contraire ;

C'est pourquoi, et jusqu'à ce qu'un règlement plus complet des droits et des devoirs des fonctionnaires diplomatiques puisse être formulé ;

Ont résolu de conclure une convention qui comprenne les principes généralement acceptés par toutes les Nations et ont nommé comme leurs plénipotentiaires les personnes suivantes :

PÉROU :

Jesús Melquiades SALAZAR.
 Víctor MAÚRTUA.
 Enrique CASTRO OYANGUREN.
 Luis Ernesto DENEGRI.

URUGUAY :

Jacobo VARELA ACEVEDO.
 Juan José AMÉZAGA.
 Leonel AGUIRRE.
 Pedro Erasmo CALLORDA.

PANAMA :

Ricardo J. ALFARO.
 Eduardo CHIARI.

EQUATEUR :

Gonzalo ZALDUMBIDE.
 Víctor ZEVALLOS.
 Colón Eloy ALFARO.

MEXIQUE :

Julio GARCÍA.
 Fernando GONZÁLEZ ROA.
 Salvador URBINA.
 Aquiles ELORDUY.

SALVADOR :

Gustavo GUERRERO.
 Héctor David CASTRO.
 Eduardo ALVAREZ.

TEXTE PORTUGAÍ. — PORTUGUESE TEXT.

Nº 3581. — CONVENÇÃO RELATIVA AOS FUNCIONARIOS DIPLOMATICOS, ADOTÁDA PELA SEXTA CONFERENCIA INTERNACIONAL AMERICANA. ASSINADA NA HAVANA, EN 20 DE FEVEREIRO DE 1928.

OS GOVERNOS DAS REPUBLICAS representadas na Sexta Conferencia Internacional Americana, celebrada na Havana, Republica de Cuba, no anno de 1928, tendo em conta que uma das materias de maior importancia nas relações internacionaes é a que se refere aos direitos e deveres dos funcionarios diplomaticos, e que deve de regular-se de accordo com as condições da vida economica, politica e internacional das nações.

Comprehendendo que é de bom desejo que essa regulamentação se effectue de accordo com as novas tendencias.

Especificando que os funcionarios diplomaticos não representam em caso algum a pessoa do Chefe do Estado, e sim o seu Governo, devendo estar acreditados ante um Governo reconhecido, e

Reconhecendo que como os funcionarios diplomaticos representam os seus respectivos Estados, não devem de reclamar immuniades que não sejam essenciaes ao desempenho dos seus deveres officiaes e que seria para desejar que o proprio funcionario ou o Estado por elle representado, renunciem á immuniade diplomatica quando se refira a acções civis que não tenham nada que ver com o desempenho da sua missão.

Não é possivel, comtudo, combinar desde já estipulações geraes que, ainda que constituem uma tendencia definida mas relações internacionaes, tropeçam em alguns casos com a inveterada pratica de varios Estados no sentido contrario.

Pelo que, e emquanto se possa formular um regulamento mais completo dos direitos e deveres dos funcionarios diplomaticos,

Resolveram celebrar uma Convenção que comprehenda os principios geralmente admittidos por todas as Nações e nomearam como seus plenipotenciarios os seguintes senhores :

Do PERU :

Jesús Melquiades SALAZAR.
 Víctor MAÚRTUA.
 Enrique CASTRO OYANGUREN.
 Luis Ernesto DENEGRI.

Do URUGUAY :

Jacobo VARELA ACEVEDO.
 Juan José AMÉZAGA.
 Leonel AGUIRRE.
 Pedro Erasmo CALLORDA.

Do PANAMÁ :

Ricardo J. ALFARO.
 Eduardo CHIARI.

Do EQUADOR :

Gonzalo ZALDUMBIDE.
 Víctor ZEVALLOS.
 Colón Eloy ALFARO.

Do MEXICO :

Julio GARCÍA.
 Fernando GONZÁLEZ ROA.
 Salvador URBINA.
 Aquiles ELORDUY.

Do SALVADOR :

Gustavo GUERRERO.
 Héctor David CASTRO.
 Eduardo ALVAREZ.

GUATÉMALA :

Cárlos SALAZAR.
Bernardo ALVARADO TELLO.
Luis BELTRANENA.
José AZURDIA.

NICARAGUA :

Cárlos CUADRA PAZOS.
Joaquín GÓMEZ.
Máximo H. ZEPEDA.

BOLIVIE :

José ANTEZANA.
Adolfo COSTA DU RELS.

VENEZUELA :

Santiago KEY AYALA.
Francisco Gerardo YANES.
Rafael Ángel ARRAIZ.

COLOMBIE :

Enrique OLAYA HERRERA.
Jesús M. YEPES.
Roberto URDANETA ARBELÁEZ.
Ricardo GUTIÉRREZ LEE.

HONDURAS :

Fausto DÁVILA.
Mariano VÁZQUEZ.

COSTA-RICA :

Ricardo CASTRO BEECHE.
J. Rafael OREAMUNO.
Arturo TINOCO.

CHILI :

Alejandro LIRA.
Alejandro ALVAREZ.
Cárlos SILVA VILDÓSOLA.
Manuel BIANCHI.

BRÉSIL :

Raúl FERNANDES.
Lindolfo COLLOR.
Alarico DA SILVEIRA.
Sampaio CORREA.
Eduardo ESPÍNOLA.

ARGENTINE :

Honorio PUEYRREDÓN.
(A renoncé depuis.)
Laurentino OLASCOAGA.
Felipe A. ESPIL.

PARAGUAY :

Lisandro DÍAZ LEÓN.

HAÏTI :

Fernando DENNIS.
Charles RIBOUL.

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE :

Francisco J. PEYNADO.
Gustavo A. DÍAZ.
Elías BRACHE.
Angel MORALES.
Tulio M. CESTEROS.
Ricardo PÉREZ ALFONSECA.
Jacinto R. DE CASTRO.
Federico C. ALVAREZ.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

Charles Evans HUGHES.
Noble Brandon JUDAH.
Henry P. FLETCHER.
Oscar W. UNDERWOOD.
Dwight W. MORROW.
Morgan J. O'BRIEN.
James Brown SCOTT.
Ray Lyman WILBUR.
Leo S. ROWE.

CUBA :

Antonio S. DE BUSTAMANTE.
Orestes FERRARA.
Enrique HERNÁNDEZ CARTAYA.
José Manuel CORTINA.
Aristides AGÜERO.
José B. ALEMÁN.
Manuel MÁRQUEZ STERLING.
Fernando ORTIZ.
Néstor CARBONELL.
Jesús María BARRAQUÉ.

DE GUATEMALA :

Cárlos SALAZAR.
Bernardo ALVARADO TELLO.
Luis BELTRANENA.
José AZURDIA.

DE NICARAGUA :

Cárlos CUADRA PAZOS.
Joaquín GÓMEZ.
Máximo H. ZEPEDA.

DE BOLIVIA :

José ANTEZANA.
Adolfo COSTA DU RELS.

DE VENEZUELA :

Santiago KEY AYALA.
Francisco Gerardo YANES.
Rafael Angel ARRAIZ.

DE COLOMBIA :

Enrique OLAYA HERRERA.
Jesús M. YEPES.
Roberto URDANETA ARBELÁEZ.
Ricardo GUTIÉRREZ LEE.

DE HONDURAS :

Fausto DÁVILA.
Mariano VÁZQUEZ.

DE COSTA RICA :

Ricardo CASTRO BEECHE.
J. Rafael OREAMUNO.
Arturo TINOCO.

DO CHILE :

Alejandro LIRA.
Alejandro ALVAREZ.
Carlos SILVA VILDÓSOLA.
Manuel BIANCHI.

DO BRASIL :

Raúl FERNANDES.
Lindolfo COLLOR.
Alarico DA SILVEIRA.
Sampaio CORREA.
Eduardo ESPÍNOLA.

DE ARGENTINA :

Honorio PUEYRRREDÓN.
(Resignou posteriormente).
Laurentino OLASCOAGA.
Felipe A. ESPIL.

DO PARAGUAY :

Lisandro DÍAZ LEÓN.

DO HAITI :

Fernando DENNIS.
Charles RIBOUL.

DA REPUBLICA DOMINICANA :

Francisco J. PEYNADO.
Gustavo A. DÍAZ.
Elías BRACHE.
Angel MORALES.
Tulio M. CESTEROS.
Ricardo PÉREZ ALFONSECA.
Jacinto R. DE CASTRO.
Federico C. ALVAREZ.

DOS ESTADOS UNIDOS DE AMERICA :

Charles Evans HUGHES.
Noble Brandon JUDAH.
Henry P. FLETCHER.
Oscar W. UNDERWOOD.
Dwight W. MORROW.
Morgan J. O'BRIEN.
James Brown SCOTT.
Ray Lyman WILBUR.
Leo S. ROWE.

DE CUBA :

Antonio S. DE BUSTAMANTE.
Orestes FERRARA.
Enrique HERNÁNDEZ CARTAYA.
José Manuel CORTINA.
Aristides AGÜERO.
José B. ALEMÁN.
Manuel MÁRQUEZ STERLING.
Fernando ORTIZ.
Néstor CARBONELL.
Jesús María BARRAQUÉ.

Lesquels, après avoir déposé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté les dispositions suivantes :

Article premier.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Les Etats ont le droit de se faire représenter les uns auprès des autres par des fonctionnaires diplomatiques.

SECTION I

DES CHEFS DE MISSION.

Article 2.

Les fonctionnaires diplomatiques se divisent en fonctionnaires ordinaires et extraordinaires.

Les fonctionnaires ordinaires sont ceux qui représentent d'une manière permanente le gouvernement d'un Etat auprès de celui d'un autre.

Les fonctionnaires extraordinaires sont ceux qui sont chargés d'une mission spéciale, ou ceux qui sont accrédités pour représenter leur gouvernement aux conférences, aux congrès et auprès d'autres organismes internationaux.

Article 3.

Les fonctionnaires diplomatiques ont les mêmes droits, prérogatives et immunités quelle que soit leur catégorie, sauf en ce qui touche à la préséance et à l'étiquette.

L'étiquette dépend des usages diplomatiques en général, de même que des lois et des règlements du pays auprès duquel le diplomate est accrédité.

Article 4.

En plus des fonctions signalées dans leurs lettres de créance les fonctionnaires ordinaires ont des attributions que peuvent leur conférer les lois ou les décrets de leurs pays respectifs. Ils devront exercer leurs attributions sans entrer en conflit avec les lois du pays auprès duquel ils seraient accrédités.

Article 5.

Chaque Etat peut se faire représenter par un seul fonctionnaire auprès d'un seul gouvernement ou plus.

Divers Etats peuvent se faire représenter auprès d'un autre par un seul fonctionnaire diplomatique.

Article 6.

Les fonctionnaires diplomatiques autorisés à cet effet par leurs gouvernements, peuvent, avec le consentement du gouvernement local et sur la demande d'un Etat non représenté auprès de lui par un fonctionnaire ordinaire, assumer auprès du même gouvernement la défense temporaire ou accidentelle des intérêts dudit Etat.

Article 7.

Les Etats sont libres dans l'élection de leurs fonctionnaires diplomatiques ; mais ils ne pourront investir de ces fonctions, des nationaux de l'Etat dans lequel la mission aura à agir, sans le consentement de celui-ci.

Os quaes depois de terem depositado os seus plenos poderes, que estavam em boa e devida forma, accordaram as seguintes disposições :

Artigo 1.

DISPOSIÇÃO GERAL.

Os Estados teem o direito de fazer-se representar uns perante os outros, por funcionarios diplomaticos.

SECÇÃO I.

CHEFES DE MISSÃO.

Artigo 2.

Os funcionarios diplomaticos se dividem em : ordinarios e extraordinarios.

São considerados ordinarios, os que representam de uma maneira permanente ao governo de um Estado perante o outro.

São extraordinarios, os encarregados de missão especial, ou os que se acreditam para representar ao Governo em Conferencias, congressos ou outros organismos internacionaes.

Artigo 3.

Os funcionarios diplomaticos teem os mesmos direitos, prerogativas e immunidades, qualquer que seja a sua categoria, excepto no que se refere a precedencia e etiqueta.

A etiqueta depende dos usos diplomaticos em geral, assim como das leis e regulamentos do paiz ante o qual está acreditado o diplomatico.

Artigo 4.

Aparte as funções designadas nas suas credenciaes, os funcionarios ordinarios teem attribuições que podem conferil-as as leis ou decretos dos respectivos paizes. Deverão exercer as suas attribuições sem entrar em conflicto com as leis do paiz aonde estiverem acreditados.

Artigo 5.

Todo o Estado se pode fazer representar por um só funcionario ante um ou mais governos.

Varios estados podem fazer-se representar ante um outro por um unico funcionario diplomatico.

Artigo 6.

Os funcionarios diplomaticos autorizados para este fim, pelos seus governos, podem, consentindo-o o governo local, e a pedido de um Estado não representado ante este por um funcionario ordinario, assumir ante o mesmo governo a defeza temporal ou accidental dos interesses do dito Estado.

Artigo 7.

Os Estados são livres na escolha dos seus funcionarios diplomaticos ; mas não poderão investir nestas funções a nacionaes do Estado em que a missão deve de actuar, sem o consentimento deste.

Article 8.

Aucun Etat ne pourra accréditer ses fonctionnaires diplomatiques auprès des autres Etats, sans un accord préalable avec ceux-ci.

Les Etats peuvent se refuser à admettre un fonctionnaire diplomatique des autres, ou l'ayant admis déjà, ils peuvent demander son rappel, sans être obligés d'indiquer les motifs de leur résolution.

Article 9.

Les fonctionnaires diplomatiques extraordinaires jouissent des mêmes prérogatives ou immunités que les ordinaires.

SECTION II

DU PERSONNEL DES MISSIONS.

Article 10.

Chaque mission aura le personnel désigné par son gouvernement.

Article 11.

Lorsque les fonctionnaires diplomatiques s'absentent du lieu où ils exercent leurs fonctions, ou se trouvent dans l'impossibilité de les remplir, ils seront remplacés *ad interim* par la personne désignée à cet effet par leur gouvernement.

SECTION III

DES DEVOIRS DES FONCTIONNAIRES DIPLOMATIQUES.

Article 12.

Les fonctionnaires diplomatiques étrangers ne pourront pas s'immiscer dans la politique intérieure ou extérieure de l'Etat dans lequel ils exercent leurs fonctions.

Article 13.

Les fonctionnaires diplomatiques devront s'adresser dans leurs communications officielles au ministre des Affaires étrangères ou au secrétaire d'Etat du pays auprès duquel ils sont accrédités.

Les communications avec les autres autorités se feront aussi par l'intermédiaire du susdit ministre ou secrétaire d'Etat.

SECTION IV

DES IMMUNITÉS ET PRÉROGATIVES DES FONCTIONNAIRES DIPLOMATIQUES.

Article 14.

Les fonctionnaires diplomatiques seront inviolables dans leur personne, dans leur résidence privée ou officielle, et dans leurs biens. Cette inviolabilité s'étend :

- a) A toutes les classes de fonctionnaires diplomatiques ;
- b) A tout le personnel officiel de la mission diplomatique ;
- c) A tous les membres de la famille respective qui vivent sous le même toit ;
- d) Aux documents, archives et correspondance de la mission.

Artigo 8.

Nenhum Estado poderá acreditar os seus funcionarios diplomaticos ante os outros Estados, sem a previa combinação com estes.

Os Estados podem negar-se a admittir um funcionario diplomatico de outros, ou, tendo-os admittido já, pedir o seu retiro, sem estar obrigados a explicar os motivos da sua resolução.

Artigo 9.

Os funcionarios diplomaticos extraordinarios gosam das mesmas prerogativas e immunidades que os ordinarios.

SECÇÃO II.

PESSOAL DAS MISSÕES.

Artigo 10.

Cada missão terá o pessoal determinado pelo seu governo.

Artigo 11.

Quando se ausentem os funcionarios diplomaticos do logar em que exercem as suas funções ou se encontrem na impossibilidade de desempenhal-as serão substituidos interinamente pela pessoa designada a esse effeito pelo seu governo.

SECÇÃO III.

DEVERES DOS FUNCIONARIOS DIPLOMATICOS.

Artigo 12.

Os funcionarios diplomaticos estrangeiros não poderão immiscuir-se na politica interna ou externa do Estado em que exerça as suas funções.

Artigo 13.

Os funcionarios diplomaticos deverão dirigir-se nas suas communições officiaes ao Ministro dos Extranjeiros ou Secretario de Estado do paiz ante o qual estejam acreditados. As communições ás demais autoridades deverão tambem fazer-se por meio do dito Ministro ou Secretario.

SECÇÃO IV.

IMMUNIDADES E PREROGATIVAS DOS FUNCIONARIOS DIPLOMATICOS.

Artigo 14.

Os funcionarios diplomaticos serão inviolaveis nas suas pessoa, residencia particular ou official e bens. Esta inviolabilidade se estende :

- a)* a toda a classe de funcionarios diplomaticos ;
- b)* a todo o pessoal official da missão diplomatica ;
- c)* aos membros da respectiva familia que vivem sob o mesmo tecto ;
- d)* aos papeis, archivos e correspondencia da missão.

Article 15.

Les Etats devront octroyer aux fonctionnaires diplomatiques toutes sortes de facilités pour l'exercice de leurs fonctions et spécialement pour qu'ils puissent communiquer librement avec leurs gouvernements.

Article 16.

Aucun fonctionnaire ou agent judiciaire ou administratif de l'Etat, où le fonctionnaire diplomatique est accrédité, ne pourra entrer dans le domicile de celui-ci, ou dans le local de la mission, sans son consentement.

Article 17.

Les fonctionnaires diplomatiques sont obligés de remettre à l'autorité locale compétente qui l'exigerait, l'accusé ou le condamné pour délit commun réfugié dans la mission.

Article 18.

Les fonctionnaires diplomatiques seront exempts dans l'Etat où ils sont accrédités :

- 1^o De tous les impôts personnels qu'ils soient nationaux ou locaux ;
- 2^o De tous les impôts territoriaux sur la maison de la mission, quand elle appartient au gouvernement respectif.
- 3^o Des droits de douane sur les objets destinés à l'usage officiel de la mission, ou à l'usage personnel du fonctionnaire diplomatique ou de sa famille.

Article 19.

Les fonctionnaires diplomatiques sont exempts de toute juridiction civile ou criminelle de l'Etat auprès duquel ils sont accrédités, et ils ne peuvent, sauf le cas où dûment autorisés par leur gouvernement ils renoncent à l'immunité, être poursuivis et jugés, que par les tribunaux de leur pays.

Article 20.

L'immunité de juridiction survit aux fonctionnaires diplomatiques en ce qui concerne les actions qui se rapportent à elle. Pour les autres actions cependant, elle ne peut être invoquée, sinon pendant la durée de leurs fonctions.

Article 21.

Les personnes qui jouissent de l'immunité de juridiction peuvent refuser de comparaître comme témoins devant les tribunaux territoriaux.

Article 22.

Les fonctionnaires diplomatiques entrent dans la jouissance de leur immunité dès le moment où ils traversent la frontière de l'Etat où ils vont servir, et font connaître leur rang.

Les immunités se conservent durant le temps que la mission est en suspens, et même, une fois terminée, pour le temps qui serait nécessaire pour que le fonctionnaire diplomatique puisse se retirer avec la mission.

Artigo 15.

Os Estados deverão conceder aos funcionarios diplomaticos toda a classe de facilidades para o desempenho das suas funcções, e especialmente, para que possam communicar-se livremente com os seus governos.

Artigo 16.

Nenhum funcionario ou agente judicial ou administrativo do Estado no qual o funcionario diplomatico está acreditado poderá entrar no domicilio deste ou no local da missão, sem o seu consentimento.

Artigo 17.

Os funcionarios diplomaticos são obrigados a entregar á autoridade local competente, assim que esta o requeira, o acusado ou condemnado por delicto commum, refugiado na Missão.

Artigo 18.

Os funcionarios diplomaticos estarão isentos nos Estados onde estejam acreditados :

- I. De todos os impostos pessoaes, sejam nacionaes ou locaes.
- II. De todos os impostos territoriaes o edificio da Missão, quando este pertença ao governo respectivo.
- III. Dos direitos de Alfandega sobre os objectos destinados a uso official da Missão ou ao uso pessoal do funcionario diplomatico ou de sua familia.

Artigo 19.

Os funcionarios diplomaticos estão isentos de toda a jurisdição civil e criminal do Estado ante o qual estejam acreditados, não podendo, excepto no caso em que devidamente autorisados pelo seu governo, renunciem á immumidade, ser processados e julgados senão pelos tribunaes do seu Estado.

Artigo 20.

A immumidade da jurisdição sobrevive aos funcionarios diplomaticos no que se refere ás acções que com a mesma se relacionam, não podendo ser invocada em relação ás outras senão emquanto durem as suas funcções.

Artigo 21.

As pessoas que gozem de immumidade de jurisdição podem recusar comparecer como testemunhas perante os tribunaes territoriaes.

Artigo 22.

Os funcionarios diplomaticos começam a disfructar da sua immumidade, desde o momento que passam a fronteira do Estado aonde vão a servir e dão a conhecer a sua categoria.

As immunidades conservam-se durante o tempo que a missão está em suspenso e ainda depois de terminada, pelo tempo que seja necessario para que o funcionario diplomatico possa retirar-se com a missão.

Article 23.

Les personnes qui forment la mission jouiront aussi des mêmes immunités et prérogatives dans les États qu'ils traverseraient pour arriver à leur poste ou retourner dans leur patrie, ou dans celui où ils se trouvent accidentellement durant l'exercice de leurs fonctions et au gouvernement duquel ils aient fait connaître leur rang.

Article 24.

En cas de décès du fonctionnaire diplomatique, sa famille continuera à jouir des immunités pour un délai raisonnable, jusqu'à ce qu'elle quitte l'État où elle se trouve.

SECTION V

DE LA FIN DE LA MISSION DIPLOMATIQUE.

Article 25.

Les fonctionnaires diplomatiques terminent leur mission :

- 1^o Par la notification officielle du gouvernement du fonctionnaire à l'autre gouvernement, où le diplomate a cessé ses fonctions ;
- 2^o Par l'expiration du terme fixé pour l'accomplissement de la mission ;
- 3^o Par la solution de la question, si la mission avait été créée pour une question déterminée ;
- 4^o Par la remise des passeports au fonctionnaire faite par le gouvernement auprès duquel il avait été accrédité ;
- 5^o Par la demande de ses passeports, faite à celui-ci par le fonctionnaire.

Dans les cas mentionnés plus haut, il sera accordé un terme raisonnable au fonctionnaire diplomatique, au personnel officiel de la mission et aux familles respectives pour quitter le territoire de l'État, et c'est le devoir du gouvernement auprès duquel le fonctionnaire était accrédité d'avoir soin que pendant tout ce temps, aucun d'eux ne soit molesté ni préjudicié dans sa personne ou dans ses biens.

La mort ou la démission du chef de l'État, de même que le changement de gouvernement ou de régime politique, de n'importe lequel des deux États, ne mettra fin à la mission des fonctionnaires diplomatiques.

Article 26.

La présente convention n'affecte pas les engagements acquis antérieurement par les Parties contractantes en vertu d'un accord international.

Article 27.

La présente convention, après avoir été signée, sera soumise aux ratifications des États signataires. Le Gouvernement de Cuba reste chargé d'envoyer des copies certifiées authentiques aux gouvernements pour la fin référée de la ratification. L'instrument de ratification sera déposé dans les archives de l'Union panaméricaine, à Washington, qui notifiera ce dépôt aux gouvernements signataires ; une telle notification équivaudra à un échange de ratifications. Cette convention sera ouverte à l'adhésion des États non signataires.

Artigo 23.

As pessoas que façam parte da missão gosarão também das mesmas imunidades e prerogativas nos Estados que cruzarem para chegar ao seu posto ou regressar á sua patria, ou naquelle em que accidentalmente se encontrem durante o exercicio das suas funcções, e a cujo governo tenham dado a conhecer a sua categoria.

Artigo 24.

No caso de fallecimento do funcionario diplomatico, sua familia continuará no goso das imunidades por um prazo razoavel, até que abandone o Estado em que se encuentre.

SECÇÃO V.

DO FIM DA MISSÃO DIPLOMATICA.

Artigo 25.

Os funcionarios diplomaticos cessam na sua missão :

1. Pela notificação official do governo do funcionario ao outro governo, de que o diplomatico cessou nas suas funcções.
2. Por ter expirado o prazo para cumprir a missão.
3. Pela solução do assumpto, se a missão tivesse sido creada por uma questão determinada.
4. Pela entrega dos passaportes ao funcionario feita pela governo perante o qual está acreditado.
5. Pela petição dos seus passaportes, feita a este pelo funcionario.

Nos casos acima mencionados conceder-se-á um prazo razoavel ao funcionario diplomatico, ao pessoal official da missão e ás respectivas familias para que abandonem o territorio do Estado, sendo dever do governo ante o qual esteve o funcionario acreditado, cuidar durante esse tempo porque nenhum delles seja incommodado nem prejudicado no sua pessoa e bens.

O fallecimento ou a renuncia do Chefe de Estado, assim como o cambio de governo ou de regimen politico de qualquer dos paizes, não porá fim á missão dos funcionarios diplomaticos.

Artigo 26.

A presente Convenção affecta os compromissos contrahidos anteriormente pelas partes contractantes em virtude de accordo internacional.

Artigo 27.

A presente Convenção depois de assignada, será submettida ás ratificações dos Estados signatarios. O governo de Cuba fica encarregado de enviar copias certificadas e authenticas aos governos para os fins da ratificação. O instrumento da ratificação será depositado nos archivos da União Panamericana em Washington, que communicará esse deposito aos outros governos signatarios ; tal notificação terá o valor de ratificação. Esta convenção ficará aberta á adhesão dos Estados signatarios.

En foi de quoi les plénipotentiaires nommés signent la présente convention en espagnol, en anglais, en français et en portugais, à La Havane, le 20 février 1928.

Em fé do que os plenipotenciarios expressados assignam a presente Convenção em hespanhol, inglez, francez e portuguez, na cidade da Havana, no dia 20 de Fevereiro de 1928.

Pérou :

Jesús Melquiades SALAZAR.
Victor MAÚRTUA.
Enrique CASTRO OYANGUREN.
Luis Ernesto DENEGRI.

Uruguay :

Jacobo VARELA ACEVEDO.
Juan José AMÉZAGA.
Leonel AGUIRRE.
Pedro Erasmo CALLORDA.

Panama :

Ricardo J. ALFARO.
Eduardo CHIARI.

Equateur :

Gonzalo ZALDUMBIDE.
Victor ZEVALLOS.
Colón Eloy ALFARO.

Mexique :

Julio GARCÍA.
Fernando GONZÁLEZ ROA.
Salvador URBINA.
Aquiles ELORDUY.

Salvador :

Gustavo GUERRERO.
Héctor David CASTRO.
Eduardo ALVAREZ.

Nicaragua :

Cárlos CUADRA PAZOS.
Joaquín GÓMEZ.
Máximo H. ZEPEDA.

Peru :

José ANTEZANA.
Adolfo COSTA DU RELS.

*Uruguay :**Venezuela :*

Santiago KEY AYALA.
Francisco Gerardo YANES.
Rafael Angel ARRAIZ.

Colombie :

Enrique OLAYA HERRERA.
Jesús M. YEPES.
Roberto URDANETA ARBELÁEZ.
Ricardo GUTIÉRREZ LEE.

Honduras :

Fausto DÁVILA.
Mariano VÁZQUEZ.

Costa-Rica :

Ricardo CASTRO BEECHE.
J. Rafael OREAMUNO.
Arturo TINOCO.

Chili :

Alejandro LIRA.
Alejandro ALVAREZ.
Cárlos SILVA VILDÓSOLA.
Manuel BIANCHI.

Brésil :

Raúl FERNANDES.
Lindolfo COLLOR.
Alarico DA SILVEIRA.
Sampaio CORREA.
Eduardo ESPÍNOLA.

*Bolivia :**Venezuela :**Colombia :**Honduras :**Costa Rica :**Chile :**Brasil :*

<i>Argentine :</i>	<i>Argentina :</i>	<i>Etats-Unis d'Amérique :</i>	<i>Estados Unidos de America :</i>
Laurentino OLASCOAGA.		Charles Evans HUGHES.	
Felipe A. ESPIL.		Noble Brandon JUDAH.	
		Henry P. FLETCHER.	
<i>Paraguay :</i>	<i>Paraguay :</i>	Oscar W. UNDERWOOD.	
Lisandro DÍAZ LEÓN.		Dwight W. MORROW.	
		Morgan J. O'BRIEN.	
<i>Haïti :</i>	<i>Haïti :</i>	James Brown SCOTT.	
Fernando DENNIS.		Ray Lyman WILBUR.	
Charles RIBOUL.		Leo S. ROWE.	
		<i>Cuba :</i>	<i>Cuba :</i>
<i>République Dominicaine :</i>	<i>Republica Dominicana :</i>	Antonio S. DE BUSTAMANTE.	
Francisco J. PEYNADO.		Orestes FERRARA.	
Gustavo A. DÍAZ.		Enrique HERNÁNDEZ CARTAYA.	
Eliás BRACHE.		José Manuel CORTINA.	
Angel MORALES.		Aristides AGÜERO.	
Tulio M. CESTEROS.		José B. ALEMÁN.	
Ricardo PÉREZ ALFONSECA.		Manuel MÁRQUEZ STERLING.	
Jacinto R. DE CASTRO.		Fernando ORTÍZ.	
Federico C. ALVAREZ.		Néstor CARBONELL.	
		Jesús María BARRAQUÉ.	

N° 3582.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE,
RÉPUBLIQUE ARGENTINE,
BOLIVIE, BRÉSIL, CHILI, etc.

Convention relative aux agents consu-
laires, adoptée par la sixième con-
férence internationale américaine.
Signée à La Havane, le 20 février
1928.

UNITED STATES OF AMERICA,
ARGENTINE REPUBLIC,
BOLIVIA, BRAZIL, CHILE, etc.

Convention regarding Consular
Agents, adopted by the Sixth
International American Confe-
rence. Signed at Habana, Feb-
ruary 20th, 1928.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 3582. — CONVENCION ¹ RELATIVA A LOS AGENTES CONSULARES, ADOPTADA POR LA SEXTA CONFERENCIA INTERNACIONAL AMERICANA. FIRMADA EN LA HABANA, EL 20 DE FEBRERO DE 1928.

Textes officiels espagnol, anglais, français et portugais communiqués par le sous-secrétaire d'Etat de la République de Cuba. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 12 janvier 1935.

LOS GOBIERNOS DE LAS REPÚBLICAS representadas en la Sexta Conferencia Internacional Americana celebrada en la ciudad de la Habana, República de Cuba, el año de mil novecientos veintiocho, deseados de definir los deberes, derechos, prerrogativas e inmunidades de los Agentes Consulares, de acuerdo con las prácticas y Convenios sobre la materia.

Han resuelto celebrar una Convención a ese efecto, y han nombrado, como plenipotenciarios a los señores siguientes :

PERÚ :

Jesús Melquiades SALAZAR.
Victor MAÚRTUA.
Enrique CASTRO OYANGUREN.
Luis Ernesto DENEGRI.

URUGUAY :

Jacobo VARELA ACEVEDO.
Juan José AMÉZAGA.
Leonel AGUIRRE.
Pedro Erasmo CALLORDA.

PANAMÁ :

Ricardo J. ALFARO.
Eduardo CHIARI.

ECUADOR :

Gonzalo ZALDUMBIDE.
Victor ZEVALLOS.
Colón Eloy ALFARO.

MÉXICO :

Julio GARCÍA.
Fernando GONZÁLEZ ROA.
Salvador URBINA.
Aquiles ELORDUY.

EL SALVADOR :

Gustavo GUERRERO.
Héctor David CASTRO.
Eduardo ALVAREZ.

¹ Ratifications déposées dans les archives de l'Union panaméricaine, à Washington :

PANAMA	21 mai 1929.
BRÉSIL	3 septembre 1929.
NICARAGUA	20 mars 1930.
MEXIQUE	16 décembre 1930.
ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.	8 février 1932.
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	23 avril 1932.
CUBA	5 avril 1933.
URUGUAY	16 septembre 1933.

No. 3582. — CONVENTION¹ REGARDING CONSULAR AGENTS, ADOPTED BY THE SIXTH INTERNATIONAL AMERICAN CONFERENCE. SIGNED AT HABANA, FEBRUARY 20TH, 1928.

Spanish, English, French and Portuguese official texts communicated by the Under-Secretary of State of the Republic of Cuba. The registration of this Convention took place January 12th, 1935.

THE GOVERNMENTS OF THE REPUBLICS represented at the Sixth International Conference of American States, held in the city of Habana, Republic of Cuba, in the year nineteen hundred and twenty-eight, desirous of defining the duties, rights, prerogatives and immunities of consular agents, in accordance with the usages and agreements on the matter ;

Have decided to conclude a Convention to that end and have appointed the following Plenipotentiaries :

PERU :

Jesús Melquiades SALAZAR.
 Víctor MAÚRTUA.
 Enrique CASTRO OYANGUREN.
 Luis Ernesto DENEGRI.

URUGUAY :

Jacobo VARELA ACEVEDO.
 Juan José AMÉZAGA.
 Leonel AGUIRRE.
 Pedro Erasmo CALLORDA.

PANAMA :

Ricardo J. ALFARO.
 Eduardo CHIARI.

ECUADOR :

Gonzalo ZALDUMBIDE.
 Víctor ZEVALLOS.
 Colón Eloy ALFARO.

MEXICO :

Julio GARCÍA.
 Fernando GONZÁLEZ ROA.
 Salvador URBINA.
 Aquiles ELORDUY.

SALVADOR :

Gustavo GUERRERO.
 Héctor David CASTRO.
 Eduardo ALVAREZ.

¹ *Ratifications deposited in the archives of the Pan-American Union at Washington :*

PANAMA	May 21st, 1929.
BRAZIL	September 3rd, 1929.
NICARAGUA	March 20th, 1930.
MEXICO	December 16th, 1930.
UNITED STATES OF AMERICA	February 8th, 1932.
DOMINICAN REPUBLIC	April 23rd, 1932.
CUBA	April 5th, 1933.
URUGUAY	September 16th, 1933.

GUATEMALA :

Cárlos SALAZAR.
Bernardo ALVARADO TELLO.
Luis BELTRANENA.
José AZURDIA.

NICARAGUA :

Cárlos CUADRA PAZOS.
Joaquín GÓMEZ.
Máximo H. ZEPEDA.

BOLIVIA :

José ANTEZANA.
Adolfo COSTA DU RELS.

VENEZUELA :

Santiago KEY AYALA.
Francisco Gerardo YANES.
Rafael Angel ARRAIZ.

COLOMBIA :

Enrique OLAYA HERRERA.
Jesús M. YEPES.
Roberto URDANETA ARBELÁEZ.
Ricardo GUTIÉRREZ LEE.

HONDURAS :

Fausto DÁVILA.
Mariano VÁZQUEZ.

COSTA RICA :

Ricardo CASTRO BEECHE.
J. Rafael OREAMUNO.
Arturo TINOCO.

CHILE :

Alejandro LIRA.
Alejandro ALVAREZ.
Cárlos SILVA VILDÓSOLA.
Manuel BIANCHI.

BRASIL :

Raúl FERNANDES.
Lindolfo COLLOR.
Alarico DA SILVEIRA.
Sampaio CORREA.
Eduardo ESPÍNOLA.

ARGENTINA :

Honorio PUEYRREDÓN.
(Renunció posteriormente.)
Laurentino OLASCOAGA.
Felipe A. ESPIL.

PARAGUAY :

Lisandro DÍAZ LEÓN.

HAÍTÍ :

Fernando DENNIS.
Charles RIBOUL.

REPÚBLICA DOMINICANA :

Francisco J. PEYNADO.
Gustavo A. DÍAZ.
Elías BRACHE.
Angel MORALES.
Tulio M. CESTEROS.
Ricardo PÉREZ ALFONSECA.
Jacinto R. DE CASTRO.
Federico C. ALVAREZ.

ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA :

Charles Evans HUGHES.
Noble Brandon JUDAH.
Henry P. FLETCHER.
Oscar W. UNDERWOOD.
Dwight W. MORROW.
Morgan J. O'BRIEN.
James Brown SCOTT.
Ray Lyman WILBUR.
Leo S. ROWE.

CUBA :

Antonio S. DE BUSTAMANTE.
Orestes FERRARA.
Enrique HERNÁNDEZ CARTAYA.
José Manuel CORTINA.
Aristides AGÜERO.
José B. ALEMÁN.
Manuel MÁRQUEZ STERLING.
Fernando ORTÍZ.
Néstor CARBONELL.
Jesús María BARRAQUÉ.

GUATEMALA :

Cárlos SALAZAR.
Bernardo ALVARADO TELLO.
Luis BELTRANENA.
José AZURDIA.

NICARAGUA :

Cárlos CUADRA PAZOS.
Joaquín GÓMEZ.
Máximo H. ZEPEDA.

BOLIVIA :

José ANTEZANA.
Adolfo COSTA DU RELS.

VENEZUELA :

Santiago KEY AYALA.
Francisco Gerardo YANES.
Rafael Angel ARRAIZ.

COLOMBIA :

Enrique OLAYA HERRERA.
Jesús M. YEPES.
Roberto URDANETA ARBELÁEZ.
Ricardo GUTIÉRREZ LEE.

HONDURAS :

Fausto DÁVILA.
Mariano VÁZQUEZ.

COSTA RICA :

Ricardo CASTRO BEECHE.
J. Rafael OREAMUNO.
Arturo TINOCO.

CHILE :

Alejandro LIRA.
Alejandro ALVAREZ.
Cárlos SILVA VILDÓSOLA.
Manuel BIANCHI.

BRAZIL :

Raúl FERNANDES.
Lindolfo COLLOR.
Alarico DA SILVEIRA.
Sampaio CORREA.
Eduardo ESPÍNOLA.

ARGENTINA :

Honorio PUEYRREDÓN.
(Later resigned.)
Laurentino OLASCOAGA.
Felipe A. ESPIL.

PARAGUAY :

Lisandro DÍAZ LEÓN.

HAITI :

Fernando DENNIS.
Charles RIBOUL.

DOMINICAN REPUBLIC :

Francisco J. PEYNADO.
Gustavo A. DÍAZ.
Eliás BRACHE.
Angel MORALES.
Tulio M. CESTEROS.
Ricardo PÉREZ ALFONSECA.
Jacinto R. DE CASTRO.
Federico C. ALVAREZ.

UNITED STATES OF AMERICA :

Charles Evans HUGHES.
Noble Brandon JUDAH.
Henry P. FLETCHER.
Oscar W. UNDERWOOD.
Dwight W. MORROW.
Morgan J. O'BRIEN.
James Brown SCOTT.
Ray Lyman WILBUR.
Leo S. ROWE.

CUBA :

Antonio S. DE BUSTAMANTE.
Orestes FERRARA.
Enrique HERNÁNDEZ CARTAYA.
José Manuel CORTINA.
Aristides AGÜERO.
José B. ALEMÁN.
Manuel MÁRQUEZ STERLING.
Fernando ORTÍZ.
Néstor CARBONELL.
Jesús María BARRAQUÉ.

Quienes, después de haber depositado sus Plenos Poderes, hallados en buena y debida forma, han acordado las siguientes disposiciones :

SECCIÓN I.

DEL NOMBRAMIENTO Y ATRIBUCIONES.

Artículo 1º.

Los Estados pueden nombrar en el territorio de los otros, con el consentimiento expreso o tácito de éstos, Cónsules que representen y defiendan allí sus intereses comerciales e industriales, y presten a sus nacionales la asistencia y protección de que carezcan.

Artículo 2º.

La forma y requisito para nombrarlos y las clases y la categoría de los Cónsules serán regulados por el derecho interno del respectivo Estado.

Artículo 3º.

Sin el consentimiento del Estado donde ha de servir no puede ser reconocido como Cónsul uno de sus nacionales. La concesión del exequátur suple la autorización.

Artículo 4º.

Nombrado el Cónsul, el Estado le remitirá al otro, por la vía diplomática, la respectiva Patente, que contendrá el nombre, categoría y atribuciones del nombrado.

Tratándose de un Vicecónsul o Agente Comercial nombrado por el respectivo Cónsul en los casos autorizados por su ley, la Patente será expedida y comunicada a éste.

Artículo 5º.

Los Estados pueden rechazar los Cónsules nombrados para su territorio, o subordinar el ejercicio de las funciones consulares a ciertas obligaciones especiales.

Artículo 6º.

El Cónsul no puede ser reconocido como tal, sino después de haber presentado su Patente y obtenido el exequátur del Estado en cuyo territorio va a servir.

Un reconocimiento provisional podrá ser concedido, a petición de la Legación del Cónsul, hasta que el exequátur sea otorgado en debida forma.

Están igualmente sujetos a esta formalidad los funcionarios nombrados en los términos del artículo 4º, y compete en tal caso al respectivo Cónsul solicitar el exequátur.

Who, after having deposited their full powers, found to be in good and due form, have agreed to the following provisions :

SECTION I.

APPOINTMENTS AND FUNCTIONS.

Article 1.

States may appoint in the territory of others, with the express or tacit consent of the latter, consuls who shall there represent and defend their commercial and industrial interests and render to their nationals such assistance and protection as they may need.

Article 2.

The form and requirements for appointment, the classes and the rank of the consuls, shall be regulated by the domestic laws of the respective State.

Article 3.

Unless consented to by the State where he is to serve, one of its nationals may not act as consul. The granting of an exequatur implies such consent.

Article 4.

The consul having been appointed, the State shall forward through diplomatic channels to the other State the respective commission, which shall contain the name, category and authority of the appointee.

As to a vice-consul or commercial agent appointed by the respective consul, where there is authorization by law, the commission shall be issued and communicated to the latter.

Article 5.

States may refuse to accept consuls appointed in their territory or subject the exercise of consular functions to certain special obligations.

Article 6.

The consul can be recognized as such only after having presented his commission and obtained the exequatur of the State in whose territory he is to serve. Provisional recognition can be granted upon the request of the legation of the consul pending the delivery in due form of the exequatur.

Officials appointed under the terms of Article 4 are likewise subject to this formality and in such case it rests with the respective consul to request the exequatur.

Artículo 7º.

Obtenido el exequátur, éste será presentado a las autoridades del distrito consular, que protegerán al Cónsul en el ejercicio de sus funciones y le garantizarán las inmunidades a que tuviere derecho.

Artículo 8º.

El Gobierno territorial, puede en cualquier momento retirar el exequátur al Cónsul; pero, salvo el caso de urgencia, no recurrirá a este medio sin antes intentar obtener del gobierno del Cónsul su revocación.

Artículo 9º.

En caso de muerte, incapacidad o ausencia de los Agentes Consulares, cualquiera de los empleados auxiliares cuyo carácter oficial se haya hecho conocer previamente al Ministerio de Relaciones Exteriores o Secretaría de Estado, podrá desempeñar provisionalmente las funciones consulares, y mientras así lo haga disfrutará de todos los derechos y prerrogativas correspondientes al propietario.

Artículo 10º.

Los Cónsules ejercerán las atribuciones que les confiera la ley de su Estado, sin perjuicio de la legislación del Estado donde desempeñen su cargo.

Artículo 11º.

Los Cónsules se entenderán oficialmente con las autoridades de su distrito en el ejercicio de sus atribuciones. Si sus gestiones no fueren atendidas, podrá, por medio del funcionario diplomático de su nación, continuar sus gestiones ante el Gobierno del Estado, no debiendo comunicarse directamente con éste sino en ausencia o falta del funcionario diplomático.

Artículo 12º.

A falta de funcionario diplomático del Estado del Cónsul, éste podrá realizar los actos diplomáticos que, en tales casos, permite el Gobierno en que esté situado el Consulado.

Artículo 13º.

Una misma persona podrá, en el caso que se le acredite debidamente para ese efecto, reunir la representación diplomática y la función consular, siempre que el Estado ante el cual se acredite, lo consienta.

Article 7.

The exequatur having been obtained, it shall be presented to the authorities of the consular district, who shall protect the consul in the exercise of his functions and guarantee to him the immunities to which he is entitled.

Article 8.

The territorial Government may at any time withdraw the consul's exequatur, but, except in urgent cases, it shall not have recourse to this measure without previously attempting to obtain from the consul's Government his recall.

Article 9.

In case of the death, disability or absence of consular agents, any of the assistant employees whose official position has been previously made known to the Ministry of Foreign Affairs or the Department of State may temporarily assume the consular functions ; while thus engaged he shall enjoy all the rights and prerogatives corresponding to the permanent official.

Article 10.

Consuls shall exercise the functions that the law of their State confers upon them, without prejudice to the legislation of the country where they are serving.

Article 11.

In the exercise of their functions, consuls shall deal directly with the authorities of their district. Should their representations not be heeded, they may then pursue them before the Government of the State through the intermediary of their diplomatic representative, but should not communicate directly with the Government except in the absence or non-existence of a diplomatic representative.

Article 12.

In case of the absence of a diplomatic representative of the consul's State, the consul may undertake such diplomatic actions as the Government of the State in which he functions may permit in such cases.

Article 13.

A person duly accredited for the purpose may combine diplomatic representation and the consular function, provided the State before which he is accredited consents to it.

SECCIÓN II.

DE LAS PRERROGATIVAS DE LOS CÓNSULES.

Artículo 14º.

A falta de Convenio especial entre dos naciones, los Agentes Consulares nacionales del Estado que los nombra, no podrán ser detenidos ni procesados sino, en los casos que se les acuse de la comisión de un hecho calificado por la legislación local de delito.

Artículo 15º.

En las causas criminales podrá pedirse por la acusación o la defensa la asistencia a juicio, como testigos, de los Agentes Consulares. Esta petición se hará con toda la consideración posible a la dignidad consular y a los deberes del cargo, y será cumplida por parte del funcionario consular.

En los asuntos civiles los Agentes Consulares estarán sujetos a la jurisdicción de los tribunales, con la limitación, eso no obstante, de que cuando el Cónsul sea nacional de su Estado y no esté dedicado a negocio privado alguno con fines de lucro, su declaración le será tomada verbalmente o por escrito en su residencia u oficina y con la debida consideración.

El Cónsul, sin embargo, podrá voluntariamente declarar como testigo cuando no le ocasione serios trastornos en el desempeño de sus deberes oficiales.

Artículo 16º.

Los Cónsules no están sujetos a la jurisdicción local por los actos ejecutados con carácter oficial en los límites de su competencia. En el caso de que un particular se considere perjudicado por la acción del Cónsul, presentará su reclamación ante el gobierno, el cual, si lo considera procedente, la hará valer por la vía diplomática.

Artículo 17º.

En cuanto a los actos no oficiales, los Cónsules están sujetos, tanto en materia civil como en materia criminal, a la jurisdicción del Estado en que ejercen sus funciones.

Artículo 18º.

La residencia oficial de los Cónsules y los lugares ocupados por las oficinas y archivos consulares, son inviolables, y en ningún caso podrán las autoridades locales entrar en ellas sin permiso de los Agentes Consulares, ni examinar ni apoderarse, bajo pretexto alguno, de los documentos u objetos que se encuentren en una oficina consular. Tampoco se requerirá a ningún funcionario consular para que presente los archivos oficiales ante los tribunales o que declare respecto de su contenido.

Cuando los Agentes Consulares estén dedicados a algún negocio en el territorio del Estado donde ejercen sus funciones, el archivo del consulado y los documentos relativos al mismo, se conservarán en un local completamente separado de aquel en que guarde sus papeles privados o de negocios.

Artículo 19º.

Los Cónsules están obligados a entregar, a simple requerimiento de las autoridades locales, los acusados o condenados por delito que se refugien en el consulado.

SECTION II.

PREROGATIVES OF CONSULS.

Article 14.

In the absence of a special agreement between two nations, the consular agents who are nationals of the State appointing them shall neither be arrested nor prosecuted except in the cases when they are accused of committing an act classed as a crime by local legislation.

Article 15.

In criminal cases, the prosecution or the defense may request attendance of consular agents at the trial as witnesses. This request must be made with all possible consideration to consular dignity and to the duties of the consular office and shall be complied with by the consular official.

Consular agents shall be subject to the jurisdiction of the courts in civil cases, although with the limitation that when the consul is a national of his State and is not engaged in any private business with purposes of gain, his testimony shall be taken either verbally or in writing, at his residence or office, with all the consideration to which he is entitled.

The consul may, nevertheless, of his own free will appear as a witness when such appearance does not seriously hinder the discharge of his official duties.

Article 16.

Consuls are not subject to local jurisdiction for acts done in their official character and within the scope of their authority. In case a private individual deems himself injured by the consul's action, he must submit his complaint to the Government, which, if it considers the claim to be relevant, shall make it valid through diplomatic channels.

Article 17.

In respect to unofficial acts, consuls are subject, in civil as well as in criminal matters, to the jurisdiction of the State where they exercise their functions.

Article 18.

The official residence of the consuls and places used for the consulate's offices and archives are inviolable and in no case may the local authorities enter them without the permission of the consular agents; neither shall they examine nor seize, under any pretext whatsoever, documents or other objects found in a consular office. No consular officer shall be required to present his official files before the courts or to make declaration with respect to their contents.

When consular agents are engaged in business within the territory of the State where they are exercising their duties, the files and documents of the consulate shall be kept in a place entirely separate from the one where private or business papers are kept.

Article 19.

Consuls are obliged to deliver, upon the simple request of the local authorities, persons accused or condemned for crimes who may have sought refuge in the consulate.

Artículo 20º.

Tanto los Agentes Consulares como los empleados de un consulado, nacionales del Estado que los nombre, que no se dediquen a negocios con fines de lucro en el Estado en que desempeñan su función, estarán exentos de toda tributación nacional, del Estado, la provincia o el municipio, impuesta a su persona o bienes, excepto la que grave la posesión o propiedad de bienes inmuebles situados en el Estado en que ejerza sus funciones o los productos de los mismos. Los Agentes Consulares y empleados nacionales del Estado que representan, están exentos de impuestos sobre los sueldos, honorarios o jornales recibidos por ellos en retribución de sus servicios consulares.

Artículo 21º.

El empleado que sustituya al Agente Consular en su ausencia o por otro motivo disfrutará, durante su interinatura, de las mismas inmunidades y prerogativas.

Artículo 22º.

Los Cónsules que se dedicasen al comercio o ejercieren otras funciones distintas de las que corresponden a sus deberes consulares, están sujetos a la jurisdicción local en todas sus actividades que no se refieran al servicio consular.

SECCIÓN III.

DE LA SUSPENSIÓN Y FIN DE LAS FUNCIONES CONSULARES.

Artículo 23º.

Los Agentes Consulares suspenden sus funciones por enfermedad o licencia, y cesan :

- a) por su fallecimiento ;
- b) por su jubilación, retiro o dimisión, y
- c) por la cancelación del exequátur.

Artículo 24º.

La presente Convención no afecta los compromisos adquiridos anteriormente por las Partes Contratantes en virtud de acuerdo internacional.

Artículo 25º.

La presente Convención, después de firmada, será sometida a las ratificaciones de los Estados signatarios. El Gobierno de Cuba queda encargado de enviar copias certificadas auténticas a los Gobiernos para el referido fin de la ratificación. El instrumento de ratificación será depositado en los archivos de la Unión Panamericana en Washington, quien notificará ese depósito a los Gobiernos signatarios ; tal notificación valdrá como canje de ratificaciones. Esta Convención quedará abierta a la adhesión de los Estados no signatarios.

Article 20.

Consular agents, as well as the employees of the consulate who are nationals of the State appointing them, not engaged in business with purposes of gain, in the State where they perform their functions, shall be exempt from all national, State, provincial or municipal taxes levied upon their person or property, except such taxes as may apply to the possession or ownership of real estate located in the State where discharging their duties or to the proceeds of the same. Consular agents and employees who are nationals of the State they represent are exempt from taxes on the salaries, honorariums or wages which they receive in return for their consular services.

Article 21.

The employee who substitutes for the consular agent in his absence, or for another cause, shall enjoy during his temporary term of office the same immunities and prerogatives as the latter.

Article 22.

Consuls engaged in business or exercising other functions apart from those pertaining to the consular duties are subject to local jurisdiction in all their activities not pertaining to the consular service.

SECTION III.

SUSPENSION AND TERMINATION OF CONSULAR FUNCTIONS.

Article 23.

Consular agents suspend their functions because of illness or leave of absence, and terminate their office :

- (a) By death ;
- (b) By retirement, resignation or dismissal ; and
- (c) By the cancellation of the exequatur.

Article 24.

The present Convention does not affect obligations previously undertaken by the Contracting Parties through international agreements.

Article 25.

After being signed, the present Convention shall be submitted to the ratification of the signatory States. The Government of Cuba is charged with transmitting authentic certified copies to the Governments for the aforementioned purpose of ratification. The instrument of ratification shall be deposited in the archives of the Pan-American Union in Washington, the Union to notify the signatory Governments of said deposit. Such notification shall be considered as an exchange of ratifications. This Convention shall remain open to the adherence of non-signatory States.

En fe de lo cual los plenipotenciarios expresados firman la presente Convención en español, inglés, francés y portugués, en la ciudad de la Habana, el día 20 de febrero de 1928.

In witness whereof, the aforementioned Plenipotentiaries sign the present Convention in Spanish, English, French and Portuguese, in the city of Habana, the 20th day of February, 1928.

Perú :

Jesús M. SALAZAR.
Víctor M. MAÚRTUA.
Luis Ernesto DENEGRI.
E. CASTRO OYANGUREN.

Peru : *México :*

Julio GARCÍA.
Fernando GONZÁLEZ ROA.
Salvador URBINA.
Aquiles ELORDUY.

Mexico :

Uruguay :

VARELA.
Pedro Erasmo CALLORDA.

Uruguay : *El Salvador :*

J. Gustavo GUERRERO.
Héctor David CASTRO.
Ed. ALVAREZ.

Salvador :

Panamá :

R. J. ALFARO.
Eduardo CHIARI.

Panama : *Nicaragua :*

Cárlos CUADRA PAZOS.
Máximo H. ZEPEDA.
Joaquín GÓMEZ.

Nicaragua :

Ecuador :

Gonzalo ZALDUMBIDE.
Víctor ZEVALLOS.
C. E. ALFARO.

Ecuador :

Bolivia :

José ANTEZANA.
A. COSTA DU R.

Bolivia :

Venezuela :

En nombre del Gobierno que represento, formulo una reserva respecto a la coincidencia de funciones diplomáticas y consulares en una misma persona, porque es contraria completamente a nuestra tradición, mantenida desde su establecimiento hasta la fecha en forma que no admite transformación alguna.

Venezuela :

On behalf of the Government that I represent, I make a reservation with respect to the coincidence of diplomatic and consular functions in the same person, because it is totally opposed to our tradition, maintained since it was established until the present time, in a way that admits of no change.

Santiago KEY AYALA.

Francisco G. YANES.

Rafael Angel ARRAIZ.

<i>Colombia :</i>	<i>Colombia :</i>	<i>Paraguay :</i>	<i>Paraguay :</i>
Enrique OLAYA HERRERA.		Lisandro DÍAZ LEÓN.	
R. GUTIÉRREZ LEE.		Juan Vicente RAMIREZ.	
J. M. YEPES.			
		<i>Haiti :</i>	<i>Haiti :</i>
<i>Honduras :</i>	<i>Honduras :</i>	Fernando DENNIS.	
F. DÁVILA.		<i>República Dominicana : Dominican Republic :</i>	
Mariano VÁZQUEZ.		Fraço, J. PEYNADO.	
		Tulio M. CESTEROS.	
<i>Costa-Rica :</i>	<i>Costa Rica :</i>	Jacinto R. DE CASTRO.	
Ricardo CASTRO BEECHE.		Elías BRACHE.	
J. Rafael OREAMUNO.		R. PÉREZ ALFONSECA.	
A. Tinoco JIMÉNEZ.		<i>Estados Unidos de América :</i>	<i>United States of America :</i>
		Charles Evans HUGHES.	
<i>Chile :</i>	<i>Chile :</i>	Noble Brandon JUDAH.	
Alejandro LIRA.		Henry P. FLETCHER.	
Alejandro ALVAREZ.		Oscar W. UNDERWOOD.	
C. SILVA VILDÓSOLA.		Morgan J. O'BRIEN.	
Manuel BIANCHI.		James Brown SCOTT.	
		Ray Lyman WILBUR.	
<i>Brasil :</i>	<i>Brazil :</i>	Leo S. ROWE.	
Raúl FERNANDES.		<i>Cuba :</i>	<i>Cuba :</i>
Lindolfo COLLOR.		Antonio S. DE BUSTAMANTE.	
		Orestes FERRARA.	
<i>Argentina :</i>	<i>Argentina :</i>	E. HERNÁNDEZ CARTAYA.	
Laurentino OLASCOAGA.		Arístides DE AGÜERO BETHENCOURT.	
Felipe A. ESPIL.		M. MÁRQUEZ STERLING.	
Cárlos Alberto ALCORTA.		Néstor CARBONELL.	

N° 3582. — CONVENTION RELATIVE AUX AGENTS CONSULAIRES, ADOPTÉE PAR LA SIXIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE AMÉRICAINE. SIGNÉE A LA HAVANE, LE 20 FÉVRIER 1928.

LES GOUVERNEMENTS DES RÉPUBLIQUES représentées à la Sixième Conférence internationale américaine, tenue à La Havane, République de Cuba, l'an mil neuf cent vingt-huit, désireux de définir les devoirs, les droits, les prérogatives et les immunités des agents consulaires, d'accord avec les pratiques et les conventions sur la question, ont décidé de tenir une convention à cet effet et ont nommé comme plénipotentiaires les personnes suivantes :

PÉROU :

Jesús Melquiades SALAZAR.
Victor MAÚRTUA.
Enrique CASTRO OYANGUREN.
Luis Ernesto DENEGRI.

URUGUAY :

Jacobo VARELA ACEVEDO.
Juan José AMÉZAGA.
Leonel AGUIRRE.
Pedro Erasmo CALLORDA.

PANAMA :

Ricardo J. ALFARO.
Eduardo CHIARI.

EQUATEUR :

Gonzalo ZALDUMBIDE.
Victor ZEVALLOS.
Colón Eloy ALFARO.

MEXIQUE :

Julio GARCÍA.
Fernando GONZÁLEZ ROA.
Salvador URBINA.
Aquilés ELORDUY.

SALVADOR :

Gustavo GUERRERO.
Héctor David CASTRO.
Eduardo ALVAREZ.

GUATÉMALA :

Cárlos SALAZAR.
Bernardo ALVARADO TELLO.
Luis BELTRANENA.
José AZURDIA.

NICARAGUA :

Cárlos CUADRA PAZOS.
Joaquín GÓMEZ.
Máximo H. ZEPEDA.

BOLIVIE :

José ANTEZANA.
Adolfo COSTA DU RELS.

VENEZUELA :

Santiago KEY AYALA.
Francisco Gerardo YANES.
Rafael Angel ARRAIZ.

COLOMBIE :

Enrique OLAYA HERRERA.
Jesús M. YEPES.
Roberto URDANETA ARBELÁEZ.
Ricardo GUTIÉRREZ LEE.

HONDURAS :

Fausto DÁVILA.
Mariano VÁZQUEZ.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

Nº 3582. — CONVENÇÃO RELATIVA AOS AGENTES CONSULARES, ADOTÁDA PELA SEXTA CONFERENCIA INTERNACIONAL AMERICANA. ASSINADA NA HAVANA, EM 20 DE FEVEREIRO DE 1928.

Os GOVERNOS DAS REPUBLICAS representadas na Sexta Conferencia Internacional Americana celebrada na Havana, Republica de Cuba, no anno de mil novecentos e vinte e oito, desejosos de definir os deveres, direitos e prerogativas e imunidades dos Agentes Consulares, de accordo com as practicas e Convenios sobre o assumpto.

Resolveram celebrar uma Convenção para este fim, e nomearam como Plenipotenciarios aos Srs. seguintes :

Do PERU :

Jesús Melquiades SALAZAR.
Victor MAÚRTUA.
Enrique CASTRO OYANGUREN.
Luis Ernesto DENEGRI.

Do URUGUAY :

Jacobo VARELA ACEVEDO.
Juan José AMÉZAGA.
Leonel AGUIRRE.
Pedro Erasmo CALLORDA.

Do PANAMÁ :

Ricardo J. ALFARO.
Eduardo CHIARI.

Do EQUADOR :

Gonzalo ZALDUMBIDE.
Victor ZEVALLOS.
Colón Eloy ALFARO.

Do MEXICO :

Julio GARCÍA.
Fernando GONZÁLEZ ROA.
Salvador URBINA.
Aquilés ELORDUY.

Do SALVADOR :

Gustavo GUERRERO.
Héctor David CASTRO.
Eduardo ALVAREZ.

Do GUATEMALA :

Cárlos SALAZAR.
Bernardo ALVARADO TELLO.
Luis BELTRANENA.
José AZURDIA.

DE NICARAGUA :

Cárlos CUADRA PAZOS.
Joaquín GÓMEZ.
Máximo H. ZEPEDA.

DE BOLIVIA :

José ANTEZANA.
Adolfo COSTA DU RELS.

DE VENEZUELA :

Santiago KEY AYALA.
Francisco Gerardo YANES.
Rafael Angel ARRAIZ.

DE COLOMBIA :

Enrique OLAYA HERRERA.
Jesús M. YEPES.
Roberto URDANETA ARBELÁEZ.
Ricardo GUTIÉRREZ LEE.

DE HONDURAS :

Fausto DÁVILA.
Mariano VÁZQUEZ.

COSTA-RICA :

Ricardo CASTRO BEECHE.
J. Rafael OREAMUNO.
Arturo TINOCO.

CHILI :

Alejandro LIRA.
Alejandro ALVAREZ.
Carlos SILVA VILDÓSOLA.
Manuel BIANCHI.

BRÉSIL :

Raúl FERNANDES.
Lindolfo COLLOR.
Alarico DA SILVEIRA.
Sampaio CORREA.
Eduardo ESPÍNOLA.

ARGENTINE :

Honorio PUEYRREDÓN.
(A renoncé depuis.)
Laurentino OLASCOAGA.
Felipe A. ESPIL.

PARAGUAY :

Lisandro DÍAZ LEÓN.

HAÏTI :

Fernando DENNIS.
Charles RIBOUL.

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE :

Francisco J. PEYNADO.
Gustavo A. DÍAZ.
Elías BRACHE.
Angel MORALES.
Tulio M. CESTEROS.
Ricardo PÉREZ ALFONSECA.
Jacinto R. DE CASTRO.
Federico C. ALVAREZ.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

Charles Evans HUGHES.
Noble Brandon JUDAH.
Henry P. FLETCHER.
Oscar W. UNDERWOOD.
Dwight W. MORROW.
Morgan J. O'BRIEN.
James Brown SCOTT.
Ray Lyman WILBUR.
Leo S. ROWE.

CUBA :

Antonio S. DE BUSTAMANTE.
Orestes FERRARA.
Enrique HERNÁNDEZ CARTAYA.
José Manuel CORTINA.
Aristides AGÜERO.
José B. ALEMÁN.
Manuel MÁRQUEZ STERLING.
Fernando ORTÍZ.
Néstor CARBONELL.
Jesús María BARRAQUÉ.

Lesquels après avoir déposé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté les dispositions suivantes :

SECTION I

DE LA NOMINATION ET DES ATTRIBUTIONS.

Article premier.

Les Etats peuvent nommer dans le territoire des autres, avec leur consentement exprimé ou tacite, des consuls, qui y représentent et défendent les intérêts commerciaux et industriels et prêtent à leurs nationaux l'aide et la protection dont ils auraient besoin.

Article 2.

La forme et les qualifications pour les nommer et la classe et la catégorie des consuls seront réglées par le droit interne de l'Etat respectif.

DE COSTA RICA :

Ricardo CASTRO BEECHE.
J. Rafael OREAMUNO.
Arturo TINOCO.

DO CHILE :

Alejandro LIRA.
Alejandro ALVAREZ.
Cárlos SILVA VILDÓSOLA.
Manuel BIANCHI.

DO BRASIL :

Raúl FERNANDES.
Lindolfo COLLOR.
Alarico DA SILVEIRA.
Sampaio CORREA.
Eduardo ESPÍNOLA.

DE ARGENTINA :

Honorio PUEYRRREDÓN.
(Renunciou posteriormente.)
Laurentino OLASCOAGA.
Felipe A. ESPIL.

DO PARAGUAY :

Lisandro DÍAZ LEÓN.

DO HAITÍ :

Fernando DENNIS.
Charles RIBOUL.

DA REPUBLICA DOMINICANA :

Francisco J. PEYNADO.
Gustavo A. DÍAZ.
Elías BRACHE.
Angel MORALES.
Tulio M. CESTEROS.
Ricardo PÉREZ ALFONSECA.
Jacinto R. DE CASTRO.
Federico C. ALVAREZ.

DO ESTADOS UNIDOS DE AMERICA :

Charles Evans HUGHES.
Noble Brandon JUDAH.
Henry P. FLETCHER.
Oscar W. UNDERWOOD.
Dwight W. MORROW.
Morgan J. O'BRIEN.
James Brown SCOTT.
Ray Lyman WILBUR.
Leo S. ROWE.

DE CUBA :

Antonio S. DE BUSTAMANTE.
Orestes FERRARA.
Enrique HERNÁNDEZ CARTAYA.
José Manuel CORTINA.
Aristides AGÜERO.
Joé B. ALEMÁN.
Manuel MÁRQUEZ STERLING.
Fernando ORTÍZ.
Néstor CARBONELL.
Jesús María BARRAQUÉ.

Os quaes depois de terem depositado os seus Plenos Poderes, encontrados em boa e devida forma, accordaram as seguintes disposições :

SECÇÃO I.

NOMEAÇÃO E ATRIBUIÇÕES.

Artigo 1º.

Os Estados podem nomear no territorio dos outros, com o expresso e tacito consentimento destes, Consules que representem e defendam ahi os seus interesses commerciaes e industriaes, e prestem aos seus nacionaes a assistencia e protecção de que careçam.

Artigo 2º.

A forma e requisito para serem nomeados e as classes e categorias dos Consules serão reguladas pelo direito interno do respectivo Estado.

Article 3.

Sans le consentement de l'Etat où il doit servir, un de ses nationaux ne peut être reconnu comme consul. La remise de l'exéquatur supplée à l'autorisation.

Article 4.

Le consul ayant été nommé, l'Etat remettra à l'autre par la voie diplomatique, la patente correspondante qui contiendra le nom, la catégorie et les attributions du nommé.

Lorsqu'il s'agira d'un vice-consul ou d'un agent commercial nommé par le consul respectif, dans les cas autorisés par sa loi, la patente lui sera expédiée et communiquée.

Article 5.

Les Etats peuvent refuser les consuls nommés pour leur territoire, ou subordonner l'exercice des fonctions consulaires à certaines obligations spéciales.

Article 6.

Le consul ne peut être reconnu comme tel qu'après avoir présenté sa patente et obtenu l'exéquatur de l'Etat sur le territoire duquel il va servir.

Une reconnaissance provisoire pourra être consentie sur la demande de la légation du consul jusqu'à ce que l'exéquatur soit octroyé dans la forme due.

Sont également assujettis à cette formalité les fonctionnaires nommés aux termes de l'article 4 et il revient en ce cas au consul respectif de solliciter l'exéquatur.

Article 7.

L'exéquatur une fois obtenu, il sera présenté aux autorités du district consulaire qui protégeront le consul dans l'exercice de ses fonctions et lui garantiront les immunités auxquelles il a droit.

Article 8.

Le gouvernement territorial peut à chaque moment retirer l'exéquatur au consul ; mais sauf les cas d'urgence, il n'aura recours à cette mesure qu'après avoir essayé d'obtenir du gouvernement du consul, le rappel de celui-ci.

Article 9.

En cas de décès, d'incapacité ou d'absence des agents consulaires, un des employés auxiliaires, dont le caractère officiel se sera fait connaître au préalable au Ministère des Relations extérieures ou Secrétariat d'Etat pourra remplir provisoirement les fonctions consulaires, et tandis qu'il agira ainsi, il jouira de tous les droits et de toutes les prérogatives correspondant au propriétaire.

Article 10.

Les consuls exerceront les attributions que leur confiera la loi de leur Etat sans préjudice de la législation de l'Etat où ils occupent leur poste.

Article 11.

Les consuls s'entendront officiellement avec les autorités de leur district dans l'exercice de leurs attributions.

Si leurs gestions n'avaient pas été prises en considération, ils pourront, par l'entremise du fonctionnaire diplomatique de leur nation, continuer leurs démarches auprès du gouvernement de l'Etat, mais ils ne devront communiquer directement avec celui-ci qu'en l'absence ou par manque du fonctionnaire diplomatique.

Artigo 3º.

Sem o consentimento do Estado onde deve de servir não pode ser reconhecido como Consul um dos seus nacionaes. A concessão do exequatur suppre a autorisação.

Artigo 4º.

Nomeado o Consul, o Estado remetterá ao outro, pela via diplomatica, a respectiva Patente, na qual constará o nome, categoria e attribuições do nomeado.

Tratando-se de um Vice-Consul ou Agente Commercial nomeado pelo respectivo Consul nos casos autorisados pela respectiva lei, a Patente será expedida e communicada a este.

Artigo 5º.

Os Estados podem não acceitar os Consules nomeados para o seu territorio, ou subordinar o exercicio das funções Consulares a obrigações especiaes.

Artigo 6º.

O Consul não pode ser reconhecido como tal, senão depois de ter apresentado a sua Patente e obtido o exequatur do Estado em cujo territorio vae a servir.

O reconhecimento provisorio poderá ser concedido a petição da Legação do Consul, até que seja concedido o exequatur na devida forma.

Estão egualmente sujeitos a esta formalidade os funcionarios nomeados nos termos de artigo 4º e compete em tal caso ao respectivo Consul solicitar o exequatur.

Artigo 7º.

Obtido o exequatur, este será apresentado ás autoridades do districto consular, que protejerão o Consul no exercicio das suas funções e lhe garantirão as immunities a que tiver direito.

Artigo 8º.

O Governo territorial pode em qualquer momento retirar o exequatur ao Consul ; mas, salvo caso de urgencia, não recorrerá a este meio sem antes intentar junto do Governo do Consul a sua anulação.

Artigo 9º.

No caso de morte, incapacidade ou ausencia dos Agentes Consulares, qualquer dos empregados auxiliares cujo carácter official se tenha feito conhecer com anterioridade ao Ministro de Relações Exteriores ou á Secretaria de Estado, poderá desempenhar provisoriamente as funções consulares, e enquanto as desempenhe disfructará de todos os direitos e prérogativas correspondentes ao proprietario.

Artigo 10º.

Os Consules exercerão as attribuições que lhes confira a lei do seu Estado, sem deterimento da legislação do Estado aonde desempenhem a sua missão.

Artigo 11º.

Os Consules entender-se-ão officialmente com as autoridades do seu districto no exercicio das suas attribuições. Se as suas solicitações não forem attendidas, poderá, por meio do funcionario diplomatico da sua nação continuar as suas solicitações perante o Governo do Estado, não devendo communicar-se directamente com este a não ser na ausencia do funcionario diplomatico.

Article 12.

Par manque d'un fonctionnaire diplomatique de l'Etat du consul, celui-ci pourra exécuter les actes diplomatiques que le gouvernement de l'Etat dans lequel le consulat est situé, autorise dans de pareils cas.

Article 13.

Une même personne pourra, dans le cas où elle est dûment accréditée à cet effet, réunir la représentation diplomatique et la fonction consulaire pourvu que l'Etat auprès duquel elle est accréditée y consente.

SECTION II

DES PRÉROGATIVES DES CONSULS.

Article 14.

Par manque de convention spéciale entre deux nations, les agents consulaires nationaux de l'Etat qui les nomme, ne pourront être arrêtés ni poursuivis sauf dans les cas où ils sont accusés d'avoir commis un acte qualifié délit par la législation locale.

Article 15.

Dans les causes criminelles l'accusation ou la défense pourront demander la présence en justice comme témoins des agents consulaires. Cette demande se fera avec tous les égards possibles pour la dignité consulaire et pour les devoirs de la charge et sera remplie par le fonctionnaire consulaire.

Dans les causes civiles les agents consulaires seront assujettis à la juridiction des tribunaux avec la restriction, nonobstant ceci, que lorsque le consul est de la nationalité de son pays et n'est pas adonné à aucun commerce privé avec des buts de profits, ses déclarations seront prises verbalement ou par écrit dans sa résidence ou à son bureau avec les égards dus.

Le consul toutefois, pourra se présenter volontairement comme témoin, lorsque de sérieux dérangements ne lui seront pas occasionnés dans l'exécution de ses devoirs officiels.

Article 16.

Les consuls ne sont pas assujettis à la juridiction locale pour les actes exécutés en leur caractère officiel dans les limites de leur compétence.

Dans le cas où un particulier se considère préjudicié par l'action du consul, il présentera sa réclamation au gouvernement, qui, s'il le juge convenable, la fera valoir par la voie diplomatique.

Article 17.

Quant aux actes non officiels, les consuls sont assujettis tant en matière civile qu'en matière criminelle à la juridiction de l'Etat dans lequel ils exercent leurs fonctions.

Article 18.

La résidence officielle des consuls et les lieux occupés par les bureaux et les archives consulaires, sont inviolables et les autorités locales ne pourront en aucune façon y entrer sans la permission des agents consulaires, ni examiner, ni s'emparer sous aucun prétexte des documents et objets qui se trouvent dans un bureau consulaire.

De même on ne pourra requérir aucun fonctionnaire consulaire de présenter les archives officielles aux tribunaux ni de faire de déclaration au sujet de leur contenu.

Lorsque les agents consulaires se livrent à un commerce quelconque sur le territoire de l'Etat où ils exercent leurs fonctions, les archives du consulat et les documents relatifs à celui-ci, seront déposés dans un local complètement séparé de celui dans lequel ils gardent leurs papiers privés ou de commerce.

Artigo 12º.

Na falta do funcionario diplomatico do Estado do Consul, este poderá realizar os actos diplomaticos que, em taes casos, permite o Governo em que está situado o Consulado.

Artigo 13º.

Uma mesma pessoa poderá, no caso que seja acreditado devidamente para esse effeito, reunir a representação diplomatica e a função Consular, sempre que o Estado ante o qual se acredite, lh'ó consinta.

SECÇÃO II.

DAS PREROGATIVAS DOS CONSULES.

Artigo 14º.

Na falta de Convenio especial entre duas nações, os Agentes Consulares nacionaes do Estado que os nomeia não poderão ser detidos nem processados senão nos casos em que sejam acusados de ter cometido um acto qualificado pela legislação local de delicto.

Artigo 15º.

Nas causas criminaes poderá pedir-se pela accusação ou pela defeza a assistencia no juizo, como testemunhas, dos Agentes Consulares. Este pedido se fará com toda a consideração possivel á dignidade consular e aos deveres do cargo, e será cumprida por parte do funcionario consular.

Nos assumptos civis os Agentes Consulares estarão sujeitos á jurisdicção dos tribunaes, com o limite, não obstante isso, de que quando o Consul seja nacional do seu Estado e não esteja dedicado a algum negocio privado com fins de lucro, a sua declaração será tomada verbalmente ou por escrito na sua residencia ou officina e com a devida consideração.

O Consul, contudo, poderá declarar voluntariamente como testemunha quando isso não lhe occasione prejuizos no desempenho dos seus deveres officiaes.

Artigo 16º.

Os Consules não estão sujeitos á jurisdicção local pelos actos executados com caracter official nos limites da sua comptencia. No caso de que um particular se considere prejudicado pela acção do Consul, apresentará a sua reclamação perante o Governo, o qual, se a considera procedente, a fará valer pela via diplomatica.

Artigo 17º.

Emquanto aos actos não officiaes, os Consules estão sujeitos, tanto em materia civil como na criminal, á jurisdicção do Estado onde exercem as suas funções.

Artigo 18º.

A residencia official dos Consules e os locaes occupados pelos escriptorios e archivos consulares, são inviolaveis, e em caso algum poderão as autoridades locaes entrar nelles sem a autorisação dos Egentes Consulares, nem examinar ou apoderar-se sobpretexto algum, dos documentos ou objectos que se encontrem em uma officina consular. Tão pouco se poderá exigir aos funcionarios consulares para que mostrem os archivos officiaes perante os tribunaes ou que declare o que nos mesmos conste.

Quando os Agentes Consulares estejam dedicados a algum negocio no territorio do Estado onde exerçam as suas funções, o archivo do Consulado e documentos referentes ao mesmo conservar-se-ão em um logar completamente separado daquelle em que se guardem os documentos privados de negocio.

Article 19.

Les consuls seront obligés de remettre, sur simple réquisition des autorités locales, les accusés ou les condamnés pour délits qui se réfugieraient dans le consulat.

Article 20.

Les agents consulaires, aussi bien que les employés d'un consulat, nationaux de l'Etat qui les nomme, qui ne se livrent pas au commerce dans des buts de gain dans l'Etat où ils exercent leurs fonctions, seront exempts de tout tribut national de l'Etat, de la province ou de la municipalité, imposés sur leur personne ou leurs biens, excepté celui qui grève la possession ou la propriété des biens immeubles situés dans l'Etat dans lequel ils exercent leurs fonctions ou les produits des mêmes.

Les agents consulaires et les employés nationaux de l'Etat qu'ils représentent, sont exempts d'impôt sur les salaires, honoraires, ou paiements journaliers reçus par eux en rétribution de leurs services consulaires.

Article 21.

L'employé qui remplace l'agent consulaire en son absence ou pour autre motif, jouira durant son intérim des mêmes immunités et prérogatives.

Article 22.

Les consuls qui s'adonnent au commerce, ou qui exercent une autre fonction distincte de celles qui correspondent à leur devoirs consulaires, sont assujettis à la juridiction locale dans toutes leurs activités qui ne se réfèrent pas au service consulaire.

SECTION III

DE LA SUSPENSION ET DE LA FIN DES FONCTIONS CONSULAIRES.

Article 23.

Les agents consulaires suspendent leurs fonctions pour cause de maladie ou de congé, et les terminent :

- a) Pour cause de décès ;
- b) Pour cause de retraite, rappel ou démission ;
- c) Pour cause de cancellation de l'exéquat.

Article 24.

La présente convention n'affecte pas les engagements acquis antérieurement par les Parties contractantes en vertu d'un accord international.

Article 25.

La présente convention, après avoir été signée, sera soumise aux ratifications des Etats signataires. Le Gouvernement de Cuba reste chargé d'envoyer les copies légalisées authentiques aux gouvernements dans le but référé de leur ratification. L'instrument de la ratification sera déposé dans les archives de l'Union panaméricaine à Washington, qui notifiera ce dépôt aux gouvernements signataires ; une telle notification aura la force de l'échange de ratifications. Cette convention restera ouverte à l'adhésion des Etats non signataires.

Artigo 19º.

Os Consules estão obrigados a entregar, a um simples requerimento das autoridades locais, os acusados ou condemnados por delicto e que se refugiem no Consulado.

Artigo 20º.

Tanto os Agentes Consulares como os empregados de um Consulado, nacionaes de um Estado que os tenha nomeado, que não se dediquem a negocios com fins de ganho no Estado onde desempenham as suas funções, estão isentos de toda a contribuição nacional, do Estado, provincia ou municipio, imposta á sua pessoa ou bens, excepto a que grave a posse ou propriedade dos immoveis situados no Estado em que exerça as suas funções ou os productos dos mesmos. Os Agentes Consulares e empregados nacionaes do Estado que representam, estão isentos de impostos sobre os ordenados, honorarios ou jornaes recebidos por elles na retribuição dos seus serviços consulares.

Artigo 21º.

O empregado que substitua o Agente Consular na sua ausencia ou por outro motivo disfrutará, durante a sua interinidade, das mesmas immunidades e prerogativas.

Artigo 22º.

Os Consules que se dediquem ao commercio ou exerçam outras funções distinctas das que lhe correspondem aos seus deveres consulares, estão sujeitos á jurisdicção local em todas as suas actividades que não se refiram ao serviço consular.

SECÇÃO III.

SUSPENSÃO E FIM DAS FUNCÇÕES CONSULARES.

Artigo 23º.

Os Agentes Consulares suspendem as suas funções por doença e cessam :

- a) por morte ;
- b) por aposentação, retiro ou demissão ; e
- c) por annullação do exequatur.

Artigo 24º.

A presente Convenção não affecta os compromissos anteriores adquiridos pelas Partes Contractantes, em virtude de accordo internacional.

Artigo 25º.

A presente Convenção, depois de assignada, será submettida ás ratificações dos Estados signatarios. O governo de Cuba, fica encarregado de enviar copias certificadas e authenticas aos governos para os referidos fins da ratificação. O instrumento da ratificação será depositado nos archivos da União Panamericana em Washington, que notificará esse deposito aos Governos signatarios ; tal notificação valerá como troca de ratificações. Esta Convenção fica aberta á adhesão dos Estados não signatarios.

En foi de quoi les plénipotentiaires nommés signent la présente convention en espagnol, en anglais, en français et en portugais, à la Havane, le 20 février 1928.

Em fé do que os Plenipotenciarios expressados assignam a presente Convenção em inglez, hespanhol, francez e portuguez, na cidade da Havana, no dia 20 de Fevereiro de 1928.

Pérou :

Jesús M. SALAZAR.
 Víctor M. MAÚRTUA.
 Luis Ernesto DENEGRI.
 E. CASTRO OYANGUREN.

Peru : *Mexique :*

Julio GARCÍA.
 Fernando GONZÁLEZ ROA.
 Salvador URBINA.
 Aquiles ELORDUY.

Mexico :

Uruguay :

VARELA.
 Pedro Erasmo CALLORDA.

Uruguay : *Salvador :*

J. Gustavo GUERRERO.
 Héctor David CASTRO.
 Ed. ALVAREZ.

Salvador :

Panama :

R. J. ALFARO.
 Eduardo CHIARI.

Panamá :

Nicaragua :

Cárlos CUADRA PAZOS.
 Máximo H. ZEPEDA.
 Joaquín GÓMEZ.

Nicaragua :

Equateur :

Gonzalo ZALDUMBIDE.
 Víctor ZEVALLOS.
 C. E. ALFARO.

Equador :

Bolivie :

José ANTEZANA.
 A. COSTA DU R.

Bolivia :

Venezuela :

Au nom du gouvernement qu'elle représente, la délégation du Venezuela formule une réserve sur les fonctions diplomatiques et consulaires en une même personne, pour être complètement contraires à sa tradition nationale, maintenue depuis son établissement jusqu'à cette date, dans une forme qui ne permet aucun changement.

Venezuela :

En nome do Governo que represento formulo uma reserva referente á coincidência de funções diplomaticas e consulares em uma mesma pessoa, porque é completamente contraria á nossa tradição, mantida desde o sen estabelecimento até a data, em forma que não admite transformação alguma.

Santiago KEY AYALA.
 Francisco G. YANES.
 Rafael Angel ARRAIZ.

<i>Colombie :</i>	<i>Colombia :</i>	<i>Paraguay :</i>	<i>Paraguay :</i>
Enrique OLAYA HERRERA.		Lisandro Díaz LEÓN.	
R. GUTIÉRREZ LEE.		Juan Vicente RAMÍREZ.	
J. M. YEPES.			
		<i>Haïti :</i>	<i>Haiti :</i>
		Fernando DENNIS.	
<i>Honduras :</i>	<i>Honduras :</i>		
F. DÁVILA.		<i>République</i>	<i>Republica</i>
Mariano VÁZQUEZ.		<i>Dominicaine :</i>	<i>Dominicana :</i>
		Fraço J. PEYNADO.	
		Tulio M. CESTEROS.	
<i>Costa-Rica :</i>	<i>Costa Rica :</i>	Jacinto R. DE CASTRO.	
Ricardo CASTRO BEECHE.		Elías BRACHE.	
J. Rafael OREAMUNO.		R. PÉREZ ALFONSECA.	
A. TINOCO JIMÉNEZ.			
		<i>Etats-Unis</i>	<i>Estados Unidos</i>
		<i>d'Amérique :</i>	<i>de America :</i>
<i>Chili :</i>	<i>Chile :</i>	Charles Evans HUGHES.	
Alejandro LIRA.		Noble Brandon JUDAH.	
Alejandro ALVAREZ.		Henry P. FLETCHER.	
C. SILVA VILDÓSOLA.		Oscar W. UNDERWOOD.	
Manuel BIANCHI.		Morgan J. O'BRIEN.	
		James Brown SCOTT.	
		Ray Lyman WILBUR.	
<i>Brésil :</i>	<i>Brasil :</i>	Leo S. ROWE.	
Raúl FERNANDES.			
Lindolfo COLLOR.		<i>Cuba :</i>	<i>Cuba :</i>
		Antonio S. DE BUSTAMANTE.	
<i>Argentine :</i>	<i>Argentina :</i>	Orestes FERRARA.	
Laurentino OLASCOAGA.		E. HERNÁNDEZ CARTAYA.	
Felipe A. ESPIL.		Aristides DE AGÜERO BETHENCOURT.	
Cárlos Alberto ALCORTA.		M. MÁRQUEZ STERLING.	
		Néstor CARBONELL.	

N° 3583.

ALLEMAGNE ET FINLANDE

Protocole prorogeant les dispositions
du Traité de commerce conclu entre
les deux pays le 24 mars 1934.
Signé à Berlin, le 22 décembre
1934.

GERMANY AND FINLAND

Protocol renewing the Provisions of
the Commercial Treaty concluded
between the Two Countries on
March 24th, 1934. Signed at
Berlin, December 22nd, 1934.

TEXTE FINNOIS. — FINNISH TEXT.

N^o 3583. — PÖYTÄKIRJA¹ SUOMEN TASAVALLAN JA SAKSAN VALTAKUNNAN VÄLISEN, 24 PÄIVÄNÄ MAALISKUUTA 1934² ALLEKIRJOITETUN KAUPPASOPIMUKSEN VOIMASSAOLON PIDENTÄMISESTÄ. ALLEKIRJOITETTU BERLIINISSÄ, 22 PÄIVÄNÄ JOULUKUUTA 1934.

Textes officiels allemand et finnois communiqués par le délégué permanent de la Finlande auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 15 janvier 1935.

SUOMEN ja SAKSAN HALLITUKSET ovat sopineet seuraavasta :

I.

Suomen Tasavallan ja Saksan Valtakunnan kesken 24 päivänä maaliskuuta 1934 tehty kauppasopimus sekä siihen noottienvaihdolla 15 päivänä elokuuta 1934 ja 25 päivänä syyskuuta 1934³ sovitut täydennykset ja muutokset pysyvät voimassa 31 päivänä joulukuuta 1935 saakka. Sopimus voidaan irtisanoa kolmen kuukauden irtisanomisajoin kunkin vuosineljänneksen loppuun.

Se jää edelleen voimaan vuodeksi kerrallaan, jos molemmat sopimuspuolet ennen edellisen vuoden loppua siitä sopivat.

II.

Molemmat Hallitukset ovat sopineet siitä, että 21 päivänä huhtikuuta 1922⁴ solmittu Suomen ja Saksan välinen taloudellinen sopimus pysyy yhtä kauan aikaa voimassa kuin 24 päivänä maaliskuuta 1934 tehty kauppasopimus sekä että se samanaikaisesti tämän kanssa lakkaa olemasta voimassa.

III.

24 päivänä maaliskuuta 1934 tehdyn kauppasopimuksen A-tariffissa olevan nimikkeen 655 B:stä toisen osan (käärepaperi (n. s. voimapaperi) luonnonvärinen j. n. e.) muistutuksen 1 kappaleen toinen ja kolmas lause poistetaan.

IV.

Sopimuspuolet tulevat hyvissä ajoin ennen vuoden 1935 jäkälänmyyntikauden alkua ryhtymään neuvotteluihin, joiden tarkoituksena on turvata tuonnin asianmukainen jako saksalaisten jäkäläntuojien kesken.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} janvier 1935.

² Volume CXLIX, page 343, de ce recueil.

³ Volume CLIV, page 9, de ce recueil.

⁴ Vol. XIX, page 87 ; et vol. XXIV, page 190, de ce recueil.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 3583. — PROTOKOLL¹ ÜBER DIE VERLÄNGERUNG DER GELTUNGSDAUER DES DEUTSCH-FINNISCHEN HANDELSVERTRAGS VOM 24. MÄRZ 1934². GEZEICHNET IN BERLIN, AM 22. DEZEMBER 1934.

German and Finnish official texts communicated by the Permanent Delegate of Finland accredited to the League of Nations. The registration of this Protocol took place January 15th, 1935.

DIE DEUTSCHE und DIE FINNISCHE REGIERUNG sind über folgendes übereingekommen :

I.

Der zwischen dem Deutschen Reich und der Republik Finnland am 24. März 1934 abgeschlossene Handelsvertrag einschliesslich der mit Notenwechsel vom 15. August 1934 und vom 25. September 1934³ vereinbarten Ergänzungen und Änderungen bleibt bis zum 31. Dezember 1935 in Kraft.

Der Vertrag kann mit dreimonatlicher Frist zum Ende eines jeden Kalendervierteljahres gekündigt werden.

Er gilt jeweils um ein Jahr verlängert, sofern die beiden vertragschliessenden Teile sich bis zum Ende des vorhergehenden Jahres darüber verständigt haben.

II.

Die beiden Regierungen sind darüber einig, dass das am 21. April 1922⁴ abgeschlossene vorläufige Übereinkommen über gewisse Fragen des Handelsverkehrs so lange in Kraft bleibt, als der Handelsvertrag vom 24. März 1934 in Geltung ist, und dass es gleichzeitig mit diesem ausser Kraft tritt.

III.

In dem Tarif A des Handelsvertrags vom 24. März 1934 sind in Absatz 1 der Anmerkung zu der Tarifnummer aus 655 B Absatz 2 (Packpapier (sogenanntes Kraftpapier), naturfarbig usw.) der zweite und der dritte Satz zu streichen.

IV.

Die vertragschliessenden Teile werden rechtzeitig vor dem Beginn der Verkaufszeit für Isländisches Moos (Renntierflechte) im Jahre 1935 Verhandlungen aufnehmen mit dem Ziele der Sicherung einer sachgemässen Verteilung der Einfuhren auf die deutschen Importeure.

¹ Came into force January 1st, 1935.

² Volume CXLIX, page 343, of this Series.

³ Volume CLIV, page 9, of this Series.

⁴ Vol. XIX, page 87 ; and Vol. XXIV, page 190, of this Series.

V.

Tämä pöytäkirja on ratifioitava. Ratifioimisasiakirjain vaihdon tulee tapahtua Helsingissä mahdollisimman pian. Molemmat Hallitukset ovat sopineet siitä, että tätä pöytäkirjaa 1 päivästä tammikuuta 1935 lähtien väliaikaisesti sovelletaan.

Tehty kahtena alkuperäisenä kappaleena suomen- ja saksankielillä.

Berliinissä, 22 päivänä joulukuuta 1934.

Suomen Hallituksen puolesta :

Aarne WUORIMAA.

Saksan Hallituksen puolesta :

B. W. VON BÜLOW.

Certifié pour copie conforme :

Erkki Reijonen,

Chef des Archives

au Ministère des Affaires étrangères.

V.

Dieses Protokoll soll ratifiziert werden. Der Austausch der Ratifikationsurkunden soll baldmöglichst in Helsinki erfolgen.

Die beiden Regierungen sind darüber einig, dass das Protokoll vom 1. Januar 1935 ab vorläufig angewendet wird.

Geschehen in doppelter Urschrift in deutscher und finnischer Sprache in Berlin, am 22. Dezember 1934.

Für die Deutsche Regierung :

B. W. VON BÜLOW.

Für die Finnische Regierung :

Aarne WUORIMAA.

Certifié pour copie conforme :

Erkki Reijonen,

Chef des Archives

au Ministère des Affaires étrangères.

¹ TRADUCTION.

N^o 3583. — PROTOCOLE ENTRE LE REICH ALLEMAND ET LA FINLANDE PROROGÉANT LES DISPOSITIONS DU TRAITÉ DE COMMERCE CONCLU ENTRE LES DEUX PAYS LE 24 MARS 1934. SIGNÉ A BERLIN, LE 22 DÉCEMBRE 1934.

LE GOUVERNEMENT ALLEMAND et LE GOUVERNEMENT FINLANDAIS sont convenus de ce qui suit :

I.

Le Traité de commerce entre le Reich allemand et la République de Finlande, conclu le 24 mars 1934, y compris les compléments et amendements résultant des échanges de notes du 15 août 1934 et du 25 septembre 1934, restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1935.

Le traité pourra être dénoncé moyennant un préavis de trois mois pour la fin de chaque trimestre civil.

Il sera considéré comme prorogé, chaque fois pour une nouvelle période d'une année, si les deux Parties contractantes se sont entendues à ce sujet avant la fin de l'année précédente.

II.

Les deux gouvernements conviennent que l'Accord provisoire sur certaines questions intéressant les échanges commerciaux, conclu le 21 avril 1922, demeurera en vigueur aussi longtemps que le Traité de commerce du 24 mars 1934 et qu'il cessera d'être applicable en même temps que ce dernier.

III.

Dans le tarif A du Traité de commerce du 24 mars 1934, il y a lieu de supprimer la deuxième et la troisième phrase à l'alinéa premier de la note ad N^o ex 655 B alinéa 2 (papier d'emballage (dit papier Kraft), de couleur naturelle, etc.).

IV.

Les Parties contractantes engageront en temps utile avant l'ouverture de la campagne de vente pour la mousse d'Islande (mousse de rennes) en 1935 des négociations en vue d'assurer une répartition appropriée des importations entre les importateurs allemands.

V.

Le présent protocole sera ratifié. L'échange des instruments de ratification aura lieu, aussitôt que possible, à Helsinki.

Les deux gouvernements conviennent que le protocole sera appliqué à titre provisoire à dater du 1^{er} janvier 1935.

Fait à Berlin, le 22 décembre 1934, en deux expéditions rédigées en langue allemande et en langue finnoise.

Pour le Gouvernement allemand :

B. W. VON BÜLOW.

Pour le Gouvernement finlandais :

Aarne WUORIMAA.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 3583. — PROTOCOL BETWEEN THE GERMAN REICH AND FINLAND RENEWING THE PROVISIONS OF THE COMMERCIAL TREATY CONCLUDED BETWEEN THE TWO COUNTRIES ON MARCH 24TH, 1934. SIGNED AT BERLIN, DECEMBER 22ND, 1934.

THE GERMAN GOVERNMENT and THE FINNISH GOVERNMENT have agreed as follows :

I.

The Commercial Treaty between the German Reich and the Republic of Finland, concluded on March 24th, 1934, including the additions and amendments resulting from the Notes exchanged on August 15th, 1934, and September 25th, 1934, shall remain in force until December 31st, 1935.

The Treaty may be denounced at three months' notice for the end of any calendar quarter year.

It shall be regarded as renewed for further periods of one year if the two Contracting Parties reach an agreement to this effect before the end of the previous year.

II.

The two Governments agree that the Provisional Convention concerning certain commercial questions, concluded on April 21st, 1922, shall remain in force so long as the Commercial Treaty of March 24th, 1934, is in operation and shall cease to be valid at the same time as the latter.

III.

In Tariff A of the Commercial Treaty of March 24th, 1934, the second and third sentences in paragraph 1 of the Note ad No. ex 655 B, paragraph 2 (packing paper (called *Kraftpapier*), of natural colour, etc.), should be deleted.

IV.

The Contracting Parties shall institute in good time before the opening of the 1935 selling season for Iceland moss (reindeer moss) negotiations with a view to ensuring the appropriate allocation of imports among German importers.

V.

The present Protocol shall be ratified. The instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible at Helsinki.

The two Governments agree that the Protocol shall be provisionally applied as from January 1st, 1935.

Done at Berlin, this 22nd day of December, 1934, in two copies, drawn up in the German and Finnish languages.

For the German Government :
B. W. VON BÜLOW.

For the Finnish Government :
Aarne WUORIMAA.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 3584.

FINLANDE ET
UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTIQUES SOCIALISTES

Protocole prorogeant jusqu'au 31 décembre 1945 le Traité de non-agression et de règlement pacifique des conflits conclu entre les deux pays le 21 janvier 1932. Signé à Moscou, le 7 avril 1934.

FINLAND
AND UNION OF SOVIET
SOCIALIST REPUBLICS

Protocol renewing until December 31st, 1945, the Treaty of Non-Aggression and Pacific Settlement of Disputes concluded between the Two Countries on January 21st, 1932. Signed at Moscow, April 7th, 1934.

N° 3584. — PROTOCOLE ¹ ENTRE LA FINLANDE ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES PROROGÉANT JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 1945 LE TRAITÉ DE NON-AGRESSION ET DE RÉGLEMENT PACIFIQUE DES CONFLITS CONCLU ENTRE LES DEUX PAYS LE 21 JANVIER 1932. SIGNÉ A MOSCOU, LE 7 AVRIL 1934.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Finlande auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 15 janvier 1935.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE et LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES,

Inspirés du désir d'assurer une base aussi solide que possible au développement des relations entre leurs pays,

Désireux de se donner de part et d'autre une nouvelle preuve de l'immutabilité et de la solidité des relations pacifiques et amicales heureusement établies entre eux,

Animés du désir de contribuer au maintien de la paix générale, ainsi qu'à la stabilité et au développement pacifique des relations entre Etats dans l'Europe orientale, et

Constatant que la conclusion du Traité signé le 21 janvier 1932 à Helsinki entre la Finlande et l'Union des Républiques soviétiques socialistes a exercé une influence bienfaisante sur leurs relations et sur la solution des problèmes ci-dessus mentionnés,

Ont décidé de signer le présent protocole et ont désigné pour ce but leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

Le baron Aarno YRJÖ-KOSKINEN, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République de Finlande à Moscou ;

LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES :

M. Maxime Maximovitch LITVINOFF, membre du Comité central exécutif de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, commissaire du peuple aux Affaires étrangères ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

En dérogation aux dispositions concernant le terme et les modalités d'expiration du Traité de non-agression et de règlement pacifique des conflits, conclu à Helsinki le 21 janvier 1932 entre

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Helsinki, le 19 décembre 1934.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3584. — PROTOCOL² BETWEEN FINLAND AND THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS RENEWING UNTIL DECEMBER 31ST, 1945, THE TREATY OF NON-AGGRESSION AND PACIFIC SETTLEMENT OF DISPUTES CONCLUDED BETWEEN THE TWO COUNTRIES ON JANUARY 21ST, 1932. SIGNED AT MOSCOW, APRIL 7TH, 1934.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Finland accredited to the League of Nations. The registration of this Protocol took place January 15th, 1935.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND and THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS,

Being anxious to establish as sound a basis as possible for the development of relations between their countries,

Desirous of giving one another a further proof of the immutability and soundness of the pacific and friendly relations happily established between them,

Prompted by the desire to contribute to the maintenance of general peace and the stability and peaceful development of relations between States in Eastern Europe, and

Noting that the conclusion of the Treaty signed on January 21st, 1932, at Helsinki, between Finland and the Union of Soviet Socialist Republics has had a beneficent influence on their relations and on the solution of the above-mentioned problems,

Have decided to sign the present Protocol and have for that purpose appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND :

Baron Aarno YRJÖ-KOSKINEN, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Republic of Finland at Moscow ;

THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS :

M. Maxime Maximovitch LITVINOFF, Member of the Central Executive Committee of the Union of Soviet Socialist Republics, People's Commissary for Foreign Affairs ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

Notwithstanding the provisions concerning the time-limit and methods of expiry of the Treaty regarding non-aggression and the pacific settlement of disputes, concluded at Helsinki

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Helsinki, December 19th, 1934.

la Finlande et l'Union des Républiques soviétiques socialistes, dispositions figurant à l'article 8 dudit traité, ce traité restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1945.

Article 2.

Le présent protocole est établi en double expédition et en français. Le présent protocole doit être ratifié dans le plus bref délai possible et les instruments de ratification en seront échangés entre les Hautes Parties contractantes à Helsinki.

Le présent protocole entrera en vigueur au moment de l'échange des instruments de ratification.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent protocole et l'ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Moscou, le 7 avril 1934.

(L. S.) A. S. YRJÖ-KOSKINEN.

(L. S.) M. LITVINOFF.

Certifié pour copie conforme :

Erkki Reijonen,

Chef des Archives

au Ministère des Affaires étrangères.

on January 21st, 1932, between Finland and the Union of Soviet Socialist Republics, which provisions appear in Article 8 of the said Treaty, that Treaty shall remain in force until December 31st, 1945.

Article 2.

The present Protocol is drawn up in duplicate in French. It shall be ratified at the earliest possible date, and the instruments of ratification thereof shall be exchanged between the High Contracting Parties at Helsinki.

The present Protocol shall come into force on the exchange of the instruments of ratification.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Protocol and have thereto affixed their seals.

Done at Moscow, this 7th day of April, 1934.

(L. S.) A. S. YRJÖ-KOSKINEN.

(L. S.) M. LITVINOFF.

N° 3585.

ALBANIE,
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE,
AUTRICHE, BELGIQUE,
GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD, etc.

Convention pour faciliter la circulation internationale des films ayant un caractère éducatif. Signée à Genève, le 11 octobre 1933.

ALBANIA,
UNITED STATES OF AMERICA,
AUSTRIA, BELGIUM,
GREAT BRITAIN AND
NORTHERN IRELAND, etc.

Convention for facilitating the International Circulation of Films of an Educational Character. Signed at Geneva, October 11th, 1933.

N^o 3585. — CONVENTION¹ POUR FACILITER LA CIRCULATION INTERNATIONALE DES FILMS AYANT UN CARACTÈRE ÉDUCATIF. SIGNÉE A GENÈVE, LE 11 OCTOBRE 1933.

Textes officiels en français et en anglais. Cette convention a été enregistrée par le Secrétariat, conformément à son article XVIII, le 15 janvier 1935, date de son entrée en vigueur.

SA MAJESTÉ LE ROI DES ALBANAIS ; LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE ; LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE ; SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES ; SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES DOMINIONS BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CHILI ; SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE ; SA MAJESTÉ LE ROI D'EGYPTE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE ; SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE ; SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE ; SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE PRINCE DE MONACO ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE NICARAGUA ; SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE ; SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE ; SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE ; LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE L'URUGUAY,

Convaincus qu'il y a un grand intérêt à faciliter la circulation internationale des films éducatifs de tous ordres, qui contribuent à la compréhension mutuelle des peuples conformément aux buts de la Société des Nations et favorisent ainsi le désarmement moral ou qui constituent des moyens particulièrement efficaces de progrès physique, intellectuel et moral ;

Constatant que les films éducatifs sont insuffisamment connus et que leur diffusion internationale se heurte encore à de nombreuses difficultés ;

Considérant que les droits de douane sont fréquemment une entrave sérieuse à la production et à la circulation de ces films, sans qu'il en résulte des avantages financiers appréciables pour les Etats,

Ont désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir :

¹ *Dépôt des ratifications à Genève :*

SUISSE	20 avril 1934.
MONACO	11 septembre 1934.
INDE	17 octobre 1934.
ITALIE	21 novembre 1934.
CHILI	20 mars 1935.
ROUMANIE	19 juin 1935.
NORVÈGE	26 juin 1935.
DANEMARK	10 juillet 1935.
AUTRICHE	26 août 1935.
NICARAGUA	7 septembre 1935.
LETTONIE	21 octobre 1935.

Adhésions :

BULGARIE	10 juillet 1934.
ETAT LIBRE D'IRLANDE	24 juillet 1934.
IRAN	12 avril 1935.

No. 3585. — CONVENTION¹ FOR FACILITATING THE INTERNATIONAL CIRCULATION OF FILMS OF AN EDUCATIONAL CHARACTER. SIGNED AT GENEVA, OCTOBER 11TH, 1933.

Official texts in French and English. This Convention was registered with the Secretariat, in accordance with its Article XVIII, on January 15th, 1935, the date of its entry into force.

HIS MAJESTY THE KING OF THE ALBANIANS ; THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA ; THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC ; HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS ; HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA ; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CHILE ; HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND ; HIS MAJESTY THE KING OF EGYPT ; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND ; THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC ; THE PRESIDENT OF THE HELLENIC REPUBLIC ; HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY ; HIS MAJESTY THE KING OF ITALY ; THE PRESIDENT OF THE LATVIAN REPUBLIC ; HIS SERENE HIGHNESS THE PRINCE OF MONACO ; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF NICARAGUA ; HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY ; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF PANAMA ; THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC ; HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA ; HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN ; THE SWISS FEDERAL COUNCIL ; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF URUGUAY.

Convinced that it is highly desirable to facilitate the international circulation of educational films of every kind, which contribute towards the mutual understanding of peoples, in conformity with the aims of the League of Nations and consequently encourage moral disarmament or which constitute especially effective means of ensuring physical, intellectual and moral progress ;

Noting that educational films are insufficiently known and that their international circulation encounters numerous difficulties ;

Considering that Customs duties often constitute a serious obstacle to the production and circulation of these films and that States do not obtain any appreciable compensating financial advantage :

Have appointed as their Plenipotentiaries the following :

¹ *Deposit of ratifications in Geneva :*

SWITZERLAND	April 20th, 1934.
MONACO	September 11th, 1934.
INDIA	October 17th, 1934.
ITALY	November 21st, 1934.
CHILE	March 20th, 1935.
ROUMANIA	June 19th, 1935.
NORWAY	June 26th, 1935.
DENMARK	July 10th, 1935.
AUSTRIA	August 26th, 1935.
NICARAGUA	September 7th, 1935.
LATVIA	October 21st, 1935.

Accessions :

BULGARIA	July 10th, 1934.
IRISH FREE STATE	July 24th, 1934.
IRAN	April 12th, 1935.

SA MAJESTÉ LE ROI DES ALBANAIS :

M. Lec KURTI, ministre résident, délégué permanent auprès de la Société des Nations.

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. Curtis T. EVERETT, consul à Genève.

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

E. Emerich PFLÜGL, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, représentant permanent auprès de la Société des Nations.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. Eugène DU BOIS, premier secrétaire de la légation à Berne.

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES DOMINIONS BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

POUR LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ainsi que toutes parties de l'Empire britannique non membres séparés de la Société des Nations :

Le très honorable Douglas H. HACKING, M. P., sous-secrétaire d'Etat parlementaire au Ministère de l'Intérieur.

POUR L'INDE :

Sir Brojendra Lal MITTER, K.C.S.I., « Law Member » du Conseil exécutif du gouverneur général de l'Inde.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CHILI :

M. Enrique J. GAJARDO, chef du Bureau permanent auprès de la Société des Nations.

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE :

M. William BORBERG, délégué permanent auprès de la Société des Nations.

SA MAJESTÉ LE ROI D'EGYPTE :

Mahmoud FAKHRY pacha, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Président de la République française.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

Le docteur Rudolf HOLSTI, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse, délégué permanent auprès de la Société des Nations.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. René MASSIGLI, ministre plénipotentiaire, chef du Service français de la Société des Nations.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE :

M. R. RAPHAËL, délégué permanent auprès de la Société des Nations ;

M. A. CONTOUMAS, premier secrétaire de la délégation permanente auprès de la Société des Nations.

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE :

M. Ladislas TAHY DE TAHVÁR ET TARKEÖ, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse, chef de la délégation auprès de la Société des Nations.

HIS MAJESTY THE KING OF THE ALBANIANS :

M. Lec KURTI, Resident Minister, Permanent Delegate accredited to the League of Nations.

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

M. Curtis T. EVERETT, Consul at Geneva.

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC :

M. Emerich PFLÜGL, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, Permanent Representative accredited to the League of Nations.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

M. Eugène DU BOIS, First Secretary of the Legation at Berne.

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

FOR GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND and all parts of the British Empire which are not separate Members of the League of Nations :

The Right Honourable Douglas H. HACKING, M.P., Parliamentary Under-Secretary of State, Home Office.

FOR INDIA :

Sir Brojendra Lal MITTER, K.C.S.I., Law Member of the Executive Council of the Governor-General of India.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CHILE :

M. Enrique J. GAJARDO, Head of the Permanent Office accredited to the League of Nations.

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND :

M. William BORBERG, Permanent Delegate accredited to the League of Nations.

HIS MAJESTY THE KING OF EGYPT :

Mahmoud FAKHRY Pacha, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the President of the French Republic.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND :

Dr. Rudolf HOLSTI, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council, Permanent Delegate accredited to the League of Nations.

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

M. René MASSIGLI, Minister Plenipotentiary, Head of the French League of Nations Office.

THE PRESIDENT OF THE HELLENIC REPUBLIC :

M. R. RAPHAËL, Permanent Delegate accredited to the League of Nations ;

M. A. CONTOUMAS, First Secretary of the Permanent Delegation accredited to the League of Nations.

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

M. Ladislav TAHY DE TAHVÁR ET TARKEÖ, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council, Head of the Delegation accredited to the League of Nations.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

M. Giovanni Cesare MAJONI, ambassadeur.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE :

M. Jules FELDMANS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse, délégué permanent auprès de la Société des Nations.

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE PRINCE DE MONACO :

M. Xavier-John RAISIN, consul général à Genève.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE NICARAGUA :

Le docteur Tomás Francisco MEDINA, ministre plénipotentiaire, délégué permanent auprès de la Société des Nations.

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE :

M. Peter Hersleb BIRKELAND, conseiller de légation, délégué permanent auprès de la Société des Nations.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA :

Le docteur Raoul A. AMADOR, ministre résident.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

M. Edouard RACZYŃSKI, ministre plénipotentiaire, délégué permanent auprès de la Société des Nations.

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

M. le professeur V. V. PELLA, ministre plénipotentiaire.

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

M. K. I. WESTMAN, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse.

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

M. Camille GORGÉ, premier chef de Section au Département politique fédéral.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE L'URUGUAY :

Le docteur Alfredo DE CASTRO, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse, près Sa Majesté le Roi des Belges et près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas.

Lesquels, après avoir communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

La présente convention s'applique aux films qui visent, selon des méthodes didactiques, un but éminemment éducatif international, et rentrent dans l'une des cinq catégories suivantes :

a) Les films destinés à faire connaître l'œuvre et les buts de la Société des Nations ainsi que des autres organisations internationales reconnues généralement par les Hautes Parties contractantes ;

b) Les films conçus en vue de l'enseignement à tous les degrés ;

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

M. Giovanni Cesare MAJONI, Ambassador.

THE PRESIDENT OF THE LATVIAN REPUBLIC :

M. Jules FELDMANS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council, Permanent Delegate accredited to the League of Nations.

HIS SERENE HIGHNESS THE PRINCE OF MONACO :

M. Xavier-John RAISIN, Consul-General at Geneva.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF NICARAGUA :

Dr. Tomás Francisco MEDINA, Minister Plenipotentiary, Permanent Delegate accredited to the League of Nations.

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY :

M. Peter Hersleb BIRKELAND, Counsellor of Legation, Permanent Delegate accredited to the League of Nations.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF PANAMA :

Dr. Raoul A. AMADOR, Resident Minister.

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC :

M. Edouard RACZYŃSKI, Minister Plenipotentiary, Permanent Delegate accredited to the League of Nations.

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

Professor V. V. PELLA, Minister Plenipotentiary.

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN :

M. K. I. WESTMAN, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council.

THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

M. Camille GORGÉ, First Head of Section in the Federal Political Department.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF URUGUAY :

Dr. Alfredo DE CASTRO, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council, to His Majesty the King of the Belgians and to Her Majesty the Queen of the Netherlands.

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article I.

The present Convention shall apply to films which, based on didactic methods, have eminently international educational aims and fall within one of the five following categories :

(a) Films designed to supply information with regard to the work and aims of the League of Nations and other international organisations which are generally recognised by the High Contracting Parties ;

(b) Films intended for use in education of all grades ;

- c) Les films pour la formation et l'orientation professionnelle, y compris les films de technique industrielle ainsi que les films pour l'organisation scientifique du travail ;
- d) Les films de recherches scientifiques ou techniques, ou de vulgarisation scientifique ;
- e) Les films d'hygiène, d'éducation physique, de prévoyance et d'assistance sociale.

Article II.

Les Hautes Parties contractantes reconnaissent que les dispositions de l'article premier s'appliquent aux films éducatifs se présentant sous l'une ou l'autre des formes suivantes :

- a) Négatifs impressionnés, développés ;
- b) Positifs impressionnés, développés.

La présente convention s'applique également à toutes les formes de reproduction du son, telles que les disques complémentaires du film et films acoustiques.

Article III.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à assurer, dans un délai de six mois à compter de l'entrée en vigueur de la présente convention, l'exemption de tous droits de douane et de toutes taxes accessoires, de quelque nature qu'ils soient, pour l'importation définitive ou temporaire, le transit et l'exportation des films ayant un caractère éducatif international, produits par des entreprises ou institutions établies sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes.

Cette exemption ne s'applique pas aux droits qui pourraient être imposés en vue de couvrir les dépenses entraînées par la présentation d'un film à l'autorité nationale conformément à l'article V.

Elle ne s'applique non plus aux autres droits frappant, dans tous les cas, l'importation de marchandises, alors même qu'il s'agit de marchandises exemptées de droits de douane, quelle que soit l'origine ou la nature des marchandises, par exemple les droits de statistique et de timbre.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent, en outre, à ne pas soumettre les films exempts de droits de douane aux termes de la présente convention à des taxes intérieures, autres ou plus élevées, ou à des règles, formalités et mesures de vente, de circulation ou de toute nature, autres que celles auxquelles sont assujettis les films éducatifs produits dans le pays.

Article IV.

Tout film, y compris toute forme complémentaire de reproduction de son, pour lequel l'admission en franchise serait demandée conformément à la présente convention sera soumis, pour examen, à l'Institut international du Cinématographe éducatif, qui, s'il reconnaît que le film présente un caractère éducatif international, au sens de l'article premier, délivrera un certificat à cet effet sous la forme indiquée dans le règlement d'exécution visé à l'article XIII.

Si une des Hautes Parties contractantes considère qu'un film pour lequel un certificat a été délivré par l'Institut international du Cinématographe éducatif ne correspond pas aux stipulations de l'article premier, elle pourra, en exposant ses raisons, demander un second examen du film. L'Institut retirera le certificat si les raisons données par la Partie contractante en question lui paraissent justifiées.

Article V.

Sur présentation de ce certificat et dans le cas où l'exemption de droits de douane n'est pas d'ores et déjà accordée par la législation intérieure, la douane ou les autres services intéressés du pays dans lequel on désire importer le film, accorderont les facilités nécessaires pour la présentation du film à l'autorité nationale qui a qualité pour décider s'il y a lieu d'admettre le film en franchise.

L'autorité nationale compétente est seule qualifiée pour se prononcer sur la question de savoir si, eu égard au système pédagogique du pays, le film doit être considéré comme

- (c) Films intended for vocational training and guidance, including technical films relating to industry and films relating to scientific management ;
- (d) Films dealing with scientific or technical research or designed to spread scientific knowledge ;
- (e) Films dealing with health questions, physical training, social welfare and relief.

Article II.

The High Contracting Parties agree that the provisions of the preceding paragraph apply to educational films in either of the following forms :

- (a) Negatives, exposed and developed ;
- (b) Positives, printed and developed.

The present Convention applies equally to all forms of sound reproduction, such as gramophone records supplementary to the film and acoustic films.

Article III.

The High Contracting Parties undertake to accord, within six months from the coming into force of the present Convention, exemption from all Customs duties and accessory charges of any kind in respect of the importation, permanent or temporary, transit and exportation of films of an international educational character produced by concerns or institutions established in the territory of one of the High Contracting Parties.

This exemption does not apply to such charges as may be imposed for the purpose of defraying any expenses incurred in connection with the submission of a film to the national authority under Article V.

Neither does it apply to such other charges as are made in all cases on the importation of goods, even when the latter are exempt from Customs duty, and irrespective of their origin or nature, as, for example, statistical fees and stamp duties.

The High Contracting Parties further undertake not to subject the films exempted from duty under the Convention to internal taxes other or higher than, or to rules, formalities or any treatment (relating to sale, circulation or other matters) different from, those to which educational films produced in the country concerned are subject.

Article IV.

Every film, including any form of sound reproduction supplementary to it, for which exemption from Customs duties is to be claimed in accordance with the present Convention, shall be submitted to the International Educational Cinematographic Institute for examination, and the Institute, if satisfied that the film is of an international educational character within the meaning of Article I, shall issue a certificate to that effect in the form shown in the Executive Regulations mentioned in Article XIII.

If one of the High Contracting Parties considers that a film for which a certificate has been issued by the International Educational Cinematographic Institute is not in conformity with the clauses of Article I, it may ask that the film be submitted for a second examination, stating its reasons for the request. The Institute will withdraw the certificate if it considers that the reasons stated are adequate.

Article V.

On presentation of such certificate and where exemption from Customs duty is not already given by internal legislation, the necessary facilities for the submission of the film to the national authority competent to grant exemption from Customs duties shall be accorded by the Customs or other departments concerned of the country into which it is desired to import the film.

The decision of the competent national authority as to whether, having regard to their educational system, the film is to be accepted as educational from a national point of view and

éducatif d'un point de vue national et de ce fait admis en franchise, conformément à la présente convention.

L'autorité nationale notifiera sa décision à l'Institut international du Cinématographe éducatif.

La décision prise à cet égard pourra donner lieu, conformément à l'article VI, à un échange de vues entre les pays intéressés.

Article VI.

Dans le cas où les autorités du pays importateur refusent l'admission en franchise d'un film en contestant le caractère éducatif du film d'un point de vue national, le gouvernement du pays où est établie l'entreprise ou l'institution productrice du film peut, s'il estime avoir, pour des raisons d'ordre culturel national, un intérêt à la diffusion du film, adresser une demande amicale au pays importateur. Les deux gouvernements examineront ensemble la question et, ce faisant, profiteront, dans toute la mesure possible, de l'avis de l'Institut international du Cinématographe éducatif.

Article VII.

L'Institut international du Cinématographe éducatif établira le plus tôt possible et publiera périodiquement un catalogue des films pour lesquels il aura délivré un certificat conformément à l'article IV.

Ce catalogue fera mention également des décisions qui auront été prises par les autorités compétentes des pays auxquels l'importation aura été demandée. Il sera publié dans les cinq langues officielles de l'Institut (allemand, anglais, espagnol, français, italien) ; il reproduira pour chaque film les renseignements contenus dans les certificats ; et il sera communiqué aux gouvernements des Hautes Parties contractantes.

Lesdites Parties s'engagent à favoriser, par les moyens qui leur paraîtront les plus efficaces, la diffusion du catalogue publié par l'Institut.

Article VIII.

Rien, dans la présente convention, ne portera atteinte au droit des Hautes Parties contractantes d'exercer la censure des films conformément à leur propre législation ou de prendre des mesures de prohibition ou de limitation à l'importation ou au transit desdits films, pour des raisons de sûreté ou d'ordre publics.

Article IX.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra, en signant la convention ou en y adhérant, se réserver le droit de prendre des mesures de prohibition ou de restriction à l'importation pour des raisons tirées de la nécessité de se défendre contre un envahissement de son marché par des films de provenance étrangère.

Toute Partie contractante qui fera usage du droit qu'elle se serait réservé devra indiquer les raisons de son attitude à l'Institut international du Cinématographe éducatif.

Ces raisons seront communiquées par l'Institut international du Cinématographe éducatif aux gouvernements des Etats parties à la convention.

Article X.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à rechercher entre elles les moyens de réduire au minimum les restrictions qui pourraient entraver la circulation internationale des films éducatifs visés à l'article premier.

Article XI.

Les différends concernant l'interprétation ou l'application de la présente convention, exception faite pour les dispositions des articles V, VIII et IX, seront soumis à la Cour permanente de Justice internationale.

thus entitled to exemption from Customs duties in accordance with the present Convention shall be final.

The national authority will communicate its decision to the International Educational Cinematographic Institute.

The decision may form the subject of friendly conversation between the countries concerned, as provided for in Article VI.

Article VI.

If the authorities of the importing country refuse to grant exemption from Customs duties to a film because they do not admit its educational character from the point of view of their country, the Government of the country where the concern or institution which has produced the film is established may, if it considers that it has an interest in the circulation of the film on national culture grounds, make friendly representations to the Government of the importing country. The two Governments shall consult together on the question, and in so doing they shall take full advantage of the advice of the International Educational Cinematographic Institute.

Article VII.

The International Educational Cinematographic Institute shall prepare as soon as possible and periodically publish a catalogue of the films to which it has issued a certificate in accordance with Article IV.

The catalogue shall also state the decisions taken by the competent authorities of the countries into which importation has been sought. It shall be published in the five official languages of the Institute (English, French, German, Italian and Spanish) and shall reproduce in respect of each film the information contained in the certificates. It shall be communicated to the Governments of the High Contracting Parties.

The said Parties undertake to encourage, by such means as appear to them to be the most effective, the circulation of the catalogue published by the Institute.

Article VIII.

Nothing in the present Convention shall affect the right of the High Contracting Parties to censor films in accordance with their own laws or to adopt measures to prohibit or to limit the importation or transit of films for reasons of public security or order.

Article IX.

Each High Contracting Party to the present Convention, when signing or acceding to it, may reserve the right to take measures to prohibit or restrict importation for reasons based on the necessity for defending its market against invasion by films of foreign origin.

Each High Contracting Party making use of this reserved right must indicate the reasons for its attitude to the International Educational Cinematographic Institute.

These reasons shall be communicated by the International Educational Cinematographic Institute to the Governments of the States Parties to the Convention.

Article X.

The High Contracting Parties undertake jointly to consider means of reducing to a minimum the restrictions which might interfere with the international circulation of the educational films referred to in Article I.

Article XI.

Disputes as to the interpretation or application of the present Convention, except the clauses of Articles V, VIII and IX, shall be submitted to the Permanent Court of International Justice.

Si les Hautes Parties contractantes entre lesquelles surgit un différend, ou l'une d'entre elles, ne sont pas parties au Protocole¹ portant la date du 16 décembre 1920 relatif à la Cour permanente de Justice internationale, ce différend sera soumis, à leur gré et conformément aux règles constitutionnelles de chacune d'elles, soit à la Cour permanente de Justice internationale, soit à un tribunal d'arbitrage constitué conformément à la Convention² du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux, soit à tout autre tribunal d'arbitrage.

Article XII.

Les Hautes Parties contractantes feront connaître à l'Institut international du Cinématographe éducatif, dans les six mois qui suivront la mise en vigueur sur leur territoire de la présente convention :

- a) Les autorités qualifiées pour accorder, conformément à l'article V, l'admission en franchise des films éducatifs ;
- b) Les mesures prises pour assurer l'exécution des dispositions de la présente convention.

L'Institut international du Cinématographe éducatif communiquera aux Hautes Parties contractantes les renseignements prévus aux alinéas a) et b) de cet article.

Article XIII.

Le Conseil d'administration de l'Institut international du Cinématographe éducatif arrêtera un règlement concernant la procédure d'exécution de la présente convention, ainsi que les droits à percevoir par l'Institut pour la délivrance des certificats prévue à l'article IV et pour la publication du catalogue visé à l'article VII. Ce règlement, y compris le modèle du certificat et les droits à percevoir, sera soumis pour approbation au Conseil de la Société des Nations.

Article XIV.

La présente convention, dont les textes français et anglais feront également foi, pourra être signée jusqu'au 11 avril 1934 au nom de tout Membre de la Société des Nations ou de tout Etat non membre auquel le Conseil de la Société des Nations aura communiqué copie de la présente convention à cet effet.

Article XV.

La présente convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de la Société des Nations qui en notifiera le dépôt à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non membres, visés à l'article XIV, en indiquant la date à laquelle ce dépôt aura été effectué.

Article XVI.

A partir du 12 avril 1934, tout Membre de la Société des Nations et tout Etat non membre auquel le Conseil de la Société des Nations aura communiqué copie de la présente convention pourra y adhérer.

¹ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; vol. XCVI, page 180 ; vol. C, page 153 ; vol. CIV, page 492 ; vol. CVII, page 461 ; vol. CXI, page 402 ; vol. CXVII, page 46 ; vol. CXXVI, page 430 ; vol. CXXX, page 440 ; vol. CXXXIV, page 392 ; vol. CXLVII, page 318 ; et vol. CLII, page 282, de ce recueil.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

If the High Contracting Parties between which a dispute has arisen, or any one of them, are not parties to the Protocol¹ dated December 16th, 1920, relating to the Permanent Court of International Justice, the dispute shall, if they so desire, be submitted, in accordance with the constitutional rules of each of them, either to the Permanent Court of International Justice or to an arbitral tribunal established in conformity with the Convention² of October 18th, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes, or to any other arbitral tribunal.

Article XII.

The High Contracting Parties shall communicate to the International Educational Cinematographic Institute within six months following the coming into force in their territories of the present Convention :

(a) The names of the organisations entitled to grant exemption from Customs duties in accordance with Article V ;

(b) The measures taken to ensure the execution of the provisions of the present Convention.

The International Educational Cinematographic Institute shall communicate to the High Contracting Parties the information referred to in paragraphs (a) and (b) of this Article.

Article XIII.

The Governing Body of the International Educational Cinematographic Institute shall draw up regulations concerning the procedure to be followed by it in order to carry out the present Convention and the fees to be charged by it for issuing certificates in accordance with Article IV and publishing the catalogue referred to in Article VII. These regulations, including the form of the certificate and the fees to be charged, shall be submitted for approval to the Council of the League of Nations.

Article XIV.

The present Convention, of which both the French and English texts shall be authentic, may be signed at any time before April 11th, 1934, on behalf of any Member of the League of Nations or any non-member State to which the Council of the League of Nations shall have communicated a copy of the present Convention for this purpose.

Article XV.

The present Convention shall be ratified. The instruments of ratification shall be deposited with the Secretary-General of the League of Nations, who will notify the deposit thereof to all the Members of the League of Nations and to the non-member States referred to in Article XIV, including the date at which such deposit has been effected.

Article XVI.

On and after April 12th, 1934, any Member of the League of Nations and any non-member State to which the Council of the League of Nations shall have communicated a copy of the present Convention may accede to it.

¹ Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 405 ; Vol. XV, page 305 ; Vol. XXIV, page 153 ; Vol. XXVII, page 417 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; Vol. LIV, page 387 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXXVIII, page 435 ; Vol. LXXXVIII, page 272 ; Vol. XCII, page 362 ; Vol. XCVI, page 180 ; Vol. C, page 153 ; Vol. CIV, page 492 ; Vol. CVII, page 461 ; Vol. CXI, page 402 ; Vol. CXVII, page 46 ; Vol. CXXVI, page 430 ; Vol. CXXX, page 440 ; Vol. CXXXIV, page 392 ; Vol. CXLVII, page 318 ; and Vol. CLII, page 282, of this Series.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de la Société des Nations, qui notifiera le dépôt et la date de ce dernier à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non membres visés à l'alinéa précédent.

Article XVII.

Un procès-verbal sera dressé par le Secrétaire général de la Société des Nations dès que les ratifications ou adhésions auront été déposées au nom de cinq Membres de la Société des Nations ou Etats non membres.

Une copie certifiée conforme de ce procès-verbal sera remise à chacun des Membres de la Société des Nations et à tout Etat non membre visé à l'article XIV, par les soins du Secrétaire général de la Société des Nations.

Article XVIII.

La présente convention sera enregistrée par les soins du Secrétaire général de la Société des Nations quatre-vingt-dix jours après la date du procès-verbal visé à l'article XVII. Elle entrera alors en vigueur.

A l'égard de chacun des Membres ou Etats non membres au nom desquels un instrument de ratification ou d'adhésion sera ultérieurement déposé, la convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour après la date du dépôt de cet instrument.

Article XIX.

1. La présente convention pourra être dénoncée à l'expiration d'une période de trois années à partir de la date à laquelle elle sera entrée en vigueur.

2. La dénonciation de la convention s'effectuera par une notification écrite, adressée au Secrétaire général de la Société des Nations, qui informera tous les Membres de la Société et les Etats non membres, visés aux articles XIV et XVI, de chaque notification, ainsi que de la date de la réception.

3. La dénonciation prendra effet un an après la réception de la notification.

Article XX.]

1. Chacune des Hautes Parties contractantes peut déclarer, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, que, par son acceptation de la présente convention, elle n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne l'ensemble ou toute partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer, territoires placés sous sa suzeraineté ou territoires pour lesquels un mandat lui a été confié ; dans ce cas, la présente convention ne sera pas applicable aux territoires faisant l'objet d'une telle déclaration.

2. Chacune des Hautes Parties contractantes pourra ultérieurement notifier au Secrétaire général de la Société des Nations qu'elle entend rendre la présente convention applicable à l'ensemble ou à toute partie de ses territoires ayant fait l'objet de la déclaration prévue au paragraphe précédent. Dans ce cas, la convention s'appliquera à tous les territoires visés dans la notification quatre-vingt-dix jours après la réception de cette notification par le Secrétaire général de la Société des Nations.

3. Chacune des Hautes Parties contractantes peut, à tout moment après l'expiration de la période de trois ans prévue à l'article XIX, déclarer qu'elle entend voir cesser l'application de la présente convention pour l'ensemble ou pour toute partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer, territoires placés sous sa suzeraineté ou territoires pour lesquels un mandat lui a été confié ; dans ce cas, la convention cessera d'être applicable aux territoires faisant l'objet d'une telle déclaration six mois après la réception de cette déclaration par le Secrétaire général de la Société des Nations.

4. Le Secrétaire général de la Société des Nations communiquera à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non membres les déclarations et notifications reçues en vertu du présent article, ainsi que les dates de leur réception.

The instruments of accession shall be deposited with the Secretary-General of the League of Nations, who will notify such deposit and the date thereof to all the Members of the League of Nations and to the non-member States referred to in the preceding paragraph.

Article XVII.

The Secretary-General of the League of Nations will draw up a procès-verbal when the ratifications or accessions of five Members of the League of Nations or non-member States have been received.

A certified true copy of this procès-verbal shall be transmitted by the Secretary-General of the League of Nations to all the Members of the League and to all non-member States mentioned in Article XIV.

Article XVIII.

The present Convention shall be registered by the Secretary-General of the League of Nations ninety days after the date of the procès-verbal mentioned in Article XVII. It will come into force on that date.

In respect of each Member or non-member State on whose behalf any instrument of ratification or accession is subsequently deposited, the Convention shall come into force ninety days after the date of the deposit of such instrument.

Article XIX.

1. The present Convention may be denounced after the expiration of a period of three years from the date at which it comes into force.

2. The denunciation of the Convention shall be effected by a written notification addressed to the Secretary-General of the League of Nations, who will inform all the Members of the League and the non-member States referred to in Articles XIV and XVI of each notification and of the date of the receipt thereof.

3. The denunciation shall take effect one year after the receipt of the notification.

Article XX.

1. Any High Contracting Party may declare, at the time of signature, ratification or accession, that, in accepting the present Convention, he is not assuming any obligation in respect of all or any of his colonies, protectorates, overseas territories, or the territories under his suzerainty or territories in respect of which a mandate has been confided to him; the present Convention shall, in that case, not be applicable to the territories named in such declaration.

2. Any High Contracting Party may subsequently notify the Secretary-General of the League of Nations that he desires the present Convention to apply to all or any of the territories in respect of which the declaration provided for in the preceding paragraph has been made. The Convention shall, in that case, apply to all the territories named in such notification ninety days after the receipt thereof by the Secretary-General of the League of Nations.

3. Any High Contracting Party may, at any time after the expiration of the period of three years provided for in Article XIX, declare that he desires the present Convention to cease to apply to all or any of his colonies, protectorates, overseas territories, or the territories under his suzerainty or territories in respect of which a mandate has been confided to him. The Convention shall, in that case, cease to apply to the territories named in such declaration six months after the receipt thereof by the Secretary-General of the League of Nations.

4. The Secretary-General of the League of Nations shall communicate to all the Members of the League of Nations and to the non-member States the declarations and notifications received in virtue of the present Article, together with the dates of the receipt thereof.

En foi de quoi les plénipotentiaires susmentionnés ont signé la présente convention.

Fait à Genève, le onze octobre mil neuf cent trente-trois, en un seul exemplaire, qui sera conservé dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations et dont copie certifiée conforme sera remise à tous les Membres de la Société et aux Etats non membres, visés à l'article XIV.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at Geneva the eleventh day of October one thousand nine hundred and thirty-three, in a single copy, which shall be preserved in the archives of the Secretariat of the League of Nations and of which a certified true copy shall be delivered to all the Members of the League and to non-member States, referred to in Article XIV.

ALBANIE

Lec KURTI.

ALBANIA

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

UNITED STATES OF AMERICA

Under the terms of Article 20 of this Convention, the Government of the United States of America assumes no obligation in respect of the Philippine Islands, the Virgin Islands, American Samoa and the Island of Guam. ¹

Curtis T. EVERETT.

AUTRICHE

En signant la présente convention, je déclare que l'Autriche se réserve le droit prévu à l'article IX. ²

E. PFLÜGL.

AUSTRIA

BELGIQUE

En signant la convention, le Gouvernement belge se réserve le droit de prendre des mesures de prohibition ou de restriction à l'importation pour des raisons tirées de la nécessité de se défendre contre un envahissement de son marché par des films de provenance étrangère.

Le Gouvernement belge déclare n'assumer aucune obligation en ce qui concerne le Congo belge et le territoire du Ruanda-Urundi. ³

E. Du Bois.

BELGIUM

GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU
NORD

GREAT BRITAIN AND NORTHERN
IRELAND

ainsi que toutes parties de l'Empire britannique non membres séparés de la Société des Nations.

and all parts of the British Empire which are not separate Members of the League of Nations.

Douglas H. HACKING.

Traduction du Secrétariat de la Société des Nations : Translation by the Secretariat of the League of Nations :

¹ Conformément aux dispositions de l'article 20 de cette convention, le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique n'assume aucune obligation en ce qui concerne les Iles Philippines, les Iles Vierges, le Samoa américain et l'Ile de Guam.

² On signing the present Convention, I declare that Austria reserves the right provided for in Article IX.

³ On signing the Convention, the Belgian Government reserves the right to take measures to prohibit or restrict importation for reasons based on the necessity for defending its market against invasion by films of foreign origin.

The Belgian Government declares that it does not assume any obligation as regards the Belgian Congo and the Territory of Ruanda-Urundi.

INDE	<p>Under the terms of Article XX of this Convention, I declare that my signature is not binding as regards the enforcement of its provisions in the territories in India of any Prince or Chief under the suzerainty of His Majesty. ¹</p> <p style="text-align: center;">Brojendra Lal MITTER.</p>	INDIA
CHILI	<p>En signant la présente convention, je déclare que le Chili se réserve le droit prévu à l'article IX. ²</p> <p style="text-align: center;">Enrique J. GAJARDO V.</p>	CHILE
DANEMARK	<p>Conformément à l'article XX, alinéa premier, de la convention, le Danemark n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne le Groenland. ³</p> <p style="text-align: center;">William BORBERG.</p>	DENMARK
ÉGYPTE	<p style="text-align: center;">Mahmoud FAKHRY.</p>	EGYPT
FINLANDE	<p style="text-align: center;">Rudolf HOLSTI.</p>	FINLAND
FRANCE	<p>Sous la réserve énoncée à l'article IX et en spécifiant que la signature de la convention n'aura effet qu'à l'égard de la France métropolitaine. ⁴</p> <p style="text-align: center;">R. MASSIGLI.</p>	FRANCE
GRÈCE	<p style="text-align: center;">R. RAPHAËL. A. CONTOUMAS.</p>	GREECE
HONGRIE	<p>En signant la convention je réserve, pour mon gouvernement, le droit, prévu à l'article IX, de prendre des mesures de prohibition ou de restriction à l'importation pour des raisons tirées de la nécessité de se défendre contre un envahissement de son marché par des films de provenance étrangère. ⁵</p> <p style="text-align: center;">Ladislav DE TAHY.</p>	HUNGARY

Traduction du Secrétariat de la Société des Nations : Translation by the Secretariat of the League of Nations :

¹ Conformément aux termes de l'article XX de cette convention, je déclare, en ce qui concerne l'application de ses dispositions, que ma signature n'engage pas les territoires de l'Inde appartenant à un prince ou chef placé sous la suzeraineté de Sa Majesté.

² On signing the present Convention, I declare that Chile reserves the right provided for in Article IX.

³ In conformity with paragraph 1 of Article XX of the Convention, Denmark does not assume any obligation as regards Greenland.

⁴ Subject to the reservation mentioned in Article IX and declaring that the signature of the Convention shall be effective only as regards the home territory of France.

⁵ When signing the Convention, I reserve, on behalf of my Government, the right provided in Article IX to take measures to prohibit or restrict importation for reasons based on the necessity for defending its market against invasion by films of foreign origin.

ITALIE	Giovanni Cesare MAJONI.	ITALY
LETONIE	J. FELDMANS.	LATVIA
MONACO	Xavier RAISIN.	MONACO
NICARAGUA	T. F. MEDINA.	NICARAGUA
NORVÈGE	Hersleb BIRKELAND.	NORWAY
PANAMA	R. A. AMADOR.	PANAMA
POLOGNE	Avec la réserve (prévue à l'article IX) du droit de prendre des mesures de prohibition ou de restriction à l'importation pour des raisons tirées de la nécessité de se défendre contre un envahissement de son marché par des films de provenance étrangère. ¹ E. RACZYŃSKI.	POLAND
ROUMANIE	Sous la réserve prévue à l'article IX. ² V. V. PELLA.	ROUMANIA
SUÈDE	Sous réserve de ratification de Sa Majesté le Roi de Suède avec l'approbation du Riksdag. ³ K. I. WESTMAN.	SWEDEN
SUISSE	C. GORGÉ.	SWITZERLAND
URUGUAY	Alfredo DE CASTRO.	URUGUAY

Translation by the Secretariat of the League of Nations :

¹ With the reservation (provided in Article IX) of the right to take measures to prohibit or restrict importation for reasons based on the necessity for defending its market against invasion by films of foreign origin.

² Subject to the reservation provided for in Article IX.

³ Subject to ratification by His Majesty the King of Sweden with the approval of the Riksdag.

N° 3586.

UNION SUD-AFRICAINE,
ALBANIE, ALLEMAGNE,
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE,
AUSTRALIE, etc.

Convention pour la réglementation
de la chasse à la baleine. Signée
à Genève, le 24 septembre 1931.

UNION OF SOUTH AFRICA,
ALBANIA, GERMANY,
UNITED STATES OF AMERICA,
AUSTRALIA, etc.

Convention for the Regulation of
Whaling. Signed at Geneva, Sep-
tember 24th, 1931.

N° 3586. — CONVENTION¹ POUR LA RÉGLEMENTATION DE LA CHASSE A LA BALEINE. SIGNÉE A GENÈVE, LE 24 SEPTEMBRE 1931.

Textes officiels en français et en anglais. Cette convention a été enregistrée par le Secrétariat, conformément à son article 21, le 16 janvier 1935, date de son entrée en vigueur.

SA MAJESTÉ LE ROI DES ALBANAIS ; LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND ; LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE ; SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES ; SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES DOMINIONS BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE ; SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE ; LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE ; SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE ; LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS DU MEXIQUE ; SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE ; SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE ; SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE ; LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE TURQUIE ; SA MAJESTÉ LE ROI DE YOUGOSLAVIE ont désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES ALBANAIS :

M. Lec KURTI, ministre résident, délégué permanent auprès de la Société des Nations.

¹ *Dépôt des ratifications à Genève :*

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE	7 juillet 1932.
NORVÈGE	18 juillet 1932.
UNION SUD-AFRICAINE	11 janvier 1933.
SUISSE	16 février 1933.
MEXIQUE	13 mars 1933.
PAYS-BAS (y compris les Indes néerlandaises, Surinam et Curaçao)	30 mai 1933.
ITALIE	12 juin 1933.

Traduction. — L'adhésion du Gouvernement italien à cette convention ne pourra en aucun cas constituer un précédent pour les accords futurs prévoyant une limitation de la pêche dans les mers extraterritoriales.

ESPAGNE	2 août 1933.
POLOGNE	27 septembre 1933.
TCHÉCOSLOVAQUIE	20 octobre 1933.
YOUGOSLAVIE	16 janvier 1934.
TURQUIE	28 mai 1934.
DANEMARK (y compris le Groenland)	26 juin 1934.
GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD	18 octobre 1934.

Traduction. — Sa Majesté n'assume aucune obligation en ce qui concerne l'un quelconque de ses colonies, protectorats et territoires d'outre-

No. 3586. — CONVENTION¹ FOR THE REGULATION OF WHALING.
SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 24TH, 1931.

Official texts in French and English. This Convention was registered with the Secretariat, in accordance with its Article 21, on January 16th, 1935, the date of its entry into force.

HIS MAJESTY THE KING OF THE ALBANIANS ; THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH ; THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA ; HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS ; HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA ; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF COLOMBIA ; HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND ; THE PRESIDENT OF THE GOVERNMENT OF THE SPANISH REPUBLIC ; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND ; THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC ; THE PRESIDENT OF THE HELLENIC REPUBLIC ; HIS MAJESTY THE KING OF ITALY ; THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF MEXICO ; HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY ; HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS ; THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC ; HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA ; THE SWISS FEDERAL COUNCIL ; THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC ; THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC ; HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA, have appointed as their Plenipotentiaries the following :

HIS MAJESTY THE KING OF THE ALBANIANS :

M. Lec KURTI, Resident Minister, Permanent Delegate accredited to the League of Nations.

¹ *Deposit of ratifications in Geneva :*

UNITED STATES OF AMERICA	July 7th, 1932.
NORWAY	July 18th, 1932.
UNION OF SOUTH AFRICA	January 11th, 1933.
SWITZERLAND	February 16th, 1933.
MEXICO	March 13th, 1933.
THE NETHERLANDS (including the Netherlands Indies, Surinam and Curaçao)	May 30th, 1933.
ITALY	June 12th, 1933.

Translation. — The accession of the Italian Government to this Convention can in no way constitute a precedent for future agreements providing for the limitation of fishing in extra-territorial seas.

SPAIN	August 2nd, 1933.
POLAND	September 27th, 1933.
CZECHOSLOVAKIA	October 20th, 1933.
YUGOSLAVIA	January 16th, 1934.
TURKEY	May 28th, 1934.
DENMARK (including Greenland)	June 26th, 1934.
GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND	October 18th, 1934.

His Majesty does not assume any obligations in respect of any of His colonies, protectorates, overseas territories or territories

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

M. Hans Hermann VÖLCKERS, consul général à Genève.

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. Hugh R. WILSON, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. P. HYMANS, ministre des Affaires étrangères.

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES DOMINIONS BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

POUR LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD, ainsi que toutes parties de l'Empire britannique non membres séparés de la Société des Nations :

Le très honorable vicomte CECIL OF CHELWOOD, K.C.

POUR LE DOMINION DU CANADA :

L'honorable Hugh GUTHRIE, P.C., K.C., M.P., ministre de la Justice, procureur général.

POUR LE COMMONWEALTH D'AUSTRALIE :

Mr. James R. COLLINS, C.M.G., C.B.E., secrétaire officiel et conseiller financier au Bureau du haut commissaire à Londres.

POUR LE DOMINION DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE :

Sir Thomas Mason WILFORD, K.C.M.G., K.C., haut commissaire à Londres.

POUR L'UNION SUD-AFRICAINE :

Mr. C. T. TE WATER, haut commissaire à Londres.

POUR L'INDE :

Sir Brojendra L. MITTER, Kt., membre juridique du Conseil exécutif du Vice-Roi.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE :

Le docteur A. J. RESTREPO, délégué permanent auprès de la Société des Nations.

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE :

M. William BORBERG, délégué permanent auprès de la Société des Nations.

mer ou territoires placés sous la suzeraineté ou le mandat du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni.

FRANCE	16 mai 1935.
NOUVELLE-ZÉLANDE	16 octobre 1935.
CANADA	12 décembre 1935.

Adhésions

SOUDAN	13 avril 1932.
NICARAGUA	30 avril 1932.
MONACO	7 juin 1932.
BRÉSIL	21 novembre 1932.
EGYPTE	25 janvier 1933.
ÉQUATEUR	13 avril 1935.
LETTONIE	17 septembre 1935.

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

M. Hans Hermann VÖLCKERS, Consul-General at Geneva.

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Mr. Hugh R. WILSON, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

M. P. HYMANS, Minister for Foreign Affairs.

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

FOR GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND and all parts of the British Empire which are not separate Members of the League of Nations :

The Right Honourable Viscount CECIL OF CHELWOOD, K.C.

FOR THE DOMINION OF CANADA :

The Honourable Hugh GUTHRIE, P.C., K.C., M.P., Minister of Justice and Attorney-General.

FOR THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA :

Mr. James R. COLLINS, C.M.G., C.B.E., Official Secretary and Financial Adviser in the Office of the High Commissioner in London.

FOR THE DOMINION OF NEW ZEALAND :

Sir Thomas Mason WILFORD, K.C.M.G., K.C., High Commissioner in London.

FOR THE UNION OF SOUTH AFRICA :

Mr. C. T. TE WATER, High Commissioner in London.

FOR INDIA :

Sir Brojendra L. MITTER, Kt., Law Member of the Viceroy's Executive Council.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF COLOMBIA :

Dr. A. J. RESTREPO, Permanent Delegate accredited to the League of Nations.

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND :

M. William BORBERG, Permanent Delegate accredited to the League of Nations.

under suzerainty or under mandate exercised by
His Majesty's Government in the United King-
dom.

FRANCE	May 16th, 1935.
NEW ZEALAND	October 16th, 1935.
CANADA	December 12th, 1935.

Accessions :

SUDAN	April 13th, 1932.
NICARAGUA	April 30th, 1932.
MONACO	June 7th, 1932.
BRAZIL	November 21st, 1932.
EGYPT	January 25th, 1933.
ECUADOR	April 13th, 1935.
LATVIA	September 17th, 1935.

LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE :

M. Alejandro LERROUX GARCÍA, ministre d'Etat.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

M. Evald GYLLENBÖGEL, conseiller de légation, délégué permanent *a. i.* auprès de la Société des Nations.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. Louis ROLLIN, député, ministre du Commerce et de l'Industrie.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE :

M. R. RAPHAËL, délégué permanent auprès de la Société des Nations.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

M. Augusto ROSSO, ministre plénipotentiaire, délégué adjoint au Conseil de la Société des Nations.

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS DU MEXIQUE :

M. Salvador MARTÍNEZ DE ALVA, directeur du Bureau permanent auprès de la Société des Nations.

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE :

M. Birger BRAADLAND, ministre des Affaires étrangères.

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

Le Jonkheer F. BEELAERTS VAN BLOKLAND, ministre des Affaires étrangères.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

M. Auguste ZALESKI, ministre des Affaires étrangères.

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

M. Constantin ANTONIADE, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire auprès de la Société des Nations.

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

M. Giuseppe MOTTA, président de la Confédération suisse, chef du Département politique fédéral.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. Zdeněk FIERLINGER, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse, délégué permanent auprès de la Société des Nations.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE TURQUIE :

Cemal HÜSNÜ bey, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse.

SA MAJESTÉ LE ROI DE YOUGOSLAVIE :

M. Voislav MARINKOVITCH, ministre des Affaires étrangères.

Lesquels, après avoir communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

THE PRESIDENT OF THE GOVERNMENT OF THE SPANISH REPUBLIC :

M. Alejandro LERROUX GARCÍA, Minister of State.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND :

M. Evald GYLLENBÖGEL, Counsellor of Legation, Permanent Delegate *a.i.* accredited to the League of Nations.

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

M. Louis ROLLIN, Deputy, Minister of Commerce and Industry.

THE PRESIDENT OF THE HELLENIC REPUBLIC :

M. R. RAPHAËL, Permanent Delegate accredited to the League of Nations.

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

M. Augusto ROSSO, Minister Plenipotentiary, Substitute Delegate to the Council of the League of Nations.

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF MEXICO :

M. Salvador MARTÍNEZ DE ALVA, Head of the Permanent Office accredited to the League of Nations.

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY :

M. Birger BRAADLAND, Minister for Foreign Affairs.

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

Jonkheer F. BEELAERTS VAN BLOKLAND, Minister for Foreign Affairs.

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC :

M. Auguste ZALESKI, Minister for Foreign Affairs.

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

M. Constantin ANTONIADE, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to the League of Nations.

THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

M. Giuseppe MOTTA, President of the Swiss Confederation, Head of the Federal Political Department.

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

M. Zdeněk FIERLINGER, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council, Permanent Delegate accredited to the League of Nations.

THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

Cemal HÜSNÜ Bey, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council.

HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA :

M. Voislav MARINKOVITCH, Minister for Foreign Affairs.

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de prendre, dans les limites de leurs juridictions respectives, des mesures appropriées pour assurer l'application des dispositions de la présente convention et pour punir les infractions auxdites dispositions.

Article 2.

La présente convention est applicable seulement aux baleines à fanons.

Article 3.

La présente convention ne s'applique pas aux aborigènes habitant les côtes des territoires des Hautes Parties contractantes à la condition que :

- 1° Ils fassent seulement usage de canots, de pirogues ou d'autres embarcations exclusivement indigènes et mues à la voile ou à rames ;
- 2° Ils ne se servent pas d'armes à feu ;
- 3° Ils ne soient pas au service de personnes non aborigènes ;
- 4° Ils ne soient pas tenus de livrer à des tiers le produit de leur chasse.

Article 4.

Il est interdit de capturer ou de tuer les « right whales », qui seront considérées comme comprenant la baleine du cap Nord, la baleine du Groenland, la « right whale » australe, la « right whale » du Pacifique et la « right whale » pygmée australe.

Article 5.

Il est interdit de capturer ou de tuer les baleineaux ou jeunes baleines non sevrées, les baleines non adultes et les baleines femelles accompagnées de baleineaux (ou jeunes non sevrés).

Article 6.

Les carcasses de baleines capturées devront être utilisées aussi complètement que possible. En particulier :

1° L'huile devra être extraite, par ébullition ou par tout autre procédé, de tout le blanc ainsi que de la tête et de la langue et, en outre, de la queue jusqu'à l'ouverture extérieure du gros intestin.

Les dispositions du présent paragraphe ne seront applicables qu'aux carcasses ou parties de carcasses non destinées à être utilisées comme comestibles.

2° Toute usine, flottante ou non, servant à traiter les carcasses de baleine, devra être munie de l'outillage nécessaire pour extraire l'huile du blanc, de la chair et des os.

3° Si des baleines sont amenées au rivage, des mesures appropriées devront être prises pour utiliser les résidus après l'extraction de l'huile.

Article 1.

The High Contracting Parties agree to take, within the limits of their respective jurisdictions, appropriate measures to ensure the application of the provisions of the present Convention and the punishment of infractions of the said provisions.

Article 2.

The present Convention applies only to baleens or whalebone whales.

Article 3.

The present Convention does not apply to aborigines dwelling on the coasts of the territories of the High Contracting Parties provided that :

- (1) They only use canoes, pirogues or other exclusively native craft propelled by oars or sails ;
- (2) They do not carry firearms ;
- (3) They are not in the employment of persons other than aborigines ;
- (4) They are not under contract to deliver the products of their whaling to any third person.

Article 4.

The taking or killing of right whales, which shall be deemed to include North-Cape whales, Greenland whales, southern right whales, Pacific right whales and southern pigmy right whales, is prohibited.

Article 5.

The taking or killing of calves or suckling whales, immature whales, and female whales which are accompanied by calves (or suckling whales) is prohibited.

Article 6.

The fullest possible use shall be made of the carcasses of whales taken. In particular :

(1) There shall be extracted by boiling or otherwise the oil from all blubber and from the head and the tongue and, in addition, from the tail as far forward as the outer opening of the lower intestine.

The provisions of this sub-paragraph shall apply only to such carcasses or parts of carcasses as are not intended to be used for human food.

(2) Every factory, whether on shore or afloat, used for treating the carcasses of whales shall be equipped with adequate apparatus for the extraction of oil from the blubber, flesh and bones.

(3) In the case of whales brought on shore, adequate arrangements shall be made for utilising the residues after the oil has been extracted.

Article 7.

Les canonniers et les équipages des navires baleiniers devront être embauchés à des conditions qui feront, dans une grande mesure, dépendre leur rémunération de facteurs tels que la taille, l'espèce, la valeur des baleines capturées et la quantité d'huile extraite, et non pas seulement du nombre des baleines capturées, pour autant que cette rémunération dépende des résultats de la chasse.

Article 8.

Aucun navire des Hautes Parties contractantes ne pourra se livrer à la capture ou au traitement des baleines sans qu'une licence spéciale ait été concédée à ce navire par la Haute Partie contractante dont il porte le pavillon, ou sans que son propriétaire ou affrèteur ait notifié au gouvernement de cette Haute Partie contractante son intention d'utiliser ce navire pour la chasse à la baleine et qu'il ait reçu dudit gouvernement une attestation de cette notification.

Le présent article ne porte nullement atteinte au droit, pour l'une quelconque des Hautes Parties contractantes, d'exiger, en outre, une licence émanant de ses propres autorités, pour tout navire désireux d'utiliser son territoire ou ses eaux territoriales en vue de capturer, d'amener à terre ou de traiter des baleines. La délivrance de cette licence pourra être, soit refusée, soit subordonnée aux conditions que la Haute Partie contractante intéressée estimera nécessaires ou opportunes, quelle que soit la nationalité du navire.

Article 9.

La zone géographique d'application des articles de la présente convention s'étendra à toutes les eaux du monde entier, y compris à la fois la haute mer et les eaux territoriales et nationales.

Article 10.

1. Les Haute Parties contractantes devront obtenir des navires baleiniers portant leur pavillon les renseignements les plus complets possibles au point de vue biologique sur chaque baleine capturée, et en tout cas en ce qui concerne les points suivants :

- a) Date de la capture ;
- b) Lieu de la capture ;
- c) Espèce ;
- d) Sexe ;
- e) Longueur, mesurée si l'animal est retiré de l'eau ; approximative si la baleine est découpée dans l'eau ;
- f) S'il y a un fœtus, longueur du fœtus et son sexe, s'il peut être déterminé ;
- g) Renseignements sur le contenu de l'estomac, lorsque cela est possible.

2. La longueur mentionnée aux paragraphes e) et f) du présent article sera celle de la ligne droite depuis l'extrémité du museau jusqu'à l'intersection des nageoires caudales.

Article 11.

Chacune des Hautes Parties contractantes se fera adresser par toutes les usines, flottantes ou établies sur la terre ferme, soumises à sa juridiction, des relevés indiquant le nombre des baleines

Article 7.

Gunners and crews of whaling vessels shall be engaged on terms such that their remuneration shall depend to a considerable extent upon such factors as the size, species, value and yield of oil of whales taken, and not merely upon the number of whales taken, in so far as payment is made dependent on results.

Article 8.

No vessel of any of the High Contracting Parties shall engage in taking or treating whales unless a licence authorising such vessel to engage therein shall have been granted in respect of such vessel by the High Contracting Party, whose flag she flies, or unless her owner or charterer has notified the Government of the said High Contracting Party of his intention to employ her in whaling and has received a certificate of notification from the said Government.

Nothing in this Article shall prejudice the right of any High Contracting Party to require that, in addition, a licence shall be required from his own authorities by every vessel desirous of using his territory or territorial waters for the purposes of taking, landing or treating whales, and such licence may be refused or may be made subject to such conditions as may be deemed by such High Contracting Party to be necessary or desirable, whatever the nationality of the vessel may be.

Article 9.

The geographical limits within which the Articles of this Convention are to be applied shall include all the waters of the world, including both the high seas and territorial and national waters.

Article 10.

1. The High Contracting Parties shall obtain, with regard to the vessels flying their flags and engaged in the taking of whales, the most complete biological information practicable with regard to each whale taken, and in any case on the following points :

- (a) Date of taking ;
- (b) Place of taking ;
- (c) Species ;
- (d) Sex ;
- (e) Length ; measured, when taken out of water ; estimated, if cut up in water ;
- (f) When foetus is present, length and sex if ascertainable ;
- (g) When practicable, information as to stomach contents.

2. The length referred to in sub-paragraphs (e) and (f) of this Article shall be the length of a straight line taken from the tip of the snout to the notch between the flukes of the tail.

Article 11.

Each High Contracting Party shall obtain from all factories, on land or afloat, under his jurisdiction, returns of the number of whales of each species treated at each factory and of the

de chaque espèce traitées dans chacune des usines et les quantités d'huile de chaque qualité, poudre, guano et autres sous-produits tirés de ces baleines.

Article 12.

Chacune des Hautes Parties contractantes communiquera les renseignements statistiques relatifs aux opérations, concernant les baleines, qui ont eu lieu dans le ressort de leur juridiction, au Bureau international de statistiques baleinières, à Oslo. Les renseignements fournis devront comprendre au moins les détails mentionnés à l'article 10 et : 1° le nom et le tonnage de chaque usine flottante ; 2° le nombre et le tonnage global des navires baleiniers ; 3° une liste des stations terrestres ayant fonctionné au cours de la période envisagée. Ces renseignements seront fournis à des intervalles appropriés ne dépassant pas une année.

Article 13.

L'obligation, pour l'une quelconque des Hautes Parties contractantes, de prendre des mesures en vue d'assurer l'observation des dispositions de la présente convention dans ses territoires et dans ses eaux territoriales et par ses navires, sera limitée à ceux de ses territoires auxquels s'applique la convention et aux eaux territoriales contiguës, ainsi qu'aux navires immatriculés dans ces territoires.

Article 14.

La présente convention, dont les textes français et anglais feront également foi, pourra être signée, jusqu'au trente et un mars 1932, au nom de tout Membre de la Société des Nations ou de tout Etat non membre.

Article 15.

La présente convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera le dépôt à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non membres, en indiquant les dates auxquelles ces dépôts ont été effectués.

Article 16.

A partir du premier avril 1932, tout Membre de la Société des Nations et tout Etat non membre au nom duquel la convention n'a pas été signée à cette date, pourra y adhérer.

Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de la Société des Nations, qui notifiera le dépôt et la date de ce dernier à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non membres.

Article 17.

La présente convention entrera en vigueur quatre-vingt-dix jours après que le Secrétaire général de la Société des Nations aura reçu des ratifications ou des adhésions au nom d'au moins huit Membres de la Société des Nations ou Etats non membres. Dans ce nombre doivent être compris le Royaume de Norvège et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

amounts of oil of each grade and the quantities of meal, guano and other products derived from them.

Article 12.

Each of the High Contracting Parties shall communicate statistical information regarding all whaling operations under their jurisdiction to the International Bureau for Whaling Statistics at Oslo. The information given shall comprise at least the particulars mentioned in Article 10 and : (1) the name and tonnage of each floating factory ; (2) the number and aggregate tonnage of the whale catchers ; (3) a list of the land stations which were in operation during the period concerned. Such information shall be given at convenient intervals not longer than one year.

Article 13.

The obligation of a High Contracting Party to take measures to ensure the observance of the conditions of the present Convention in his own territories and territorial waters, and by his vessels, shall not apply to those of his territories to which the Convention does not apply, and the territorial waters adjacent thereto, or to vessels registered in such territories.

Article 14.

The present Convention, the French and English texts of which shall both be authoritative, shall remain open until the thirty-first of March 1932 for signature on behalf of any Member of the League of Nations or of any non-member State.

Article 15.

The present Convention shall be ratified. The instruments of ratification shall be deposited with the Secretary-General of the League of Nations, who shall notify their receipt to all Members of the League of Nations and non-member States indicating the dates of their deposit.

Article 16.

As from the first of April 1932, any Member of the League of Nations and any non-member State, on whose behalf the Convention has not been signed before that date, may accede thereto.

The instruments of accession shall be deposited with the Secretary-General of the League of Nations, who shall notify all the Members of the League of Nations and non-member States of their deposit and the date thereof.

Article 17.

The present Convention shall enter into force on the ninetieth day following the receipt by the Secretary-General of the League of Nations of ratifications or accessions on behalf of not less than eight Members of the League or non-member States, including the Kingdom of Norway and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland.

A l'égard de chacun des Membres ou Etats non membres au nom desquels un instrument de ratification ou d'adhésion sera ultérieurement déposé, la convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour après la date du dépôt de cet instrument.

Article 18.

Si, après l'entrée en vigueur de la présente convention et à la demande de deux Membres de la Société, ou deux Etats non membres, à l'égard desquels la présente convention sera à ce moment en vigueur, le Conseil de la Société des Nations convoque une conférence pour la révision de la convention, les Hautes Parties contractantes s'engagent à s'y faire représenter.

Article 19.

1. La présente convention pourra être dénoncée à l'expiration d'une période de trois années à partir de la date à laquelle elle sera entrée en vigueur.

2. La dénonciation de la convention s'effectuera par une notification écrite, adressée au Secrétaire général de la Société des Nations, qui informera tous les Membres de la Société et les Etats non membres de chaque notification, ainsi que de la date de la réception.

3. La dénonciation prendra effet six mois après la réception de la notification.

Article 20.

1. Chacune des Hautes Parties contractantes peut déclarer, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, que par son acceptation de la présente convention, elle n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne l'ensemble ou toute partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer ou territoires placés sous sa suzeraineté ou son mandat ; dans ce cas, la présente convention ne sera pas applicable aux territoires faisant l'objet d'une telle déclaration.

2. Chacune des Hautes Parties contractantes pourra ultérieurement notifier au Secrétaire général de la Société des Nations qu'elle entend rendre la présente convention applicable à l'ensemble ou à toute partie de ses territoires ayant fait l'objet de la déclaration prévue au paragraphe précédent. Dans ce cas, la convention s'appliquera à tous les territoires visés dans la notification quatre-vingt-dix jours après la réception de cette notification par le Secrétaire général de la Société des Nations.

3. Chacune des Hautes Parties contractantes peut, à tout moment après l'expiration de la période de trois ans prévue à l'article 19, déclarer qu'elle entend voir cesser l'application de la présente convention à l'ensemble ou à toute partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer ou territoires placés sous sa suzeraineté ou son mandat ; dans ce cas, la convention cessera d'être applicable aux territoires faisant l'objet d'une telle déclaration six mois après la réception de cette déclaration par le Secrétaire général de la Société des Nations.

4. Le Secrétaire général de la Société des Nations communiquera à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non membres les déclarations et notifications reçues en vertu du présent article, ainsi que les dates de leur réception.

Article 21.

La présente convention sera enregistrée par le Secrétaire général de la Société des Nations dès qu'elle sera entrée en vigueur.

As regards any Member of the League or non-member State on whose behalf an instrument of ratification or accession is subsequently deposited, the Convention shall enter into force on the ninetieth day after the date of the deposit of such instrument.

Article 18.

If after the coming into force of the present Convention the Council of the League of Nations, at the request of any two Members of the League or non-member States with regard to which the Convention is then in force, shall convene a Conference for the revision of the Convention, the High Contracting Parties agree to be represented at any Conference so convened.

Article 19.

1. The present Convention may be denounced after the expiration of three years from the date of its coming into force.
2. Denunciation shall be effected by a written notification addressed to the Secretary-General of the League of Nations, who shall inform all the Members of the League and the non-member States of each notification received and of the date of its receipt.
3. Each denunciation shall take effect six months after the receipt of its notification.

Article 20.

1. Any High Contracting Party may, at the time of signature, ratification or accession, declare that, in accepting the present Convention, he does not assume any obligations in respect of all or any of his colonies, protectorates, overseas territories or territories under suzerainty or mandate ; and the present Convention shall not apply to any territories named in such declaration.

2. Any High Contracting Party may give notice to the Secretary-General of the League of Nations at any time subsequently that he desires that the Convention shall apply to all or any of his territories which have been made the subject of a declaration under the preceding paragraph, and the Convention shall apply to all the territories named in such notice ninety days after its receipt by the Secretary-General of the League of Nations.

3. Any High Contracting Party may, at any time after the expiration of the period of three years mentioned in Article 19, declare that he desires that the present Convention shall cease to apply to all or any of his colonies, protectorates, overseas territories or territories under suzerainty or mandate and the Convention shall cease to apply to the territories named in such declaration six months after its receipt by the Secretary-General of the League of Nations.

4. The Secretary-General of the League of Nations shall communicate to all the Members of the League of Nations and the non-member States all declarations and notices received in virtue of this Article and the dates of their receipt.

Article 21.

The present Convention shall be registered by the Secretary-General of the League of Nations as soon as it has entered into force.

En foi de quoi les plénipotentiaires sus-mentionnés ont signé la présente convention.

Fait à Genève, le vingt-quatre septembre mil neuf cent trente et un, en un seul exemplaire qui sera conservé dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations et dont copie certifiée conforme sera remise à tous les Membres de la Société et aux Etats non membres.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at Geneva, on the twenty-fourth day of September one thousand nine hundred and thirty-one, in a single copy which shall be kept in the archives of the Secretariat of the League of Nations and of which certified true copies shall be delivered to all the Members of the League of Nations and to the non-member States.

ALBANIE

Lec KURTI.

ALBANIA

ALLEMAGNE

Dr. Hans Hermann VÖLCKERS.

GERMANY

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Hugh R. WILSON.

UNITED STATES OF AMERICA

BELGIQUE

HYMANS.

BELGIUM

GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU GRAND BRITAIN AND NORTHERN
NORD, ainsi que toutes parties de l'Empire IRELAND, and all parts of the British
britannique non membres séparés de la Empire which are not separate Members of
Société des Nations. the League of the Nations.

CECIL.

CANADA

H. GUTHRIE.

CANADA

COMMONWEALTH D'AUSTRALIE

James R. COLLINS.

COMMONWEALTH OF AUSTRALIA

NOUVELLE-ZÉLANDE

Thomas M. WILFORD.

NEW ZEALAND

UNION SUD-AFRICAINE

C. T. TE WATER.

UNION OF SOUTH AFRICA

INDE

B. L. MITTER.

INDIA

COLOMBIE

A. J. RESTREPO.

COLOMBIA

DANEMARK

Avec réserve, jusqu'à nouvel ordre, pour ce qui concerne le Groenland. ¹

William BORBERG.

DENMARK

¹ Translation :

With reservation, until further notice, as regards Greenland.

ESPAGNE	A. LERROUX.	SPAIN
FINLANDE	Evald GYLLENBÖGEL.	FINLAND
FRANCE	Louis ROLLIN.	FRANCE
GRÈCE	R. RAPHAËL.	GREECE
ITALIE	Augusto Rosso.	ITALY
MEXIQUE	S. Martinez DE ALVA.	MEXICO
NORVÈGE	Birger BRAADLAND.	NORWAY
PAYS-BAS		THE NETHERLANDS
	Pour le Royaume en Europe et les Indes néerlandaises. ¹	
	BEELAERTS VAN BLOKLAND.	
POLOGNE	Auguste ZALESKI.	POLAND
ROUMANIE	C. ANTONIADE.	ROUMANIA
SUISSE	MOTTA	SWITZERLAND
TCHÉCOSLOVAQUIE	Zd. FIERLINGER.	CZECHOSLOVAKIA
TURQUIE	Cemal HÜSNÜ.	TURKEY
YOUGOSLAVIE	D ^r V. MARINKOVITCH.	YUGOSLAVIA

¹ *Translation :*

For the Kingdom in Europe and the Netherlands Indies.

N° 3587.

**BELGIQUE,
GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD,
ESPAGNE, FRANCE,
ÉTAT LIBRE D'IRLANDE,
ITALIE,
PAYS-BAS ET PORTUGAL**

**Convention concernant les règles
adoptées en matière de sauvetage
de torpilles automobiles. Signée à
Paris, le 12 juin 1934.**

**BELGIUM, GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND,
SPAIN, FRANCE,
IRISH FREE STATE, ITALY,
THE NETHERLANDS
AND PORTUGAL**

**Convention relating to the Salvage
of Torpedoes. Signed at Paris,
June 12th, 1934.**

N° 3587. — CONVENTION CONCERNANT LES RÈGLES ADOPTÉES
EN MATIÈRE DE SAUVETAGE DE TORPILLES AUTOMOBILES.
SIGNÉE A PARIS, LE 12 JUIN 1934.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 16 janvier 1935.

LES GOUVERNEMENTS DE LA BELGIQUE, DE L'ESPAGNE, DE LA FRANCE, DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, DE L'ÉTAT LIBRE D'IRLANDE, DE L'ITALIE, DES PAYS-BAS et DU PORTUGAL,

Désireux de fixer une échelle des primes à payer en cas de sauvetage de torpilles, se sont mis d'accord sur les articles suivants :

I.

Ont droit à l'allocation des primes définies à l'article II ci-dessous tous les ressortissants d'un Gouvernement contractant :

A. Lorsqu'ils fournissent à l'autorité maritime la plus proche (port ou douane) des indications ayant pour résultat de faire retrouver une torpille perdue par un autre Gouvernement contractant ;

B. Lorsqu'ils remettent à l'autorité désignée au paragraphe A une torpille dont le lieu de perte n'aura pas été préalablement signalé suivant les formalités réglementaires en vigueur dans le pays intéressé ou dont les autorités militaires auront définitivement abandonné la recherche.

II.

Les primes seront payées sur la base du barème ci-dessous et au taux du change à la date du sauvetage.

Nature du service rendu	Torpille utilisable	Torpille non utilisable
Renseignements fournis dans les conditions du paragraphe A de l'article I	£2	£1
Torpille trouvée à la côte ou à moins de 2 milles de la côte, et remise aux autorités locales	£10	£5
Torpille sauvetée à plus de 2 milles de la côte et remise aux autorités locales	£30	£15

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3587. — CONVENTION RELATING TO THE SALVAGE OF TORPEDOES. SIGNED AT PARIS, JUNE 12TH, 1934.

French official text communicated by the Netherlands Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place January 16th, 1935.

THE GOVERNMENTS OF BELGIUM, SPAIN, FRANCE, UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, IRISH FREE STATE, ITALY, THE NETHERLANDS, AND PORTUGAL,

Being desirous of establishing a scale of rewards to be paid for the salvage of torpedoes, have agreed upon the following Articles :

I.

The nationals of a Contracting Government are entitled to receive the rewards defined in Article II of the present Convention :

A. When they furnish to the nearest maritime authority (port or Customs) information resulting in the recovery of a torpedo lost by another Contracting Government ;

B. When they return to the authority designated in paragraph A a torpedo the place of loss of which has not been previously announced in accordance with the rules and regulations in force in the country concerned, or the search for which has been definitely abandoned by the military authorities.

II.

The rewards shall be paid on the basis of the following table and at the rate of exchange prevailing at the date of salvage :

Nature of service rendered	Torpedo fit for use	Torpedo not fit for use
Information furnished under the conditions of paragraph A of Article I	£2	£1
Torpedo found on the coast or less than 2 miles from the coast and handed over to the local authorities.	£10	£5
Torpedo salvaged more than 2 miles from the coast and returned to the local authorities	£30	£15

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

III.

Dans le cas où des dispositions spéciales seraient nécessaires pour le sauvetage d'une torpille, un rapport détaillé en sera fait au Ministère de la Marine intéressé et tous arrangements pour la reprise de la torpille feront l'objet d'un contrat indépendant de la présente convention.

IV.

Le paiement des primes prévues à l'article II sera effectué par les soins du Ministère de la Marine du Gouvernement contractant auquel appartiennent les torpilles sauvetées. Le Ministère de la Marine du pays dont les sauveteurs sont ressortissants ou un autre ministère nommé par le gouvernement de ce pays servira d'intermédiaire entre les parties.

V.

Il ne sera dû aux sauveteurs, en dehors des primes indiquées à l'article II ci-dessus, aucune allocation pour pertes, avaries, manque à gagner ou autres dommages subis à l'occasion du sauvetage.

VI.

Le montant des primes indiquées à l'article II pourra être révisé à la demande d'un des Gouvernements contractants.

VII.

La plus large publicité sera donnée aux dispositions qui précèdent et qui seront plus particulièrement portées à la connaissance des populations côtières par les soins des autorités maritimes de chacun des Gouvernements contractants.

VIII.

Les contestations pouvant survenir en matière de sauvetage des torpilles sont du ressort des autorités maritimes des gouvernements intéressés et ne sont pas susceptibles d'appel devant les tribunaux. Le cas échéant, il pourra être fait appel à l'arbitrage. Dans ce cas, le litige serait soumis à une marine d'un gouvernement non intéressé dans l'incident, mais signataire du présent contrat, ou à tout autre arbitre choisi d'un commun accord.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente convention qui entrera en vigueur à la date de la signature et restera en vigueur, avec faculté de dénonciation de la part de l'un ou l'autre des Gouvernements contractants, dénonciation qui devra être notifiée à chacun des Gouvernements contractants six mois à l'avance.

Cette dénonciation n'aura d'effet que pour le gouvernement qui l'aura notifiée.

Fait à Paris, le 12 juin 1934.

III.

In the event of special arrangements being necessary for the salvage of a torpedo, a detailed report on them shall be made to the Ministry of Marine concerned and all arrangements for the recovery of the torpedo shall be subject to a contract independent of the present Convention.

IV.

The payment of the rewards laid down in Article II shall be effected through the agency of the Ministry of Marine of the Contracting Government to whom the salvaged torpedoes belong. The Ministry of Marine of the country of which the salvors are nationals, or another Ministry named by the Government of that country, shall serve as intermediary between the parties.

V.

Beyond the rewards indicated in Article II above, there shall not be due to the salvors any allowance for losses, injuries, loss of profits or other damages suffered at the time of the salvage.

VI.

The amounts of the rewards indicated in Article II may be revised at the request of one of the Contracting Governments.

VII.

The widest publicity shall be given to the foregoing provisions, which shall more particularly be brought to the notice of the coastal population by the maritime authorities of each of the Contracting Governments.

VIII.

Any disputes which may arise in respect of the salvage of torpedoes are within the competence of the maritime authorities of the interested Governments and cannot form the subject of legal proceedings. If the case arises, appeal may be made to arbitration. In this case, the dispute shall be submitted to the maritime authorities of a Government not concerned in the incident but signatory of the present Convention or to any other arbitrator chosen by agreement.

In witness whereof the undersigned, duly authorised, have signed the present Convention, which shall enter into force on the date of signature and shall remain in force, subject to denunciation by one or other of the Contracting Governments, such denunciation to be notified to each of the Contracting Governments six months in advance.

Such denunciation shall only have effect as regards the Government which has notified it.

Done at Paris, the 12th day of June, 1934.

En ce qui concerne la Belgique, cette convention n'entrera en vigueur qu'après sa publication dans les formes légales prescrites par la législation belge.

(L. S.) (Signé) DE GAIFFIER.
(L. S.) (Signé) Cristobal DEL CASTILLO.
(L. S.) (Signé) Louis BARTHOU.
(L. S.) (Signé) George R. CLERK.
(L. S.) (Signé) John BELTON.
(L. S.) (Signé) Pignatti MORANO.
(L. S.) (Signé) LOUDON.
(L. S.) (Signé) Armando DA GAMA OCHOA.

Certifié pour copie conforme :

Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas,
A. M. Snouck Hurgronje.

So far as Belgium is concerned, this Convention shall only enter into force after its publication in the legal forms prescribed by Belgian legislation.

(L. S.) (*Signed*) DE GAIFFIER.
(L. S.) (*Signed*) Cristobal DEL CASTILLO.
(L. S.) (*Signed*) Louis BARTHOU.
(L. S.) (*Signed*) George R. CLERK.
(L. S.) (*Signed*) John BELTON.
(L. S.) (*Signed*) Pignatti MORANO.
(L. S.) (*Signed*) LOUDON.
(L. S.) (*Signed*) Armando DA GAMA OCHOA.

N° 3588.

AFGHANISTAN ET IRAK

Traité d'amitié. Signé à Téhéran, le
20 décembre 1932.

AFGHANISTAN AND IRAQ

Treaty of Friendship. Signed at
Teheran, December 20th, 1932.

N° 3588. — TRAITÉ ¹ D'AMITIÉ ENTRE L'AFGHANISTAN ET L'IRAK.
SIGNÉ A TÉHÉRAN, LE 20 DÉCEMBRE 1932.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de l'Irak. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 22 janvier 1935.

SA MAJESTÉ LE ROI D'IRAK,
et

SA MAJESTÉ LE ROI D'AFGHANISTAN,

Désireux d'établir des liens d'amitié et de bonne entente entre leurs pays respectifs, ont désigné à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI D'IRAK :

Son Excellence Monsieur Tawfiq Bey EL-SWAIDI, ministre plénipotentiaire et envoyé extraordinaire d'Irak en Perse (Téhéran) ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'AFGHANISTAN :

Son Excellence Sardar Shir AHMAD Khan, ambassadeur d'Afghanistan en Perse (Téhéran) ;

Lesquels après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus sur ce qui suit :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes se reconnaissent mutuellement leurs indépendances et se déclarent résolues à entretenir une paix constante et une amitié perpétuelle entre leurs Royaumes respectifs.

Article 2.

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour établir leurs relations diplomatiques et consulaires sur la base du droit commun international. Elles conviennent que les représentants diplomatiques et consulaires de chacune d'elles recevront sur le territoire de l'autre, le traitement consacré par les principes et la pratique du droit commun international.

Article 3.

Le présent traité sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés aussitôt que possible à Téhéran.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double en français à Téhéran le 20 décembre 1932.

Tawfiq EL-SWAIDY.

Shir AHMAD.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Téhéran, le 11 septembre 1934.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 3588. — TREATY ² OF FRIENDSHIP BETWEEN AFGHANISTAN AND IRAQ. SIGNED AT TEHERAN, DECEMBER 20TH, 1932.

French official text communicated by the Minister for Foreign Affairs of Iraq. The registration of this Treaty took place January 22nd, 1935.

HIS MAJESTY THE KING OF IRAQ
and

HIS MAJESTY THE KING OF AFGHANISTAN,

Being desirous of establishing bonds of friendship and good understanding between their respective countries, have for that purpose appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF IRAQ :

His Excellency Monsieur Tawfiq Bey EL-SWAIDI, Minister Plenipotentiary and Envoy Extraordinary of Iraq in Persia (Teheran) ;

HIS MAJESTY THE KING OF AFGHANISTAN :

His Excellency Sardar Shir AHMAD Khan, Ambassador of Afghanistan in Persia (Teheran) ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The High Contracting Parties recognise one another's independence and declare that they are resolved that there shall be lasting and perpetual friendship between their respective kingdoms.

Article 2.

The High Contracting Parties agree to establish diplomatic and consular relations on the basis of common international law. They agree that the diplomatic and consular representatives of each of them shall, in the territory of the other, receive the treatment recognised by the principles and practice of common international law.

Article 3.

The present Treaty shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Teheran as soon as possible.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate, in French, at Teheran, this 20th day of December, 1932.

Tawfiq EL-SWAIDY.

Shir AHMAD.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Teheran, September 11th, 1934.

N° 3589.

**RÉPUBLIQUE ARGENTINE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Convention concernant les indemni-
sations pour accidents du travail.
Signée à Buenos-Ayres, le 31
mars 1932.

**ARGENTINE REPUBLIC
AND CZECHOSLOVAKIA**

Convention concerning Compensa-
tion for Industrial Accidents.
Signed at Buenos Aires, March
31st, 1932.

N° 3589. — CONVENTION¹ ENTRE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE
ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE CONCERNANT LES
INDEMNISATIONS POUR ACCIDENTS DU TRAVAIL. SIGNÉE A
BUENOS-AYRES, LE 31 MARS 1932.

*Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la République tchécoslovaque auprès
de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 25 janvier 1935.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE
ARGENTINE,

Animés du désir d'étendre le champ d'application des législations de leurs pays respectifs
en matière d'indemnisations pour accidents du travail, décident de conclure une convention à
cet effet et nomment pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Gouvernement argentin,
Monsieur Edouard MACHATÝ ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE :

Son ministre secrétaire d'Etat au Département des Affaires étrangères et du Culte, Son
Excellence le D^r Carlos SAAVEDRA LAMAS ;

Lesquels, après s'être communiqué les pleins pouvoirs dont ils sont investis et les avoir trouvés
en bonne et due forme, ont convenu ce qui suit :

Article premier.

En matière d'indemnisations pour accidents du travail les deux Parties contractantes
conviennent d'assurer la complète égalité de traitement des nationaux de l'autre et de ceux de sa
propre nationalité.

Article 2.

La stipulation qui précède subsistera quelle que soit la résidence des victimes d'accidents
du travail ou de leurs héritiers dans l'un ou l'autre des pays contractants.

Le droit à l'indemnisation sera déterminé conformément à la législation du pays dans le territoire
duquel l'accident sera survenu.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Buenos-Ayres, le 9 novembre 1934.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3589. — CONVENTION² BETWEEN THE ARGENTINE REPUBLIC AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC CONCERNING COMPENSATION FOR INDUSTRIAL ACCIDENTS. SIGNED AT BUENOS AIRES, MARCH 31ST, 1932.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place January 25th, 1935.

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC and THE PRESIDENT OF THE ARGENTINE REPUBLIC,

Being desirous of extending the application of the legislation of their respective countries in the matter of compensation for industrial accidents, have decided to conclude a Convention for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Argentine Government,
Monsieur Edouard MACHATÝ;

THE PRESIDENT OF THE ARGENTINE REPUBLIC :

His Minister the Secretary of State in the Department of Foreign Affairs and Public Worship, His Excellency Dr. Carlos SAAVEDRA LAMAS;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Each of the Contracting Parties hereby undertakes to guarantee to nationals of the other Party the same treatment in respect of compensation for industrial accidents as it grants to its own nationals.

Article 2.

The above provision shall apply to victims of industrial accidents and their heirs, irrespective of whether they reside in the territory of the one or the other of the Contracting Parties.

The right to compensation shall be governed by the legislation of the country in the territory of which the accident occurred.

¹ Traduction du Bureau international du Travail.

¹ Translation of the International Labour Office.

² The exchange of ratifications took place at Buenos Aires, November 9th, 1934.

Article 3.

La présente convention s'appliquera aux cas d'indemnisations pendantes dont le paiement ne sera pas devenu caduc pour les victimes ou leurs héritiers conformément aux dispositions légales et réglementaires du pays dans lequel l'accident sera survenu.

Article 4.

Les autorités argentines et tchécoslovaques se prêteront mutuellement leurs bons offices dans le but de faciliter, de part et d'autre, la mise à exécution des lois relatives aux accidents du travail, spécialement en ce qui concerne l'avertissement aux héritiers.

Article 5.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées dans le plus bref délai à Buenos-Ayres. Elle entrera en vigueur trente jours après l'échange desdites ratifications.

Elle restera en vigueur pendant cinq ans et à l'expiration de cette période, elle sera considérée comme prorogée d'année en année, pourvu qu'elle ne soit pas dénoncée avec une année d'avance.

En foi de quoi, les plénipotentiaires désignés à cet effet ont signé et scellé la présente convention à Buenos-Ayres, capitale de la République Argentine, le 31 mars de l'année 1932.

(L. S.) Eduard MACHATÝ.

(L. S.) Carlos SAAVEDRA LAMAS.

Copie certifiée conforme :
Praha, le 12 décembre 1934.

Dr Jan Opočenský,
Directeur des Archives.

Article 3.

This Convention shall apply to pending cases of compensation where the right of the injured person or his heirs to payment has not yet lapsed in pursuance of the provisions of the statutes and regulations of the country where the accident occurred.

Article 4.

The Argentine and Czechoslovak authorities shall give one another mutual assistance for the purpose of facilitating the administration by both Parties of the laws relating to industrial accidents, in particular in the matter of notifying the heirs.

Article 5.

The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible at Buenos Aires. It shall come into force thirty days after the exchange of the said instruments of ratification.

It shall remain in force for five years and, on the expiration of this period, shall be deemed to be prolonged from year to year until one year's notice of its denunciation is given.

In faith whereof the Plenipotentiaries appointed for this purpose have signed the present Convention and thereto affixed their seals at Buenos Aires, capital of the Argentine Republic, on the 31st day of March of the year 1932.

(L. S.) Eduard MACHATÝ.

(L. S.) Carlos SAAVEDRA LAMAS.

N° 3590.

**COMMONWEALTH
D'AUSTRALIE ET BELGIQUE**

Echange de notes comportant un arrangement réglant provisoirement les relations douanières entre les deux pays. Canberra, le 19 novembre 1934.

**COMMONWEALTH OF
AUSTRALIA AND BELGIUM**

Exchange of Notes constituting an Arrangement regulating temporarily the Customs and Tariff Relations between the Two Countries. Canberra, November 19th, 1934.

No. 3590. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA AND THE BELGIAN GOVERNMENT CONSTITUTING AN ARRANGEMENT REGULATING TEMPORARILY THE CUSTOMS AND TARIFF RELATIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. CANBERRA, NOVEMBER 19TH, 1934.

*English official text communicated by the Minister for External Affairs of the Commonwealth of Australia.
The registration of this Exchange of Notes took place January 25th, 1935.*

I.

THE MINISTER FOR TRADE AND CUSTOMS TO THE CONSUL-GENERAL
FOR BELGIUM IN AUSTRALIA.

COMMONWEALTH OF AUSTRALIA.

MINISTER FOR TRADE AND CUSTOMS.

CANBERRA, Federal Capital Territory,
November 19th, 1934.

DEAR SIR,

I. I have the honour to inform you that, pending the conclusion of a Trade Agreement regulating in a more complete manner the Customs and Tariff relations between the Commonwealth of Australia and Belgium, His Majesty's Government in the Commonwealth of Australia have agreed as follows :

(i) To permit the importation into Australia of 2,152,500 square feet of Belgian plain clear sheet glass during any year in which the consumption of plain clear sheet glass in Australia does not exceed 7,500,000 square feet ;

(ii) To permit the importation into Australia of an additional quantity of Belgian plain clear sheet glass if the consumption in Australia of plain clear sheet glass in that year exceeds 7,500,000 square feet. The additional quantity of Belgian plain clear sheet glass so permitted to be imported shall be equal to 35.8725 per centum of the difference between 7,500,000 square feet and the actual consumption during that year ;

(iii) To permit the importation into Australia of a further additional quantity of Belgian plain clear sheet glass if in any year it should be necessary to authorise the importation of additional quantities of plain clear sheet glass owing to the temporary inability of Australian glass makers to supply the full quota allotted to them. The

¹ In force as from November 1st, 1934.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3590. — ÉCHANGE DE NOTES² ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE COMMONWEALTH D'AUSTRALIE ET LE GOUVERNEMENT BELGE, COMPORTANT UN ARRANGEMENT RÉGLANT PROVISOIREMENT LES RELATIONS DOUANIÈRES ENTRE LES DEUX PAYS. CANBERRA, LE 19 NOVEMBRE 1934.

*Texte officiel anglais communiqué par le ministre des Affaires étrangères du Commonwealth d'Australie.
L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 25 janvier 1935.*

I.

LE MINISTRE DU COMMERCE ET DES DOUANES AU CONSUL GÉNÉRAL
DE BELGIQUE EN AUSTRALIE.

COMMONWEALTH D'AUSTRALIE.

MINISTRE DU COMMERCE ET DES DOUANES.

CANBERRA, Territoire de la Capitale fédérale,
le 19 novembre 1934.

MONSIEUR LE CONSUL GÉNÉRAL,

I. J'ai l'honneur de porter à votre connaissance qu'en attendant la conclusion d'un accord commercial réglant d'une façon plus complète les relations douanières et tarifaires entre le Commonwealth d'Australie et la Belgique, le Gouvernement de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie a décidé :

i) D'autoriser l'importation en Australie de 2.152.500 pieds carrés de verre belge clair en feuilles, simple, au cours de toute année pendant laquelle la consommation de verre clair en feuilles, simple, ne dépassera pas, en Australie, 7.500.000 pieds carrés ;

ii) D'autoriser l'importation en Australie d'une quantité supplémentaire de verre belge clair en feuilles, simple, si la consommation, en Australie, de verre clair en feuilles, simple, durant l'année considérée, dépasse 7.500.000 pieds carrés. La quantité supplémentaire de verre belge clair en feuilles, simple, dont l'importation sera ainsi autorisée, sera égale à 35,8725 % de la différence entre 7.500.000 pieds carrés et la consommation effective de l'année dont il s'agit.

iii) D'autoriser l'importation en Australie d'une nouvelle quantité supplémentaire de verre belge clair en feuilles, simple, si, au cours d'une année quelconque, il s'avérait nécessaire d'autoriser l'importation de quantités supplémentaires de verre clair en feuilles, simple, en raison de l'impossibilité où se trouveraient temporairement les verreries

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² En vigueur à partir du 1^{er} novembre 1934.

additional quantity of Belgian plain clear sheet glass so permitted to be imported shall be equal to 71.745 per centum of the total additional quantity so authorized to be imported ;

(iv) The Belgian plain clear sheet glass permitted to be imported into Australia under the foregoing arrangements shall be subject to a tariff duty of four shillings (4s.) per 100 square feet plus primage duty not exceeding 10 per centum *ad valorem*, except that if the said duties are reduced or removed in favour of any other foreign country the same reduction shall apply to Belgian plain clear sheet glass.

2. The foregoing Arrangement in respect to the importation into Australia of Belgian plain clear sheet glass is subject to the following mutual understandings :

(i) In the event of cessation of production of plain clear sheet glass in Australia, His Majesty's Government in the Commonwealth of Australia shall have the right to abolish such restrictions on the importation of plain clear sheet glass as may be imposed for the purpose of administering the foregoing Arrangement — provided Belgian plain clear sheet glass is admitted into Australia at the rates of duty set forth in paragraph 1 (iv) or other more favourable rates which may be granted to any other foreign country.

(ii) His Majesty's Government in the Commonwealth of Australia and the Government of His Majesty the King of the Belgians have agreed to pursue negotiations for the conclusion of a more comprehensive agreement with the shortest possible delay.

(iii) The Government of His Majesty the King of the Belgians have agreed to waive all restrictions upon the importation into Belgium of Australian meat preserved by cold process and not to enforce the embargo or prohibition on the importation into Belgium of Australian barley or other cereals which was to have been proclaimed on 20th October 1934.

(iv) His Majesty's Government in the Commonwealth of Australia and the Government of His Majesty the King of the Belgians have agreed that in the operation of any system of controlling imports no product or commodity of the other country, Party to this Arrangement, shall be accorded treatment less favourable than that accorded the most-favoured foreign country on like products or commodities.

(v) In this Arrangement, the term "foreign country" in relation to the Commonwealth of Australia means a country not being a territory under the sovereignty of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, or under His Majesty's suzerainty, protection or mandate.

(vi) The present Arrangement shall be regarded as taking effect on the first day of November 1934, and shall remain in force until the thirty-first day of October, 1935. In case neither of the Governments, Parties to this Arrangement, shall have given notice to the other two calendar months before the latter date of their intention to terminate this Arrangement, it shall remain in force until the expiration of two calendar months from the date on which notice of such intention is given.

Yours faithfully,

T. W. WHITE,
Minister for Trade and Customs.

The Consul-General for Belgium,
160, Castlereagh Street,
Sydney, New South Wales.

australienne de fournir intégralement la quote-part qui leur est attribuée. La quantité supplémentaire de verre belge clair en feuilles, simple, dont l'importation sera alors permise, sera de 71,745 % de la quantité supplémentaire totale dont l'importation sera ainsi autorisée ;

iv) Le verre belge clair en feuilles, simple, dont l'importation en Australie est autorisée en vertu des dispositions qui précèdent sera passible, au titre du tarif, d'un droit de quatre shillings (4 s.) par 100 pieds carrés, plus un droit de primage ne dépassant pas 10 % *ad valorem*, excepté si les droits en question étaient réduits ou supprimés en faveur de n'importe quel autre pays étranger, auquel cas la même réduction sera appliquée au verre belge clair en feuilles, simple.

2. Les dispositions ci-dessus relatives à l'importation en Australie de verre belge clair en feuilles, simple, sont subordonnées aux conditions réciproques suivantes :

i) Dans le cas où la production de verre clair en feuilles, simple, cesserait en Australie, le Gouvernement de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie aura le droit d'abroger telles restrictions à l'importation de verre clair en feuilles, simple, qui auront pu être imposées aux fins d'application de l'arrangement ci-dessus — à la condition que le verre belge clair en feuilles, simple, soit admis en Australie aux taux indiqués au paragraphe 1 *iv)*, ou aux taux plus favorables qui pourraient être consentis à un autre pays étranger quelconque.

ii) Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie et le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges sont convenus de poursuivre les négociations en vue de la conclusion d'un accord plus large dans le plus bref délai possible.

iii) Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges a décidé de lever toutes les restrictions affectant l'importation, en Belgique, de viande australienne conservée par le froid et de ne pas mettre en vigueur l'embargo ou la prohibition à l'importation en Belgique d'orge ou autres céréales originaires d'Australie qui devait être promulgué le 20 octobre 1934.

iv) Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie et le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges sont convenus que, lors de l'application de n'importe quel système de contrôle des importations, aucun produit ou marchandise de l'autre pays Partie au présent arrangement ne subira un traitement moins favorable que celui qui est accordé, pour les mêmes produits ou marchandises, à la nation étrangère la plus favorisée.

v) Dans le présent arrangement, le terme « pays étranger » signifie, par rapport au Commonwealth d'Australie, un pays dont le territoire ne se trouve pas sous la souveraineté de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes, ni sous la suzeraineté, le protectorat ou le mandat de Sa Majesté.

vi) Le présent arrangement sera considéré comme prenant effet le 1^{er} novembre 1934 et restera en vigueur jusqu'au 31 octobre 1935. Dans le cas où aucun des deux gouvernements Parties à cet arrangement ne notifierait à l'autre, deux mois civils avant la dernière date susdite, son intention d'y mettre fin, il restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de deux mois civils à compter de la date à laquelle pareille intention sera notifiée.

Je vous prie d'agréer, etc.

T. W. WHITE,
Ministre du Commerce et des Douanes.

Monsieur le Consul général
de Belgique,
160, Castlereagh Street,
Sydney (Nouvelle-Galles du Sud).

II.

THE CONSUL-GENERAL OF BELGIUM IN AUSTRALIA
TO THE MINISTER FOR TRADE AND CUSTOMS, COMMONWEALTH OF AUSTRALIA.

CONSULAT GÉNÉRAL DE BELGIQUE.

N° 1234.

CANBERRA, November 19th, 1934.

SIR,

I have the honour to confirm to the Commonwealth Government of Australia, on behalf of the Government of His Majesty the King of the Belgians, the following Arrangement which has been arrived at in the course of our discussions in Sydney, Melbourne and Canberra between August and November of the present year :

1. Pending the conclusion of a Trade Agreement regulating in a more complete manner the Customs and Tariff relations between the Commonwealth of Australia and Belgium, His Majesty's Government in the Commonwealth of Australia have agreed as follows :

(i) To permit the importation into Australia of 2,152,500 square feet of Belgian plain clear sheet glass during any year in which the consumption of plain clear sheet glass in Australia does not exceed 7,500,000 square feet.

(ii) To permit the importation into Australia of an additional quantity of Belgian plain clear sheet glass if the consumption in Australia of plain clear sheet glass in that year exceeds 7,500,000 square feet. The additional quantity of Belgian plain clear sheet glass so permitted to be imported shall be equal to 35.8725 per centum of the difference between 7,500,000 square feet and the actual consumption during that year.

(iii) To permit the importation into Australia of a further additional quantity of Belgian plain clear sheet glass if in any year it should be necessary to authorize the importation of additional quantities of plain clear sheet glass owing to the temporary inability of Australian glass makers to supply the full quota allotted to them. The additional quantity of Belgian plain clear sheet glass so permitted to be imported shall be equal to 71.745 per centum of the total additional quantity so authorized to be imported.

(iv) The Belgian plain clear sheet glass permitted to be imported into Australia under the foregoing arrangements shall be subject to a tariff duty of four shillings (4s.) per 100 square feet plus primage duty not exceeding 10 per centum *ad valorem*, except that if the said duties are reduced or removed in favour of any other foreign country the same reduction shall apply to Belgian plain clear sheet glass.

2. The foregoing Arrangement in respect to the importation into Australia of Belgian plain clear sheet glass is subject to the following mutual understandings :

(i) In the event of cessation of production of plain clear sheet glass in Australia, His Majesty's Government in the Commonwealth of Australia shall have the right to abolish such restrictions on the importation of plain clear sheet glass as may be imposed for the purpose of administering the foregoing Arrangement — provided Belgian plain clear sheet glass is admitted into Australia at the rates of duty set forth in paragraph 1 (iv) or other more favourable rates which may be granted to any other foreign country.

II.

LE CONSUL GÉNÉRAL DE BELGIQUE EN AUSTRALIE
AU MINISTRE DU COMMERCE ET DES DOUANES DU COMMONWEALTH D'AUSTRALIE.

CONSULAT GÉNÉRAL DE BELGIQUE.

N^o 1234.

CANBERRA, le 19 novembre 1934.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, au nom du Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges, de confirmer au Gouvernement du Commonwealth d'Australie l'accord auquel nous avons abouti dans nos pourparlers à Sydney, Melbourne et Canberra, d'août à novembre de cette année, et dont les termes sont les suivants :

1. En attendant la conclusion d'un accord de commerce réglant d'une façon plus complète les relations douanières et tarifaires entre le Commonwealth d'Australie et la Belgique, le Gouvernement de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie a décidé :

i) D'autoriser l'importation en Australie de 2.152.500 pieds carrés de verre belge clair en feuilles, simple, au cours de toute année pendant laquelle la consommation de verre clair en feuilles, simple, ne dépassera pas, en Australie, 7.500.000 pieds carrés ;

ii) D'autoriser l'importation en Australie d'une quantité supplémentaire de verre belge clair en feuilles, simple, si la consommation, en Australie, de verre clair en feuilles, simple, durant l'année considérée, dépasse 7.500.000 pieds carrés. La quantité supplémentaire de verre belge clair en feuilles, simple, dont l'importation sera ainsi autorisée, sera égale à 35,8725 % de la différence entre 7.500.000 pieds carrés et la consommation effective de l'année dont il s'agit.

iii) D'autoriser l'importation en Australie d'une nouvelle quantité supplémentaire de verre belge clair en feuilles, simple, si, au cours d'une année quelconque, il s'avérait nécessaire d'autoriser l'importation de quantités supplémentaires de verre clair en feuilles, simple, en raison de l'impossibilité où se trouveraient temporairement les verreries australiennes de fournir intégralement la quote part qui leur est attribuée. La quantité supplémentaire de verre belge clair en feuilles, simple, dont l'importation sera alors permise, sera de 71,745 % de la quantité supplémentaire totale dont l'importation sera ainsi autorisée.

iv) Le verre belge clair en feuilles, simple, dont l'importation en Australie est autorisée en vertu des dispositions qui précèdent sera passible, au titre du tarif, d'un droit de quatre shillings (4 s.) par 100 pieds carrés, plus un droit de prime ne dépassant pas 10 % *ad valorem*, excepté si les droits en question étaient réduits ou supprimés en faveur de n'importe quel pays étranger, auquel cas la même réduction sera appliquée au verre belge clair en feuilles, simple.

2. Les dispositions ci-dessus relatives à l'importation en Australie du verre belge clair en feuilles, simple, sont subordonnées aux conditions réciproques suivantes :

i) Dans le cas où la production de verre clair en feuilles, simple, cesserait en Australie, le Gouvernement de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie aura le droit d'abroger telles restrictions à l'importation de verre clair en feuilles, simple, qui auront pu être imposées aux fins d'application de l'arrangement ci-dessus — à la condition que le verre belge clair en feuilles, simple, soit admis en Australie aux taux indiqués au paragraphe 1 *iv*), ou aux taux plus favorables qui pourraient être consentis à un pays étranger quelconque.

(ii) His Majesty's Government in the Commonwealth of Australia and the Government of His Majesty the King of the Belgians have agreed to pursue negotiations for the conclusion of a more comprehensive agreement with the shortest possible delay.

(iii) The Government of His Majesty the King of the Belgians have agreed to waive all restrictions upon the importation into Belgium of Australian meat preserved by cold process and not to enforce the embargo or prohibition on the importation into Belgium of Australian barley or other cereals which was to have been proclaimed on 20th October, 1934.

(iv) His Majesty's Government in the Commonwealth of Australia and the Government of His Majesty the King of the Belgians have agreed that in the operation of any system of controlling imports no product or commodity of the other country, Party to this Arrangement, shall be accorded treatment less favourable than that accorded the most-favoured foreign country on like products or commodities.

(v) In this Arrangement, the term "foreign country" in relation to the Commonwealth of Australia means a country not being a territory under the sovereignty of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, or under His Majesty's suzerainty, protection or mandate.

(vi) The present Arrangement shall be regarded as taking effect on the first day of November, 1934, and shall remain in force until the thirty-first day of October, 1935. In case neither of the Governments, Parties to this Arrangement, shall have given notice to the other two calendar months before the latter date of their intention to terminate this Arrangement, it shall remain in force until the expiration of two calendar months from the date on which notice of such intention is given.

I remain, dear Sir, Your obedient Servant.

Henri SEGAERT,
Consul-General of Belgium.

The Honourable
The Minister for Trade and Customs
of the Commonwealth of Australia,
Canberra, F.C.T.

ii) Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie et le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges sont convenus de poursuivre les négociations en vue de la conclusion d'un accord plus large dans le plus bref délai possible.

iii) Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges a décidé de lever toutes les restrictions affectant l'importation, en Belgique, de viande australienne conservée par le froid et de ne pas mettre en vigueur l'embargo ou la prohibition à l'importation en Belgique d'orge ou d'autres céréales originaires d'Australie qui devait être promulgué le 20 octobre 1934.

iv) Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie et le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges sont convenus que, lors de l'application de n'importe quel système de contrôle des importations, aucun produit ou marchandise de l'autre pays Partie au présent arrangement ne subira un traitement moins favorable que celui qui est accordé, pour les mêmes produits ou marchandises, à la nation étrangère la plus favorisée.

v) Dans le présent arrangement, le terme « pays étranger » signifie, par rapport au Commonwealth d'Australie, un pays dont le territoire ne se trouve pas sous la souveraineté de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes, ni sous la suzeraineté, le protectorat ou le mandat de Sa Majesté.

vi) Le présent arrangement sera considéré comme prenant effet le 1^{er} novembre 1934 et restera en vigueur jusqu'au 31 octobre 1935. Dans le cas où aucun des deux gouvernements Parties à cet arrangement ne notifierait à l'autre, deux mois civils avant la dernière date susdite, son intention d'y mettre fin, il restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de deux mois civils à compter de la date à laquelle pareille intention sera notifiée.

Je vous prie d'agréer, etc.

Henri SEGAERT.

Consul général de Belgique.

Monsieur le Ministre
du Commerce et des Douanes
du Commonwealth d'Australie,
Canberra, F.C.T.



N° 3591.

BELGIQUE ET JAPON

Echange de notes relatif à l'exemption réciproque de la production des patentes de santé des navires. Tokio, les 16 et 28 août 1934.

BELGIUM AND JAPAN

Exchange of Notes regarding the Reciprocal Exemption for Vessels from the Presentation of Bills of Health. Tokio, August 16th and 28th, 1934.

N° 3591. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS
BELGE ET JAPONAIS RELATIF A L'EXEMPTION RÉCIPROQUE
DE LA PRODUCTION DES PATENTES DE SANTÉ DES NAVIRES.
TOKIO, LES 16 ET 28 AOÛT 1934.

*Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement
de cet échange de notes a eu lieu le 28 janvier 1935.*

I.

AMBASSADE DE BELGIQUE
A TOKIO.
N° 65/B I.

TOKIO, le 16 août 1934.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Je suis chargé par le Gouvernement du Roi de porter à la connaissance de Votre Excellence qu'il a décidé de ne plus exiger désormais le visa de la patente de santé ni la production de cette patente, des navires battant pavillon japonais à leur entrée dans un port belge.

Il est entendu que les ports du Congo belge sont exceptés de la dispense susdite.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, de renouveler à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

(s.) DE BASSOMPIERRE.

Son Excellence
Monsieur Koki Hirota,
Ministre des Affaires étrangères,
Tokio.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
N° 49.
Jyoyakukyoku.

TOKIO, le 28 août 1934.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Par lettre en date du 16 courant, Votre Excellence a bien voulu me faire savoir que le Gouvernement belge avait décidé de ne plus exiger désormais le visa de la patente de santé ni la

¹ Entré en vigueur le 28 août 1934.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3591. — EXCHANGE OF NOTES ² BETWEEN THE BELGIAN AND JAPANESE GOVERNMENTS REGARDING THE RECIPROCAL EXEMPTION FOR VESSELS FROM THE PRESENTATION OF BILLS OF HEALTH. TOKIO, AUGUST 16TH AND 28TH, 1934.

French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place January 28th, 1935.

I.

BELGIAN EMBASSY
AT TOKIO.

No. 65/B. I.

TOKIO, *August 16th, 1934.*

YOUR EXCELLENCY,

I am instructed by the Royal Government to inform Your Excellency that it has decided in future not to require visas on bills of health or the production of such bills of health in the case of vessels flying the Japanese flag on their entry into Belgian ports.

It is understood that the aforementioned exemption shall not apply to the ports of the Belgian Congo.

I have the honour to be, etc.

(Signed) DE BASSOMPIERRE.

His Excellency M. Koki Hirota,
Minister for Foreign Affairs,
Tokio.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

No. 49.
Jyoyakukyoku.

TOKIO, *August 28th, 1934.*

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

In a letter dated the 16th of this month, Your Excellency was good enough to inform me that the Belgian Government had decided in future not to require visas on bills of health or the production

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force August 28th, 1934.

production de cette patente des navires battant pavillon japonais à leur entrée dans un port belge, mais que les ports du Congo belge sont exceptés de cette dispense.

J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence qu'il n'existe actuellement au Japon aucun règlement exigeant des navires battant pavillon étranger le visa ou la production de la patente de santé à leur entrée dans un port japonais. Même au cas où un tel règlement viendrait à être adopté, les navires sous pavillon belge seraient dispensés à leur entrée dans les ports japonais de l'obligation du visa ou de la production de la patente de santé.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances renouvelées de ma très haute considération.

(s.) HIROTA,

Ministre des Affaires étrangères.

Monsieur le Baron de Bassompierre,
Ambassadeur de Belgique,
Tokio.

of such bills of health in the case of vessels flying the Japanese flag on their entry into Belgian ports, but that the aforementioned exemption was not to apply to the ports of the Belgian Congo.

I have the honour to inform Your Excellency that there are no regulations at present in force in Japan requiring visas or the production of bills of health in the case of vessels flying foreign flags on their entry into Japanese ports. Even in the event of such regulations being introduced, vessels flying the Belgian flag would be exempted on their entry into Japanese ports from the requirements regarding visas or the production of bills of health.

I have the honour to be, etc.

(Signed) HIROTA,
Minister for Foreign Affairs.

Baron de Bassompierre,
Belgian Ambassador,
Tokio.

